

***Guide sur les droits de l'Homme
dans le Processus de Barcelone***

Guide sur les droits de l'Homme dans le Processus de Barcelone

Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Khémais Chammari et Caroline Stainier

Copenhague, avril 2000-04-02
Secrétariat du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme
Studiestraede 38
1455 Copenhague K
Danemark
tél: +45 33 30 88 27/28
télécopie: +45.33.30.88.00/08
e-mail: msh@humanrights.dk
site internet: www.euromedrights.net

ISBN: 87-986920-9-7

Information bibliographique d'après le Format Standard de l'HURIDOCs

Titre: Guide sur les droits de l'Homme dans le Processus de Barcelone

Auteurs: Khémaïs Chammari et Caroline Stainier

Edition et mise en page: Karsten Gam Nielsen

Directeur de la publication: Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Mots clefs: ONG/ coopération/ droits de l'Homme/ l'Union européenne

Termes géographiques: Pays méditerranéen/ Europe/ Afrique du Nord/ Moyen-Orient

Le guide est publié avec le soutien financier de la Commission européenne

COPYRIGHT: EMHRN/REMDH

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	5
PREFACE.....	11
L'idée d'un guide... nécessité pressante.....	12
Qui fait quoi et comment?.....	14
1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME	16
1.2 L'UNION EUROPÉENNE ET LA MÉDITERRANÉE: LES ENJEUX DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN.....	16
1.3. La dimension droits de l'Homme du PEM	21
1.3.1 Aperçu des principaux textes sur les droits de l'Homme et la politique méditerranéenne.....	21
a. Le Traité sur l'Union Européenne et le Traité instituant la Communauté Européenne.....	21
b. La Déclaration de Barcelone.....	22
c. Les clauses 'droits de l'Homme' dans les accords d'association	26
d. Le règlement MEDA.....	27
1.3.2. Un engagement politique fort, mais des modalités de mise en oeuvre encore embryonnaires	28
1.3.3. La question des migrations dans le Partenariat euro-méditerranéen	31
2. LE 'TRIANGLE INSTITUTIONNEL' ET LES 'PILIERS' DE L'UNION EUROPÉENNE.....	36
3. LE CONSEIL EUROPEEN	41
■ COMPOSITION.....	41
● FONCTION	41
▲ STRUCTURE	41
▼ MODE DE DÉCISION	41

◆ EN CE QUI CONCERNE LA PESC.....	42
✱ EN CE QUI CONCERNE LE PEM	42
4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE	44
■ COMPOSITION.....	44
● FONCTIONS	45
▲ STRUCTURE	45
▼ MODE DE DÉCISION	48
◆ EN CE QUI CONCERNE LA PESC ET LE PROCESSUS DE BARCELONE.....	49
5. LA COMMISSION EUROPÉENNE	52
■ COMPOSITION.....	52
● FONCTIONS	52
▲ STRUCTURE	53
La Direction générale 'relations extérieures'	53
La Direction générale 'élargissement'	54
La Direction générale 'développement'	55
L'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO)	55
Le Service commun des relations extérieures.....	55
Les délégations de la Commission dans les pays tiers.....	57
Les Teams MEDA.....	57
▼ MODE DE DÉCISION	57
◆ EN CE QUI CONCERNE LA PESC.....	57
✱ EN CE QUI CONCERNE LE PEM	58
6. LE PARLEMENT EUROPÉEN	61
■ COMPOSITION.....	61
● FONCTIONS	62
Le pouvoir législatif	62
Le pouvoir budgétaire	63
Le pouvoir de contrôle	64
Un Forum de l'opinion européenne	65
▲ STRUCTURE ET ▼ MODE DE DÉCISION	65
Où et comment travaille le Parlement?	65
La Présidence et le Bureau	67

TABLE DES MATIÈRES

Les Commissions parlementaires et les autres structures de travail (sous-commissions, groupes de travail, et délégations interparlementaires)	67
Les rapporteurs	69
Les services administratifs	69
Les groupes politiques européens	70
◆ EN CE QUI CONCERNE LA PESC ET LES DROITS DE L'HOMME.....	71
La PESC	71
Les droits de l'Homme	72
★ EN CE QUI CONCERNE LE PEM ET NOTAMMENT LA SITUATION AU MOYEN ORIENT	74
La procédure d'avis conforme aux accords euro-méditerranéens d'association	74
Les délégations interparlementaires et les commissions parlementaires mixtes	75
Les résolutions urgentes	76
Les auditions publiques.....	77
Les questions orales et écrites	77
Le Forum Parlementaire euro-méditerranéen	77
Le Parlement européen et le processus de paix au Moyen-Orient.....	78
 7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN.....	79
7.1. Le niveau multilatéral	79
7.1.1. Les Sommets du Partenariat euro-méditerranéen depuis Barcelone	79
7.1.2 Les Forums civils Euromed	83
7.1.3. Le Comité de Barcelone ('Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone')	83
7.1.4. Les Hauts Fonctionnaires ('Réunion des Hauts Fonctionnaires sur le dialogue politique et de sécurité')	85
7.1.5. Le Programme MEDA	86
Le Règlement MEDA.....	86
Le Comité MED	88
Le rôle de la Banque Européenne d'Investissement	88
Le projet de Règlement MEDA II.....	89

7.1.6. Le Règlement MEDA, la société civile et les droits de l'Homme	89
La société civile.....	89
La prise en compte du respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques	92
7.1.7. Les réunions sectorielles et les réseaux.....	93
7.2 Le niveau bilatéral.....	94
7.2.1. Les accords euroméditerranéens d'association.....	94
Le contenu des accords euroméditerranéens d'association	94
7.2.2. Les structures de suivi des accords d'association.....	95
7.2.3. La négociation et l'entrée en vigueur des accords d'association	96
7.2.4. Accords en vigueur et état d'avancement des négociations en cours	97
7.3. Les clauses 'droits de l'Homme' dans les accords euro-méditerranéens d'association	99
7.3.1. Les clauses droits de l'Homme dans les accords entre la Communauté et les pays tiers	99
7.3.2. Les articles 2 et les clauses de non-exécution dans les Accords euro-méditerranéens d'association	100
7.3.3. La mise en oeuvre de l'article 2 des Accords euroméditerranéens d'association.....	103
Un droit de regard mutuel	103
Avant l'entrée en vigueur de l'accord.....	104
Après l'entrée en vigueur de l'accord: l'exemple de la Tunisie	105
Quelques pistes pour l'avenir.....	108
7.4. Les cas particuliers de Chypre, de Malte et de la Turquie.....	109
7.4.1. Les accords qui lient la Communauté européenne à Chypre, Malte et la Turquie.....	109
7.4.2. La stratégie de pré-adhésion.....	110
La situation des trois pays candidats.....	110
 8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME	114
8.1. Les programmes de la Commission et les règlements.....	114
8.1.3 La question du fondement légal de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme: les règlements du 29 avril 1999	115

TABLE DES MATIÈRES

8.2. Le Programme MEDA pour la démocratie (ligne budgétaire B7-705).....	117
8.2.1. De 1996 à 1999	117
8.2.2. Après le règlement du 29 avril 1999	119
8.3. Au niveau des critères d'éligibilité	119
8.3.1 Quant à la qualité du demandeur.....	119
8.3.2. Quant à la nature projet.....	120
8.3.3. Quant au budget du projet.....	120
8.4. Au niveau des critères d'évaluation	122
8.5. Autres lignes budgétaires auxquelles les ONG droits de l'Homme actives dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée peuvent faire appel.....	122
8.5.1. Subventions en faveur de certaines activités d'organisations poursuivant des objectifs des droits de l'Homme: ligne budgétaire B7-704.....	123
8.5.2. Appui et surveillance des processus électoraux: ligne budgétaire B7-709.....	124
8.6. Le rôle des différents services de la Commission dans la procédure de sélection et la gestion des lignes budgétaires de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme	125
 CONCLUSION: UN ENJEU MAJEUR, MAIS LE CHEMIN EST ENCORE LONG.....	 127
 POINTS DE CONTACT	 134
☛ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE CONSEIL EUROPEEN.....	134
☛ POINTS DE CONTACT CONSERNANT LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE.....	134
☛ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LA COMMISION EUROPEENNE	136
☛ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE PARLEMENT EUROPEEN.....	142
☛ POINTS DE CONTACT CONCERNANT STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT (NIVEAU MULTILATERAL)	149

☛ POINTS DE CONTACT STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENERARIAT (NIVEAU BILATERAL)	152
☛ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME	152
ANNEXES.....	153
DECLARATION DE BARCELONE.....	153
DEUXIEME CONFERENCE MINISTERIELLE EURO-MEDITERRANEENNE MALTE,	173
REUNION MINISTERIELLE EURO-MEDITERRANEENNE AD HOC PALERME	183
TROISIEME CONFERENCE EURO-MEDITERRANEENE DES MINISTRES DES AFFAIRES D'ETRANGERES – BARCELONA III, STUTTGART, L'ALLEMAGNE,.....	187
DECLARATION CIVILE DE BARCELONE.....	194
DECLARATION FINALE – FORUM CIVILE DE MALTE	195
DECLARATION STUTTGART – LES DROITS DE L'HOMME ET LA CITOYENNE EN MEDITERRANEE.....	197
RÈGLEMENT (CE) N° 976/1999 DU CONSEIL du 29 avril 1999	205
INDEX.....	217

Preface

En novembre 1995, les 27 gouvernements de la région euro-méditerranéenne ont lancé le projet du Partenariat euro-méditerranéen (PEM). Ainsi, les quinze Etats membres de l'Union européenne et 12 pays tiers du Sud et de l'Est de la Méditerranée,¹ ont jeté les bases d'un projet ambitieux dont la clé de voûte est économique par la mise en place progressive d'une zone de libre échange et par le renforcement de la coopération économique et financière. Mais l'un des objectifs majeurs solennellement proclamé est toutefois de faire du bassin méditerranéen une *“zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité”*.²

Les promoteurs de ce partenariat ont ainsi unanimement affirmé que la réalisation de cet objectif

“exige le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures, autant d'éléments essentiels du partenariat”.³

Les signataires de la Déclaration de Barcelone se sont accordé à:

- développer l'Etat de droit et la démocratie dans leurs systèmes politiques,
- respecter les droits humains y compris la liberté d'expression et la liberté d'association,
- combattre le racisme, la xénophobie et l'intolérance,

¹ Les pays tiers méditerranéens membres du partenariat sont: l'Algérie, l'Autorité palestinienne, Chypre, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie.

² *Déclaration de Barcelone, 27-28 novembre 1995.*

³ *Idem.*

- et ils ont reconnu le rôle important que la société civile peut jouer dans la réussite de ce partenariat euro-méditerranéen par la promotion d'une meilleure compréhension mutuelle et d'une coopération étroite entre les peuples.⁴

Le règlement MEDA,⁵ qui constitue l'instrument financier principal du partenariat euro-méditerranéen, déclare se fonder de ce fait *“sur le respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui en constituent un élément essentiel”*.

L'universalité et l'indivisibilité de ces principes ont été nettement soulignés, en même temps que la référence au *“respect des caractéristiques, des valeurs et des spécificités propres à chacun des participants”*.⁶

A l'approche *multilatérale* de la Déclaration de Barcelone répond l'approche *bilatérale*, traduite dans les accords d'association conclus ou en cours de négociation entre, d'une part, la Communauté et ses Etats membres et, d'autre part, chacun des partenaires de la rive Sud de la Méditerranée. Les objectifs de la Déclaration y sont confirmés et approfondis. Les droits de l'Homme en sont un *élément essentiel*.⁷

L'idée d'un guide... nécessité pressante

Les associations et les réseaux de défense des droits humains ont considéré que les références aux droits de l'Homme et aux principes démocratiques dans la Déclaration de Barcelone, dans les accords d'association et dans le règlement MEDA constituent des acquis importants qu'ils doivent contribuer à préserver et à mettre en oeuvre, de façon effective, afin que ces acquis ne soient pas réduits au rang de simples textes d'apparat.

C'est dans cet esprit que le 'Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme' (REMDH) a été fondé en janvier 1997 à l'initiative d'organisations des droits de l'Homme du Nord et du Sud pour *“contribuer à la protection et à promotion des droits de l'Homme proclamées dans la Déclaration de Barcelone et, par là même,*

⁴ *Idem.*

⁵ Avec une référence phonologique à la Méditerranée, MEDA est l'acronyme de “Mesures d'accompagnement”, cf. *Infra*.

⁶ *Idem.*

⁷ Cf. *Infra*: les développements consacrés aux “clauses droits de l'Homme”.

PREFACE

à la promotion de la paix et de la stabilité des pays de la région et de la dignité de ses habitants”.⁸ Deux années plus tard, le REMDH a ainsi pu, sur la base de l’audience et de l’expérience acquises en relation avec ses membres, contribuer activement aux côtés du ‘Forum des Citoyens de la Méditerranée’, à l’animation du Forum civil ‘Euromed’ organisé les 15 et 16 avril 1999, parallèlement au Sommet ministériel euro-méditerranéen, par la Fondation Friedrich Ebert sur le thème ‘Les droits de l’Homme et la société civile en Méditerranée’.⁹

Les recommandations et propositions que le REMDH a pu transmettre, à l’issue de cette rencontre, aux gouvernements concernés, permettent d’apprécier le chemin parcouru depuis Barcelone pour une mise en oeuvre globale et effective des principes proclamés. Mettant l’accent sur le volet politique du partenariat - celui du dialogue politique et de sécurité - et particulièrement sur sa dimension démocratie et droits de l’Homme, le REMDH a ainsi fait des propositions autour de six thèmes essentiels: Droits de l’Homme et société civile; Education et formation aux droits de l’Homme; Droits de l’Homme et résolution des conflits; Droits au développement économique; Droit des réfugiés et des migrants et échanges humains; Institutionnalisation des droits de l’Homme dans le processus de Barcelone.¹⁰

A travers l’ensemble de ces thèmes, et en particulier celui des modalités de l’institutionnalisation de la dimension ‘droits de l’Homme’ et de l’action de ‘lobby’ nécessaire, l’idée d’un ‘guide sur la dimension droits de l’Homme dans le processus de Barcelone’ s’est imposée comme une nécessité pressante.

La complexité de l’édifice institutionnel européen, à travers ses trois ‘piliers’,¹¹ et ses multiples organes¹² autant que la répartition des pouvoirs de proposition, de

⁸ Brochure du REMDH: *Promotion et protection des droits de l’Homme dans la région euro-méditerranéenne* (propositions soumises aux gouvernements du Partenariat euro-méditerranéen à l’occasion du Sommet de Stuttgart. Avril 1999).

⁹ Parallèlement à chaque Sommet ministériel euro-méditerranéen, la pratique a instauré la tenue d’un “forum civil euromed” non gouvernemental: Barcelone (1995), Malte (“Barcelone II”, 1997) et Stuttgart (“Barcelone III”, 1999). La synthèse des actes de ce dernier forum, le plus riche à ce jour dans le domaine des droits de l’Homme, a été publiée par la Fondation Friedrich Ebert : *Les Droits de l’Homme et la Société Civile en Méditerranée*, Bonn 1999.

¹⁰ *Idem.*

¹¹ 1er pilier: pilier communautaire; procédures relativement intégrées. 2è pilier: politique étrangère et de sécurité commune: procédures essentiellement intergouvernementales. 3è pilier:

consultation et de décision au sein des différentes institutions de l'Union nécessitent un réel effort de familiarisation concrète. Il n'est assurément pas excessif de parler de 'labyrinthe communautaire'¹³ d'autant que cette complexité se traduit par des mécanismes et des procédures de consultation et de financement dont la maîtrise est pour le moins malaisée pour les non-initiés.

A cela s'ajoute le fait que les instances et les organes de suivi du processus de Barcelone et des accords d'association constituent un écheveau d'une transparence relative qui gagnerait à être davantage formalisé et précisé.

Qui fait quoi et comment?

L'objectif de ce guide - ou de ce *Vade mecum* - est de s'adresser non pas aux techniciens et aux juristes chevronnés qui disposent d'ouvrages d'une grande érudition.

Notre ambition est plutôt de trouver la forme et la manière pour nous adresser aux animateurs et aux animatrices des réseaux et des mouvements associatifs qui ont affaire aujourd'hui, à travers les actions engagées dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, aux politiques et aux institutions européennes. Ceci afin de les guider, d'un point de vue aussi concret que possible, dans ce labyrinthe dont ils appréhendent la complexité à travers les formulaires, les organigrammes et les procédures budgétaires dont ils sont saisis.

Notre intention est, de ce fait, de tenter d'expliquer *qui fait quoi et comment?* pour savoir comment les défenseurs des droits de l'Homme doivent agir, et auprès de qui, pour faire connaître leurs préoccupations, leurs positions et obtenir les appuis politiques et matériels indispensables au développement de leurs actions.

coopération policière et judiciaire en matière pénale: procédures essentiellement intergouvernementales.

¹² Notamment le Conseil européen, le Conseil de l'Union, la Commission européenne et le Parlement européen.

¹³ Daniel Gueguen: *Guide pratique du labyrinthe communautaire*, Editions Apogée, Rennes 1995.

PREFACE

Il s'agit aussi de familiariser les animateurs des ONG à des institutions et à des mécanismes plus ou moins développés ou embryonnaires afin qu'ils contribuent à en améliorer le contenu et le fonctionnement.¹⁴

Par delà la règle de droit, qu'il importe bien sûr de maîtriser, il y a surtout les pratiques concrètes du fonctionnement des institutions et des procédures. En outre, il y a la nécessaire identification des hommes et des femmes qui constituent des 'passages obligés' pour faciliter le traitement d'un dossier ou pour aider ceux et celles qui ne font pas partie du cercle étroit de spécialistes à s'orienter dans les institutions ou organes dont ils ne connaissent souvent que le nom ou le sigle.

C'est le pari que nous tentons, avec la volonté d'en améliorer, à l'usage, la forme et le contenu afin d'en faire un outil fiable et utile.

¹⁴ On ne rappellera jamais assez le rôle d'aiguillon joué par les ONG, tout particulièrement à partir des années 60, pour contribuer aux avancées normatives qu'a connues le système de protection des droits de l'Homme des Nations Unies. Les procédures et les mécanismes de suivi et de supervision doivent beaucoup à la coopération fructueuse qui s'est développée entre les ONG et les experts de la commission et de la sous-commission des droits de l'Homme des Nations Unies.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

1.2 L'UNION EUROPÉENNE ET LA MÉDITERRANÉE: LES ENJEUX DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

1. Le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) a été instauré par la 'Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires étrangères', tenue à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995. Initiative commune au 15 Etats membres de l'Union européenne, les 12 pays tiers méditerranéens, et de la Commission européenne, le PEM a été présenté par ses promoteurs comme "la première tentative de créer des liens durables et solidaires entre les riverains de la Mer Méditerranée."¹⁵

2. L'idée de faire du bassin méditerranéen une "zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité",¹⁶ est ainsi apparue, six ans après la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et le bouleversement du paysage géopolitique et stratégique de l'Europe qui en a résulté, comme l'expression de "la prise de conscience de l'urgence méditerranéenne et de la nécessité d'organiser un espace euro-méditerranéen".¹⁷

3. Adoptée à l'issue de la conférence de 1995, la Déclaration de Barcelone énonce les principes appelés à régir la mise en place d'un "*partenariat global à travers un dialogue politique renforcé et régulier, un développement de la coopération économique et financière et une valorisation de la dimension sociale, culturelle et humaine*".¹⁸

¹⁵ Préface à la brochure éditée de la Commission européenne consacrée au "*Partenariat euro-méditerranéen* (mars 1997), signée par M. Manuel Marin, alors vice-président de la Commission.

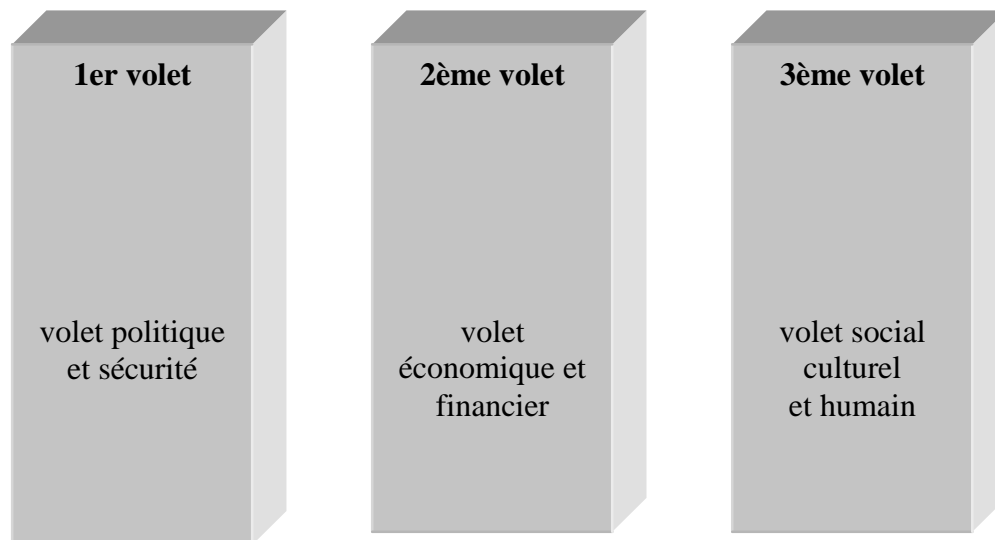
¹⁶ *Déclaration de Barcelone*.

¹⁷ Brochure citée en note.

¹⁸ *Déclaration de Barcelone*.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

Tableau I, Les trois volets du PEM :



Les trois volets du PEM sont ainsi clairement délimités. Si le volet politique est nettement affirmé, le volet économique constitue toutefois la motivation majeure de cette nouvelle configuration dont la clé de voûte est la mise en place progressive à l'horizon 2010 d'une zone de libre échange.

4. Dès les années 60, la Communauté européenne a cherché à mettre en place une politique méditerranéenne. Durant deux décennies c'est une approche traditionnelle qui a prévalu, construite d'une part sur des concessions commerciales et d'autre part sur une coopération financière bilatérale axée pour l'essentiel sur une aide-projet classique. Cela s'est avéré notoirement insuffisant en dépit de l'apport des accords de coopération conclus dans les années 70 avec les Etats de la rive Sud de la Méditerranée et d'une assistance financière dans le cadre de la mise en place de quatre protocoles financiers successifs. Dans un rapport officiel de 1990 de la Commission européenne appelant à *“un saut quantitatif et qualitatif [de la politique méditerranéenne] à la mesure des enjeux politiques, économiques et sociaux dans la région”*, on pouvait notamment lire:

“la Commission réitère sa conviction que la proximité géographique et l'intensité des rapports de toute nature font de la stabilité et de la prospérité des pays tiers méditerranéens (PTM) des éléments essentiels pour la Communauté elle-même. Une aggravation du déséquilibre économique et

social entre l'Europe et les PTM serait difficilement tolérable par la Communauté elle-même. Au sens large, sa sécurité est en jeu".¹⁹

5. C'est dans ces conditions que s'est amorcée une réorientation de la politique méditerranéenne de l'Europe qui s'est traduite, en 1992, par la mise en oeuvre de la 'Politique Méditerranéenne Rénovée' (PM.). L'effort financier pour la période 1992-1996 a enregistré une augmentation de 50% par rapport aux moyens prévus dans les Protocoles financiers précédents. C'est toutefois au niveau du lancement d'une coopération régionale et de programmes de coopération décentralisée plus axée sur la société civile ainsi que de l'appui à l'ajustement structurel de certains pays méditerranéens que la PM. a constitué une avancée qualitative par rapport à la politique antérieure. Mentionnée pour la première fois lors du Conseil européen de Lisbonne en 1992, cette orientation vers un partenariat global a été confirmée successivement par les Conseils de Corfou, en juin 1994, d'Essen, en décembre 1994 et de Cannes, en juin 1995: c'est ce dernier qui a avalisé les propositions en vue de 'l'établissement d'un partenariat euro-méditerranéen' dont la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone a posé, cinq mois plus tard, les fondements.

6. S'inscrivant dans le cadre du vaste mouvement de mondialisation des échanges économiques et financiers, dont la mise en place en 1995 de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a constitué un des épisodes décisifs, la réalisation de l'objectif de démantèlement des barrières douanières vise, dans la logique de ses promoteurs, à "endiguer la dégradation de la situation économique des pays tiers méditerranéens (PTM) et la marginalisation de l'ensemble méditerranéen dans l'économie mondiale", atténuant ainsi "la pression migratoire et la montée des mouvements politiques radicaux" tout en écartant "la menace d'extériorisation des conflits internes ou de débordement régional".²⁰

7. Au nombre des atouts du PEM, il y a ces interdépendances fortes qu'un document de la Commission résume en quelques données essentielles: les PTM fournissent 20% des besoins énergétiques de l'Union européenne, y envoient la moitié de leurs exportations (les 2/3 pour le Maghreb) et s'y procurent la moitié de

¹⁹ Jean-Paul Chagnollaud, le PEM, in *l'Europe et la Méditerranée: stratégies politiques et culturelles (XIX^e et XX^e siècles)*, sous la direction de Gilbert Meynier et Maurizio Russo, Les Cahiers de Confluences, L'Harmattan, Paris 1996.

²⁰ Bichara Khader, *La dimension sociale, humaine et culturelle du PEM en 1996: un premier bilan* - Actes du colloque de l'Institut Européen de Genève: le PEM, un projet, des enjeux, Editions Europa, études 8, 1999, Genève.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

leurs importations.²¹ Ce n'est sans doute pas un hasard si la question des flux migratoires est occultée dans cette énumération. Son importance est pourtant bien réelle sur le plan économique et social mais aussi au niveau du volet culturel et humain du PEM.

L'Union européenne peut avoir un réel intérêt économique à la création d'une vaste zone d'échange en Méditerranée à cause *“des effets escomptés sur la création d'une demande solvable, sur la dynamisation des économies et, par conséquent, sur l'accroissement des exportations européennes.”*²²

De leur côté, les pays tiers-méditerranéens espèrent tirer un intérêt économique et politique de leur arrimage au pôle européen. Enfin, *“pour les Etats européens du Sud, le PEM permet de rééquilibrer l'Europe vers le Sud”*,²³ particulièrement dans la perspective d'élargissement de l'Union vers l'Est en direction des pays de l'Europe centrale et orientale.

8. Outre cette ambitieuse motivation sécuritaire et économique, le processus de paix au Moyen-Orient, au lendemain de l'accord d'Oslo, a constitué un stimulant important pour engager l'Europe dans la voie de l'approche globale euro-méditerranéenne. Non point que le PEM ait eu vocation à se confondre avec le processus de paix ou à se substituer à lui. Mais plutôt parce que le PEM pouvait contribuer à un renforcement de ce processus en favorisant le dialogue politique régional au sein d'une enceinte spécifique regroupant des pays qui, en-dehors de ce cadre, ne pouvaient ou ne voulaient guère amorcer des contacts mutuels officiels. Les avatars du processus de paix ont, en retour, pesé sur le développement du PEM et particulièrement de son volet politique.²⁴

²¹ Brochure PEM, *op.cit.*

²² Bichara Khader, *op.cit.*

²³ Jean-Paul Chagnollaude, *op.cit.*

²⁴ En 1998, la Commission européenne a établi un constat tout à fait significatif à cet égard: *“La stratégie adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire la dissociation de la politique euro-méditerranéenne des aléas du processus de paix, a bien fonctionné pendant un certain temps, mais s'est ensuite désarticulée parce qu'elle était fondée sur l'hypothèse implicite du maintien du processus de paix sur ses rails. La crise politique que traverse le processus de paix contamine de plus en plus les activités menées dans le cadre du partenariat de Barcelone ainsi que les mesures d'accompagnement des accords d'association euro-méditerranéens”*

9. C'est sur la base de l'ensemble de ces facteurs que le Partenariat, adopté à Barcelone, introduit une dimension globale et un état d'esprit nouveau dans les relations entre l'Europe et ses partenaires méditerranéens. La Déclaration de Barcelone correspond à l'aspect 'multilatéral' des relations euro-méditerranéennes et les accords d'association en expriment l'aspect 'bilatéral', le partenariat tirant sa synergie de la complémentarité de ces deux approches. Se substituant progressivement aux autres formes d'intervention financière de l'Union dans la région méditerranéenne, le programme d'accompagnement 'MEDA', qui constitue l'outil financier décisif du PEM, s'articule ainsi autour d'un 'Programme indicatif régional-MEDA' et des 'Programmes Indicatifs Nationaux-MEDA'.²⁵

Cette nouvelle configuration sera-t-elle aussi décisive que l'espèrent ses promoteurs? Et quels sont les atouts, les faiblesses et les risques, notamment sociaux, du pari économique ainsi engagé? Ces questions suscitent et susciteront encore des débats importants, à la mesure des enjeux de la nouvelle donne euro-méditerranéenne.

Mais au-delà des objectifs économiques et financiers certes primordiaux, l'apport novateur du PEM est qu'il complète le volet économique par un volet politique et de sécurité et par un volet social, culturel et humain qui donnent, l'un et l'autre, toute son importance à la dimension 'droits de l'Homme' du Partenariat euro-méditerranéen.

²⁵ Pour les programmes MEDA, cf. infra.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

1.3. La dimension droits de l'Homme du PEM

1.3.1 Aperçu des principaux textes sur les droits de l'Homme et la politique méditerranéenne

a. Le Traité sur l'Union Européenne et le Traité instituant la Communauté Européenne

L'article 6 du Traité sur l'Union européenne énonce que l'UE *“est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit, principes qui sont communs aux Etats membres”*. L'Union est donc tenue de respecter

“les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire”

L'un des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune est *“le développement et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales”*.²⁶

De son côté, la coopération au développement se voit définie comme devant *“contribue(r) à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales”*.²⁷

La Communauté *“peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.”*²⁸

²⁶ Article 11 du *Traité sur l'Union européenne* (TUE).

²⁷ Article 177.2 de la version consolidée du *Traité instituant la Communauté européenne*.

²⁸ Article 13 du *Traité instituant la Communauté européenne*.

Enfin, le Traité d'Amsterdam fait figurer la prévention et la lutte contre le racisme et la xénophobie parmi les objectifs de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.²⁹

b. La Déclaration de Barcelone

Nous recensons ci-après les références principales aux droits de l'Homme contenues dans la Déclaration de Barcelone, dont le texte complet figure en annexe

Préambule:

Les partenaires s'affirment:

- *“- décidés de créer [...], pour leurs relations, un cadre multilatéral et durable, fondé sur un esprit de partenariat, dans le respect des caractéristiques, des valeurs et des spécificités propres à chacun des participants” [...]*
- *“- convaincus que l'objectif général consistant à faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue, d'échange et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité exige le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'Homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures, autant d'éléments essentiels du partenariat”.*

Premier volet: volet politique et de sécurité:

Ce volet est consacré pour près de 3/5 à des questions qui, de manière directe ou indirecte, se rapportent aux droits de l'Homme. En particulier, les participants:

”expriment leur conviction que la paix, la stabilité et la sécurité de la région méditerranéenne sont un bien commun qu'ils s'engagent à promouvoir et à renforcer par tous les moyens dont ils disposent. A cet effet, ils conviennent de mener un dialogue politique renforcé et régulier, fondé sur le respect des principes essentiels du droit international et réaffirment un certain nombre d'objectifs communs en matière de stabilité interne et externe.”

Dans cet esprit, ils s'engagent, par la déclaration de principes suivante, à:

²⁹ Article 29 du TUE.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

- *agir conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ainsi qu'aux autres obligations résultant du droit international, notamment celles qui découlent des instruments régionaux et internationaux auxquels ils sont parties;*
- *développer l'Etat de droit et la démocratie dans leur système politique tout en reconnaissant dans ce cadre le droit de chacun d'entre eux de choisir et de développer librement son système politique, socio-culturel, économique et judiciaire;*
- *respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, ainsi que garantir l'exercice effectif et légitime de ces droits et libertés, y compris la liberté d'expression, la liberté d'association à des fins pacifiques et la liberté de pensée, de conscience et de religion, individuellement ainsi qu'en commun avec d'autres membres du même groupe, sans aucune discrimination exercée en raison de la race, la nationalité, la langue, la religion et le sexe;*
- *considérer favorablement, à travers le dialogue entre les parties, les échanges d'informations sur les questions relatives aux droits de l'Homme, aux libertés fondamentales, au racisme et à la xénophobie;*
- *respecter et faire respecter la diversité et le pluralisme dans leur société et promouvoir la tolérance entre ses différents groupes et lutter contre les manifestations d'intolérance, le racisme et la xénophobie. Les participants soulignent l'importance d'une formation adéquate en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales [...]*
- *respecter l'égalité de droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, en agissant à tout moment conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux normes pertinentes du droit international, y compris celles qui ont trait à l'intégrité territoriale des Etats, tels qu'ils figurent dans des accords entre les parties concernées [...]*
- *régler leurs différends par des moyens pacifiques, inviter tous les participants à renoncer à la menace ou à l'emploi de la force contre*

l'intégrité territoriale d'un autre participant, y compris l'acquisition de territoires par la force, et réaffirmer le droit d'exercer pleinement la souveraineté par des moyens légitimes, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international;

- *renforcer leur coopération pour prévenir et combattre le terrorisme, notamment par la ratification et l'application d'instruments internationaux auxquels ils ont souscrit, par l'adhésion à de tels instruments ainsi que par toute autre mesure appropriée”.*

Deuxième volet: volet économique et financier:

Les développements concernant la future zone de libre échange sont précédés d'un passage significatif ayant trait, de façon certes indirecte, aux droits économiques et sociaux. Les participants:

”soulignent l'importance qu'ils attachent au développement économique et social durable et équilibré dans la perspective de réaliser leur objectif de construire une zone de prospérité partagée.

Les partenaires reconnaissent les difficultés que la question de la dette peut entraîner pour le développement économique des pays de la région méditerranéenne. Ils conviennent, compte tenu de l'importance de leurs relations, de poursuivre le dialogue afin de parvenir à des progrès, dans les enceintes compétentes.

Constatant que les partenaires ont à relever des défis communs, bien que se présentant à des degrés différents, les participants se fixent les objectifs à long terme suivants:

- *accélérer le rythme d'un développement socio-économique durable;*
- *améliorer les conditions de vie des populations, augmenter le niveau d'emploi et réduire les écarts de développement dans la région euro-méditerranéenne”.*

Dans la section B. du volet économique et financier, consacré à la *Coopération et concertation économiques*, les participants mettent, par ailleurs, l'accent sur *“le rôle clé des femmes dans le développement et s'engagent à promouvoir la participation active des femmes dans la vie économique et sociale et dans la création d'emplois.”*

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

Troisième volet: volet social, culturel et humain:

Une partie importante de ce dernier volet a également trait, de manière directe ou indirecte, aux droits fondamentaux.

En particulier, les participants:

- *“soulignent l'importance du secteur de la santé pour un développement durable et manifestent leur volonté d'encourager la participation effective de la collectivité aux actions de promotion de la santé et du bien-être de la population;*
- *ils reconnaissent l'importance du développement social qui, à leur avis, doit aller de pair avec tout développement économique. Ils attachent une priorité particulière au respect des droits sociaux fondamentaux, y compris le droit au développement;*
- *ils reconnaissent la contribution essentielle que peut apporter la société civile dans le processus de développement du partenariat euro-méditerranéen et en tant que facteur essentiel d'une meilleure compréhension et d'un rapprochement entre les peuples;*
- *en conséquence, ils conviennent de renforcer et/ou mettre en place les instruments nécessaires à une coopération décentralisée pour favoriser les échanges entre les acteurs du développement dans le cadre des législations nationales: responsables de la société politique et civile, du monde culturel et religieux, des universités, de la recherche, des médias, des associations, les syndicats et les entreprises privées et publiques;*
- *sur cette base, ils reconnaissent qu'il importe de promouvoir les contacts et les échanges entre les jeunes dans le cadre de programmes de coopération décentralisée;*
- *ils encourageront les actions de soutien en faveur des institutions démocratiques et du renforcement de l'Etat de droit et de la société civile;*
- *ils reconnaissent le rôle important que jouent les migrations dans leurs relations. Ils conviennent d'accroître leur coopération pour réduire les*

pressions migratoires au moyen, entre autres, de programmes de formation professionnelle et d'assistance à la création d'emplois. Ils s'engagent à garantir la protection de l'ensemble des droits reconnus par la législation existante des migrants légalement installés sur leurs territoires respectifs [...]

- *ils conviennent de renforcer la coopération par diverses mesures visant à prévenir et à combattre ensemble de façon plus efficace le terrorisme [...]*
- *ils soulignent l'importance de lutter résolument contre les phénomènes racistes et xénophobes et contre l'intolérance et conviennent de coopérer à cette fin.”*

c. Les clauses ‘droits de l’Homme’ dans les accords d’association

Les nouveaux accords d’association incluent systématiquement, en leur article 2, une ‘clause droits de l’Homme’ qui, à quelques variantes près, s’énonce comme suit:

“Les relations entre les parties, de même que les dispositions de l’accord lui-même, se fondent sur le respect des principes démocratiques et des droits de l’Homme fondamentaux énoncés dans la déclaration universelle des droits de l’Homme, laquelle inspire leurs politiques internes et internationales et constitue un élément essentiel du présent accord”.

Cet article est généralement complété par une clause de non-exécution qui, à quelques variantes près, se lit comme suit:

“Si une partie considère que l’autre n’a pas rempli l’une des obligations que lui impose le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle doit, sauf en cas d’urgence spéciale, fournir au conseil d’association tous les éléments d’information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties. Le choix doit porter par priorité sur les mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement au conseil d’association et font l’objet de consultations au sein de celui-ci à la demande de l’autre partie”.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

d. Le règlement MEDA

En son article 3, le règlement 'MEDA',³⁰ qui constitue l'instrument financier principal du partenariat, énonce:

“Le présent règlement se fonde sur le respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui en constituent un élément essentiel dont la violation justifie l'adoption de mesures appropriées”.

Un règlement ultérieur précise “la procédure à suivre pour adopter les mesures appropriées lorsqu'un élément essentiel pour la poursuite des mesures d'appui en faveur d'un partenaire méditerranéen fait défaut”.³¹ Il énonce: *“Lorsqu'un élément essentiel pour la poursuite des mesures d'appui en faveur d'un partenaire méditerranéen fait défaut, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, décider de mesures appropriées”.*

Une annexe au règlement MEDA en précise les objectifs et les modalités. il y est déclaré que

*“l'appui à un meilleur équilibre socio-économique comprend notamment: la participation de la société civile et des populations à la conception et à la mise en oeuvre du développement [...] la lutte contre la pauvreté [...] le renforcement de la démocratie et du respect des droits de l'Homme.”*³²

La coopération mise en place doit s'appuyer notamment sur

“les échanges entre sociétés civiles de la Communauté et de partenaires méditerranéennes; dans ce cadre, la coopération décentralisée:

- *a pour objectif d'identifier les bénéficiaires non gouvernementaux de l'aide communautaire,*
- *portera, notamment, sur la mise en réseau des universités et des chercheurs, des collectivités locales, des associations, des syndicats et des organisations*

³⁰ (CE) n°1488/96 du 23 juillet 1996, “relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen”.

³¹ Règlement n°780/98 du Conseil du 7 avril 1998 modifiant le règlement n°1488/96.

³² Annexe II du Règlement MEDA, article II.

*non gouvernementales, des médias, des entrepreneurs privés ainsi que des institutions culturelles au sens large”.*³³

1.3.2. Un engagement politique fort, mais des modalités de mise en oeuvre encore embryonnaires

1. La référence aux droits de l'Homme et à la démocratie dans les relations extérieures de l'Union européenne s'est faite, dans un premier temps, au coup par coup, puis de manière plus systématique et structurée. Cette évolution a connu une avancée décisive à la suite de la *Déclaration sur les droits de l'Homme* adoptée par le Conseil européen de Luxembourg des 28 et 29 juin 1991. Les Chefs d'Etat et de gouvernement y affirmaient que le respect, la promotion et la sauvegarde des droits de l'Homme constituent un *facteur essentiel* des relations internationales et l'une des *pierres angulaires* de la coopération européenne ainsi que des relations entre l'Union européenne et les pays tiers. Le 28 novembre de la même année, le Conseil et les Etats membres adoptaient une “*résolution sur les droits de l'Homme, la démocratie et le développement*” qui définissait des orientations, des procédures et des lignes d'action visant à promouvoir, dans le cadre des relations instaurées avec des pays tiers, tant les droits économiques et sociaux que les libertés civiles et politiques.

2. C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier l'importance quantitative et qualitative des références dans les textes du Partenariat euro-méditerranéen. Il s'agit incontestablement d'un engagement politique fort qui a trouvé un écho positif auprès des participants au premier 'Forum civil euro-méditerranéen' réunis à Barcelone parallèlement au Sommet gouvernemental. Quatre ans plus tard, à Stuttgart, les ONG Droits de l'Homme et les représentants des sociétés civiles euro-méditerranéennes ont approfondi le débat amorcé à Barcelone en rappelant notamment que

*“les réunions des Conseils d'association et les Forums interparlementaires devraient inclure comme point explicite de leurs agendas l'évaluation des progrès accomplis et des violations commises en matière des droits de l'Homme, y compris certains cas individuels”.*³⁴

³³ *Idem*, article III.

³⁴ Friedrich Ebert Stiftung, *op.cit.* Reproduit en annexe.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

3. Pour importante qu'elle soit, la *Déclaration de Barcelone* n'a pas le statut d'une convention ou d'un traité international et elle ne peut donc être invoquée juridiquement. Au demeurant, les principes de cette Déclaration qui sont censés être traduits en projets concrets dans le Programme d'Action annexé à la Déclaration n'y ont qu'une relative et modeste place. Dans le volet consacré au dialogue politique et de sécurité, les signataires se contentent de déclarer qu'ils se réuniront afin de "*déterminer les moyens les plus appropriés de traduire dans les faits les principes de la Déclaration de Barcelone*" et qu'ils "*présenteront des propositions concrètes en temps opportun*".

La seule réalisation régionale dont se prévalent les partenaires euro-méditerranéens est d'avoir réussi, après deux ans d'échanges, à établir un relevé de l'état des ratifications par les 27 partenaires des conventions et accords internationaux dans le domaine des droits de l'Homme. Dès lors qu'a été abordée la question sensible des réserves substantielles apportées par certains Etats à ces instruments, le débat a toutefois tourné court.

Le débat entamé sur un projet de 'Charte [euro-méditerranéenne] pour la paix et la stabilité' incluant la dimension 'droits de l'Homme', semble, lui, s'enliser dans les réunions des Hauts Fonctionnaires chargés du dialogue politique et de sécurité. De même, aucune suite n'a encore été donnée à une proposition parlementaire intéressante: celle de l'élaboration d'un 'Accord de partenariat euro-méditerranéen sur les droits de l'Homme'.³⁵

4. La Déclaration de Barcelone a toutefois un *pendant juridique*: celui des accords euro-méditerranéens d'association. La place des droits de l'Homme dans ces accords est d'autant moins négligeable qu'elle se réfère à l'approche globale et multilatérale unanimement adoptée en la matière. Les clauses "droits de l'Homme" que les accords incluent systématiquement ont bel et bien une portée juridique. (cfr le chapitre plus détaillé qui y est consacré).

L'article 2 relance, pour les Etats concernés, la question longtemps tenue pour inacceptable aux yeux de nombre de gouvernements, de la relation à établir entre la mise en oeuvre de la coopération économique et le respect de certaines conditions à caractère politique. Librement consentie par les deux parties contractantes, et ratifiée par les Parlements concernés, cette forme de

³⁵ *Rapport Sakellariou, PE (A4-0027/97), 29 janvier 1997.*

“conditionnalité” constitue dès lors un acquis dans son principe pour les défenseurs des droits humains. A ce jour pourtant, la mise en oeuvre de cet article 2 n’a encore connu aucune traduction effective. Une proposition du Parlement européen invitant la Commission à réaliser “un bilan annuel du respect des droits de l’Homme dans les pays bénéficiaires d’un financement communautaire”³⁶ n’a toujours pas été concrétisée. Il s’agit donc de trouver les voies et moyens de cette mise en oeuvre dont le caractère incitatif devrait constituer un stimulant important pour que l’article 2 ne soit pas réduit à une simple clause de style.³⁷

5. Le Règlement MEDA, qui met en place *le principal instrument financier* de soutien au processus de Barcelone est, quant à lui, un *instrument juridique unilatéral* qui ne lie que les Etats membres de l’Union. Il se fonde “sur le respect des principes démocratiques et de l’Etat de droit, ainsi que des droits de l’Homme et des libertés fondamentales”, qui en constituent un “élément essentiel”. Les Etats membres ont mis près de deux ans à se mettre d’accord pour décider qu’un vote à la majorité qualifiée du Conseil suffirait pour prendre des “mesures appropriées” dans le cadre du Règlement MEDA en cas de violation des principes démocratiques et des droits de l’Homme par un des partenaires tiers-méditerranéens, sans pour autant définir quelles pourraient être les “mesures appropriées” en question; à ce jour, jamais cette disposition n’a été invoquée à l’égard d’un pays tiers méditerranéen pour modaliser l’aide accordée en raison de telle ou telle atteinte aux droits de l’Homme.

6. Force est de constater que le chemin est encore long pour parvenir à une mise en oeuvre conforme à l’esprit et à la lettre des principes solennellement proclamés.

Par ailleurs, la question du terrorisme et de la violence politique est souvent invoquée pour justifier la frilosité, voire l’hostilité, de certains Etats à l’égard de la dimension “droits de l’Homme” du partenariat. Le recours à la violence politique et au terrorisme doit être fermement condamné, mais comme le rappelle le REMDH dans ses *Recommandations de Stuttgart*, il est nécessaire non seulement d’éviter une source d’amalgames et un mauvais alibi, mais il convient surtout de veiller à ce que la politique de prévention et de lutte contre le terrorisme et les violences politiques “soit basée sur le respect des droits de l’homme,

³⁶ Rapport Roubatis, PE (A4-0409/98), 4 septembre 1998.

³⁷ Pour une réflexion dans ce sens, voir le rapport du REMDH: *Le rôle des droits de l’Homme dans la politique méditerranéenne de l’UE : La mise en oeuvre de l’article 2*, Copenhague 2000.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

*particulièrement le droit à un procès équitable, le respect du droit d'asile et l'interdiction de la torture et des punitions collectives”.*³⁸

7. A ces sources de tension d'ordre politique, s'ajoutent le peu de consistance des mécanismes de mise en oeuvre de l'article 2 et des dispositions du Règlement MEDA pour préciser les “mesures appropriées” qu'il convient de prendre dès lors qu'une des parties, en violant son engagement à respecter les principes démocratiques et les droits de l'Homme, porte atteinte à un élément essentiel aux relations. Par ailleurs, il convient également de relever les difficultés politiques rencontrées par les instances communautaires pour donner une efficacité et une transparence accrues dans la mise en oeuvre des différentes formes d'appui dispensé par l'Union Européenne à la société civile, notamment dans le cadre du Programme MEDA pour la Démocratie.

1.3.3. La question des migrations dans le Partenariat euro-méditerranéen

1. Mettant l'accent sur l'objectif de la libre circulation des biens et des marchandises par le désarmement progressif des tarifs douaniers, le processus de Barcelone a clairement entériné la limitation de circulation des personnes entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée.

Il convient bien sûr de saluer l'engagement des participants à “*lutter résolument contre les phénomènes racistes et xénophobes et contre l'intolérance*”.³⁹

Pour le surplus, force est de constater les limites et les ambiguïtés de l'approche de la question des migrations retenue à Barcelone.

Après avoir “*reconnu le rôle important que jouent les migrations dans leurs relations*”,⁴⁰ les participants à la Conférence de Barcelone s'empressent de s'engager à “*accroître leur coopération pour réduire les pressions migratoires*”.⁴¹

³⁸ Friedrich Ebert Stiftung, *op.cit.* Cf. annexe.

³⁹ Déclaration de Barcelone, *op.cit.*

⁴⁰ Déclaration de Barcelone, *op. cit.*

⁴¹ Déclaration de Barcelone, *op. cit.*

Ils se disent déterminés à lutter contre l'immigration clandestine, en collaborant de manière plus étroite, et s'engagent à adopter des accords de réadmission de leurs ressortissants qui seraient en séjour illégal.

2. Toujours est-il que cette démarche s'inscrit dans le droit fil des pratiques des pays membres de l'Union Européenne: elle est conforme à l'approche qui a prévalu lors de l'élaboration et de la signature, en 1997, du Traité d'Amsterdam (révisant le Traité de Maastricht de 1992).

Le nouvel article 2 du *Traité sur l'Union européenne* définit comme l'un des objectifs que se donne l'Union celui

“de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène”:

La liberté de circulation ne se conçoit que pour les citoyens de l'Union ou, au mieux, pour les ressortissants d'Etats tiers qui résident légalement sur le territoire des Etats membres. Comme le note un juriste français, expert auprès de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies,

“la logique implicite de l'énumération est d'associer pêle-mêle dans les menaces extérieures, les étrangers ou les immigrés, les demandeurs d'asile comme les réfugiés, et les criminels - sans parler de la lutte contre le terrorisme traitée plus directement sous le titre VI du traité d'Amsterdam”.⁴²

3. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les participants à la table ronde des ONG réunie à La Haye les 19 et 20 février 1999, avant la première rencontre des experts euro-méditerranéens sur cette question, les 1 et 2 mars 1999, aient constaté, en préambule à leurs recommandations, que les

“échanges humains, et tout particulièrement les questions liées aux migrations, sont traités par les Etats signataires en flagrante contradiction avec les principes fondateurs affichés par la Déclaration de Barcelone. C'est ainsi que la complexité et la diversité des mouvements de personnes ne sont prises en compte que sous

⁴² Emmanuel Decaux, professeur de droit public à l'Université de Paris X, Nanterre, in *“Droits de l'Homme et société civile”*.

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

l'angle restrictif du contrôle, motivé par une démarche sécuritaire ignorant les conséquences dramatiques des persécutions et des conflits, qui minent la région et qui bloquent le processus engagé."⁴³

Partant de ce constat, les recommandations émises à La Haye par la société civile s'articulent autour de cinq axes: 1) les échanges humains et la libre circulation des personnes, 2) les facteurs des migrations, 3) migrations et développement, 4) intégration et lutte contre les discriminations et le racisme, et 5) l'immigration irrégulière.

4. Les deux réseaux animateurs de la conférence sur '*Les droits de l'Homme et la société civile en Méditerranée*' organisée à Stuttgart les 15 et 16 avril 1999 (Forum Civil Euro-Med, Barcelone III) ont proposé, sur cette base, des recommandations dont l'un des thèmes majeurs est précisément intitulé "*Promotion des échanges humains et lutte contre les discriminations*" qui appelle notamment à la tenue d'une "*Conférence périodique sur les migrations associant les gouvernements, les parlements, les collectivités locales et les acteurs non gouvernementaux (syndicats, associations de défense des migrants etc...)*".⁴⁴

Quatre ans après la Conférence de Barcelone, la mise en relief de la question des migrations constitue un moment important des débats sur l'approfondissement de la dimension "droits de l'Homme" du Partenariat euro-méditerranéen.

5. Du côté de l'Union Européenne, asile et migration ont été à l'ordre du jour du Conseil européen de Tampere (Finlande, 15 et 16 octobre 1999).

C'est la première fois que les Chefs d'Etat et de gouvernements des Etats membres se réunissaient en session extraordinaire pour discuter les grandes orientations de la politique européenne dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

L'accent a été mis sur la volonté de développer "*une politique européenne commune en matière d'asile et de migration*".⁴⁵

⁴³ Les recommandations de La Haye, les 19-20 février 1999, cf. <http://www.euromedrights.net>.

⁴⁴ Friedrich Ebert Stiftung, *op.cit.*

⁴⁵ Conclusions de la Présidence, Conseil européen de Tampere, 15 et 16 octobre 1999.

Un certain nombre d'avancées peuvent être soulignées. Ainsi, le Conseil européen reconnaît la nécessité d'une

*“approche globale des migrations qui aborde les aspects politiques, les droits de l'Homme et les questions de développement dans les pays et les régions d'origine et de transit. Cela exige de lutter contre la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie et les possibilités d'emploi, de prévenir les conflits, de consolider les Etats démocratiques et de veiller au respect des droits de l'Homme, notamment les droits des minorités, des femmes et des enfants.”*⁴⁶

En ce qui concerne l'asile, les Chefs d'Etat et de gouvernements réaffirment solennellement *“l'importance que l'Union et ses Etats membres attachent au respect absolu du droit de demander l'asile”* et sont convenus

“de travailler à la mise en place d'un régime d'asile européen commun, fondé sur l'application intégrale et globale de la Convention de Genève et d'assurer ainsi que nul ne sera renvoyé là où il risque à nouveau d'être persécuté, c'est-à-dire de maintenir le principe de non refoulement”.⁴⁷

Le Conseil européen reconnaît que l'Union européenne *“doit assurer un traitement équitable aux ressortissants de pays tiers qui résident légalement sur le territoire de ses Etats membres”*. Son engagement paraît nettement plus flou lorsqu'il charge le Conseil de prendre des décisions pour assurer le rapprochement des législations nationales relatives aux conditions d'admission et de séjour des ressortissants des pays tiers, décisions qui *“devraient tenir compte non seulement de la capacité d'accueil de chaque Etat membre, mais aussi de leurs liens historiques et culturels avec les pays d'origine.”*⁴⁸

Enfin, dans les paragraphes que les conclusions du Sommet de Tampere consacrent à la *“gestion des flux migratoires”*, l'Union européenne renoue avec son ambiguïté en la matière: le Conseil Européen souligne l'importance d'une *“coopération étroite avec les pays d'origine et de transit”*, affirme sa détermination à *“combattre fermement l'immigration clandestine”*, et invite le Conseil à multiplier les *“accords de réadmission”* avec les pays tiers.

⁴⁶ *Idem.*

⁴⁷ *Idem.*

⁴⁸ *Idem.*

1. LE PEM ET LA DIMENSION DROITS DE L'HOMME

*“La lutte contre l’immigration illégale restera toujours un obstacle pour les candidats réfugiés qui souhaitent pénétrer sur le territoire de l’UE”.*⁴⁹ La personne qui craint d’être persécutée au sens de la Convention de Genève de 1951 et qui, de ce fait ne peut ou ne veut se réclamer de la protection des autorités du pays où elle se trouve, peut, légitimement, être amenée à fuir et à traverser les frontières de manière ‘illégale’. Enfin, les exigences qu’émet l’Union Européenne à l’égard des pays tiers dont ils attendent une coopération renforcée peuvent elles aussi être préjudiciables au demandeur d’asile.

6. Parallèlement au Sommet de Tampere, une importante rencontre d’ONG a été organisée le 15 août 1999 à l’initiative de l’ECRE (European Council for Refugees and Exiles). Les recommandations de cette rencontre non gouvernementale consacrée à l’asile, jointes à celles de la table ronde de La Haye et de la Conférence de Stuttgart constituent des termes de référence pour la société civile de la stratégie à promouvoir pour les années à venir.⁵⁰ L’objectif est de tenter d’infléchir la mise en oeuvre du Traité d’Amsterdam dans sa manière de concevoir l’établissement d’un “espace européen de liberté, de sécurité et de justice”, plus conforme aux exigences de la dimension “droits de l’Homme” mise en avant par l’Europe notamment dans ses relations extérieures.

La nécessité d’un tel infléchissement suscite en tout cas un intérêt attentif au sein même de la Commission et surtout au niveau du Parlement européen, dont le rapport annuel sur les droits de l’Homme au sein de l’Union consacre traditionnellement une place de choix à la question de l’immigration.

⁴⁹ *La Lettre de la FIDH*, 10 novembre 1999, p.7.

⁵⁰ Cf. <http://www.ecre.org>.

2. LE 'TRIANGLE INSTITUTIONNEL' ET LES 'PILIERES' DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil de l'Union Européenne, la Commission et le Parlement sont les institutions centrales de l'Union Européenne: elles participent, à des degrés divers, au processus décisionnel dans l'Union européenne.

Leurs pouvoirs respectifs varient en fonction des domaines concernés.

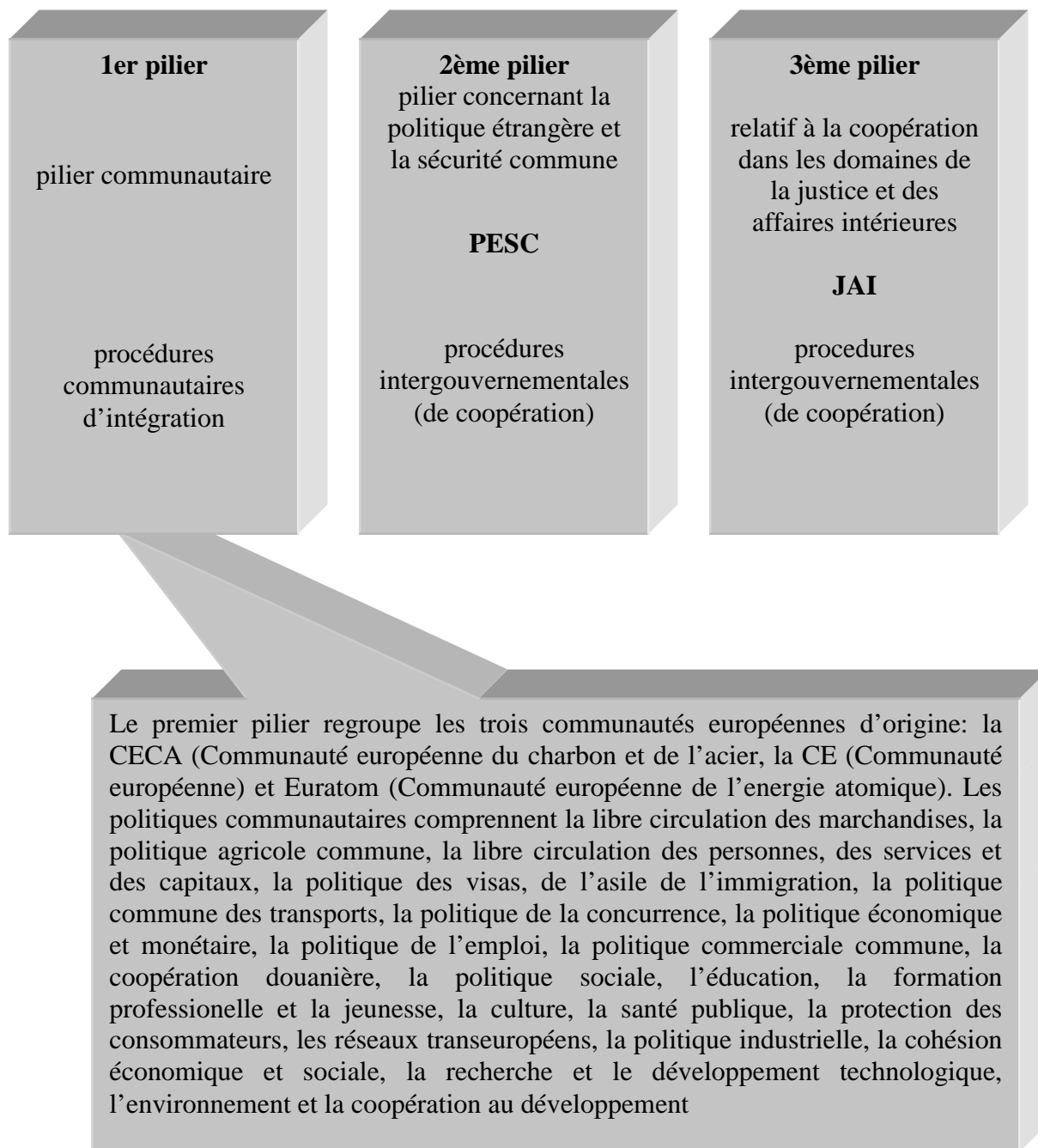
Il faut distinguer selon que la matière relève du *1er pilier* (le 'communautaire'), du *2ème pilier* (la politique étrangère et de sécurité commune ou 'PESC') ou du *3ème pilier* (la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures ou 'JAI').

Dans le domaine *communautaire* (*1er pilier*), qui couvre notamment la politique commerciale commune et la coopération au développement, les Etats membres ont accepté de déléguer une partie importante de leur souveraineté. C'est ainsi que la Commission y dispose d'un *pouvoir d'initiative* quasi-exclusif. *Le Parlement y est associé au processus législatif*, soit par:

- La procédure de *consultation* (il formule un avis qui ne lie pas obligatoirement le Conseil),
- La procédure de *coopération* (système de double lecture dans lequel le Conseil conserve le dernier mot),
- La procédure de la *codécision* (qui permet au Parlement de s'opposer à l'adoption d'un texte par le Conseil)

2. LE 'TRIANGLE INSTITUTIONNEL' ET LES 'PILIERS' DE L'UNION EUROPÉENNE

Tableau II, Les trois piliers du TUE :



- La procédure de l'*avis conforme* (qui s'identifie à un droit de veto). Il est d'application pour les actes d'adhésion et pour les accords d'association que la Communauté souhaite conclure avec des Etats tiers.

Enfin, le *Conseil adopte les actes communautaires*, directives, règlements ou décisions qui sont les instruments juridiques communautaires.

La *Politique étrangère et de sécurité commune (PESC ou 2ème pilier)* reste essentiellement *intergouvernementale* les réticences des Etats membres à déléguer leurs pouvoirs dans un domaine considéré traditionnellement comme relevant de la souveraineté nationale y sont en effet plus importantes. Les Etats membres ont néanmoins considéré que dans des dossiers qu'ils jugent importants, ils doivent pouvoir parler d'une seule voix et agir de manière concertée sur la scène internationale. Le *Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne*, qui sont les émanations directes des gouvernements des Etats membres - disposent en cette matière d'un *pouvoir quasi-exclusif*. Les décisions y sont prises à l'unanimité des voix (sous réserve de ce qui est exposé plus bas à propos des *stratégies communes*). Néanmoins, la volonté d'intégration - même limitée - se traduit notamment par le fait que la Commission "*est pleinement associée aux travaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune*".⁵¹ Le rôle du Parlement, quant à lui, se résume à celui d'un organe de consultation sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC. La présidence du Conseil "*veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération*".⁵² Il a également le droit d'être informé, d'interroger le Conseil et de formuler des recommandations. Les instruments de la PESC sont les *stratégies communes*, les *actions communes* et les *positions communes*.

La *Coopération en matière de Justice et d'Affaires intérieures (JAI ou 3ème pilier)* est, elle aussi, une matière avant tout *intergouvernementale*. Cette coopération a été mise en place en 1993, visant neuf questions d', parmi lesquelles l'asile, le franchissement des frontières extérieures et l'immigration,⁵³ l'objectif général étant de permettre, au sein du territoire de l'Union, la libre circulation des personnes, en assurant la sécurité de tous. En ce domaine

⁵¹ Article 27 de la version consolidée du *TUE*.

⁵² Article 21 de la version consolidée du *TUE*.

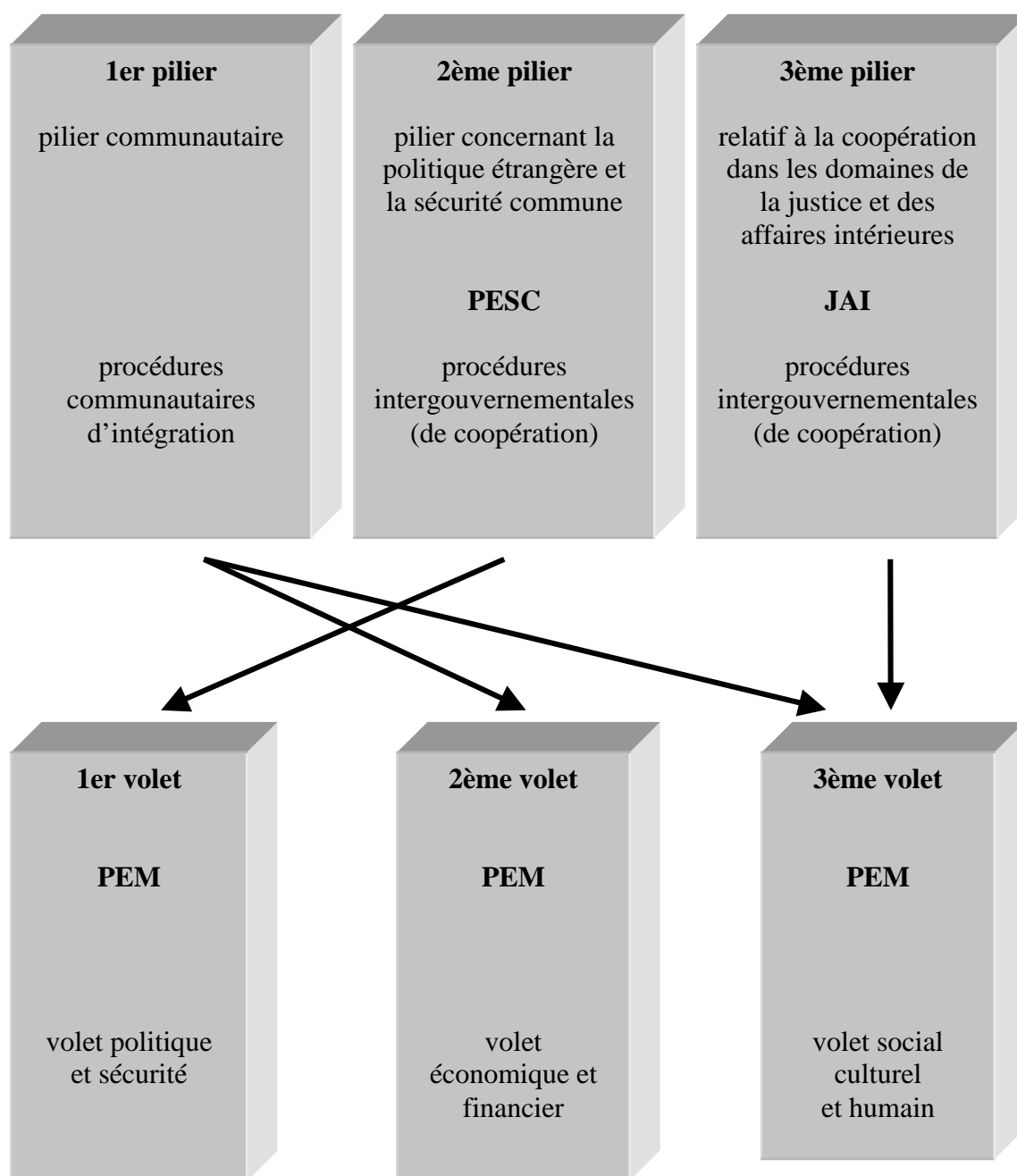
⁵³ Les neuf questions alors jugée d'intérêt commun étaient: l'asile, le franchissement des frontières extérieures, l'immigration, la lutte contre la drogue et la toxicomanie, la lutte contre la fraude de dimension internationale, la coopération judiciaire en matière civile et pénale, la coopération douanière et la coopération policière.

2. LE 'TRIANGLE INSTITUTIONNEL' ET LES 'PILIERS' DE L'UNION EUROPÉENNE

également, l'essentiel du pouvoir était entre les mains du Conseil, statuant à l'unanimité. La Commission disposait d'un rôle d'initiative limité, le Parlement étant simplement consulté et informé. Le Traité d'Amsterdam a permis une certaine avancée: il prévoit la *communautarisation* partielle et progressive des questions liées au contrôle des frontières extérieures, à l'asile, à l'immigration et la coopération judiciaire en matière civile, ce qui, à terme, se traduira par l'abandon au moins partiel du vote à l'unanimité, un pouvoir d'initiative plus important de la part de la Commission, un plus grand contrôle démocratique de la part du Parlement européen et le recours aux instruments juridiques communautaires classiques que sont les directives, les règlements et les décisions. Le *troisième pilier* au sens strict se limite actuellement à la coopération policière et judiciaire en matière pénale, et à la *prévention et la lutte contre le racisme et la xénophobie*: le principe de fonctionnement reste celui de *l'intergouvernemental*. Les instruments de la JAI sont les positions communes, les décisions-cadres, les décisions et les conventions.

Le *Partenariat euro-méditerranéen* se trouve à l'intersection des trois piliers ainsi décrits: grosso modo, le premier 'volet' du partenariat (*partenariat politique et de sécurité*) est du domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune; le deuxième 'volet' (*partenariat économique et financier*) est du domaine communautaire; le troisième 'volet' (*partenariat dans les domaines social, culturel et humain*) vise des matières couvertes tantôt par le 'communautaire', tantôt par la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (lutte contre le racisme et la xénophobie): cette complexité institutionnelle rend difficile la mesure exacte des pouvoirs respectifs du Parlement, de la Commission et du Conseil. Dans la mesure néanmoins où le présent guide s'attache à cerner la place des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone, nous évoquerons surtout les aspects qui concernent le partenariat politique et, partant, en termes de structure, la PESC.

Tableau III, Les trois piliers et le PEM



3. LE CONSEIL EUROPEEN

■ COMPOSITION

Le Conseil européen ⁵⁴ est constitué de l'ensemble des *chefs d'Etat ou de gouvernement* des quinze Etats membres de l'Union européenne, et du Président de la Commission européenne.

● FONCTION

De manière générale, le Conseil européen a pour fonction de “*donne[r] à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en défini[r] les orientations politiques générales*”.⁵⁵

▲ STRUCTURE

Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, généralement au cours des *Sommets* qui clôturent, de six mois en six mois, les périodes de présidence du Conseil assumées à tour de rôle par les Etats membres (c'est ainsi qu'on parle du 'Sommet de Copenhague', du 'Sommet de Cologne', etc.). Les Sommets sont préparés par l'Etat membre qui exerce la présidence, assisté par le Secrétariat général du Conseil. Ils durent en général deux jours. Outre les réunions semestrielles, le Conseil européen se réunit parfois, pour des Sommets extraordinaires, consacrés à un sujet d'actualité particulièrement important. C'est ainsi, par exemple, qu'un Sommet extraordinaire, consacré tout spécialement aux questions liées à la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures, s'est tenu à Tampere, en Finlande, en octobre 1999.

▼ MODE DE DÉCISION

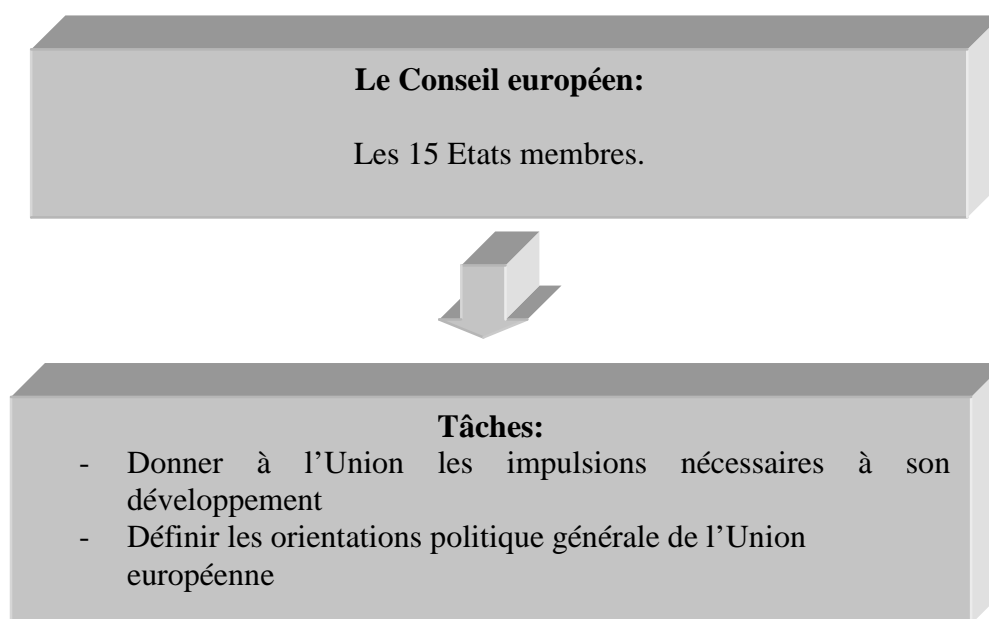
Le Conseil européen a un pouvoir plus politique que juridique. Ses membres adoptent leurs décisions par consensus. Ces décisions sont inscrites dans les 'Conclusions de la Présidence', qui sont rendues publiques à l'issue du Sommet et

⁵⁴ A ne pas confondre avec le Conseil de l'Union européenne (le Conseil de l'Union européenne est souvent désigné, de manière abrégée par “Conseil”).

⁵⁵ Article 4 des dispositions communes du TUE.

qui constitueront un document essentiel quant à l'orientation politique générale que l'Union européenne aura à mettre en oeuvre au cours des six mois suivants.

Tableau IV, Le Conseil européen :



◆ **EN CE QUI CONCERNE LA PESC**

Un rôle particulier est attribué au Conseil européen dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), dont il *définit les principes et les orientations générales*. C'est également le Conseil européen qui, depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, peut décider de *stratégies communes* là où les Etats membres ont des intérêts communs. Un projet de *stratégie commune* doit être élaboré par la Commission, qui le soumet au Conseil de l'Union européenne. Après l'avoir fait sien, celui-ci le recommande au Conseil européen, à qui revient la décision finale. Une fois qu'une stratégie commune a été arrêtée, le Conseil de l'Union européenne est chargé de la mettre en oeuvre.

★ **EN CE QUI CONCERNE LE PEM**

L'importance du rôle d'impulsion politique du Conseil européen s'est manifestée en particulier dans le domaine de la politique de l'Union à l'égard des pays tiers méditerranéens: c'est en effet le Conseil européen, réuni au Sommet de Cannes, en juin 1995, qui a décidé *l'établissement d'un Partenariat euro-méditerranéen*: cette orientation allait se concrétiser quelques mois plus tard, par le lancement officiel du Partenariat euro-méditerranéen, à Barcelone.

3. LE CONSEIL EUROPEEN

C'est encore le Conseil Européen, réuni au Sommet de Vienne en décembre 1998, qui a chargé le Conseil d'élaborer une "stratégie commune" pour la Méditerranée, en tenant compte du processus de Barcelone et du processus de paix.

4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

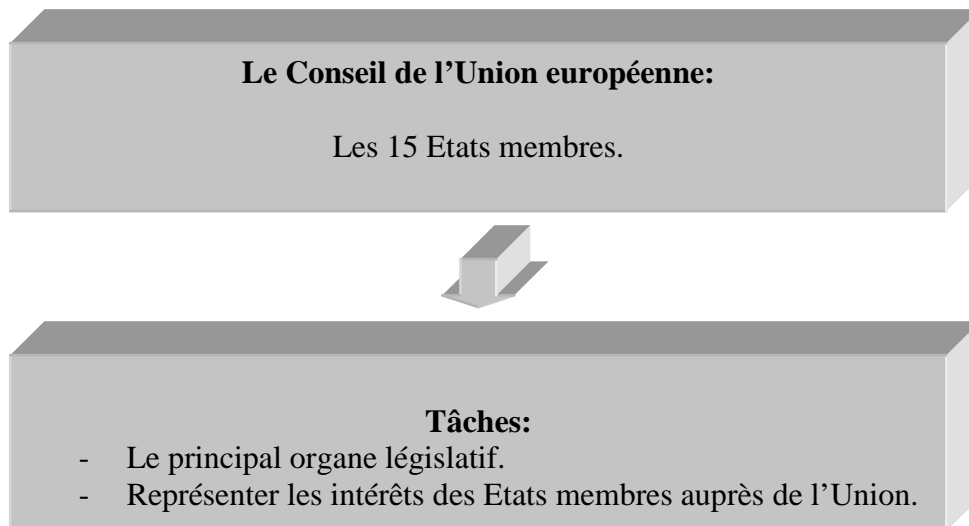
■ COMPOSITION

Le Conseil de l'Union européenne⁵⁶ (ou le Conseil des Ministres) est formé des représentants de chacun des gouvernements des Etats membres, au niveau ministériel. La composition concrète du Conseil varie selon les sujets qui seront abordés.

Ainsi, le *Conseil Affaires générales* est la session du Conseil de l'Union composée des Ministres des Affaires étrangères des Etats membres. C'est sous cette composition que le Conseil se réunit le plus souvent, au moins une fois par mois: il a en effet là une compétence très générale.

Le *Conseil Justice et affaires intérieures* est la session du Conseil de l'Union composée des Ministres de la Justice et/ou des affaires intérieures des Etats membres.

Tableau V, Le Conseil de l'Union européenne :



⁵⁶ Ou "Conseil", ou "Conseil des Ministres" à ne pas confondre avec le Conseil européen.

4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

● FONCTIONS

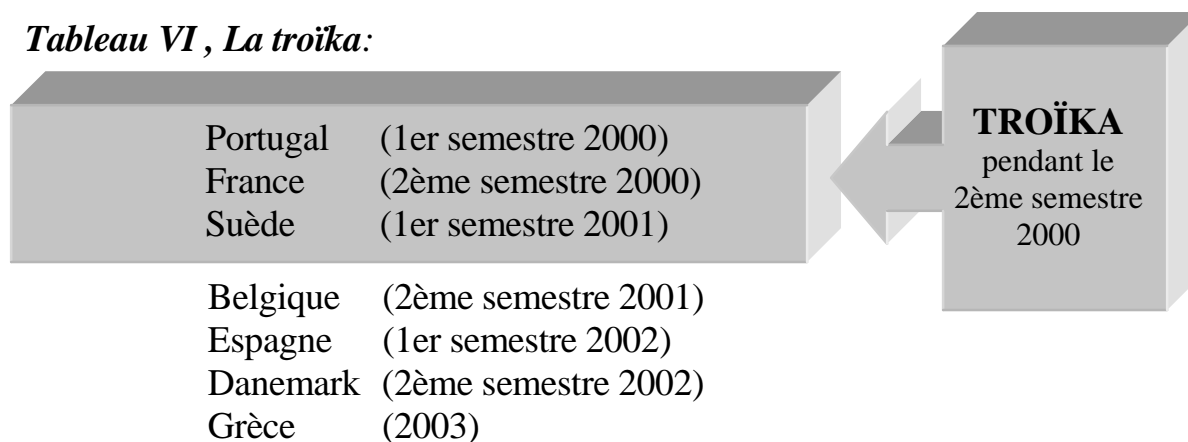
Le Conseil est le principal *organe législatif* (dans une série de domaines, la fonction législative est partagée avec le Parlement européen).

- Il coordonne les politiques économiques générales des Etats membres.
- Il établit le projet de budget, et décide en dernier ressort des *dépenses obligatoires* (le Parlement ayant, quant à lui, le dernier mot sur les “dépenses non obligatoires”).
- Il *conclut les accords internationaux* avec les Etats tiers ou les organisations internationales.
- Il prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de la *politique étrangère et de sécurité commune*. (‘2ème pilier’)
- Il coordonne l’action des Etats membres et adopte des mesures dans le domaine de la *coopération policière et judiciaire en matière pénale*. (‘3ème pilier’)

▲ STRUCTURE

La *Présidence du Conseil* est exercée à tour de rôle par chaque Etat membre pour une durée de six mois. Les prochaines présidences seront exercées par les Etats suivants:

Tableau VI , La troïka:



Le rôle de la *troika* est d'atténuer les inconvénients liés à ce système de rotation, en associant, à la présidence en cours, la présidence précédente et la présidence suivante, en coordination avec la Commission. L'ordre des présidences est établi de manière à ce que la *troika* comprenne toujours au moins un Etat 'important'.

Les travaux du Conseil sont préparés par le Comité des Représentants Permanents, le *COREPER*, composé des représentants permanents des Etats membres (les 'ambassadeurs' des Etats membres auprès de l'UE) et de leurs adjoints. Pour ce faire, le *COREPER* se réunit chaque semaine. Le *COREPER* siège en deux parties, en fonction des sujets à traiter: la première partie (*COREPER I*) est composée des représentants permanents adjoints; la seconde partie (*COREPER II*) est composée des ambassadeurs eux-mêmes.

Le *COREPER* coordonne les travaux d'une série de *comités et groupes de travail* (il en existe environ 250!) qui préparent, au plan technique, les dossiers qui doivent être traités par le *COREPER* puis le Conseil lui-même. Parmi ces comités, l'on retiendra en particulier:

le Comité politique, qui joue un rôle-clé dans le domaine de la PESC: il est chargé de suivre la situation internationale, d'émettre des avis qui contribuent à la définition des politiques, et surveille la mise en oeuvre des politiques convenues.⁵⁷ Ce comité est composé des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des Etats membres;

- le *COHOM*, spécialement chargé du suivi des questions relatives aux droits de l'Homme;
- le *Comité Maghreb-Machrek*, qui, du côté européen, suit l'évolution du processus de Barcelone au quotidien;
- le *Comité de coordination*, composé de hauts fonctionnaires, qui, dans les matières qui relèvent du "troisième pilier", est chargé de formuler des avis à l'intention du Conseil, et d'en préparer les travaux.⁵⁸

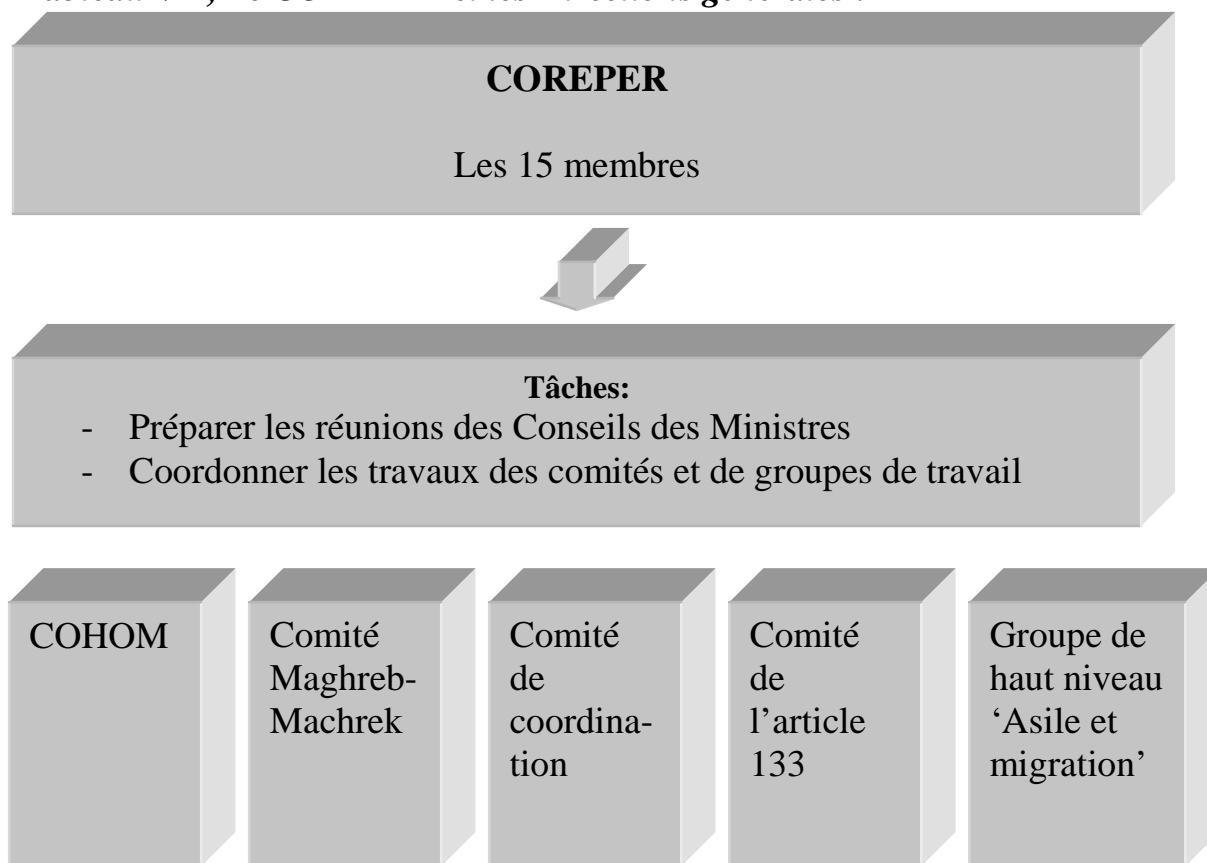
⁵⁷ Article 25 du TUE.

⁵⁸ Article 36 du TUE.

4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

- le *Comité 'de l'article 133 (anciennement l'article 113)* qui exerce une compétence particulière dans les négociations commerciales avec des pays tiers.
- le *Groupe de haut niveau 'Asile et migration'* institué en décembre 1998, chargé de mettre au point, pour des pays déterminés, des plans d'action concernant les migrations et l'asile. L'un des plans d'action concerne le Maroc.⁵⁹

Tableau VII, Le COREPER et les Directions générales :



⁵⁹ Les autres pays visés à ce jour étant l'Albanie et les régions limitrophes, l'Afghanistan, la Somalie, le Sri Lanke et l'Iraq.

Le Conseil est en outre assisté d'un *Secrétariat général*, qui assure la préparation et le bon fonctionnement de ses travaux.

Le Secrétariat général est placé sous la responsabilité d'un *Secrétaire général*. Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, le secrétaire général assume les fonctions de *Haut représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune*. ('M. PESC'). Ces fonctions sont assumées par M. Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN. Le secrétaire général est assisté d'un *Secrétaire Général adjoint*, chargé de la gestion du secrétariat général.

Le secrétariat général du Conseil compte environ 2300 agents. Il est divisé en dix directions générales.⁶⁰ La *Direction générale E* est chargée des relations extérieures. Au sein de la DGE, opèrent neuf directions, parmi lesquelles figurent la *Direction IV*, chargée notamment des droits de l'Homme, et la *Direction V*, chargée des 'affaires géographiques I', qui incluent notamment le processus de Barcelone ainsi que le Moyen-Orient, le Machrek et le Maghreb.

▼MODE DE DÉCISION

Le Conseil statue, selon les cas, à la majorité simple (8/15) des membres qui le composent, à l'unanimité (15/15) ou à la majorité qualifiée (62/87). Dans les domaines où la "majorité qualifiée" est requise, les voix des Etats membres sont pondérées en fonction de l'"importance" relative des Etats membres (ainsi, par exemple, l'Allemagne dispose de dix voix, le Luxembourg de 2 voix)

⁶⁰ Direction générale A: administration, protocole; DG B: agriculture, pêche; DG C: marché intérieur, union douanière, politique industrielle, télécommunications, société de l'information; DG D: recherche, énergie, transports; DG E: relations extérieures; DG F: relations avec le Parlement européen, le comité économique et social et le comité des régions, affaires institutionnelles, budget et statut, politique de l'information, relations publiques; DG G: affaires économiques et financières- UEM (Union économique et monétaire); DG H: justice et affaires intérieures; DG I protection de l'environnement et des consommateurs, protection civile, santé, législation denrées alimentaires; DG J: politique sociale, emploi, dialogue social, politique régionale et cohésion économique et sociale, éducation et jeunesse, culture, audiovisuel. La direction "élargissement", la direction "développement", le service "affaires économiques multilatérales", la direction "relations transatlantiques, Nations Unies et Droits de l'Homme", la direction "Affaires géographiques I", la direction "Affaires géographiques II", la direction "Affaires géographiques III", la direction "Politique de sécurité et défense" et la direction "Affaires générales et coordination".

4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

◆ EN CE QUI CONCERNE LA PESC ET LE PROCESSUS DE BARCELONE

Comme on l'a vu, la Politique étrangère et de sécurité commune (le 2ème pilier) reste de nature essentiellement intergouvernementale. C'est-dire que le Conseil y occupe un rôle central. De manière générale, les décisions en la matière sont prises à *l'unanimité* (sauf s'il s'agit simplement de mettre en oeuvre une position ou une action commune déjà arrêtée; seule la majorité qualifiée est alors nécessaire).

A cet égard, l'introduction, par le Traité d'Amsterdam, de la *stratégie commune* constitue une innovation importante. Dès lors qu'une 'stratégie commune' a été arrêtée par le Conseil européen, le Conseil est chargé de la mettre en oeuvre, en arrêtant des actions ou des positions communes pour l'adoption desquelles seule la *majorité qualifiée* est requise (rappelons qu'une telle 'stratégie commune' pour la Méditerranée est actuellement en cours d'élaboration).

C'est la *Présidence* qui représente l'Union à l'extérieur pour les matières relevant de la PESC:⁶¹ de ce fait, tel ou tel gouvernement aura tendance à mettre l'accent sur tel ou tel dossier qu'il juge prioritaire au cours des six mois pendant lesquels il occupe la fonction.

Le Traité d'Amsterdam a également prévu d'attribuer dorénavant au Secrétaire Général du Conseil le rôle de *Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune* ('M. PESC') dont le rôle futur pourrait s'avérer décisif en la matière: il est chargé d'assister

“le Conseil pour les questions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, en contribuant notamment à la formulation, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des décisions de politique et, le cas échéant, en agissant au nom du Conseil et à la demande de la présidence, en conduisant le dialogue politique avec des tiers”.⁶²

Le Haut Représentant pour la PESC dirigera dorénavant une *“unité de planification de la politique et d'alerte rapide”* chargée de procéder à des évaluations et de formuler des propositions.

⁶¹ Article 18 du TUE.

⁶² Article 26 du TUE.

Enfin, le Conseil “*peut, chaque fois qu’il l’estime nécessaire, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières*”.⁶³ C’est ainsi que M. Miguel Angel Moratinos a été désigné le 25 novembre 1996 comme *Représentant spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient*. Il a pour mission “*d’établir des contacts étroits avec toutes les parties concernées, en premier lieu israéliens et palestiniens, mais aussi d’autres Etats de la région tels que la Syrie, le Liban, la Jordanie ou l’Egypte et de contribuer à la paix.*”⁶⁴

En outre, le 29 avril 1997, le Conseil a nommé M. Niels Eriksson comme *Conseiller* pour “*soutenir l’Autorité palestinienne dans ses efforts pour lutter contre les actions terroristes trouvant leur origine dans les territoires sous son contrôle et contribuer au processus de paix au Moyen-Orient*”.⁶⁵

Dans le domaine de la PESC, le Conseil adopte:

- des *positions communes* qui fixent la prise de position de l’Union par rapport à une question de nature géographique ou thématique. Les Etats membres doivent veiller à ce que leurs politiques soient conformes à la position commune.
- des *actions communes*, là où une action opérationnelle déterminée est jugée nécessaire.
- En outre, le Conseil émet régulièrement des déclarations, sans portée juridique particulière, à propos de questions internationales.

L’UE, via le Conseil, entretient un *dialogue politique* avec un grand nombre de pays ou de groupes de pays. Elle entreprend en outre des *démarches*, généralement confidentielles, auprès d’Etats tiers, à propos de situations ponctuelles: c’est la

⁶³ Article 18,4 du TUE.

⁶⁴ Action commune du 25 novembre 1996, *Journal Officiel L 315 du 4 décembre 1996*.

⁶⁵ Action commune 97/289/PESC, *Journal Officiel L 120 du 12 mai 1997*.

4. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

voie souvent choisie par l'Union pour faire connaître sa désapprobation quant à des cas individuels de violation des droits de l'Homme.

5. LA COMMISSION EUROPÉENNE

■ COMPOSITION

La Commission européenne est composée de *20 commissaires*, dont un *président*.

La pratique veut que les gouvernements désignent 'leurs' commissaires (un commissaire de la nationalité de chaque 'petit' Etat, deux commissaires de la nationalité de chaque 'grand' Etat), même si les commissaires une fois nommés sont indépendants, et doivent défendre l'intérêt communautaire. Les désignations du Président de la Commission, puis de la Commission en tant que collège, doivent être approuvées par le Parlement européen.

Le mandat des commissaires est de *cinq ans*: cette durée est calquée sur celle du mandat des députés européens, moyennant un décalage de six mois.

Le Parlement européen a le pouvoir de renverser la Commission, en adoptant une motion de *censure*.

● FONCTIONS

La Commission dispose du monopole de *l'initiative législative* dans le domaine communautaire. Elle l'utilise en fonction de ce qu'elle estime être l'intérêt général de l'Union européenne.

La Commission européenne est la *gardienne des traités*: elle veille à l'application correcte du droit communautaire par les Etats membres.

La Commission est *l'organe exécutif* de l'Union européenne: elle gère le budget de l'Union, et met en oeuvre les différentes politiques communautaires.

La Commission *négoce des traités* commerciaux ou des accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux avec les pays tiers.

5. LA COMMISSION EUROPÉENNE

▲ **STRUCTURE**

Environ 15.000 personnes travaillent au sein de la Commission européenne (dont environ un cinquième sont affectés aux travaux de traduction⁶⁶).

En place depuis septembre 1999, la *Commission Prodi* a entamé une importante réorganisation de la Commission, qui vise à remédier aux dysfonctionnement qui avaient amené la *Commission Santer* à présenter sa démission, en mai 1999.

Les travaux de la Commission sont coordonnés par le *Secrétariat général* de la Commission, qui travaille sous la responsabilité du Président de la Commission, M. Romano Prodi.

Chacun des vingt *commissaires* dispose d'un *cabinet* composé de *six membres*. Ils assurent le lien avec le ou les services et directions générales dont le commissaire assume la responsabilité.

La Commission est structurée en 36 *directions générales et services*.⁶⁷ A la tête de chaque direction générale (dans le jargon communautaire, on parle souvent de "DG") est nommé un "directeur général".

La Direction générale 'relations extérieures'

Désormais, une *direction générale* unique sera responsable de l'ensemble des *relations extérieures*.⁶⁸ M. Christopher Patten est le Commissaire qui en assume la responsabilité. Au sein de son cabinet, Mme Victoria Bowman suit notamment les

⁶⁶ L'Union européenne reconnaît onze langues officielles, considérées comme égales en statut: tous les documents de travail officiels doivent donc être traduits dans les onze langues, et l'interprétation de toutes les réunions doit être assurée.

⁶⁷ Secrétariat général, service juridique, presse et communication, affaires économiques et financières, entreprises, concurrence, emploi et affaires sociales, agriculture, transports, environnement, recherche, centre commun de recherche, société de l'information, pêche, marché intérieur, politique régionale, énergie, fiscalité et union douanière, éducation et culture, santé et protection des consommateurs, justice et affaires intérieures, relations extérieures, commerce, développement, élargissement, service commun des relations extérieures, Office d'aide humanitaire - ECHO, Eurostat, personnel et administration, inspection générale, budget, contrôle financier, Office européen de lutte antifraude, service commun interprétation - conférences, service de traduction, Office des publications.

⁶⁸ Qui, auparavant, étaient divisées entre trois "DG" distinctes.

questions relatives aux droits de l'Homme et Mme Miriam Gonzales-Durantez les questions relatives à la Méditerranée.

Le directeur général de la DG relations extérieures est M Guy Legras

La DG 'relations extérieures' est divisée en plusieurs 'Directions'.

-La Direction B, chargée des *Affaires générales et relations multilatérales* est dirigée par M. Angel Vinas. Il est assisté d'un *conseiller pour la démocratisation*, M. Thomas Scott, et d'une *conseillère pour les droits de l'Homme*, Mme Sari Suomalainen. La direction B est elle-même divisée en unités: l'unité B/2, dirigée par Mme Daniela Napoli, est chargée des droits de l'Homme et de la démocratie.

Sous la supervision de la directrice-adjointe Mme Kathryn Day, la Direction F est chargée des relations avec le Moyen-Orient et la Méditerranée du Sud. Cette Direction F est dirigée par M. Peter Zangl. La Direction F est à son tour divisée en unités: l'unité F/1, dirigée par M. Patrick Laurent, est chargée des matières 'horizontales' (c'est-à-dire le suivi des aspects multilatéraux du processus de Barcelone). L'unité F/2, dirigée par M. Tomas Dupla del Moral, est chargée des relations avec les pays du Machrek et Israël. L'unité F/3, dirigée par M. Robert Van der Meulen est chargée des relations avec les pays du Maghreb.

Un directeur général adjoint, M. Santiago Gomez Reino, est chargé notamment de la programmation pour le Moyen-Orient et la Méditerranée du Sud, ainsi que du suivi du Comité MED. Il est assisté, pour ce faire, de M. Bernard Brusset.

La Direction générale 'élargissement'

Une *direction générale* distincte de la DG 'relations extérieures' est chargée, sous la supervision du Commissaire Günter Verheugen, de *l'élargissement*⁶⁹ de l'Union européenne qui, s'agissant des pays tiers-méditerranéens, concerne *Chypre, Malte et Turquie*.

⁶⁹ Des négociations effectives en vue d'adhésion ont été entamées en mars 1998 avec Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie. Le Conseil européen d'Helsinki, qui s'est tenu les 10 et 11 décembre 1999, a décidé d'entamer en outre la procédure d'adhésion avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et Malte, dès février 2000. La Turquie, quant à elle, a vu, au cours du Sommet d'Helsinki, affirmer sa qualité de candidate "ayant vocation à l'adhésion" et bénéficiera dorénavant d'une stratégie de préadhésion (voy. infra).

5. LA COMMISSION EUROPÉENNE

M. Nikolaus Van der Pas est le Directeur général à la tête de la *DG élargissement*. Cette DG est divisée en 'teams': chaque équipe est chargée du suivi d'un candidat à l'adhésion. M. Leopold Maurer est chargé du team *Chypre*, et M. Eric Van der Linden est chargé du team *Malte* et du team *Turquie*.

La Direction générale 'développement'

Une direction générale distincte elle aussi de la DG 'relations extérieures' est chargée, sous la supervision du Commissaire Poul Nielson, de la politique de développement communautaire. M. Philip Lowe est le directeur général à la tête de la DG 'développement'. Les pays tiers-méditerranéens sont actuellement exclus du champ d'action de cette DG, qui concerne quasi-exclusivement les pays 'ACP' (Afrique, Caraïbes, Pacifique) liés à la Communauté par la convention de Lomé.

L'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO)

L'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) est chargée, sous la responsabilité du Commissaire Poul Nielson, *d'apporter secours aux victimes de catastrophes et de conflits en-dehors de l'Union européenne*. L'on retiendra que la nature de l'aide fournie par ECHO dépasse dans certains cas l'approche strictement humanitaire, pour s'étendre par exemple à la prévention des conflits (formation, renforcement institutionnel, micro-projets...). ECHO se compose de plusieurs unités. L'unité opérationnelle 3 est chargée, sous la direction de M. Sabato della Monica (qui est également Directeur Général ff.), notamment, des pays de la Méditerranée, ainsi que du Proche et du Moyen Orient. Par ailleurs, un conseiller est en principe chargé des relations avec les ONG: il lui appartient notamment d'examiner les demandes qui émanent d'ONG qui souhaitent devenir des 'partenaires' d'ECHO (il n'a pas été désigné à la date de la rédaction).

Le Service commun des relations extérieures

Le Service commun des Relations extérieures ('Service Commun Relex' ou SCR) a été mis en place en juillet 1998. Il s'agissait de mettre sur pied *un service unique, qui centraliserait la gestion de l'aide communautaire aux pays tiers* de manière à la rationaliser, à harmoniser les procédures en vigueur, à améliorer la transparence à l'égard des co-contractants, à systématiser les évaluations, selon le schéma de la 'gestion des cycles des projets'.

A l'exception de l'aide humanitaire d'urgence pour laquelle ECHO conserve son autonomie d'action, tous les programmes d'aide aux pays tiers et donc, notamment, les projets que finance la Commission dans le domaine des droits de l'Homme sont dorénavant soumis au SCR, après que les unités compétentes d'un point de vue géographique ou thématique aient opéré leur sélection.

Dans le cadre de la restructuration actuelle de la Commission, la définition exacte du rôle du SCR demeure en débat: certains, au sein de la Commission, estiment que ce nouveau service devrait assumer un rôle spécifique dès la sélection des projets, d'autres estiment au contraire qu'elle doit se limiter à mettre en oeuvre des projets, le feu vert devant continuer de relever exclusivement de l'unité compétente d'un point de vue géographique et d'un point de vue thématique.

La question de la manière exacte dont s'articuleront les rôles respectifs des unités géographiques et du SCR reste donc aussi à clarifier, de manière à éviter un double écueil, dont pâtiraient tout particulièrement les projets dans le domaine des droits de l'Homme: d'une part, celui qui verrait le SCR préférer le critère de la capacité de gestion financière du co-contractant à celui des contingences du pays concerné et de la nature du projet; d'autre part, celui de la lourdeur encore accrue du processus décisionnel.

Le Directeur Général du Service commun des Relations Extérieures est M. Eneko Landaburu. Le SCR est divisé en plusieurs directions thématiques et géographiques.

La Direction A, dirigée par M. Francesco de Angelis, est chargée notamment de la Politique étrangère et de sécurité commune. En son sein, l'unité A5 est chargée du suivi des projets 'PESC, Droits de l'Homme, Démocratie, Drogue'. Elle est dirigée par M. Eero Vuohula.

La Direction B, dirigée par M. Jorge de Oliveira e Sousa, est chargée notamment des projets concernant la Méditerranée, le Moyen et le Proche-Orient. En son sein, l'unité B/2, dirigée par M. Basile Papadopoulos, suit spécifiquement ces projets.

La Direction D, dirigée par M. Jean-Claude Brouwers, est chargée des budgets et finances. En son sein, l'unité D/3, dirigée par M. Carlo Eich, est chargée notamment de l'exécution financière des projets Méditerranée du Sud, Moyen et Proche-Orient.

5. LA COMMISSION EUROPÉENNE

Les délégations de la Commission dans les pays tiers

La Commission européenne est représentée dans de nombreux pays tiers et notamment, dans tous les pays tiers méditerranéens: elle y dispose de délégations qui y assument en quelque sorte le rôle d'ambassades. *Elles jouent un rôle essentiel dans la politique extérieure de l'Union européenne, et notamment dans le domaine de la politique euro-méditerranéenne.* C'est vers elles que se tourneront en premier les acteurs locaux qui souhaitent obtenir de l'information sur l'Union européenne et, inversement, c'est en priorité à elles que fera appel la Commission qui souhaite s'informer sur la situation des pays concernés. Pour les militants des droits de l'Homme des pays tiers méditerranéens qui souhaitent s'adresser à l'Union européenne soit pour l'alerter de telle ou telle situation, soit pour solliciter un soutien financier, les délégations de la Commission européenne peuvent être des intermédiaires de première importance.

Les Teams MEDA

La Commission a mis en place dix 'équipes' MEDA, composées d'experts chargés du suivi du volet économique et financier du partenariat. Trente-neuf experts travaillent au sein même de la Commission, à Bruxelles, et 54 experts travaillent au sein des délégations de la Commission dans les pays tiers méditerranéens.⁷⁰

▼MODE DE DÉCISION

Les vingt commissaires se réunissent en principe une fois par semaine. Au cours de ces réunions, ils adoptent des propositions et des documents de politique générale. Les décisions sont prises à la majorité.

◆EN CE QUI CONCERNE LA PESCE

Dans le domaine de la PESCE, dont on rappelle la nature intergouvernementale, la Commission européenne partage son droit d'initiative avec les Etats membres. Elle doit, en vertu du traité sur l'Union européenne, être 'pleinement associée' aux travaux menés en matière de politique étrangère et de sécurité commune:⁷¹ c'est dans cet esprit que le Président de la Commission a sa place au sein du Conseil

⁷⁰ *Evaluation of the Meda Regulation, Final report*, W. Euchner, N. Garrigue, N; Patrodopoulos, 2 february 1999, p.59.

⁷¹ Article 27 de TUE.

européen, que la Commission joue un rôle dans la représentation internationale de l'Union, ou qu'elle participe à des réunions aussi importantes que celles du Conseil, du COREPER, du Comité politique et des différents groupes de travail: il s'agit en effet d'assurer une cohérence entre la PESC, et les politiques menées dans le domaine des relations économiques extérieures et de la coopération au développement qui elles, sont des politiques strictement *communautaires*, dans lesquelles la Commission joue un rôle essentiel. L'une des questions que pose l'entrée en vigueur de Traité d'Amsterdam, d'une part, et la mise en place de nouvelles structures au sein de la Commission européenne, d'autre part, est celle de la répartition exacte des rôles entre le nouveau *Haut Représentant pour la PESC*, M. Javier Solana, et le Commissaire chargé de l'ensemble des relations extérieures, M. Christopher Patten

****EN CE QUI CONCERNE LE PEM***

La Commission européenne joue un rôle central, de droit et de fait, dans le partenariat euro-méditerranéen.

La conception du partenariat euro-méditerranéen

La Commission a eu un rôle déterminant dans la conception du PEM: c'est en effet en grande partie à la suite des communications qu'elle a produites le 19 octobre 1994 et le 8 mars 1995 concernant le renforcement de la politique méditerranéenne que le Conseil européen a affirmé le caractère de région prioritaire de la zone méditerranéenne, et qu'il a décidé de donner une nouvelle dimension à ses relations avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, par l'établissement d'un partenariat. C'est également à la Commission européenne qu'est due la rédaction de l'essentiel de ce qui allait devenir la Déclaration de Barcelone.

Le rôle de la Commission dans le suivi de la Déclaration de Barcelone

La Déclaration de Barcelone investit la Commission d'un rôle essentiel dans la mise en oeuvre de son programme de travail: elle est en effet chargée d'assumer le travail approprié de préparation et de suivi des réunions résultant du programme de travail de Barcelone et des conclusions du Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone. La Commission est donc au coeur de l'organisation et de la préparation de toutes les réunions qui se tiennent dans le cadre du partenariat. Elle participe en outre aux débats du Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone qui est l'organe principal de suivi de la Déclaration (voy. infra), auquel prennent part les 27 partenaires, ainsi qu'à

5. LA COMMISSION EUROPÉENNE

ceux de la Réunion des Hauts fonctionnaires sur le dialogue politique et de sécurité. (voy. infra)

Le rôle de la Commission dans la négociation des accords euro-méditerranéens d'association, et dans leur mise en oeuvre

C'est à la Commission européenne qu'il revient de négocier, dès qu'elle en a reçu mandat du Conseil, les futurs accords euro-méditerranéens d'association avec chacun des partenaires méditerranéens. Ce n'est qu'une fois que les négociations sont clôturées que le Conseil est à nouveau saisi du dossier pour la conclusion formelle de l'accord. La Commission entretient donc des relations d'une importance majeure avec les autorités du pays tiers méditerranéen, tout au long des négociations, qui peuvent s'étendre sur plusieurs années.

Une fois que l'accord est entré en vigueur, la Commission est associée aux travaux du Conseil d'Association et du Comité d'Association, qui sont les structures bilatérales mises en place pour assurer le suivi des accords (voy. infra).

Le rôle de la Commission dans la mise en oeuvre du Règlement MEDA

La Commission est chargée d'assumer la gestion du Programme MEDA, qui est l'instrument financier principal de l'Union européenne pour la mise en oeuvre du Partenariat euro-méditerranéen: il met en place des Mesures d'accompagnement techniques et financières aux réformes des structures économiques et sociales des pays tiers méditerranéens. C'est la Commission qui élabore les projets de Programmes Indicatifs nationaux et régionaux, qui coordonne les différents efforts d'assistance entrepris par la Communauté et les Etats membres, et qui gère l'ensemble des actions prévues par le Règlement MEDA, depuis l'identification du projet jusqu'à son évaluation finale.

Le rôle de la Commission dans l'élaboration de la stratégie commune pour la Méditerranée

Au cours du Sommet qui l'a réuni à Vienne en décembre 1998, le Conseil Européen a chargé le Conseil de l'Union européenne de lui soumettre un projet de stratégie commune pour la Méditerranée. C'est la Commission qui est appelée à élaborer le projet. Rappelons qu'il s'agit là d'un instrument nouveau de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, mis en place par le Traité d'Amsterdam. La Commission est appelée à innover en la matière: le seul

précédent sur lequel elle puisse se fonder est la stratégie commune adoptée à propos de la Russie.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen, selon le Traité de Rome de 1957, est “*l’expression des peuples réunis dans l’Unité européenne*”⁷². Il est élu depuis 1979 au suffrage universel direct selon des procédures qui continuent à être variables d’un pays membre à un autre.

Ses pouvoirs ont été progressivement renforcés à l’occasion des révisions successives des traités. Il est ainsi passé du statut d’une assemblée purement consultative à celui d’une assemblée législative ayant, à bien des égards, de réelles prérogatives de codécision avec la Commission et le Conseil.

■ COMPOSITION

Le Parlement européen est composé actuellement de 626 député élus au suffrage universel. Dans la perspective des élargissements à venir, le Traité d’Amsterdam plafonne le nombre de députés à un maximum de 700.

La répartition par pays est fixée par les Traités et ne prend que partiellement en compte les données démographiques.⁷³

Les députés ne sont pas groupés dans l’hémicycle par délégations nationales, mais par groupes politiques.

L’interprétation simultanée des débats du Parlement ainsi que la traduction et l’impression de tous les documents parlementaires sont assurées dans les onze langues de l’Union.

L’administration du Parlement compte 3500 agents.

⁷² *Traité de Rome.*

⁷³ Allemagne: 99; France: 87; Italie: 87; Royaume-Uni: 87; Espagne: 64; Pays-Bas: 31; Portugal: 25; Belgique: 25; Grèce: 25; Suède: 22; Autriche: 21; Danemark: 16; Finlande: 16; Irlande: 15; Luxembourg: 6.

● FONCTIONS

Le Parlement européen exerce son pouvoir dans trois domaines importants: *législatif, budgétaire, et contrôle de l'exécutif*. A ce pouvoir s'ajoute un rôle plus informel de *forum de l'opinion européenne*, de portée internationale non négligeable.

L'ensemble de ces pouvoirs a été construit par référence aux Traités mais aussi par voie coutumière.

Le pouvoir législatif

Le Parlement européen a longtemps exercé un pouvoir *consultatif* en émettant des avis. Cela est toujours le cas, par exemple, en matière fiscale et de fixation des prix agricoles.

D'assemblée consultative, le Parlement a connu, essentiellement depuis 1984, une extension progressive et substantielle de son pouvoir législatif grâce à la procédure de *co-décision*. Instaurée par le Traité de Maastricht et élargie par le Traité d'Amsterdam, cette procédure a fait du parlement, dans des domaines importants, un co-législateur avec le Conseil des Ministres.

La procédure de co-décision, qui prévoit deux lectures et une tentative de conciliation, permet au parlement d'avoir le dernier mot dans le processus d'adoption des directives et des règlements communautaires.

Dans d'autres domaines, la procédure de *coopération* organise un système de double lecture dans le cadre duquel le Conseil conserve le dernier mot.

Le Parlement se voit également reconnaître le droit de rendre des *avis conformes* sans l'intervention desquels la décision arrêtée par le Conseil ne peut entrer en application. *Cette procédure doit retenir particulièrement notre attention, puisqu'elle concerne, notamment, la procédure d'adhésion de nouveaux Etats membres, et la conclusion d'accords d'association entre la Communauté européenne et des Etats tiers. Il s'agit d'un quasi droit de veto dont l'incidence est importante dans le domaine des relations euro-méditerranéennes.*

Moins contraignante pour le Conseil, la procédure de *l'avis consultatif obligatoire* ne permet pas au Conseil de prendre une décision en l'absence d'avis du Parlement. Cela concerne, notamment, les principaux aspects de la politique

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

étrangère et de sécurité commune et le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Ce pouvoir législatif en extension ne compte cependant *pas de pouvoir d'initiative* du Parlement, qui peut toutefois demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en oeuvre du Traité.

Le pouvoir budgétaire

Le budget annuel de l'Union est adopté en décembre par le Parlement et il ne peut entrer en vigueur qu'après la signature du Président du Parlement.

L'enveloppe globale des ressources financières de l'Union est arrêtée d'un commun accord par les Etats membres après la consultation du Parlement et il représente actuellement 1,27% du produit national brut de chaque pays membre.

L'évolution des prérogatives du Parlement lui a permis progressivement de partager avec le Conseil l'autorité budgétaire. Par ce rôle crucial le Parlement peut ainsi exprimer ses priorités politiques.

Le budget de l'Union européenne opère une distinction entre les dépenses obligatoires (DO) qui concernent par exemple le soutien des marchés agricoles et les dépenses non obligatoires (DNO) telles celles liées par exemple à la politique régionale. Ces dernières sont en progression constante et le Parlement a un rôle décisif dans leur répartition. Les augmentations décidées par le Parlement se font dans la limite d'un plafond co-décidé avec la Commission et le Conseil. Au cas où le Parlement et le Conseil ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la répartition des dépenses après deux lectures du projet de budget, et au terme du recours éventuel à la procédure de conciliation, le Parlement peut rejeter globalement le budget et la procédure doit être entièrement reprise. En l'absence d'accord avant le 1er janvier, l'Union européenne fonctionne grâce à des douzièmes provisoires.⁷⁴

Le Parlement *contrôle l'exécution du budget* à travers sa commission de contrôle budgétaire. La procédure de 'décharge' sur l'exécution du budget permet au Parlement de sanctionner la responsabilité politique de la Commission dans

⁷⁴ Déterminés à partir du budget de l'année précédente.

l'exécution du budget communautaire. Le refus du Parlement d'octroyer en 1999 la décharge sur l'exécution du budget de l'année 1996 aux motifs de mauvaise gestion et de manque de transparence a eu des conséquences importantes sur la révision et le renforcement des procédures de contrôle budgétaire interne de la Commission. A partir *d'interprétations créatives* des dispositions des Traités, le Parlement est parvenu à renforcer ses prérogatives budgétaires, élargissant sa marge de manoeuvre et ses possibilités de pression sur la Commission.

Le pouvoir de contrôle

Le Parlement joue un rôle essentiel dans le processus de *désignation de la Commission*. Après avoir ratifié la nomination du Président de la Commission, le Parlement auditionne les personnalités proposées pour être membres de la Commission, puis investit cette dernière par un vote de confiance.

Le *pouvoir de censure de la Commission* est prévu par les Traités. Il permet au Parlement, statuant à une majorité de 2/3 des suffrages exprimés, de renverser la Commission. Des motions de censure ont été déposées entre 1972 et 1997 à quatre reprises, mais n'ont pas été adoptées. Une telle issue aurait obligé les 20 membres de la Commission à abandonner collectivement leurs fonctions.

En mars 1999, la Commission a toutefois préféré démissionner plutôt que de courir le risque de se voir censurer par le Parlement, à la suite du rapport d'un Comité des sages mis en place par le Parlement concernant la gestion de la Commission.

- Le Parlement est également amené à exercer un *contrôle général* des activités communautaires. Initialement limité à l'action de la seule Commission, ce contrôle s'est étendu au Conseil des Ministres et au Conseil européen qui sont appelés à rendre compte de leurs activités au Parlement.
- Ce dernier se voit, par ailleurs, reconnaître le pouvoir de constituer des *commissions temporaires d'enquête* et de susciter la création d'organes de contrôle, tel l'Office européen de lutte anti-fraudes en matière budgétaire (OLAF).
- Disposant du pouvoir de recevoir des *pétitions* individuelles, le Parlement instruit ces requêtes et, le cas échéant, demande à la Commission ou au Conseil des informations permettant d'y répondre.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

- Le Parlement nomme un *médiateur* qui, exerçant ses fonctions en toute indépendance, transmet ses rapports au Parlement.
- Enfin, le Parlement dispose du droit d'accès à la Cour européenne de Justice, pour sauvegarder ses prérogatives.

Un Forum de l'opinion européenne

Outre ces pouvoirs, le Parlement joue le rôle d'un forum de l'opinion européenne, notamment sur les questions internationales, en organisant des débats et des auditions et en adoptant des résolutions sur des questions d'actualité, dans le cadre de la procédure dite d'urgence.

Le Parlement bénéficie, par ailleurs, d'un large pouvoir d'interpellation du Conseil et de la Commission à travers des questions écrites et orales (avec ou sans débat).

▲ STRUCTURE ET ▼MODE DE DÉCISION

Le Parlement européen est la seule institution communautaire qui se réunit et délibère en public. Le compte rendu de ses débats, ses avis et ses résolutions sont publiés au Journal Officiel des Communautés européennes.

Où et comment travaille le Parlement?

Le siège

Le siège du Parlement est à *Strasbourg* où se tiennent, une semaine par mois, les *sessions plénières*. Des sessions plénières additionnelles ('mini-sessions') ont lieu à Bruxelles. C'est également à *Bruxelles* que se déroulent les travaux des *commissions parlementaires* deux semaines par mois: la proximité des instances de la Commission et du Conseil est ainsi mise à profit. Les réunions des *groupes politiques* se tiennent généralement elles aussi à Bruxelles. Les services administratifs et le secrétariat général du Parlement sont partagés entre Luxembourg et Bruxelles.

L'existence de ces trois lieux de travail est a priori déroutante. Il est donc *indispensable de se renseigner*, de façon précise, sur le calendrier d'organisation

des travaux *avant d'envisager toute initiative de contact* ou d'intervention auprès du Parlement.

Malgré un ordre du jour souvent surchargé, la semaine de la plénière à Strasbourg peut être mise à profit pour organiser certaines initiatives d'information et de sensibilisation, *mais les contacts de concertation plus approfondis* avec les députés et l'administration du Parlement ont plutôt lieu à Bruxelles, de préférence en-dehors de la semaine consacrée en priorité aux réunions des groupes politiques.

Pour l'année 2000, 12 sessions plénières sont fixées à Strasbourg (S) et 6 mini-sessions sont fixées à Bruxelles (B):

Tableau VIII, Les sessions plénières de l'année 2000 :

Strasbourg	17 au 21 janvier
Bruxelles	2 et 3 février:
Strasbourg	14 au 18 février
Bruxelles	1er et 2 mars
Strasbourg	13 au 17 mars
Bruxelles	29 et 30 mars
Strasbourg	10 au 14 avril
Bruxelles	3 et 4 mai
Strasbourg	15 au 19 mai
Strasbourg	13 au 16 juin
Strasbourg	3 au 7 juillet
Strasbourg	4 au 7 septembre
Bruxelles	20 et 21 septembre
Strasbourg	2 au 6 octobre
Strasbourg	23 au 27 octobre
Strasbourg	13 au 17 novembre
Bruxelles	29 et 30 novembre
Strasbourg	11 au 15 décembre

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

La Présidence et le Bureau

Le Président du Parlement préside les sessions plénières de l'Assemblée ainsi que les réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents. Il dirige l'institution et il en est le principal représentant au niveau des relations extérieures.

Toutes les activités du Parlement et de ses organes sont placées sous la direction du *Bureau* élu pour deux ans et demi, dirigé par le Président, et qui est composé des 14 *vice-présidents* et de cinq questeurs.⁷⁵

La *Conférence des présidents* réunit le Président du Parlement et les Présidents des groupes politiques. Elle joue *un rôle de régulation important* et elle est notamment directement responsable de l'organisation des travaux et de la fixation de l'ordre du jour du Parlement.

Les Commissions parlementaires et les autres structures de travail (sous-commissions, groupes de travail, et délégations interparlementaires)

Les députés assistent aux sessions plénières de l'Assemblée - où le vote par procuration est interdit - mais ils doivent, pour s'acquitter convenablement de leur mandat, participer à de multiples réunions: commissions spécialisées, sous-commissions, délégations, groupes de travail et groupes politiques.

C'est dans le cadre de commissions parlementaires, actuellement au nombre de 17, que les députés préparent les travaux des sessions plénières.

Ces commissions comportent un nombre variable de membres et autant de suppléants. Une commission concerne plus directement la dimension droits de l'Homme du Partenariat euro-méditerranéen: la *Commission des affaires étrangères, des droits de l'Homme, de la Sécurité commune et de la politique de défense*, qui compte - c'est d'ailleurs la commission la plus nombreuse - 65 membres. Les questions liées à l'asile et l'immigration sont du ressort de la *Commission des libertés et des droits de citoyens, de la justice et des affaires intérieures*, qui compte 43 membres.

Tableau IX, Les commissions parlementaires :

⁷⁵ Qui sont chargés du suivi des questions liées au statut, à la gestion et aux intérêts financiers des députés.

Commission des affaires étrangères, des droits de l'Homme, de la sécurité commune et de la politique de défense	Commission des budgets
Commission économique et monétaire	Commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures
Commission juridique et du marché intérieur	Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie
Commission de l'emploi et des affaires sociales	Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs
Commission de l'agriculture et du développement rural	Commission de la pêche
Commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation, des médias et des sports	Commission du développement et de la coopération
Commission des affaires constitutionnelles	Commission des droits de la femme et de l'égalité des chances
Commission des pétitions	Commission du contrôle budgétaire
Commission de la politique régionale, des transports et du tourisme	

Chaque commission parlementaire est dirigée par un Président, assisté de trois vice-présidents.

Le Parlement a la possibilité de créer des sous-commissions,⁷⁶ des commissions temporaires ou des commissions d'enquête.

20 délégations interparlementaires entretiennent des relations avec un grand nombre de Parlements d'Etats tiers, d'ensembles d'Etats tiers ou d'organisations intergouvernementales régionales. (voy. infra)

⁷⁶ C'est ainsi que, jusqu'à l'actuelle législature, existait une "sous-commission des droits de l'Homme", émanation de l'ancienne Commission des Affaires Etrangères. Celle-ci a été remplacée par une structure informelle : un groupe de travail sur les droits de l'Homme.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

Enfin, soulignons la création récente - sous la *Commission des affaires étrangères, des droits de l'Homme, de la Sécurité commune et de la politique de défense* - d'un *groupe de travail sur les droits de l'Homme*, structure plus informelle de travail.

Les rapporteurs

Désignés par la commission parlementaire concernée par la proposition soumise au Parlement par le Conseil des Ministres, les rapporteurs jouent un rôle crucial dans l'élaboration, la procédure d'examen et l'adoption en commission parlementaire et en plénière des textes qui seront finalement votés par l'Assemblée.

Les commissions parlementaires peuvent également décider d'établir un rapport de leur propre initiative, après en avoir obtenu l'autorisation du Bureau du Parlement.

Les services administratifs

Les services administratifs du Parlement européen comptent plus de 3500 employés. Le Secrétariat général, sous la direction de M. Julian Priestley, supervise l'activité de 7 directions générales. Toutes les structures (commissions et délégations) du Parlement ont leur vis-à-vis au niveau des services administratifs.

Outre les contacts avec certains conseillers auprès du cabinet du secrétaire général, il est *indispensable*, pour le suivi de la dimension 'droits de l'Homme' du partenariat euro-méditerranéen, d'être en relation avec les fonctionnaires rattachés à:

- la Direction II/A *Relations extérieures*, dirigée par M. José Manuel Liberato
- l'Unité des droits de l'Homme (rattachée à la DGII), dirigée par M. Eamon Noonan
- la division chargée du suivi des délégations interparlementaires pour les pays non-européens, dirigée par M. Francesco Cabral.

Les groupes politiques européens

Les groupes parlementaires jouent un rôle *essentiel* dans les débats du Parlement et dans l'examen des problèmes traités. Le système qui prévoit la constitution de groupes parlementaires encourage le rassemblement de députés de différents Etats membres.

Sous la législature actuelle, les députés du Parlement se répartissent en 8 groupes auxquels s'ajoutent 8 députés 'non inscrits'.

- Le groupe le plus important en nombre est celui du Parti Populaire Européen (Démocrates-chrétiens) et Démocrates Européens (PPE-DE): il compte 232 membres et il est présidé par le député allemand Hans Gert Poettering.
- Le groupe du Parti des Socialistes Européens (PSE) compte 180 membres. Il est présidé par le député espagnol Enrique Baron Crespo.
- Le groupe du Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs (ELDR) compte 51 membres. Il est présidé par le député irlandais Patrick Cox.
- Le groupe des Verts/Alliance Libre Européenne (Verts/ALE) compte 48 membres. Il est présidé par la députée finlandaise Hantale Hedi Anneli et le député belge Paul Lannoye.
- Le groupe Confédéral de la Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (GUE/NGL) compte 42 membres. Il est présidé par le député français Francis Wurtz.
- Le Groupe Union pour l'Europe des Nations (UEN) compte 30 membres. L'UEN est présidé par le député français Charles Pasqua.
- Le Groupe pour l'Europe des Démocraties et des Différences (EDD) compte 16 membres. Il est présidé par le député danois Jens Peter Bonde, le député français Jean Saint-Josse et le député néerlandais Johannes Hans Blokland.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

- Le groupe technique des Députés Indépendants (TDI) comprend 18 membres. Il est présidé par le député italien Gianfranco dell'Alba, le député français Charles de Gaulle et le député italien Francesco Speroni.⁷⁷

En dépit de nombreux facteurs d'hétérogénéité au sein de ces groupes (plus de cent partis politiques sont représentés au Parlement!), la plupart d'entre eux font preuve d'une réelle discipline de vote, favorisée par la structuration et l'organisation des fédérations européennes des partis à l'échelle du Parlement.

Les deux grands groupes PPE-DE et PSE déterminent, au terme d'un processus de discussions et de négociations bilatérales ou en associant notamment le groupe ELDR, un grand nombre de votes acquis grâce à une large alliance au centre. Sur les questions qui ont trait aux rapports avec les Etats tiers et sur les résolutions d'urgence en relation avec l'actualité internationale, les groupes GUE/NGL et Verts/ALE jouent un rôle d'aiguillon dans un dialogue souvent déterminant avec le PSE et l'ELDR.

◆ *EN CE QUI CONCERNE LA PESC ET LES DROITS DE L'HOMME*

La PESC

Le Parlement européen tient chaque année un débat sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune. Soucieux d'éviter l'adoption, par les députés européens, de recommandations divergentes par rapport aux siennes, le Conseil semble volontiers favorable à un dialogue étroit avec le Parlement sur les orientations principales de cette politique. Cette concertation ne peut, en effet, que renforcer la portée internationale et la crédibilité des actions communes de l'Union.

Le Parlement accorde une grande importance à la PESC dans ses débats, notamment au sein de la commission des affaires étrangères, des droits de

⁷⁷ Ce groupe technique est atypique, dans la mesure où il ne consiste qu'à permettre à des députés n'appartenant pas à un groupe politique de bénéficier de certaines facilités logistiques. Il regroupe des députés aussi distants sur l'échiquier politique que Mme Bonino, figure progressiste marquante de l'ancienne Commission, et des représentants de l'extrême droite. Sa mise en place a suscité d'âpres controverses.

l'Homme, de la sécurité et de la politique de défense. Dorénavant, il entendra régulièrement le rapport de M. Javier Solana, Haut Représentant de L'union pour la politique étrangère et de sécurité commune.

Les droits de l'Homme

Le Parlement européen a joué un rôle essentiel dans l'évolution qui a permis que la défense des droits de l'Homme et de la démocratie soit érigé en *objectif* de l'Union européenne, tant sur le plan communautaire que dans les relations avec les Etats tiers. S'il convient d'apprécier cette évolution avec lucidité, tant il est vrai que les considérations liées au *réalisme géo-politique* demeurent souvent prioritaires, il faut souligner que le Parlement n'a cessé, depuis le début des années 80, de renforcer son intérêt pour la protection des droits de l'Homme. « *Ceci pour une grande part, en réponse aux requêtes de citoyens de pays membres de l'Union européenne comme de pays tiers, mais aussi à la suite de la multiplication des ONG vouées à la défense des droits de l'Homme* ».⁷⁸

Aujourd'hui, le Parlement européen se prononce conjointement avec le Conseil sur de nombreuses questions dans le domaine des droits individuels des citoyens dans l'espace communautaire européen: la défense des droits économiques et sociaux, la lutte contre le racisme, la xénophobie, et l'intolérance religieuse ainsi que la situation des travailleurs migrants et des réfugiés sur le territoire de l'Union comptent parmi les principes auxquels les députés se réfèrent régulièrement.

Chaque année, le Parlement européen adopte, d'une part, un *rapport sur le respect des droits de l'Homme au sein de l'Union*, et d'autre part, un *rapport sur le respect des droits de l'Homme dans le monde*.

C'est notamment à travers ce dernier rapport que le Parlement européen a pu réclamer 1) l'inclusion de *clauses droits de l'Homme*⁷⁹ dans les accords avec les pays tiers 2) la création d'une base juridique pour les actions de l'UE concernant la promotion des droits de l'Homme, 3) ou l'intégration, dans la politique étrangère de l'UE, de la prise en compte des droits humains et des principes démocratiques.

Les *résolutions* du Parlement et, dans certains cas, les démarches qu'il a pu mener de manière plus discrète auprès de ses homologues des Etats tiers ont contribué à

⁷⁸ *Le Parlement européen et la défense des droits de l'Homme*. Office des publications officielles des Communautés européennes, 2985 Luxembourg.

⁷⁹ Voy. *Infra*.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

renforcer des démarches du Conseil, quand elles n'ont pas eu un impact décisif, en faveur de la libération et du rétablissement dans leurs droits de prisonniers politiques ou d'opinion à travers le monde.

C'est dans cet esprit qu'a été institué, en 1988, le *Prix Sakharov de la liberté de pensée*. Au nombre des lauréats de ce prix, on compte des figures prestigieuses tels Nelson Mandela (1988), Aung San Suu Kyi (1990) ou Wei Jingsheng (1996). En 1995, le prix Sakharov a été décerné à Leila Zana de Turquie, et en 1997 à Salima Ghezali d'Algérie. Ces deux lauréates sont, l'une et l'autre, des partisans déterminées d'un Partenariat euro-méditerranéen privilégiant la dimension droits de l'Homme, les aspects sociaux et les échanges interculturels.

En 1999, deux des six candidats nominés qui étaient détenus d'opinion ont bénéficié, immédiatement après que leur nomination ait été rendue publique, de mesures d'élargissement. Il s'agit de Khemaïs Ksila, vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, et d'Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'Homme.

Enfin, le *Parlement européen a contribué à faire de l'Union européenne une importante source de financement pour les projets concernant les droits de l'Homme et de la démocratie*: grâce au pouvoir dont il bénéficie dans le domaine budgétaire, il a pu susciter la création de *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme* qui rassemble une série de lignes budgétaires qui permettent le financement de projets dans le domaine de la promotion et de la défense des droits de l'Homme et de la démocratie dans les pays tiers. (voy. le chapitre consacré au financement des projets droits de l'Homme).

Ces choix ne sont pas irréversibles pour autant, car ils demeurent tributaires à la fois des rapports de force politiques au sein du Parlement, mais surtout des pressions exercées par nombre de gouvernements d'Etats tiers mis en cause pour leur politique répressive et de négation des critères de l'Etat de droit.

De même, la politique d'appui aux sociétés civiles privilégiée par le Parlement européen, et qui consiste "*à aider, souvent au moyen de petites subventions, des*

organisations implantées localement”,⁸⁰ risque d’être remise en cause en raison de la tendance à donner la priorité aux projets d’une taille importante.

Au-delà de ces écueils bien réels, les pouvoirs importants du Parlement européen en matière de relations extérieures en font une véritable tribune ouverte sur le monde et *auprès de qui les organisations non gouvernementales doivent renforcer leur politique d’information et de sensibilisation*. Les réactions des gouvernements concernés permettent de penser qu’ils sont de plus en plus sensibles aux critiques du Parlement européen en matière de violations des droits de l’Homme.

****EN CE QUI CONCERNE LE PEM ET NOTAMMENT LA SITUATION AU MOYEN ORIENT***

Cette ouverture sur le monde et l’intérêt marqué pour la dimension des droits de l’Homme n’en rendent que plus légitimes les aspirations du Parlement européen à contribuer à la mise en oeuvre de cette dimension du Partenariat euro-méditerranéen.

Le Parlement européen a été *étroitement associé au processus de gestation du Partenariat euro-méditerranéen*. Les députés européens continuent d’influer sur l’évolution du processus par le biais de différents mécanismes, qui sont autant de leviers d’intervention pour les ONG.

La procédure d’avis conforme aux accords euro-méditerranéens d’association

Comme exposé de manière plus détaillée sous le chapitre consacré au niveau bilatéral du partenariat euro-méditerranéen, les accords d’association progressivement mis en place entre la Communauté européenne et chacun des *Etats tiers méditerranéens doivent, pour entrer en vigueur, être soumis à la procédure d’avis conforme du Parlement européen*.

Dans le cadre de cette importante procédure, l’intervention d’ONG auprès du Parlement européen peut être d’une portée non négligeable.

L’interlocuteur prioritaire est le *rapporteur* de l’accord d’association désigné par la Commission des Affaires étrangères, des droits de l’Homme, de la sécurité commune et de la politique de défense. L’avis d’autres commissions ou délégations

⁸⁰ *Le Parlement européen et la défense des droits de l’Homme*, Office des publications des Communautés européennes, 1985, Luxembourg.

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

du Parlement étant également requis, il peut être également indiqué d'établir un lien avec ces instances.

Les contacts que peuvent mener dans ce contexte les ONG nationales et internationales, par l'organisation de rencontres et d'auditions, peuvent être utiles au cours de l'élaboration du projet d'avis et de la résolution qui l'accompagnera, et pour susciter des amendements.

Le cas le plus significatif d'une intervention efficiente dans ce type de procédure est celui du Mexique: au début de l'année 98, à l'occasion de la procédure *d'avis conforme* à laquelle était soumis le projet d'accord d'association entre la Communauté et le Mexique, des ONG nationales et internationales de défense des droits de l'Homme ont obtenu que les droits de l'Homme soient au coeur du débat: le Parlement européen leur a en effet consacré une audition publique. Cette expérience pourrait inspirer les actions à venir pour les accords d'association euro-méditerranéens qui n'ont pas encore été conclus.

Les délégations interparlementaires et les commissions parlementaires mixtes

Les délégations et les commissions parlementaires mixtes constituent des instances de dialogue privilégiées auxquelles les cas individuels de violation des droits de l'Homme peuvent être transmis régulièrement. Les députés européens pourront les évoquer avec leurs homologues du pays tiers concerné à l'occasion de rencontres ou de contacts formels ou informels. Là aussi, des contacts directs avec les ONG nationales en relation avec leurs partenaires parmi les ONG internationales sont d'une indéniable pertinence. *Il est donc utile de se renseigner sur l'agenda de ces commissions et délégations, de manière à connaître, d'une part, le calendrier de leurs sessions, et d'autre part, les dates de leurs visites dans les pays tiers.* A l'occasion de ces visites, des questions précises peuvent être soulevées, et des rencontres avec des ONG de défense des droits de l'Homme peuvent être organisées, en marge des rencontres plus officielles. Les ONG peuvent intervenir en amont, en proposant telle ou telle rencontre, et en argumentant sur la base d'informations fiables, en s'adressant aux membres de la délégation qui participeront à la visite et / ou à la Délégation locale de la Commission européenne, qui, souvent, organise l'agenda des visiteurs.

Sous les *points de contact*, la composition des délégations compétentes dans le domaine des relations euro-méditerranéennes est détaillée. Il s'agit de:

- la Délégation à la Commission parlementaire mixte Union européenne/Turquie,
- la Délégation à la Commission parlementaire mixte UE-Chypre,
- la Délégation à la Commission parlementaire mixte UE/Malte,
- la Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe,
- la Délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Machreq et les Etats du Golfe,
- la Délégation du Parlement européen pour les relations avec Israël et la Délégation du Parlement européen pour les relations avec le Conseil législatif palestinien.

Les résolutions urgentes

Au terme de chacune de ses sessions mensuelles, le Parlement européen adopte une série de résolutions dites *urgentes* - c'est-à-dire en relation avec l'actualité - *qui ont trait à cinq thèmes, dont celui des droits de l'Homme*. Ces résolutions, qui peuvent avoir un impact moral important, sont transmises au Conseil et à la Commission, qui peuvent s'en prévaloir dans leurs relations avec l'Etat concerné.

Les organisations locales des droits de l'Homme peuvent en tirer un profit incontestable, comme cela a été confirmé dans le cas de la Turquie, de la Syrie, du Maroc, de l'Egypte, du Liban et de la Tunisie. Prévues à l'article 50 du Règlement du Parlement européen, ces résolutions nécessitent souvent, en amont, un minutieux travail de contacts avec les groupes politiques et l'unité des droits de l'Homme du Parlement européen.

Les secrétariats des groupes politiques susceptibles de parrainer le projet de résolution doivent obtenir que leur proposition soit retenue par la conférence des présidents et qu'elle recueille, à travers la synthèse de formulations propres à chaque groupe, un consensus lui permettant d'espérer un vote favorable. Les contacts avec les collaborateurs des groupes politiques qui travaillent sur les projets de résolution d'urgence, les fonctionnaires de l'Unité des droits de

6. LE PARLEMENT EUROPÉEN

l'Homme, les secrétaires généraux et présidents des groupes politiques, et quelques députés plus particulièrement actifs dans le domaine des droits de l'Homme sont de ce fait indispensables pour apprécier l'opportunité et les chances de vote d'un projet de résolution, et favoriser celui-ci.

Les auditions publiques

Le Parlement européen dispose de la possibilité d'organiser un certain nombre d'auditions publiques. L'initiative peut en être prise par une Délégation, par une Commission parlementaire, ou par des groupes politiques. En ce qui concerne les relations euro-méditerranéennes, l'on retiendra la réunion consacrée à la situation des droits de l'Homme en Tunisie, organisée en juin 1997, à l'initiative de cinq groupes parlementaires (voir ci-après le chapitre consacré aux accords d'association) et l'audition publique consacrée, en novembre 1997, à la situation des droits de l'Homme en Algérie, qui connut un important retentissement médiatique

Les questions orales et écrites

La procédure des questions orales et des questions écrites permet à un député d'interpeller un représentant de la Commission ou du Conseil à propos d'un sujet d'actualité. Il s'agit de formes d'interpellation qui peuvent s'avérer particulièrement intéressantes dans le cadre de la politique de l'Union européenne dans le domaine des droits de l'Homme.

La question orale présente l'avantage de donner lieu, au cours de la session plénière du Parlement européen, à un débat entre le député auteur de la question et le représentant de la Commission ou du Conseil.

La question écrite fait l'objet d'une réponse écrite et publiée.

Le Forum Parlementaire euro-méditerranéen

Le principe d'un *Forum parlementaire euro-méditerranéen* avait été évoqué au cours de la Conférence de Barcelone, en novembre 1995. Il s'agit là d'une instance parlementaire multilatérale *ad hoc* liée directement au partenariat euro-méditerranéen.

La réunion constitutive de ce Forum - la seule à ce jour - s'est tenue à Bruxelles, les 27 et 28 octobre 1998, à l'invitation du Parlement européen. Elle a réuni une centaine de délégués du Parlement européen, des Parlements des Etats membres, et des Parlements des 12 pays tiers-méditerranéens. Le projet de règlement intérieur du Forum Parlementaire a été finalisé à Bruxelles le 30 avril 1999. En principe, il devrait se réunir chaque années.

La Déclaration finale peut laisser sur sa faim le défenseur des droits humains. Cependant cette instance multilatérale n'en est qu'à ses premiers pas, et il importera de la compter au nombre des destinataires des informations, démarches et initiatives susceptibles de contribuer à la mise en oeuvre de la dimension "droits de l'Homme" du partenariat euro-méditerranéen.

Le Parlement européen et le processus de paix au Moyen-Orient

Le Parlement européen a contribué de façon significative à ce que l'Union européenne s'implique dans le processus de paix au Moyen-Orient. L'ensemble des initiatives qu'elle a pu prendre dans ce domaine fait l'objet d'une publication d'un très grand intérêt documentaire, réalisée à l'initiative du Parlement européen.⁸¹

C'est en particulier dans le domaine de la coopération économique avec l'Autorité Palestinienne que la synergie entre le Parlement, le Conseil et la Commission a permis d'enregistrer les résultats les plus significatifs. A signaler aussi, particulièrement au cours de la période 1997 et 1998 au cours de laquelle de grandes difficultés dans le processus de paix au Moyen Orient ont été rencontrées, un certain nombre d'actions publiques et diplomatiques prises par l'Union européenne, dont un effort d'appui aux ONG palestiniennes et israéliennes de droits de l'Homme les plus actives.

⁸¹ *Le Processus de paix au Moyen Orient et l'Union Européenne*, Publication du Parlement européen, Political Series, 115, mai 1999.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

7.1. Le niveau multilatéral

7.1.1. Les Sommets du Partenariat euro-méditerranéen depuis Barcelone

La Déclaration de Barcelone prévoit que les Ministres des Affaires Etrangères (des Etats membres de l'UE et des pays tiers méditerranéens) “*se réuniront périodiquement afin d’assurer le suivi de la présente déclaration et de définir les actions propres à permettre la réalisation des objectifs du Partenariat*”.⁸²

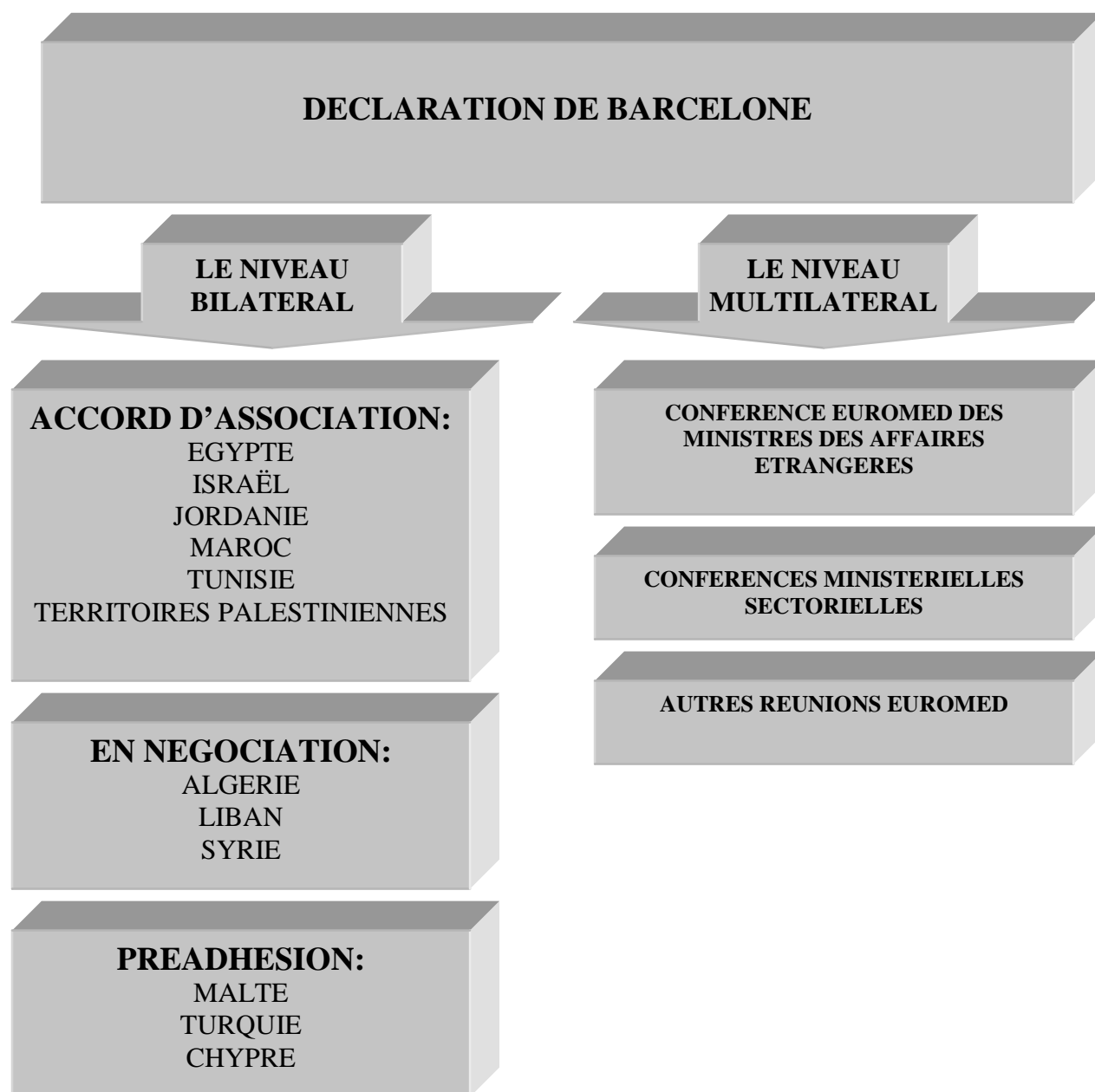
A ce jour, trois *Conférences euro-méditerranéennes des Ministres des Affaires Etrangères* ou *Sommets euro-méditerranéens* se sont tenus depuis la Conférence de Barcelone, en novembre 1995:

- la Conférence ministérielle de Malte, des 15 et 16 avril 1997
- la ‘réunion ministérielle ad hoc’ de Palerme des 3 et 4 juin 1998
- la Conférence ministérielle de Stuttgart des 15 et 16 avril 1999

Le principe d’une périodicité de *18 mois* et celui d’une alternance entre la rive ‘Sud’ et la rive ‘Nord’ de la Méditerranée font l’objet d’un accord non écrit. Dans la pratique, cependant, *l’alternance* s’est heurtée à la réticence de certains gouvernements arabes à accueillir des représentants du gouvernement israélien dans un pays arabe.

⁸² La Déclaration de Barcelone, *op. cit.*

Tableau X, Organisation du Partenariat euro-méditerranéen:



7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Le prochain Sommet euro-méditerranéen se tiendra dans le courant du mois de novembre 2000, sous la Présidence française du Conseil. Il serait question de lui donner un retentissement particulier, en réunissant non seulement les Ministres des Affaires Etrangères, mais aussi les Chefs d'Etat et de gouvernement. En outre, dans l'intervalle, une réunion ad-hoc de réflexion entre les Ministres des Affaires étrangères se tiendra sous la Présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, au cours du premier semestre de l'an 2000.

A ce jour, les Sommets, qui sont davantage des rendez-vous politiques que des réunions opérationnelles, ont été l'occasion de bilans des réalisations, plutôt que d'avancées majeures: les conclusions ou déclarations émises à leur issue sont avant tout une énumération des domaines dans lesquels les participants 'se félicitent' ou 'se réjouissent' des progrès accomplis.

Les trois Conférences ministérielles ont en commun d'avoir été dominées par les tensions provoquées par le blocage persistant dans le Processus de paix. Dans un contexte politiquement aussi sensible, le seul fait que les Sommets n'aient pas échoué et que les participants aient, à chaque fois, réaffirmé les engagements pris à Barcelone, ont pu être considérés comme une victoire.

Le Sommet de Malte a donné lieu à l'approbation de *conclusions*. A l'issue de la Réunion de Palerme, "*conçue comme une manifestation ad hoc complémentaire, en dehors du cycle normal des conférences ministérielles*",⁸³ seule une Déclaration de clôture de la Présidence de l'Union a été rendue publique. Enfin, des Conclusions formelles du Président ont marqué la fin du Sommet de Stuttgart. C'est le volet économique et financier du partenariat qui y occupe le plus d'espace.

*En ce qui concerne le 'volet politique', le Sommet de Malte a pris acte de la création d'un "climat de confiance et [d']une plate-forme nouvelle pour des consultations politiques en vue de réaliser les objectifs communs en matière de stabilité externe et interne, entre autres l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'Homme".*⁸⁴ La Réunion ministérielle de Palerme a été particulièrement tendue:

⁸³ Réunion de Palerme, *Déclaration de clôture*. Cf. annexe.

⁸⁴ Le Sommet de Malte, *Conclusions*. Cf. annexe.

*“Les discussions que nous venons d’avoir à Palerme ont révélé une aggravation des préoccupations exprimées à La Valette, au sujet des obstacles qui entravent le processus de paix, et en particulier le fait qu’à l’heure actuelle les dispositions de l’accord intérimaire entre Israël et l’OLP ne sont pas appliquées. Les participants ont souligné que, pour enregistrer de nouveaux progrès, il est indispensable que se concrétisent intégralement les engagements librement contractés et ils sont convenus de la nécessité d’intensifier l’action sur les trois axes de négociation, à savoir, les axes syrien, libanais et palestinien.”*⁸⁵

Les seuls progrès enregistrés concernaient un projet relatif à la gestion des catastrophes naturelles et d’origine humaine, et l’échange d’informations concernant les instruments internationaux ratifiés par chacun des partenaires dans le domaine des droits de l’Homme. Enfin, lors du Sommet de Stuttgart, qui devait aboutir à des conclusions plus consistantes, les Ministres rappelèrent la *priorité* qu’ils accordaient à la protection et à la promotion des droits de l’Homme, sans pour autant s’étendre sur la manière dont ils entendaient que cette priorité soit traduite. Les Ministres exprimèrent à nouveau leur préoccupation face au blocage du processus de paix, et encouragèrent l’Union européenne à s’y impliquer davantage. Pour le surplus, l’accent devait être mis surtout sur le projet de *Charte euro-méditerranéenne pour la Paix et la Stabilité*, dont ils approuvèrent les principes directeurs. Accord fut également conclu quant au principe du renforcement du dialogue dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

L’on retiendra que lors du Sommet de Stuttgart, auquel la Libye assistait en tant qu’invité spécial de la Présidence, la vocation de ce pays à devenir membre du Processus de Barcelone fut affirmée, les conditions préalables en étant la levée des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et l’acceptation par la Libye de *l’acquis* de Barcelone. Depuis lors, la Libye est associée au processus de Barcelone, en qualité d’*observateur*.

En ce qui concerne le volet social, culturel et humain, chaque Sommet a été l’occasion de déplorer le fait que les projets de coopération décentralisée MED CAMPUS, MED MEDIA ET MED URBS n’aient pas pu être relancés. Le rôle de la société civile a été souligné à chaque fois.

⁸⁵ La Réunion de Palerme, *op. cit.*

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

7.1.2 Les Forums civils Euromed

La société civile a d'ailleurs pu organiser, en marge de chaque Conférence ministérielle, un *Forum civil* qui, au fil des réunions, a pu gagner en crédibilité et en structure. Cette pratique a dorénavant acquis le statut de quasi-principe, le "Forum civil de Stuttgart" en constituant à ce jour l'exemple le plus abouti pour ce qui concerne les droits de l'Homme. Les 15 et 16 avril 1999, en effet, quatre réunions majeures se sont tenues: 1) une réunion consacrée au secteur de l'entreprise et de la banque, 2) un forum syndical, 3) un forum environnemental, et 4) une conférence consacrée aux droits de l'Homme, à la citoyenneté et à la société civile en Méditerranée. Les conclusions de cette conférence ont été remises officiellement à la Présidence du Conseil de l'Union européenne, qui les a expressément mentionnées dans les conclusions de la Conférence officielle.

L'échéance du prochain Sommet qui se tiendra en France à l'automne 2000 constituera une nouvelle occasion majeure pour faire entendre la voix des défenseurs des droits de l'Homme de la Méditerranée.

7.1.3. Le Comité de Barcelone (*'Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone'*)

La Déclaration de Barcelone prévoit la création d'un "*Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone, au niveau de Hauts Fonctionnaires, composé de la Troïka de l'Union européenne et d'un représentant de chaque partenaire méditerranéen*". Il est chargé de tenir "*des réunions périodiques pour préparer la réunion des Ministres des Affaires étrangères, faire le point et évaluer le suivi du processus de Barcelone dans toutes ses composantes et pour mettre à jour le programme de travail*".⁸⁶

Lors du Sommet de Malte, les partenaires exprimèrent le souhait d'élargir les réunions du Comité de suivi aux représentants de tous les Etats membres de l'Union européenne, et non plus aux seuls représentants de la troïka, estimant que "*le rôle du Comité s' (en) trouverait renforcé*".⁸⁷

La composition de ce Comité n'est pas publique. Les *Hauts fonctionnaires* qui en font partie sont les 27 '*correspondants*' du partenariat. En ce qui concerne les pays du Sud, il s'agit en général d'ambassadeurs chargés des affaires européennes.

⁸⁶ La Déclaration de Barcelone, *op. cit.*

⁸⁷ Sommet de Malte, *op. cit.*

En ce qui concerne les pays du Nord, il s'agit en général de coordonnateurs chargés des affaires méditerranéennes. Sont associés aux débats des représentants de la Commission et du Secrétariat du Conseil.

Le Comité de Barcelone est en réalité l'«instance centrale d'impulsion, d'examen et de suivi d'actions et initiatives dans le cadre du partenariat»⁸⁸ il assume le pilotage et dessine les principales orientations stratégiques du partenariat dans ses trois volets.

Au cours de ses réunions ordinaires, il passe en revue le calendrier des activités accomplies, et les évalue; il assume un rôle de 'pilotage' des programmes existants et, d'approbation politique des projets de programmes régionaux.

Ses réunions se tiennent tous les trois mois. A ces réunions ordinaires, peuvent s'ajouter des réunions *ad hoc* consacrées à des thèmes particuliers.

Si les représentants européens présentent en général un front relativement homogène, grâce notamment à la coordination assumée principalement par la Commission, les partenaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée n'ont pas cet avantage: à l'exception des huit partenaires arabes qui se consultent à peu près systématiquement avant les réunions, les représentants des pays tiers méditerranéens se présentent de manière non coordonnée.

Le Comité de suivi fonctionne sur la base du consensus. Ses décisions ne sont ni écrites, ni publiées.

Des mesures - non publiques - pour en améliorer le fonctionnement ont été prises en 1999. Le Sommet de Stuttgart a appelé le comité de suivi à se réunir plus fréquemment, et à se concentrer sur les 'secteurs prioritaires'.

Il semble que très peu de place soit réservée aux droits de l'Homme dans les discussions entre les 27 correspondants. La seule réalisation dont se prévalent les partenaires euro-méditerranéens, est d'avoir réussi après deux ans d'échanges à établir un relevé de l'état de ratification par les 27 partenaires des conventions et des accords internationaux dans le domaine des droits humains.

⁸⁸ Sommet de Malte, *op.cit.*

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

7.1.4. Les Hauts Fonctionnaires (*‘Réunion des Hauts Fonctionnaires sur le dialogue politique et de sécurité’*)

Les *Hauts Fonctionnaires* qui composent le Comité de Barcelone ont été chargés de donner corps au “*dialogue politique et de sécurité*”: pour ce faire, ils se rencontrent régulièrement, au titre de *Réunion des Hauts Fonctionnaires sur le dialogue politique et de sécurité*, et se concentrent alors sur les questions liées au *premier volet* du Partenariat.

La composition de la *Réunion des Hauts Fonctionnaires* se confond avec celle du Comité de Barcelone. Les sessions de celui-ci sont d’ailleurs planifiées dans la foulée des réunions des Hauts Fonctionnaires: elles ont lieu tous les trois mois.

Dans un premier temps, les hauts fonctionnaires ont concentré leurs discussions sur la possibilité d’instaurer des “*mesures de confiance et de sécurité*”. Ces discussions ont débouché sur l’idée d’élaborer une *Charte euro-méditerranéenne pour la sécurité et la stabilité*: des travaux ont été entamés en ce sens à l’automne 1996.

Les participants ont dû renoncer à l’idée d’élaborer un ‘Pacte’ qui aurait eu valeur juridique, pour s’en tenir à une ‘Charte’ à valeur politique, susceptible “*d’institutionnaliser les mécanismes du dialogue politique pour promouvoir et préserver la paix dans la région.*”⁸⁹

Depuis lors ce projet avance à tout petits pas. Une réunion spéciale des Hauts Fonctionnaires s’est tenue en novembre 1998, pour tenter de donner au projet une impulsion décisive en vue du Sommet de Stuttgart. Pourtant, les participants à ce Sommet se sont bornés à accueillir comme ‘bienvenu’ ce qui ne constitue encore que les lignes directrices de la future Charte. C’est qu’en effet, l’objectif même de cette Charte est loin de faire l’unanimité, que ce soit parmi les pays tiers méditerranéens ou parmi les Etats membres eux-mêmes. La Charte devrait devenir un instrument pour la mise en oeuvre des principes de la Déclaration de Barcelone qui concernent les questions relatives à la paix et à la stabilité, par un renforcement du dialogue politique, le développement de mesures de partenariat, la mise en place de relations de bon voisinage, le développement d’une coopération

⁸⁹ *Note d’information sur le Partenariat euro-méditerranéen*, Commission européenne, Unité IB/A/4a, avril 1999.

régionale, et des initiatives dans le domaine de la diplomatie préventive.⁹⁰ Le premier écueil concerne la manière dont un tel projet pourrait s'articuler avec le processus de Barcelone lui-même. Du côté européen, certains Etats membres voient ce projet comme une simple mise en oeuvre du partenariat, tandis que d'autres imaginent qu'à terme, il pourrait supplanter la Déclaration de Barcelone. Enfin, certains pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée considèrent qu'une telle Charte n'aurait guère de sens en l'absence de progrès substantiels dans le processus de paix au Moyen-Orient.

Quoi qu'il en soit, en l'état actuel des débats, l'on est encore loin de distinguer clairement l'intérêt concret de ce projet. Il semble dorénavant dominer tout l'espace consacré au "*dialogue politique et de sécurité*".

7.1.5. Le Programme MEDA

Le Règlement MEDA

Le Règlement MEDA⁹¹ est "*l'instrument financier principal de l'Union européenne pour la mise en oeuvre du Partenariat euro-méditerranéen*".⁹² Adopté le 23 juillet 1996, il prévoyait un montant de référence financière de 3. 424,5 millions d'écus pour la période de 1995 à 1999.

L'objectif que s'est donné le programme MEDA est de soutenir les efforts entrepris par les partenaires tiers-méditerranéens "*en vue de procéder à des réformes de leurs structures économiques et sociales et d'atténuer les conséquences qui peuvent résulter du développement économique sur le plan social et l'environnement*",⁹³ en contribuant

"à des initiatives d'intérêt commun dans les trois volets du Partenariat euro-méditerranéen: renforcement de la stabilité politique et de la démocratie, mise en place d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne et

⁹⁰ Point 11 des *Conclusions formelles* du Président à l'issue du Sommet de Stuttgart. Cf. annexe.

⁹¹ Règlement n°1488 du Conseil du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, Journal Officiel. L 189 du 30/7/96, p.1 ss.

⁹² *Le Programme MEDA*, note d'information sur le Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, Unité IB/A/4, avril 1999.

⁹³ Article 1 du *Règlement MEDA*.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

développement de la coopération économique et sociale, prise en compte de la dimension humaine et culturelle.”⁹⁴

Le Programme MEDA permet, d’une part, l’appui à des *projets bilatéraux*, dans les domaines de la transition économique, de l’amélioration de l’équilibre socio-économique (appui à l’ajustement structurel et développement du secteur privé), et le renforcement de la société civile. D’autre part, il permet le financement de projets régionaux inspirés du Programme de travail de la Déclaration de Barcelone, la répartition entre les ressources affectées au ‘bilatéral’ et au ‘régional’ qui est d’environ 90% et 10% respectivement.

Les projets bilatéraux ne concernent que neuf des partenaires méditerranéens: en sont exclus Chypre, Israël et Malte: les projets qui concernent Chypre et Malte sont financés en-dehors du Programme MEDA. Israël n’est pas éligible, compte tenu de son niveau de développement économique plus élevé.

Les projets régionaux peuvent, quant à eux, couvrir l’ensemble des partenaires.

C’est la *Commission européenne* qui gère le Programme MEDA.

L’attribution des ressources est programmée, par le biais de ‘programmes indicatifs nationaux’ pour ce qui concerne le bilatéral, et par un ‘programme indicatif régional MEDA’ pour ce qui concerne le régional.

Les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) sont établis en concertation avec chacun des Partenaires éligibles, c’est-à-dire l’Algérie, l’Egypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et les Territoires palestiniens. La programmation porte sur une période de trois ans, une révision annuelle permettant de l’assouplir et de l’adapter.

Le Programme Indicatif Régional MEDA (PIR) est établi après concertation avec les douze Partenaires au sein du Comité euro-méditerranéen du Processus de Barcelone. La programmation porte sur une période de trois ans, une révision semestrielle permettant de l’assouplir et de l’adapter.

Sur la base des Programmes Indicatifs, la Commission identifie, formule, finance, suit la mise en oeuvre et enfin évalue les projets.

⁹⁴ Article 2 du *Règlement MEDA*.

Le Comité MED

Le Règlement MEDA prévoit la mise en place d'un 'Comité MED', chargé d'assister la Commission dans la gestion du Programme MEDA.

Le Comité MED est composé des *représentants des Etats membres de l'UE*. Il est présidé par le représentant de la Commission. Un représentant de la Banque européenne d'investissement assiste aux réunions.⁹⁵

Le Comité est chargé d'émettre son avis sur les projets présentés par la Commission. En cas d'avis conforme, la Commission peut aller de l'avant. Dans le cas contraire, c'est au Conseil des Ministres qu'il revient de trancher.

Le rôle de la Banque Européenne d'Investissement

Le règlement MEDA prévoit que les subventions prélevées sur le budget communautaire sont complétées par la possibilité d'octroi de prêts substantiels par la *Banque européenne d'investissement (BEI)*: cette institution communautaire, dont le siège est à Luxembourg, finance des prêts, tant dans les Etats membres (par exemple, pour financer des projets de développement dans des régions défavorisées) que dans des pays tiers. S'agissant du partenariat euro-méditerranéen, la BEI est amenée à financer d'importants prêts: le Conseil a octroyé une garantie globale pour des prêts consentis à la région méditerranéenne pour un montant total de 2.310 millions euros, pour la période 1997 à 2000. La BEI joue un rôle particulièrement important pour financer des prêts dans le domaine de la *protection de l'environnement*: ces prêts peuvent bénéficier d'une bonification d'intérêts, qui est financée par les ressources budgétaires communautaires.⁹⁶ La BEI s'entoure de l'avis de la Commission, ainsi que de celui du *Comité de l'article 14*⁹⁷ qui représente les intérêts des Etats membres.

C'est ce système qui a permis que soient financés par exemple des prêts dans le domaine de l'amélioration du traitement des eaux usées et la gestion des ressources en eau en Egypte, au Liban, en Jordanie, dans les Territoires

⁹⁵ Article 11 du *Règlement MEDA*.

⁹⁶ Voy. les "considérant" du *Règlement MEDA* et son article 12.

⁹⁷ Ainsi nommé en raison du fait que c'est l'article 14 du *Règlement MEDA* qui l'institue.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

palestiniens et au Maroc, ou dans le domaine de la lutte contre la pollution en Algérie.⁹⁸

Le projet de Règlement MEDA II

La Commission européenne a fait procéder à une importante évaluation du Règlement MEDA, au début de l'année 1999.⁹⁹ Se fondant notamment sur les conclusions de cette étude, la Commission européenne a adopté, le 20 octobre 1999, une proposition de 'Règlement MEDA II',¹⁰⁰ appelé à remplacer le règlement du 23 juillet 1996. Cette proposition, qui s'inspire largement des systèmes mis en place pour le programme PHARE à destination des pays d'Europe Centrale et de l'Est¹⁰¹ vise à réformer le processus de décision: le Comité MED n'aurait plus à être saisi de chaque projet envisagé, mais serait impliqué plus étroitement dans la préparation des Programmes Indicatifs, et des plans financiers annuels. La coordination avec la BEI serait également améliorée. Par ailleurs, MEDA II tendrait à recentrer la coopération sur la mise en oeuvre des accords euro-méditerranéens d'association et, en particulier, sur les mesures d'accompagnement nécessaires à la mise en place de la zone de libre-échange. A l'heure actuelle, cette proposition de règlement est soumise au Conseil.

7.1.6. Le Règlement MEDA, la société civile et les droits de l'Homme

La société civile

Les mesures d'appui prévues par le Règlement MEDA peuvent bénéficier non seulement aux Etats et aux régions mais également aux autorités locales aux organisations régionales, aux organismes publics, aux communautés locales ou traditionnelles, aux organisations de soutien aux entreprises, aux opérateurs privés, aux coopératives, aux sociétés mutuelles, *aux associations, aux fondations, et aux organisations non gouvernementales.*¹⁰²

⁹⁸ Le Programme MEDA, *op.cit.*

⁹⁹ Cf. Evaluation report, *op.cit.*

¹⁰⁰ Communiqué de presse, DG Relations extérieures, 20 octobre 1999.

¹⁰¹ Le Programme Phare, créé en 1989, est la principale source financière de l'UE pour soutenir la transition économique et politique des pays de l'Europe Centrale et de l'Est.

¹⁰² Cf. article 1, § 2 du Règlement MEDA. Nous soulignons.

Il convient de rappeler ici que le Règlement MEDA est un instrument communautaire à caractère unilatéral qui ne lie donc pas les Etats tiers méditerranéens.

En revanche, les 9 pays tiers éligibles pour le financement de projets bilatéraux ont conclu avec la Communauté une 'convention-cadre de financement', qui met en place le cadre légal et procédural de la mise en oeuvre du Programme MEDA, pays par pays. Ces conventions-cadres, qui lient juridiquement les partenaires méditerranéens, prévoient de manière explicite que les *organisations non gouvernementales* peuvent bénéficier de financements dans le cadre du programme MEDA.¹⁰³ Il reste que la mise en oeuvre du programme MEDA se fonde sur les Programmes Indicatifs Nationaux et le Programme Indicatif Régional, à l'élaboration desquels les Etats tiers méditerranéens sont étroitement associés. Dans la pratique, le financement de projets émanant d'organisations non gouvernementales ne se conçoit guère en-dehors de l'approbation de l'Etat concerné.

Dans ces conditions, les projets destinés à la 'société civile' sont surtout des projets régionaux à *caractère relativement consensuel*, rattachés au "volet social, culturel et humain" de la Déclaration de Barcelone, dans les domaines de l'enseignement, de la jeunesse, des médias, du dialogue entre les cultures et les civilisations, et de la préservation du patrimoine culturel.¹⁰⁴

Parmi les projets régionaux, l'on mentionnera:

- le Programme *Euromed Heritage*, programme de conservation et de mise en valeur du patrimoine euro-méditerranéen¹⁰⁵, qui regroupe un ensemble de 16 projets régionaux;
- le Programme *Euromed Audiovisuel*, programme de coopération télé-visuelle, qui regroupe une dizaine de projets régionaux dans le domaine

¹⁰³ *Evaluation of the MEDA Democracy Programme, 1996-1998, Final Report*, Nadim Karkutli et Dirk Bützler, avril 1999, p.47.

¹⁰⁴ Le Programme MEDA, Note d'information, *op.cit.*

¹⁰⁵ *Euromed Heritage*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, DGIB/4, avril 1999.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

de la conservation des archives, l'aide à la création et à la co-production, et l'aide à la diffusion.¹⁰⁶

- le Programme euro-méditerranéen *d'action jeunesse*, qui “ *vise à faciliter l'intégration des jeunes dans la vie sociale et professionnelle et à stimuler la démocratisation de la société civile des Partenaires méditerranéens*”.¹⁰⁷

La Commission européenne a également soutenu des programmes de formation de journalistes, des conférences dans le domaine du dialogue entre les religions, des projets musicaux, etc. Elle a la possibilité de soutenir des collectivités locales, dont il convient cependant de souligner que, s'agissant des pays tiers méditerranéens, elles sont généralement liées au pouvoir central.

C'est aussi dans ce cadre que sont nés des programmes de *coopération décentralisée* qui sont censés faciliter la coopération entre les acteurs de la société civile:

- *MED URBS* vise à améliorer les conditions de vie des populations urbaines et à développer la coopération entre les autorités locales;
- *MED CAMPUS* met en réseaux des universités du Nord et du Sud de la Méditerranée;
- *MED MEDIA* organise des réseaux entre professionnels des médias.¹⁰⁸

Ces programmes ont été suspendus à la fin 1995, en raison de la mise en cause de leur gestion. Malgré l'annonce de leur reprise dès avril 1998, leur relance effective n'a toujours pas pu se faire - il semble que la qualité des réseaux mis en place soit controversée-, et la 'coopération décentralisée' n'a guère de résultats à son actif.

¹⁰⁶ *Dialogue des cultures et des civilisations, Bilan des actions menées depuis la Conférence de Barcelone*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, unité IB A4, avril 1999.

¹⁰⁷ *Idem.*

¹⁰⁸ *Relance des programmes de coopération décentralisée en Méditerranée*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, DGIB/A/4, avril 1999.

C'est également au titre de 'projets régionaux' que la Commission a financé l'organisation des *Forums civils* qui se sont tenus en marge des Conférences ministérielles euro-méditerranéennes des Ministres des Affaires Etrangères. Il s'agit probablement là d'une des initiatives les plus importantes dans le domaine du soutien à la société civile

Les projets 'bilatéraux' destinés à la société civile, nettement moins nombreux, sont, la plupart du temps, confiés à de gros organismes chargés de 'redistribuer' les fonds à des entités plus petites.

La prise en compte du respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques

Le Règlement MEDA "*se fonde[r] sur le respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui en constituent un élément essentiel dont la violation justifie l'adoption de mesures appropriées*".

Le 7 avril 1998, soit près de deux ans après l'adoption du Règlement MEDA, le Conseil adoptait un règlement visant à compléter la *clause droits de l'Homme* de celui-ci: il y est prévu: "*Lorsqu'un élément essentiel pour la poursuite des mesures d'appui en faveur d'un partenaire méditerranéen fait défaut, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, décider de mesures appropriées.*"¹⁰⁹

Ces formulations – et notamment les expressions 'élément essentiel' et "mesures appropriées"- sont largement calquées sur celles qui sont retenues dans les clauses droits de l'Homme et les clauses de non exécution des accords euro-méditerranéens d'association que nous évoquerons de manière plus détaillée dans les développements consacrés au 'niveau bilatéral' du PEM.

La comparaison s'arrête pourtant là: rappelons encore que le Règlement MEDA est un instrument communautaire à caractère unilatéral qui ne lie pas les partenaires méditerranéens.

La Communauté, par la voix du Conseil qui ne doit statuer qu'à la majorité qualifiée, dispose ici de la possibilité de sanctionner le partenaire méditerranéen qui violerait les principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que des droits

¹⁰⁹ Article 16 nouveau du *Règlement MEDA*.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

de l'Homme et des libertés fondamentales et ce, de manière unilatérale, sans être tenue à un dialogue préalable avec le partenaire concerné.

A ce jour, la Communauté n'a jamais eu recours à cette clause. Les "mesures appropriées" dont il est question au nouvel article 16 ne sont pas détaillées. La question de savoir si, sauf situation d'extrême gravité, l'article 3 du Règlement MEDA et la clause de non-exécution seront jamais invoqués par la Communauté reste entière.

7.1.7. Les réunions sectorielles et les réseaux

La Déclaration de Barcelone prévoit que

*"les diverses actions feront l'objet d'un suivi sous forme de réunions thématiques ad hoc de ministres, de hauts fonctionnaires et d'experts, d'échanges d'expériences et d'informations, de contacts entre les participants de la société civile, ou par tout autre moyen approprié".*¹¹⁰

C'est ainsi que les rencontres, séminaires et réunions organisés dans le cadre du partenariat foisonnent, comme en témoigne la consultation du calendrier des "actions prioritaires du Processus de Barcelone".¹¹¹

Nous avons vu que de nombreuses initiatives relevant du volet culturel, social et humain du partenariat ont été soutenues au titre du programme MEDA.

En ce qui concerne le partenariat économique et financier, l'on peut citer l'exemple de réunions de groupes de travail sur la coopération industrielle euro-méditerranéenne, un forum euro-méditerranéen de l'énergie ou une conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la gestion de l'eau.

En ce qui concerne le partenariat politique et de sécurité, l'on peut mentionner une réunion ad hoc spéciale sur le terrorisme ou un séminaire entre responsables politico-militaires sur l'utilisation des forces militaires pour des tâches humanitaires. C'est également à ce titre que trois réseaux et programmes ont été mis sur pied:

¹¹⁰ La Déclaration de Barcelone, *op. cit.*

¹¹¹ Disponible sur Euromed Internet Forum, <http://www.euromed.net>.

- *EuroMeSCo*: il s'agit d'un réseau qui a pour objectif d'encourager le dialogue et l'échange de vues entre académiques et représentants des autorités des deux rives, dans le domaine de la politique étrangère. Il est formé de 34 instituts. Deux groupes de travail se sont constitués en son sein: le premier porte sur la coopération politique et de sécurité, le second porte sur la prévention des conflits.¹¹²
- *Coopération entre les services de protection civile*: il s'agit d'un projet de coopération entre les organismes de protection civile des partenaires euro-méditerranéens, conçu comme une mesure devant contribuer à la "confiance politique" au sein du partenariat. Il vise la prévention, la réduction et la gestion des catastrophes d'origine naturelle et humaine.¹¹³
- *Séminaires de Malte*: il s'agit de sessions d'information et de formation à destination des diplomates qui sont en charge du dossier euro-méditerranéen dans leur pays. Elles ont lieu deux fois par an. L'objectif est de contribuer au développement d'une culture de dialogue et de coopération au travers d'échanges informels et de discussions ouvertes entre des praticiens impliqués dans la mise en oeuvre du Partenariat.¹¹⁴

7.2 Le niveau bilatéral

7.2.1. Les accords euroméditerranéens d'association

Le contenu des accords euroméditerranéens d'association

La mise en oeuvre du partenariat euro-méditerranéen au niveau bilatéral passe par la conclusion d'accords euro-méditerranéens d'association avec chacun des partenaires méditerranéens,¹¹⁵ appelés à remplacer petit à petit les accords de coopération qui avaient été conclus dans les années 70. Les nouveaux accords

¹¹² *Euromesco: Réseau des instituts de politique étrangère*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, Unité IB/A/4, avril 1999.

¹¹³ *Coopération entre les services de protection civile*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, DGIB/A4, avril 1999.

¹¹⁴ *Séminaires de Malte. Information et formation des diplomates euro-méditerranéens*, Note d'information du Partenariat euro-méditerranéen, Commission européenne, DGIB/A/4, avril 1999.

¹¹⁵ A l'exception de Chypre, Malte et la Turquie, qui font l'objet de mesures de "pré-adhésion". Voy. *infra*.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

d'association entendent englober une approche beaucoup plus large que l'approche strictement commerciale qui prévalait dans les anciens accords de coopération. Il s'agit d'accords 'mixtes' qui comportent à la fois des dispositions de compétence nationale et de compétence communautaire, et donc nécessite la ratification par chaque État membre de l'UE avant d'entrer en vigueur.

Chacun des nouveaux accords d'association inclut ou inclura une 'clause droits de l'Homme'. Par ailleurs, l'on retrouve, dans les accords bilatéraux, l'approche en trois "volets" adoptée dans la Déclaration de Barcelone: politique, économique et culturel.

C'est ainsi que, de manière générale, les accords déjà conclus ou en cours de négociations énoncent comme étant leurs objectifs:

dans le domaine politique:

- l'instauration d'un dialogue politique portant sur les sujets considérés comme présentant un intérêt commun;

dans le domaine économique:

- l'instauration d'un dialogue économique qui couvre les domaines de la politique macro-économique
- la mise en place progressive d'une zone de libre-échange, au cours d'une période transitoire de douze ans au bout de laquelle elle devra être entièrement réalisée
- la mise en place de 'mesures d'accompagnement' par le biais du programme 'MEDA'

dans le domaine culturel et social:

- l'instauration d'un dialogue, concernant notamment le régime des travailleurs, l'égalité de traitement, l'intégration sociale, le rôle de la femme, la réadmission des illégaux.

7.2.2. Les structures de suivi des accords d'association

Chaque accord met en place les structures qui assureront son suivi: les *conseils d'association* et les *comités d'association*.

Le *Conseil d'association* est composé des Ministres des Affaires étrangères des Etats membres, de représentants de la Commission, et des Ministres désignés par l'Etat méditerranéen concerné. La présidence est assurée tour à tour par un membre du Conseil de l'Union européenne et par un membre du gouvernement du pays concerné. Le Conseil d'association est chargé d'examiner toute question importante qui survient dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord, ou toute autre question bilatérale ou internationale d'intérêt commun.¹¹⁶ Il est appelé à trancher tout différend qui survient entre les parties quant à l'application de l'accord. Le Conseil d'association se réunit au moins une fois par an. Le Président peut convoquer des réunions complémentaires au besoin. Le Conseil d'association statue par voie de consensus et ses décisions lient les parties.

Le *Comité d'association* est composé de hauts *fonctionnaires*, représentant le Conseil de l'Union européenne et la Commission d'une part, et le gouvernement du pays concerné d'autre part. La présidence est assurée tour à tour par un représentant du Conseil de l'Union, et par un représentant du gouvernement du pays concerné. Le Comité d'association a le pouvoir de prendre les décisions nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord d'association. En outre, il peut être mandaté par le Conseil d'association pour d'autres questions. Il se réunit aussi souvent que nécessaire. Ses décisions lient les parties.

7.2.3. La négociation et l'entrée en vigueur des accords d'association

Des *discussions exploratoires* se tiennent entre les responsables de la Commission et les représentants du partenaire méditerranéen concerné. Lorsqu'il estime que ces discussions ont suffisamment déblayé le terrain, le Conseil donne mandat à la Commission d'entamer les *négociations* proprement dites;

Des négociations aboutissent à la *conclusion* de l'accord entre, d'une part, la Communauté européenne et ses Etats membres et, d'autre part, le partenaire méditerranéen.

L'accord est *signé* par les parties.

L'accord est soumis au Parlement européen pour *avis conforme*.

¹¹⁶ Voy. par exemple article 78 de l'accord euro-méditerranéen d'association conclu entre la Communauté et ses Etats membres, et la Tunisie, *Journal Officiel* 097 du 30 mars 1998. Voy. infra, et <http://www.euromed.net>.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Chacun des Etats membres et le partenaire méditerranéen procèdent aux *ratifications* nécessaires dans le respect de leur législation interne (ce qui nécessite pas moins de 16 procédures différentes de ratification, plus ou moins longues).

L'accord *entre en vigueur* le premier jour du second mois suivant la date à laquelle les parties ont notifié les unes aux autres que les procédures de ratification ont été respectées.

7.2.4. Accords en vigueur et état d'avancement des négociations en cours

A ce jour, l'état d'avancement des accords d'association existants et en cours de négociations est le suivant:

Tunisie: un accord¹¹⁷ a été conclu en juin 1995. Il a été signé par les parties le 17 juillet 1995. Il est entré en vigueur le 1er mars 1998.

Israël: un accord a été conclu en septembre 1995. Il a été signé par les parties le 20 novembre 1995.¹¹⁸ Il entrera en vigueur dans un avenir proche, la procédure de ratification étant récemment clôturée (à noter que, dans ce cas, la lenteur de la ratification a principalement été imputable à des motifs politiques, les parlements français et belge ayant exprimé leur réticence à ratifier l'accord en raison du blocage du processus de paix). Parallèlement à l'accord d'association proprement dit, la Communauté a conclu avec Israël un *accord 'intérimaire'*¹¹⁹ d'application immédiate, qui permet l'entrée en vigueur anticipée des mesures commerciales de l'accord: celles-ci ne requièrent en effet pas la participation et la ratification individuelle de chacun des Etats membres.

Maroc: un accord a été conclu en novembre 1995.¹²⁰ Il a été signé par les parties le 26 février 1996. Les procédures de ratification ont été clôturées récemment. Certaines modifications rendues nécessaires en raison du délai écoulé depuis la

¹¹⁷ *Journal Officiel L 097 du 30 mars 1998*, p.2 ss.

¹¹⁸ Le contenu de l'accord avec Israël diffère des autres, en raison du niveau de développement de ce pays. Un accord de coopération, datant de 1975, instaurait déjà un régime de réciprocité des concessions commerciales et un système de libre-échange, réalisé depuis 1988.

¹¹⁹ *Journal Officiel L 071 du 20 mars 1996*, p.2 ss.

¹²⁰ *COM (95) 740 final*.

signature ont fait l'objet d'ultimes mises au point et l'accord est entré en vigueur le premier mars 2000.

Autorité Palestinienne: un accord¹²¹ a été conclu entre la Communauté européenne et l'OLP, au nom de l'Autorité palestinienne, en décembre 1996. Il a été signé par les parties le 24 février 1997. Il est entré en vigueur le 1er juillet 1997. Compte tenu du statut particulier de la Palestine, l'accord en question n'est pas un 'accord euro-méditerranéen d'association' à part entière, mais un accord 'intérimaire de commerce et de coopération': c'est ainsi que, contrairement aux autres accords, il n'est conclu qu'entre la Communauté et l'Autorité Palestinienne (à l'exclusion des Etats membres), et que son entrée en vigueur n'a pas requis les procédures de ratification habituelles. L'article 75 de l'accord prévoit l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association 'au plus tard le 4 mai 1999', c'est-à-dire à la date prévue initialement pour l'aboutissement du processus de paix.

Jordanie: un accord a été conclu en avril 1997. Il a été signé par les parties le 24 novembre 1997. Il n'est pas encore entré en vigueur, la procédure de ratification n'étant pas clôturée.

Egypte: un accord est sur le point d'être conclu. Dans cette attente, les parties restent liées par l'accord de coopération du 18 janvier 1977.¹²²

Liban: les négociations en vue de la conclusion d'un accord sont en cours depuis 1995. Dans l'attente de leur aboutissement, les parties restent liées par l'accord de coopération qu'elles ont conclu le 3 mai 1977.

Algérie: les négociations en vue de la conclusion d'un accord sont en cours depuis 1996. Elles ont été suspendues en mai 1997. A l'occasion d'une visite de la troïka en Algérie en novembre 1999, la reprise formelle des négociations a été annoncée pour le printemps 2000.¹²³ Dans l'attente de leur aboutissement, les parties restent liées par l'accord de coopération qu'elles ont conclu le 26 avril 1976.¹²⁴

¹²¹ *Journal Officiel L 187 du 16 juillet 1997*, p.3 ss.

¹²² *Journal Officiel L 266 du 27 septembre 1978*, p.2 ss.

¹²³ *Agence Europe, 5 novembre 1999*, p.9.

¹²⁴ *Journal Officiel L 266/ 1978*.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Syrie: les négociations en vue de la conclusion d'un accord ont débuté en mai 1998. Dans l'attente de leur aboutissement, les parties restent liées par l'accord de coopération qu'elles ont conclu le 18 janvier 1977.¹²⁵

7.3. Les clauses 'droits de l'Homme' dans les accords euro-méditerranéens d'association

7.3.1. Les clauses droits de l'Homme dans les accords entre la Communauté et les pays tiers

Les années 90 ont vu se développer la pratique de l'inclusion de clauses explicites relatives au respect des droits de l'Homme dans les accords qui lient la Communauté à des pays tiers: à l'heure actuelle, plus de cinquante accords comportent de telles clauses.

C'est en 1989 que la Convention de Lomé, dans sa quatrième mouture, a introduit une première clause relative aux droits de l'Homme.¹²⁶ Cette première tentative ne devait cependant pas se révéler efficace d'un point de vue juridique, la formulation de la clause étant trop vague.

Sous l'impulsion du Parlement européen, à l'occasion de l'adoption de nouveaux accords bilatéraux, différentes 'clauses droits de l'Homme' allaient à leur tour être expérimentées. Au fil des accords, la clause 'droits de l'Homme' allait connaître des versions de plus en plus sophistiquées: l'objectif était que les dispositions adoptées confèrent à la Communauté *la possibilité juridique indiscutable de suspendre tout ou partie de l'accord* dans l'hypothèse où l'Etat concerné se rendrait coupable de violations graves des droits de l'Homme ou en cas d'interruption d'un processus démocratique.

Dans un premier temps, la Communauté veilla à généraliser le recours à la notion *d'élément essentiel*. En droit international classique, en effet, la violation, par l'une des parties à un Traité, d'un des 'éléments essentiels' de ce Traité, peut fonder l'autre partie à suspendre ou à mettre fin à ses propres obligations.¹²⁷ Dès lors que

¹²⁵ *Journal Officiel L 269 du septembre 1978*, p.2 ss.

¹²⁶ La Convention de Lomé est le traité de coopération établi entre l'Union européenne et les pays ACP (les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifiques).

¹²⁷ Article 60 de la *Convention de Vienne de 1969 sur le droit des Traités*.

les nouveaux accords qualifient spécifiquement le 'respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme' *d'élément essentiel* de l'accord, la violation de ces principes peut justifier la suspension, voire la fin de l'accord, moyennant le respect de la procédure prévue par la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités.

De manière à pouvoir recourir à la suspension en-dehors de la procédure prévue par la Convention de Vienne, jugée trop lourde en cas d'urgence particulière, la Communauté franchit un pas de plus en adjoignant aux 'clauses droits de l'Homme' proprement dites, *une clause expresse de 'non-exécution'*: il s'agit, via le Conseil d'association, d'encourager le dialogue, là où il reste possible malgré les violations des droits de l'Homme, tout en conservant la possibilité de la rupture unilatérale en cas *d'urgence spéciale*.

C'est ce type de clause qui allait être généralisé à partir de cette époque.

Aux inclusions faites d'abord au cas par cas a donc succédé une pratique plus systématique, entérinée par le Conseil qui en mai 1995, adoptait une décision en vertu de laquelle, dorénavant, *tous les accords de coopération, d'association ou de libre échange conclus par la Communauté avec les pays tiers doivent obligatoirement contenir une clause-type relative au respect des droits de l'Homme*.

7.3.2. Les articles 2 et les clauses de non-exécution dans les Accords euro-méditerranéens d'association

C'est dans ce contexte, peu de temps après cette décision de généraliser l'inclusion de 'clauses droits de l'Homme' dans ses accords avec les pays tiers en général, que la Communauté européenne a conclu les premiers accords euro-méditerranéens d'association.

Les accords conclus contiennent tous un article 2, qui érige en *élément essentiel* de l'accord le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques et qui connaît deux formulations légèrement différentes:

a. *“Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord se fondent sur le respect des droits de l'Homme et des principes*

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

*démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord”.*¹²⁸

b. *“Le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l’homme, tels qu’énoncés dans la déclaration universelle des droits de l’Homme, inspire les politiques internes et internationales de la Communauté et de (du pays concerné) et constitue un élément essentiel du présent accord.”*¹²⁹

En outre, chacun des accords prévoit un article concernant la ‘non-exécution’ de l’accord dont la numérotation varie en fonction de sa place dans l’accord:

“Si une partie considère que l’autre n’a pas rempli l’une des obligations que lui impose le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle doit, sauf en cas d’urgence spéciale, fournir au Conseil d’association tous les éléments d’information pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties. Le choix doit porter par priorité sur les mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement au conseil d’association et font l’objet de consultations au sein de celui-ci à la demande de l’autre partie.”

Enfin, à l’exception des accords qui concernent la Tunisie et Israël, les accords sont assortis d’une *déclaration commune* relative à l’interprétation de la clause de non-exécution:

“1. Les parties conviennent, aux fins de l’interprétation correcte et de l’application pratique du présent accord, que les ‘cas d’urgence spéciale’ visés à l’article [...] de l’accord signifient les cas de violation substantielle de l’accord par l’une des deux parties. Une violation substantielle de l’accord consiste

- dans le rejet de l’accord non autorisé par les règles générales du droit international

¹²⁸ C’est la formulation retenue dans l’accord d’association avec la Tunisie, Israël et l’Autorité palestinienne.

¹²⁹ C’est la formulation retenue dans l’accord d’association avec le Maroc et avec la Jordanie. Il s’agit de la formulation ‘standard’ actuelle, qui sera probablement retenue pour les accords à venir.

- dans la violation des éléments essentiels de l'accord repris à l'article 2.

2. Les parties conviennent que les 'mesures appropriées' mentionnées à l'article [...] sont des mesures prises conformément au droit international. Si une partie prend une mesure en cas d'urgence spéciale en application de l'article [...] l'autre partie peut invoquer la procédure relative au règlement des différends”.

Pour chacun des accords conclus à ce jour, la situation est la suivante:

Tunisie:

clause 'droits de l'Homme': article 2 (première formulation)

clause de non exécution: article 90

pas de déclaration commune.

Israël:

clause 'droits de l'Homme': article 2 (première formulation)

clause de non exécution: article 79

pas de déclaration commune.

Maroc:

clause 'droits de l'Homme': article 2 (deuxième formulation)

clause de non exécution: article 90

déclaration commune.

Autorité Palestinienne:

clause 'droits de l'Homme': article 2 (première formulation)

clause de non exécution: article 68

déclaration commune

Jordanie:

clause 'droits de l'Homme': article 2 (deuxième formulation)

clause de non exécution: article 101

déclaration commune

En ce qui concerne Israël, rappelons qu'un accord intérimaire anticipe l'application de certaines dispositions de l'accord euro-méditerranéen d'association proprement dite, dans l'attente de son entrée en vigueur. Cet accord intérimaire prévoit, lui aussi, une clause 'droits de l'Homme' en son article 1 (première formulation), et une clause de 'non-exécution' en son article 35.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Enfin, il convient de mentionner l'existence, au sein des accords euro-méditerranéens d'association, d'articles émettant des réserves quant à la sauvegarde de la sécurité des parties. Ils s'énoncent comme suit:

“Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie contractante de prendre toutes les mesures:

a) qu'elle estime nécessaires pour prévenir la divulgation d'informations contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;

b) qui sont relatives à la production ou au commerce d'armes, de munitions ou de matériel de guerre ou à la recherche, au développement ou à la production indispensables pour assurer sa défense, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence pour les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires;

*c) qu'elle estime essentielles pour assurer sa propre sécurité en cas de troubles internes graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou en cas de tension internationale grave constituant une menace de guerre ou pour s'acquitter d'obligations qu'elle a acceptées aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationale”.*¹³⁰

L'interprétation d'un tel article n'est certes pas chose aisée, et certains ont pu craindre qu'il puisse être invoqué par une partie pour échapper aux obligations qui découlent de la clause 'droits de l'Homme'. Pas plus dans le domaine des relations euro-méditerranéennes que dans les relations internationales en général, cependant, les intérêts de la sécurité ou de la défense d'un Etat ne justifient le recours à des violations graves des droits de l'Homme.

7.3.3. La mise en oeuvre de l'article 2 des Accords euroméditerranéens d'association

Un droit de regard mutuel

L'inclusion systématique de telles dispositions dans les accords qui lient la Communauté et ses Etats membres aux pays tiers méditerranéens constitue *un levier potentiel* exceptionnel: par la voie *d'accords juridiquement contraignants*,

¹³⁰ Voir par exemple article 87 de l'accord CE/Tunisie, article 76 de l'accord CE/Israël, etc.

les parties consentent librement à se conférer un *droit de regard mutuel* sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme, et acceptent par avance que des violations graves de ces principes puissent justifier la prise de 'mesures appropriées', c'est-à-dire de *sanctions*, pouvant aller jusqu'à la *suspension* de l'accord.

La Communauté européenne dispose dorénavant d'atouts uniques pour jouer un rôle moteur à l'égard des pays méditerranéens avec lesquels elle se lie. En outre, et l'on ne saurait trop insister sur l'importance de cet aspect des choses, au moins sur le plan symbolique, ces 'clauses droits de l'Homme' - dont la formulation est réciproque - sont également sources *d'obligations* de la part de la Communauté européenne qui admet elle aussi que sa politique dans le domaine des droits de l'Homme soit soumise au dialogue et, le cas échéant, à la sanction.

Des ONG de défense des droits de l'Homme ont pu tenter d'invoquer les "clauses droits de l'Homme" avant la négociation, pendant la négociation, au cours des procédures d'avis conforme et de ratification, au moment de l'entrée en vigueur, et enfin une fois que l'accord est en application.

Jusqu'à présent, cependant, force est de constater que la mise en oeuvre de ces clauses droits de l'Homme reste bien en-deça de leur potentiel prometteur :

Avant l'entrée en vigueur de l'accord

La question se pose tout d'abord de savoir si le fait *d'entamer des négociations* en vue d'un accord qui prétendra avoir pour 'élément essentiel' le respect des principes démocratiques et des 'droits de l'Homme' avec un Etat qui viole quotidiennement ces principes ne risque pas, par avance, de vider de tout sens possible la future 'clause droits de l'Homme'. Les interlocuteurs communautaires des ONG Droits de l'Homme leur répondent souvent qu'il ne peut être question de soumettre le début des négociations à telle ou telle amélioration, l'accord devant justement leur fournir enfin un véritable moyen d'action.

La *période des négociations* pourrait constituer elle aussi un moment propice à l'exercice de pressions visant à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme. Pourtant, là aussi, il est demandé aux défenseurs des droits de l'Homme de patienter: il ne peut être question d'effrayer le futur partenaire par des questions aussi sensibles.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Les procédures *d'avis conforme* par le Parlement européen et de *ratification* par les Parlements nationaux peuvent à leur tour être mises à profit par les organisations de défense des droits de l'Homme pour faire valoir leur avis. C'est de plus en plus le cas lors des procédures *d'avis conforme* au sein du Parlement européen: la question des droits de l'Homme y est plus systématiquement mise en débat, et est discutée au sein de rapports des commissions parlementaires compétentes avant le vote. Rappelons aussi que c'est notamment en raison du blocage du processus de paix que les parlements français et belge ont retardé la ratification de l'accord d'association entre la Communauté européenne et Israël.

Il n'en reste pas moins que le pouvoir réel des Parlements reste très limité: au bout du compte, ils sont appelés à dire 'oui' ou 'non' à l'accord, sans possibilité de l'amender pour tenter de clarifier les modalités de mise en oeuvre des 'clauses droits de l'Homme', par exemple.

La perspective proche de *l'entrée en vigueur* pourrait de son côté offrir des possibilités de levier. Il peut être utile, à cet égard, de mentionner l'expérience tentée au sein du Parlement européen à propos de la Tunisie, pays qui peut avoir valeur d'exemple, puisque c'est avec lui que le premier accord euro-méditerranéen d'association a été conclu, ratifié et est entré en vigueur.

En juin 1997, cinq groupes politiques du Parlement européen prirent l'initiative d'organiser une réunion ayant pour thème la situation des droits de l'Homme en Tunisie, dans la perspective de l'entrée en vigueur prochaine de l'accord d'association. Ils y convièrent des représentants des autorités tunisiennes, des représentants de la société civile tunisienne, et des représentants d'organisations internationales de défense des droits de l'Homme. Les autorités tunisiennes déclinèrent vertement l'invitation. L'organisation de cette réunion fit, en Tunisie, l'objet d'une campagne de presse d'une extrême virulence. Les pressions et contraintes exercées sur les représentants de la société civile sollicités furent telles qu'un seul d'entre eux fut en mesure d'honorer l'invitation. Aux yeux des autorités tunisiennes, le seul "dialogue" imaginable dans le domaine des droits de l'Homme ne pouvait se concevoir que d'Etat à Etat, et dans la confidentialité.

Après l'entrée en vigueur de l'accord: l'exemple de la Tunisie

Rappelons que l'accord euro-méditerranéen d'association conclu avec la Tunisie est le premier à être entré en vigueur, le premier mars 1997: à ce titre, son

application pourrait avoir valeur d'exemple et faire jurisprudence pour les accords à venir, notamment dans le domaine des droits de l'Homme.

L'article 2, qui fait du respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme un 'élément essentiel' de l'accord, ne prévoit pas de manière explicite les modalités de sa mise en oeuvre.

Cependant, l'accord prévoit l'instauration d'un dialogue politique à intervalles réguliers, aussi souvent que nécessaire, et notamment

- au niveau ministériel, principalement au sein du Conseil d'association
- au niveau des hauts fonctionnaires
- par les voies diplomatiques classiques
- ou par tout autre moyen.¹³¹

D'autre part, la 'clause de non-exécution' de l'article 90 confère un rôle spécifique au Conseil d'association.

En pratique, donc, il faut considérer que les réunions du Conseil d'association et du Comité d'association sont les structures au sein desquelles le "dialogue politique" devrait s'instaurer de manière structurée et, notamment, le dialogue dans le domaine des droits de l'Homme.

Les réunions du *Comité d'association* ne sont pas publiques, et aucun compte rendu n'en est communiqué à l'extérieur. Il semble cependant qu'en pratique, le Comité d'association tende à se concentrer sur des questions techniques relatives à l'application de l'accord d'association. Ainsi, des ONG de défense des droits de l'Homme ont tenté de mettre à profit la tenue du Comité d'association à Tunis, le 25 juin 1999, pour faire valoir un certain nombre de préoccupations à propos de la situation des droits de l'Homme qui prévaut dans ce pays.¹³² S'il semble que la question ait été évoquée, la partie gouvernementale tunisienne aurait manifesté une forte réticence à ce qu'elle soit réellement abordée.

¹³¹ Article 5 de l'accord CE-Tunisie.

¹³² *La Situation des Droits de l'Homme en Tunisie, note à l'intention des membres du Comité d'Association en vue de leur réunion du 25 juin 1999*, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH).

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Le *Conseil d'association*, en raison de sa nature plus politique, mais également en raison des compétences qui lui sont conférées par l'article 90 de l'accord, devrait être le lieu par excellence où seraient abordées les questions qui ont trait aux droits de l'Homme. Les réunions n'ont pas dépassé, au stade actuel, la cadence annuelle. S'il s'agit assurément d'échéances importantes pour le suivi de l'accord d'association, les droits de l'Homme n'y disposent nullement d'une prééminence. De l'aveu d'observateurs avisés, il s'agirait de séances formelles trop brèves pour être efficaces.

Ces limites n'ont pas empêché plusieurs ONGs de défense des droits de l'Homme de publier des documents de position quelque temps avant le 16 novembre 1999, date à laquelle devait en principe se réunir le Conseil d'association Tunisie/UE sous la présidence finlandaise de l'UE.¹³³

A la demande des autorités tunisiennes, cette échéance a été reportée au 24 janvier 2000 sous la présidence portugaise: elles ont invoqué à cet égard les suites des élections présidentielles et législatives du 24 octobre. Officieusement, il semble cependant qu'il ait pu être question aussi pour les autorités tunisiennes de se donner du temps en raison de l'intention prêtée à la partie européenne d'aborder plus sérieusement que d'habitude la question des droits de l'Homme.

L'avenir dira s'il faut se réjouir de ce que les partenaires semblent commencer à accorder une certaine importance à ce qu'ils ont qualifié eux-mêmes *d'élément essentiel* de l'accord, ou s'il faut déplorer ce qui ne serait qu'une nouvelle esquivé.

Quoi qu'il en soit, l'expérience démontre que les clauses droits de l'Homme risquent de rester lettres mortes si les modalités de leur mise en oeuvre ne sont pas clarifiées.

¹³³ Note commune d'Amnesty International, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch et Reporters sans Frontières, Bruxelles, le 5 novembre 1999. Voir également les rapports du REMDH publié à cette occasion : *L'état des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie*, Copenhague 1999 ; et *Torture, détention arbitraire et procès inéquitable en Tunisie : Le procès contre Radhia Nassraoui et vingt coïnculpés*, Copenhague 1999.

Quelques pistes pour l'avenir

Du côté européen, l'on fait valoir le fait qu'une décision de suspension d'un accord en raison de violations des droits de l'Homme ne peut jamais être prise qu'en tout dernier ressort et que la principale utilité des clauses droits de l'Homme réside dans leur effet que l'on espère à la fois dissuasif quant aux violations et incitatif quant aux progrès.

Certes, ce fait est entendu: avant d'être des outils de sanction, les nouvelles clauses transforment le respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme en objet à part entière des relations entre l'Union européenne et les Etats auxquels elle est liée. *Ces principes ont donc vocation à être soumis à un véritable dialogue, qui ne se contente pas de quelques formules déclaratoires classiques.*

La condition préalable est cependant la reconnaissance de la légitimité d'un tel dialogue, et la mise en place effective d'un tel dialogue, dans lequel l'évocation de cas individuels ait toute sa place.

Les voies qui pourraient être retenues à l'avenir pour améliorer la mise en oeuvre de ces clauses sont les suivantes:

- l'inclusion explicite et systématique, dans l'ordre du jour des réunions des instances chargées du suivi des accords, ainsi que des réunions interparlementaires, de l'évaluation "*des progrès et défaillances dans le domaine des droits de l'Homme, y compris de cas individuels*",¹³⁴
- la définition de critères précis permettant de définir à quel type de violation telle ou telle 'mesure appropriée' doit répondre.¹³⁵
- la tenue d'auditions publiques dans l'enceinte du Parlement à propos de la situation des droits de l'Homme dans le pays concerné au cours de la

¹³⁴ Voir par exemple la demande commune exprimée en ce sens par Amnesty International, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme à l'occasion de la Conférence de suivi du Partenariat euro-méditerranéen qui s'est tenu à Stuttgart en avril 1999. Agence Europe 16 avril 1999. Voir aussi la publication du REMDH à la même occasion, Promotion et Protection des droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne, *op.cit.*

¹³⁵ Voy. notamment "*Leading by Example*", *A Human Rights Agenda for the European Union for the Year 2000*, Academy of European Law, European Institute, Florence, 1988, p.67.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

procédure *d'avis conforme*, ces auditions devant permettre à des ONG internationales et locales d'exprimer leur point de vue.

- la rédaction systématique de rapports annuels sur la situation qui prévaut dans chacun des pays liés à la Communauté par un accord qui contient une 'clause droits de l'Homme'. De tels rapports tiendraient compte non seulement du point de vue de l'Etat concerné, des rapports d'autres instances internationales (Nations-Unies, Conseil de l'Europe) mais également du point de vue des ONG internationales et locales compétentes.¹³⁶ L'Union européenne pourrait à cet égard s'inspirer utilement de la pratique instaurée par la Commission européenne pour l'appréciation des critères 'politiques' préalables à l'adhésion d'un nouvel Etat membre. (voy. infra)

7.4. Les cas particuliers de Chypre, de Malte et de la Turquie

Il n'est pas envisagé d'engager des négociations en vue de conclure un accord euro-méditerranéen d'association "standard" avec Chypre, Malte et la Turquie. D'une part, parce que ces trois pays sont déjà liés à la Communauté et à ses Etats membres par des accords d'association qui prévoient la mise en place d'unions douanières, et d'autre part, *parce qu'ils ont demandé l'adhésion à l'Union européenne*. Leur vocation à l'adhésion a été confirmée, et à ce titre, ils font l'objet de stratégies de pré-adhésion qui visent à appuyer les réformes rendues nécessaires par cette perspective.

7.4.1. Les accords qui lient la Communauté européenne à Chypre, Malte et la Turquie

Chypre a conclu un accord d'association avec les Communautés européennes le 19 décembre 1972.¹³⁷ La phase finale de l'union douanière instaurée est entrée en vigueur le 1er janvier 1998.

Malte a conclu un accord d'association avec les Communautés européennes le 5 décembre 1972.¹³⁸ La première phase de l'union douanière est en vigueur depuis 1977.

¹³⁶ *ibid.*

¹³⁷ *Journal Officiel L 133 du 21 mai 1973*, p. 2ss.

¹³⁸ *Journal Officiel L 061 du 14 mars 1971*, p.2ss.

La Turquie a conclu un accord d'association avec les Communautés européennes en 1963. L'Union douanière est entrée en vigueur le 1er janvier 1996.

Les accords d'association ainsi conclus et les unions douanières qu'ils instaurent constituent la forme la plus avancée de coopération en matière économique et commerciale.

Il convient cependant de souligner que, au contraire des nouveaux accords euro-méditerranéens d'association, il n'y est pas question de dialogue politique, et encore moins de 'clause droits de l'Homme'.

Les pressions exercées par l'Union européenne dans le domaine des droits de l'Homme sont donc de nature strictement politique, et n'ont pas de fondement juridique spécifique.

C'est ainsi, par exemple, que le Parlement européen, appelé, en novembre 1995, à donner son "avis conforme" pour l'entrée en vigueur de l'union douanière avec la Turquie, a menacé pendant un temps de suspendre son accord à la réalisation, par la partie turque, d'un certain nombre d'exigences dans le domaine du respect des droits de l'Homme.

Si elle est juridiquement absente des accords d'association qui lient actuellement la Communauté à Chypre, Malte et Turquie, la "dimension droits de l'Homme" est bien présente dans la stratégie de pré-adhésion qui les concerne désormais.

7.4.2. La stratégie de pré-adhésion

La situation des trois pays candidats

Chypre, Malte et la Turquie frappent à la porte de l'Union européenne.

Le Sommet européen de Luxembourg des 12 et 13 décembre 1997 a décidé d'entamer des négociations effectives en vue de l'adhésion de Chypre :¹³⁹ elles se sont formellement ouvertes en mars 1998. La stratégie de pré-adhésion mise en place, sans prétendre se substituer aux pourparlers en vue du règlement global de

¹³⁹ Ainsi qu'avec la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

la ‘question chypriote’, entend néanmoins les encourager. Et, inversement, “*un règlement politique facilitera l’adhésion de Chypre à l’Union européenne*”.¹⁴⁰

Le Conseil européen d’Helsinki, qui s’est tenu les 10 et 11 décembre 1999, a décidé d’entamer la procédure d’adhésion avec Malte¹⁴¹ dès février 2000: des mesures d’appui aux réformes sont donc mises en place.

La Turquie, quant à elle, a vu, également au cours du Sommet d’Helsinki, affirmer sa qualité de candidate ‘ayant vocation à l’adhésion’ et bénéficiera dorénavant elle aussi de la stratégie de préadhésion.

Ce statut de ‘candidat à l’adhésion’ se traduit notamment par le fait que les relations qu’entretient la Commission européenne avec ces trois Etats ne relève pas de la Direction générale des relations extérieures, mais bien de la Direction générale ‘élargissement’.¹⁴²

La place des droits de l’Homme dans la stratégie d’élargissement de l’Union européenne: les ‘critères de Copenhague’.

Les perspectives d’adhésion de Chypre, Malte et de la Turquie se situent dans un mouvement très important lié à la désintégration de l’ancien bloc soviétique: ce mouvement devrait, à terme, voir l’Union européenne s’élargir considérablement.

En juin 1993, le Conseil européen de Copenhague, confronté à une dizaine de demandes d’adhésion émanant de pays d’Europe centrale et orientale,¹⁴³ définit un certain nombre de *critères ‘politiques’* devant compléter *l’acquis communautaire* requis dans les domaines économique et juridique pour qu’un candidat puisse espérer voir aboutir sa demande d’adhésion: les institutions des candidats doivent avoir atteint un niveau de stabilité satisfaisant, qui “*garantisse la démocratie, l’Etat de droit, les droits de l’Homme, et le respect et la protection des minorités*”¹⁴⁴ Le Conseil chargea alors la commission européenne de donner son avis, pour chacun des pays candidats, non seulement quant à *l’acquis communautaire* mais aussi quant au respect des critères ‘politiques’. Pour ce faire,

¹⁴⁰ Conseil européen d’Helsinki des 10 et 11 décembre, Conclusions de la Présidence.

¹⁴¹ Ainsi qu’avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, et la Bulgarie.

¹⁴² Voy. *supra* le chapitre sur la Commission européenne.

¹⁴³ République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovénie, Bulgarie, Latvia, Lithuanie, Roumanie et Slovaquie.

¹⁴⁴ *Bull. EC 6-1993, I.13.*

la Commission procéda à l'élaboration d'importants rapports, établis en tenant compte de différentes sources d'information: celles fournies par les Etats concernés, sur la base d'un questionnaire standard, celles recueillies à l'occasion d'une série de rencontres bilatérales, celles fournies par les délégations de la Commission, et les ambassades des Etats membres, celles émanant des rapports des organisations internationales et enfin, celles découlant de rapports d'ONG. Les rapports d'évaluation des critères politiques comportaient trois parties: une première partie consacrée à la démocratie et à l'état de droit, une deuxième partie consacrée aux droits de l'Homme et à la protection des minorités, et une évaluation générale.

En juillet 1997, la Commission rendait publique sa première évaluation de la question.¹⁴⁵ Le cas de la Slovaquie devait démontrer que les 'critères politiques' de Copenhague sont bel et bien entrés en ligne de compte lors du processus d'évaluation: la Commission européenne a considéré alors que ce pays ne remplissait pas les conditions pour adhérer à l'Union européenne, en raison de ses insuffisances dans le domaine des droits de l'Homme et du respect des principes démocratiques. Le Sommet européen de Luxembourg de décembre 1997 allait, pour ce motif, reporter l'ouverture formelle des négociations en vue d'une future adhésion de ce pays.¹⁴⁶

Le Traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1er mai 1999, a formalisé la prise en compte de la situation des droits de l'Homme dans la stratégie de l'élargissement de l'Union européenne: seuls les Etats européens qui respectent "*les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit*" peuvent demander à devenir membres de l'Union.¹⁴⁷

Si c'est au *Conseil*, statuant à l'unanimité, qu'il revient de prendre la décision finale relative à une demande d'adhésion, la *Commission* doit au préalable être consultée, et le *Parlement européen* doit donner son avis conforme.¹⁴⁸

Le *Conseil* et le *Conseil européen* mettent à profit les négociations d'adhésion en cours pour exercer un certain nombre de pressions à l'égard des candidats: ainsi, à

¹⁴⁵ COM(97)2001-2010 final (opinions de la commission sur les pays candidats).

¹⁴⁶ Le Sommet d'Helsinki de décembre 1999 a décidé d'entamer les négociations en février 2000.

¹⁴⁷ Article 49 et 6§1er du TUE.

¹⁴⁸ Article 49 du TUE.

7. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

l'occasion du Sommet d'Helsinki au cours duquel la Turquie voyait enfin sa vocation à l'adhésion reconnue, le Conseil européen devait préciser que la stratégie de préadhésion mise en place à l'égard de ce pays "*comportera[it] un dialogue politique renforcé, axé sur les progrès à accomplir pour répondre aux critères politiques fixés pour l'adhésion, en particulier pour ce qui est de la question des droits de l'Homme*".¹⁴⁹ C'est également dans ce contexte, qu'il faut apprécier, par exemple, les démarches visant à ce que la condamnation à mort de Öcalan ne soit pas mise à exécution.

La pratique instaurée par la Commission européenne fera vraisemblablement jurisprudence: même si l'on peut regretter que les rapports d'évaluation des *critères de Copenhague* qu'elle a été amenée à élaborer à ce jour s'attachent plus à la situation formelle (ratification des instruments internationaux, constitution, etc) qu'à la situation de fait, il s'agit assurément d'un premier pas important, appelé à s'améliorer encore, en direction d'une plus grande 'formalisation' de la prise en compte de la situation des droits de l'Homme. La dimension 'droits de l'Homme' du processus de Barcelone aurait d'ailleurs beaucoup à gagner en s'inspirant de cette pratique pour la mise en oeuvre des articles 2 des accords euro-méditerranéens d'association.

¹⁴⁹ *Conclusions de la Présidence*, 10-11 décembre 1999.

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

8.1. Les programmes de la Commission et les règlements

8.1.2. L'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme': le chapitre B7-70 du budget communautaire.

En 1994, le Parlement européen, dont l'intention était de rendre plus cohérentes une série d'initiatives dispersées, rassemblait un certain nombre de postes budgétaires sous un nouveau chapitre du budget communautaire, intitulé *Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme*: il s'agissait de donner corps à 'l'approche positive' mise en avant par l'Union européenne, en soutenant de manière significative des initiatives intéressantes dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie.

Elle finança, cette année-là, des projets conçus et réalisés en grande majorité par des ONGs actives dans le domaine des droits de l'Homme, pour un montant total de 59,1 millions d'euros. Ce montant devait augmenter chaque année, pour atteindre, en 1998, la somme considérable de 97,4 millions d'euros, et culminer en 1999 avec une somme de 101 millions euros. Le budget arrêté pour l'an 2000 accorde un montant de près de 100 millions d'euros à *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme*, soit quatre fois plus que le montant du budget ordinaire que les Nations Unies consacrent au Haut Commissariat pour les droits de l'Homme.

Les actions positives ainsi financées doivent être conçues comme des 'catalyseurs': la préférence est donnée aux projets novateurs et incitatifs, dont les effets, s'ils sont positifs, sont susceptibles d'être ensuite élargis, par l'appui d'autres sources budgétaires au besoin plus importantes. L'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme inclut une série de lignes budgétaires à portée soit géographique, soit thématique.¹⁵⁰

¹⁵⁰ Soutien à la démocratie dans les pays de l'Europe central et orientale ; Droits de l'Homme et démocratie dans les pays en développement; Processus de démocratisation en Amérique latine ; Subventions en faveur de certaines activités d'organisations poursuivant les objectifs des droits de l'Homme ; Programme MEDA pour la démocratie ; Droits de l'Homme et

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

8.1.3 La question du fondement légal de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme: les règlements du 29 avril 1999

En dépit des efforts consentis notamment par le Parlement européen pour conférer à *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme* une assise stable et cohérente, la question de leur fondement légal n'avait jamais été clairement tranchée.

Saisie par le Royaume-Uni qui contestait le bien fondé de programmes d'action de lutte contre la pauvreté financés par la Commission européenne, la Cour de Justice des Communautés européennes lui donna raison, dans un arrêt prononcé le 12 mai 1998: à l'exception d'actions 'pilotes' et 'exploratoires' dont l'ampleur serait 'non-significative', l'existence d'une ligne budgétaire ne suffit pas à justifier une dépense; il faut en outre qu'elle soit fondée sur une autorisation juridique ferme du Conseil.

démocratie dans les pays d'Asie ; Appui et surveillance des processus électoraux ; Appui aux tribunaux pénaux internationaux.

La Commission décida alors de ‘geler’ l’exécution de toutes les lignes budgétaires incertaines et, parmi elles, tout le ‘Chapitre B7-70’ du Budget portant *l’Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l’Homme*.¹⁵¹

Le 29 avril 1999, le Conseil adopta deux règlements, mettant ainsi fin à de longs mois d’incertitude pour les opérateurs qui souhaitaient faire appel aux ‘lignes budgétaires droits de l’Homme’. Ceux-ci fixent

“les exigences pour la mise en oeuvre des actions qui contribuent à l’objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l’état de droit ainsi qu’à celui du respect des droits de l’Homme et des libertés fondamentales”.

Le premier règle *“les actions de coopération au développement”* et l’autre, *“les actions communautaires autres que celles de coopération au développement”*.¹⁵² C’est ce dernier qui s’applique à la région méditerranéenne.

Si ce texte a pour objet principal de fixer clairement le fondement légal des actions positives spécifiques en faveur *“du développement et de la consolidation de la démocratie et de l’état de droit ainsi qu’à celui du respect des droits de l’Homme et des libertés fondamentales”*, il entend également redéfinir les priorités d’action en ce domaine, et clarifier les règles du jeu.

Là où elle n’agit pas de sa propre initiative, la Commission doit dorénavant procéder par *“appels d’offres”*,¹⁵³ alors qu’auparavant, la gestion et l’instruction des dossiers étaient relativement empiriques.

Si la Commission est *“chargée de la programmation, de l’instruction, de la décision et de la gestion, du suivi et de l’évaluation des actions”*,¹⁵⁴ elle sera désormais assistée par un nouveau *Comité des droits de l’Homme* composé des représentants des Etats membres: elle doit l’informer de toutes les décisions de financement qu’elle a l’intention de prendre, et en outre, pour ce qui concerne les projets d’une valeur supérieure à un million d’euros, les lui soumettre pour avis conforme, préalablement à toute décision.¹⁵⁵

¹⁵¹ A l’exception des lignes ‘Phare et Tacis pour la démocratie’, à propos desquelles il existait une base légale spécifique.

¹⁵² *Règlements (CE) n°975/1999 et n°976/1999 du Conseil*, entrés en vigueur le 11 mai 1999.

¹⁵³ Article 9 du règlement 976/1999.

¹⁵⁴ Article 12 du règlement 976/1999.

¹⁵⁵ Article 14 du règlement 976/1999.

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

8.2. Le Programme MEDA pour la démocratie (ligne budgétaire B7-705)

8.2.1. De 1996 à 1999

Depuis 1996, à l'initiative du Parlement européen, une ligne budgétaire intitulée *Le Programme MEDA pour la démocratie complète l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme*. Le Parlement estimait que les nombreuses références aux droits de l'Homme contenues dans la Déclaration de Barcelone devaient se traduire notamment par un engagement en faveur de projets émanant de la société civile du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

L'Union européenne devait consacrer à MEDA-démocratie un montant de 9 millions d'ecus en 1996, de 8 millions d'ecus en 1997, de 10 millions d'ecus en 1998, et de 10 millions d'euros en 1999. Un montant de près de 10 millions d'euros est à nouveau inscrit au budget de l'an 2000.

Depuis le début du projet, 166 projets ont été financés,¹⁵⁶ dans les domaines suivants: appui à la démocratie, appui à l'Etat de droit, liberté d'expression, liberté de réunion et d'association, protection de 'groupes vulnérables'.

La Commission européenne a fait procéder à une importante évaluation des trois premières années de la mise en oeuvre du Programme MEDA pour la démocratie,¹⁵⁷ dont une série d'enseignements peuvent être tirés.

Il apparaît que la stratégie d'intervention s'est dessinée au coup par coup, en fonction des projets qui étaient soumis à la Commission européenne, plutôt qu'en fonction de priorités pré-établies, cette approche 'de bas en haut' étant ensuite modulée par l'organisation de missions de programmation, et une consultation semestrielle avec les Délégations locales de la Commission.

A l'arrivée il apparaît que les projets menés ont rencontré de manière satisfaisante les priorités identifiées pour ce qui concerne le Liban, Israël, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, et de manière raisonnable pour le Maroc et l'Algérie. Pour ce qui

¹⁵⁶ *Partenariat euro-méditerranéen*. Note d'information de juillet 1999.

¹⁵⁷ Final Report, Evaluation of the MEDA Democracy Programme, 1996-1998, *op.cit.*

concerne l'Egypte, si la nature des projets sélectionnés semble adéquate, le niveau de financement n'a absolument pas été à la hauteur des besoins. Enfin, pour ce qui concerne la Tunisie et la Syrie, les auteurs du rapport dénoncent une inadéquation manifeste, tant qualitative que quantitative, entre les projets soutenus et les priorités identifiables pour ces pays. Ces priorités concernent les déficits dans les domaines de l'Etat de droit, la liberté d'expression, la démocratie parlementaire, les élections libres et indépendantes et le nécessaire soutien à la société civile: les auteurs de l'évaluation attribuent cet échec à la nature totalitaire des régimes en question, qui rend très difficile l'assistance directe aux ONGs en l'absence d'accord du gouvernement.¹⁵⁸

Les auteurs du rapport sont d'avis que, si la qualité des projets sélectionnés permet d'affirmer que la procédure de sélection utilisée par la Commission donne de bons résultats, elle paraît trop lente, et elle manque de transparence. La gestion du programme, quant à elle, paraît inadéquate: les retards dans les paiements sont parfois tels qu'ils affectent la mise en oeuvre et l'impact du projet.

Au terme de ces constats, le rapport énonce une série de recommandations:

Les auteurs recommandent de poursuivre un soutien financier important aux ONGs des pays tiers-méditerranéens: si elles sont amenées à jouer un rôle essentiel dans le développement de sociétés plus démocratiques, le contexte dans lequel elles évoluent est tel qu'elles dépendent et continueront de dépendre de financements étrangers.

Le rapport suggère de combiner l'approche 'du bas vers le haut' et une définition plus précise des stratégies prioritaires, en particulier pour des pays tels que l'Egypte, la Syrie et la Tunisie, dans lesquels il est indispensable que les Délégations entretiennent des contacts réguliers avec les ONG, et qu'elles les invitent à introduire des demandes de financement.

Il est également suggéré de soutenir des 'micro-projets', dont la gestion serait confiée soit aux Délégations locales de la Commission, soit à des réseaux locaux d'ONG.

Les auteurs recommandent également la mise à disposition de formulaires et de directives claires à destination des candidats potentiels.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p.3.

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

Enfin, le rapport insiste pour que soient réduits les délais de paiement, soit par le renforcement de l'équipe qui gère les contrats à Bruxelles, soit par une plus grande décentralisation vers les Délégations de la Commission.

8.2.2. Après le règlement du 29 avril 1999

Le règlement du 29 avril 1999 (voir supra) s'applique dorénavant au Programme MEDA pour la démocratie.

En application de ce règlement, la Commission européenne a émis, en juin 1999, un 'appel à propositions', des directives précises, et un formulaire de demande s'appliquant à l'ensemble des lignes budgétaires de *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme*. Pour une raison qui n'a pas été rendue publique, le programme 'MEDA-démocratie' a cependant échappé à cet effort de cohérence.¹⁵⁹

La recommandation émise dans le rapport d'évaluation de MEDA-démocratie visant à la publication d'un formulaire mis à jour et de directives précises n'a pas encore été suivie.

Il reste que les 'Directives' qui concernent *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme* constituent de précieuses indications pour le candidat potentiel, particulièrement en ce qui concerne les critères d'éligibilité et les critères d'évaluation.¹⁶⁰

8.3. Au niveau des critères d'éligibilité

8.3.1 Quant à la qualité du demandeur

Les partenaires éligibles sont "*les organisations régionales et internationales, les organisations non gouvernementales, les administrations et les agences publiques nationales, régionales et locales, les organisations à base communautaire, les instituts et les opérateurs publics ou privés*".

¹⁵⁹ De même que la ligne budgétaire "Processus de démocratisation en Amérique latine".

¹⁶⁰ European Commission, *European Initiative for Democracy and Human Rights, Guidelines for Applicants 1999*. Disponible sur le site <http://europa.eu.int/comm/scr/tender/index.htm>.

- Ils doivent avoir leur siège principal soit dans un pays tiers bénéficiaire couvert par la ligne budgétaire visée, soit dans un Etat membre de l'Union européenne.
- Ils doivent faire la preuve de ressources financières suffisantes pour assurer leur viabilité au cours de la mise en oeuvre du projet.
- Ils doivent faire la preuve de leur expérience et de leur capacité à gérer un projet de l'importance de l'activité projetée.
- Sont exclues les organisations qui promeuvent le recours à toute forme de violence.

8.3.2. Quant à la nature projet

Le projet doit couvrir un des domaines suivants:

- Promotion et défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, tels que proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et d'autres instruments internationaux concernant le développement et la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit
- Soutien aux processus de démocratisation
- Soutien aux actions de promotion du respect des droits de l'Homme et de démocratisation à l'appui de la prévention des conflits et du traitement de leurs conséquences.

Le projet peut porter sur une durée maximale de 36 mois.

8.3.3. Quant au budget du projet

- La demande ne peut couvrir en principe que maximum 90% du budget du projet.
- Les frais de personnel, les frais de voyage et de séjour, les frais d'équipement et de 'consommables', les frais de location, les frais de transport, les frais de sous-traitance, les frais relatifs à la diffusion de

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

l'information, les frais liés à des obligations découlant du contrat et, dans certains cas, les services financiers peuvent être pris en compte.

- Le demandeur peut prévoir une marge de maximum 5% du budget, à titre *d'imprévu*.
- Les frais administratifs généraux ne peuvent être pris en charge qu'à concurrence de maximum 7% du budget.

8.4. Au niveau des critères d'évaluation

L'évaluation tient compte des critères suivants:

- cohérence du projet par rapport aux priorités de l'UE dans le domaine des droits de l'Homme, en particulier pour le pays concerné
- adéquation du projet par rapport aux besoins et aux contraintes du pays visé, et des bénéficiaires ciblés
- caractère soutenable du projet
- qualité de la méthodologie proposée
- qualité de l'équipe prévue pour la mise en oeuvre
- impact du projet à court et à long terme et effet multiplicateur
- éligibilité des dépenses prévues au budget, et rapport qualité/prix du projet

Rappelons enfin que les projets retenus par la Commission européenne sont communiqués au nouveau 'Comité des droits de l'Homme' et que, s'agissant des projets portant sur des montants de plus d'un million d'Euros, ce Comité dispose d'un droit de veto.

8.5. Autres lignes budgétaires auxquelles les ONG droits de l'Homme actives dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée peuvent faire appel

En principe, l'organisation qui sollicite un financement se voit proposer *de faire usage de la ligne budgétaire 'la plus spécifique'*: la Commission aura tendance à orienter les organisations qui se proposent de lancer un projet dans l'un des pays tiers méditerranéens vers la ligne budgétaire Meda-démocratie. Il n'est pas inutile, cependant, de souligner l'existence de deux lignes budgétaires sans ancrage géographique particulier, auxquelles ces mêmes organisations pourraient légitimement faire appel.

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

8.5.1. Subventions en faveur de certaines activités d'organisations poursuivant des objectifs des droits de l'Homme: ligne budgétaire B7-704

Cette ligne budgétaire n'a pas de champ géographique particulier: elle vise en principe le soutien à des projets qui ne peuvent être financés par les lignes plus spécifiques.

Au cours de l'année 1998, la Commission européenne a soutenu 49 projets, pour un montant total de 14.498.260 euros :¹⁶¹ il s'agissait en grande majorité de projets internationaux, de programmes de formation, ou, dans une proportion très significative, de projets liés à la prévention de la torture, et au soutien aux victimes de la torture.

En 1999, le budget communautaire a accordé 18.300.000 euros à cette ligne budgétaire. Sa mise en oeuvre a été soumise pour partie à l'appel d'offre du mois de juin 1999.

Les directives publiées à cette occasion identifiaient les priorités suivantes:

- réhabilitation des victimes de la torture
- abolition de la peine de mort
- formation des personnes responsables de la mise en oeuvre des droits de l'Homme (juges, avocats, fonctionnaires, enseignants...)
- renforcement du respect des droits de l'enfant
- promotion et respect des droits humains de la femme, y compris mesures de lutte contre la traite des femmes
- renforcement du respect des droits des minorités
- renforcement des droits humains des populations indigènes

¹⁶¹ *The European Initiative for Democracy and Human Rights. Activities financed under Chapter B7-70 of the EU budget and managed by DG1A in 1998. Subsidies for certain activities of organisations pursuant objectives in support of human rights*, p.2.

- promotion de la formation au sein d'organisations spécialisées dans le domaine des droits de l'Homme
- éducation et la formation aux droits de l'Homme
- mise en place d'un réseau européen des droits de l'Homme et de la démocratie, qui puisse rassembler, analyser et de diffuser l'information concernant la politique de l'Union européenne dans le domaine des droits de l'Homme.

Le budget communautaire 2000 prévoit de consacrer environ 15 millions d'euros aux "*subventions en faveur de certaines activités d'organisations poursuivant des objectifs des droits de l'Homme*". A l'heure de la rédaction, le service responsable au sein de la Commission n'a pas encore fait savoir la manière dont il procèdera pour les nouveaux projets: l'on ignore s'il recourra à nouveau à un 'appel d'offres'.

8.5.2. Appui et surveillance des processus électoraux: ligne budgétaire B7-709

Il s'agit d'une ligne budgétaire récente, qui vise à réunir et uniformiser les initiatives qui, précédemment, étaient prises de manière plus disparate, suivant les lignes budgétaires à affectation géographique.

En 1999, le budget communautaire a accordé 5 millions d'euros à cette ligne budgétaire. Sa mise en oeuvre a été soumise pour partie à l'appel d'offre du mois de juin 1999.

Les directives publiées à cette occasion identifiaient les priorités suivantes:

- formation des personnes qui prennent part à des missions d'observation électorale
- accès aux médias pendant les campagnes électorales

Le budget communautaire 2000 prévoit de consacrer environ 5 millions d'euros à *l'appui et surveillance des processus électoraux*. A l'heure de la rédaction, le service responsable au sein de la Commission n'a pas encore fait savoir la manière

8. LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

dont il procédera pour les nouveaux projets: l'on ignore s'il recourra à nouveau à un 'appel d'offres'.

8.6. Le rôle des différents services de la Commission dans la procédure de sélection et la gestion des lignes budgétaires de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme

La question de la répartition des rôles entre les différents services de la Commission susceptibles d'intervenir dans la procédure de sélection et dans la gestion des lignes budgétaires de *l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme* devrait être clarifiée dans le cadre de la restructuration entamée par M. Romano Prodi.

Dorénavant, le Programme MEDA pour la démocratie est sous la responsabilité de la nouvelle unité 'droits de l'Homme' de la Direction générale des relations extérieures et des négociations ont lieu en ce qui concerne la gestion du programme, le montant des projets que la Commission souhaite financer, et les priorités thématiques.

La manière dont s'articuleront dorénavant les rôles respectifs de *l'Unité droits de l'Homme* et des personnes chargées des questions "droits de l'Homme" au sein de la Direction 'Moyen-Orient et Méditerranée du Sud' n'est pas entièrement tranchée. A cette question s'ajoute celle du rôle du 'Service commun des Relations extérieures'.

Il semble qu'à l'heure actuelle, le recours à l'appel à propositions soit envisagé pour l'année 2001.

En l'absence de directives ou de formulaire précis, les candidats sont donc invités à s'adresser à l'unité droits de l'Homme de la Direction générale des relations extérieures, soit directement, soit par l'intermédiaire des délégations locales de la Commission. Par ailleurs, en ce qui concerne les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée, la Direction F (relations extérieures) compte en son sein un responsable du "Suivi des affaires PESC" pour les pays du Maghreb, M. Dimitri Angelis, et un responsable des 'Questions politiques, PESC' pour les pays du

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Machrek et Israël, M. Diego de Ojeda, tous les deux anciens responsables du Programme MEDA pour la démocratie jusqu'à ce jour.

CONCLUSION: UN ENJEU MAJEUR, MAIS LE CHEMIN EST ENCORE LONG...

Tout au long des développements qui ont précédé, nous avons essayé d'expliquer *qui fait quoi et comment* dans le Partenariat euro-méditerranéen au plan multilatéral et au niveau des rapports bilatéraux dont les accords d'association sont appelés à constituer le cadre prioritaire et privilégié de réalisation.

Le fil d'Ariane de cette démarche, dont nous espérons qu'elle aura atteint ses objectifs, a été la "dimension des droits de l'Homme" dans ce partenariat.

Mettant l'accent sur *l'engagement fort représenté par cette référence aux droits de l'Homme, à l'Etat de droit et aux principes démocratiques* dans la Déclaration de Barcelone, dans la clause des droits de l'Homme des accords d'association et dans le règlement MEDA, nous avons toutefois insisté sur le fait que les *modalités de mise en oeuvre de ces principes et de ces dispositions sont encore embryonnaires*.

Une chose est pourtant d'ores et déjà acquise: *le débat sur les droits de l'Homme ne peut plus être récusé*, sous le prétexte du refus de l'ingérence de l'Union Européenne dans les affaires intérieures de tel ou tel pays tiers méditerranéen. D'abord, parce que ces derniers ont pris acte de l'évolution du droit international en la matière et qu'ils ont consenti à prendre, au moins formellement, des engagements substantiels sur ce plan dans le cadre des systèmes onusien et régionaux.¹⁶² Ensuite, et surtout, en raison du *caractère explicitement réciproque* de l'engagement à respecter les droits de l'Homme et les principes démocratiques que les Etats euro-méditerranéens ont souscrit, et dont ils font un *élément essentiel* de leurs relations.

Il est toutefois nécessaire de veiller à ce que prévale en ce domaine une approche effectivement mutuelle et équilibrée entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens. Cela suppose, en particulier, que *les questions de l'immigration et*

¹⁶² S'il est vrai que les procédures du Partenariat euro-méditerranéen n'ont pas vocation à se substituer aux mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'Homme - notamment ceux du système des Nations Unies - il est en revanche possible de tenir compte des recommandations et des mises en garde de ces instances concernant la situation des droits de l'Homme dans certains des pays membres du PEM.

de l'asile ne soient pas réduites à leurs seules dimensions sécuritaire et du contrôle restrictif, et qu'elles soient prises en compte dans la globalité de leurs aspects humains, économiques, sociaux et culturels.¹⁶³

De même que cela suppose le développement du dialogue et de la coopération interculturels, avec la volonté de favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples et les civilisations impliqués, tout en agissant de façon efficace contre toutes les formes de discrimination, de xénophobie, de racisme et d'intolérance notamment religieuse.

L'action pour la mise en oeuvre des clauses droits de l'Homme gagnerait dans ces conditions en légitimité et en crédibilité. Elle se verrait également renforcée par la relance du processus de paix au Moyen-Orient, dont les difficultés et les impasses risquent d'hypothéquer les chances de réalisation du PEM, y compris dans sa dimension "droits de l'Homme".

En l'état actuel des choses, et en s'en tenant aux procédures existantes, tout autant qu'à la pratique qui en a été faite au cours des quatre années écoulées, force est de constater que *le chemin est encore long et ardu*. Non seulement en raison des difficultés à assurer les conditions propices pour parvenir à cette approche mutuelle et équilibrée, mais aussi compte tenu de l'attitude des gouvernements du Sud et de l'Est de la Méditerranée les moins enclins à une ouverture politique sérieuse.

Alors que le non-respect des droits de l'Homme continue de constituer un phénomène persistant notamment dans la majorité des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, les modalités de mise en oeuvre des engagements mutuellement souscrits et leur renforcement demeurent problématiques.

La réalisation progressive de ces objectifs se heurte à l'hostilité des gouvernements concernés et à l'attitude des instances communautaires qui risquent de donner le sentiment qu'elles sont embarrassées, à l'usage, par la mise en oeuvre des principes solennellement proclamés. La possibilité de prendre des 'mesures appropriées' pour favoriser cette mise en oeuvre suscite des réticences du côté

¹⁶³ Voir le passage consacré à la "promotion des échanges humains et lutte contre les discriminations" dans les recommandations proposées par le Forum des Citoyens de la Méditerranée (FCM) et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH), co-organisateurs, sous l'égide de la Fondation Friedrich Ebert, du Forum civil euro-med d'avril 1999 à Stuttgart, Friedrich Ebert Stiftung, *op.cit.*

CONCLUSION: UN ENJEU MAJEUR, MAIS LE CHEMIN EST ENCORE LONG...

européen, alors qu'elle procède en fait de l'exercice de prérogatives établies de manière contractuelle et non du recours à des sanctions unilatérales.

La crainte des retombées économiques et sociales d'éventuelles mesures coercitives, qui risquent en effet de ne pas avoir nécessairement l'effet escompté, constitue un argument auquel il convient d'être attentif. Il s'agit toutefois là d'un faux débat car rares sont les voix, en réalité, qui appellent à un excès de rigueur dans la mise en oeuvre de la "clause droits de l'Homme". Cette dernière, et cela fait largement consensus, ne doit pas être utilisée uniquement *de façon négative*, comme dernier recours pour sanctionner de graves atteintes aux droits humains. Elle doit l'être *de façon positive* comme point de départ pour élaborer et mettre en oeuvre de commun accord des programmes en vue d'améliorer la protection de ces droits.

L'ensemble des grandes organisations non-gouvernementales internationales s'accordent sur cette conception qui a été confirmée lors du Forum civil euro-med de Stuttgart¹⁶⁴ et à l'occasion des deux rencontres organisées à Bruxelles et à Paris au mois de novembre 1999, respectivement par le REMDH et la FIDH.¹⁶⁵

Cela correspond aussi aux attentes des associations et des organisations autonomes qui luttent dans les pays concernés pour le libre exercice des droits de l'Homme dans leur acception la plus large et pour une saine gestion des affaires publiques. Ce sont précisément ces composantes associatives et médiatiques des sociétés civiles¹⁶⁶ qu'il est urgent et décisif d'appuyer et de renforcer. Cela ne va pas sans bien des difficultés en raison de la volonté d'un certain nombre d'Etats de faire de la dimension droits de l'Homme du PEM la chasse gardée des seuls gouvernements et des organisations sous leurs contrôle.

¹⁶⁴ Voir note précédente.

¹⁶⁵ Colloque du REMDH (Bruxelles, du 8 au 11 novembre 1999) sur la dimension des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone. Séminaire de la FIDH sur la partenariat euro-méditerranéen (Paris, du 15 au 18 novembre 1999)

¹⁶⁶ Par-delà les débats sémantiques et conceptuels suscités par cette référence à la société civile, on retiendra l'approche préconisée dans les Recommandations du Forum civil de Stuttgart (voy. note antérieure): "*les participants entendent par société civile l'ensemble des instances, associations, personnalités et média qui ont vocation à garantir ou à protéger, en-dehors de toute institution de l'Etat, l'exercice effectif par des moyens pacifiques des libertés publiques et à favoriser l'émergence d'une identité collective pluraliste fondée sur les valeurs universelles des droits de l'Homme et la promotion d'une culture citoyenne*".

Le groupe ELDR du Parlement européen, s'interrogeait en avril 1999 sur le fait de savoir si la *“non adoption de mesures appropriées procédait d'une attitude de crainte ou de lassitude”*.¹⁶⁷ Il est arrivé, peut-on lire notamment dans la même étude,

“que l'UE ait fermé les yeux devant des cas de violation évidents des droits de l'Homme. Un exemple est celui de la Tunisie qui, liée à l'Union européenne par un accord d'association de la nouvelle génération, est tenu d'assurer la sauvegarde des droits de l'Homme. Bien que le gouvernement persiste sur la voie du désaccord, la question n'a pas été évoquée au sein du Conseil d'association (de 1998, ndlr) entre les deux parties, ce qui témoigne d'une incohérence par rapport aux engagements mutuellement reconnus.”

Le décalage entre le discours officiel sur les droits de l'Homme et la pratique qui en est faite au quotidien dans un pays où l'involution démocratique et la dérive autoritaire sont préoccupantes explique sans doute que l'exemple de la Tunisie soit souvent évoqué. Il y a aussi le fait que la Tunisie, est le premier pays dont l'accord d'association avec l'UE est entré en application. L'expérience tunisienne risque en tous cas de faire de nombreux adeptes du côté de gouvernements qui, de l'Algérie à la Syrie en passant par l'Egypte, s'apprentent à plus ou moins court terme à ancrer leurs économies à l'Union européenne avec *de grandes réticences à l'égard de la dimension droits de l'Homme* de ce partenariat euro-méditerranéen.

Pour en revenir à *la timidité et à la modestie des résultats*, nous avons essayé de pointer, au fil de ce guide, les lacunes du système qui sont essentiellement de deux ordres.

Les premières tiennent au caractère formel des mécanismes de mise en oeuvre de la dimension droits de l'Homme sur le plan bilatéral et à l'inexistence de mécanismes spécifiques au niveau multilatéral. Pour ce qui est du bilatéral, le risque est grand que la routine diplomatique et bureaucratique prenne le pas sur le dialogue politique, particulièrement à l'occasion de la préparation et du déroulement des Conseils d'association. Les propositions avancées notamment par le REMDH pour une institutionnalisation de la dimension droits de l'Homme du PEM constituent des objectifs cruciaux pour l'action des ONG qui sont appelées à faire preuve d'inventivité et de plus d'initiative dans leurs rapports avec les instances communautaires.

¹⁶⁷ *La politique euro-méditerranéenne de l'Union, bilan et perspectives*. Etude publiée par l'ELDR, Parlement européen, avril 1999.

CONCLUSION: UN ENJEU MAJEUR, MAIS LE CHEMIN EST ENCORE LONG...

Le dialogue multilatéral fonctionne de son côté exclusivement au consensus et cela n'est pas de nature à lui donner une capacité d'impulsion à la mesure de la complexité et de l'urgence des questions abordées. Les difficultés d'élaboration d'une *Charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité*, les divergences au sein de l'UE sur la finalité de cette initiative, confirment bien que la réactivation politique du volet multilatéral constitue, par-delà le foisonnement des groupes de travail et des réseaux, un *enjeu majeur*.

A ces lacunes tenant aux structures, s'ajoutent celles procédant de la marginalisation, dans le processus de Barcelone, de certains thèmes essentiels.

Nous avons évoqué ceux de l'immigration et de l'asile ainsi que la question de la paix et de la gestion des conflits mais il y a d'autres problématiques qui n'ont pas suffisamment été prises en compte.

Celle des droits économiques et sociaux¹⁶⁸ et celle des femmes en sont les plus évidentes.

Une égalité réelle et une citoyenneté effective des femmes suscitent en effet des résistances qui fait de la question des droits des femmes et de l'approche du 'genre' un axe presque invisible de la dimension droits de l'Homme du PEM.

Sur toutes ces questions le rôle de signaux d'alerte et d'aiguillon des ONG est indispensable si l'on veut donner corps et vie aux principes de dignité, d'égalité et de liberté dont se prévaut le processus de Barcelone.

C'est dans ces conditions qu'une mobilisation accrue des moyens pourrait permettre aux ONG de renforcer leur action de plaider pour réclamer sur la base de leur adhésion à la Déclaration de Barcelone et à ses indéniables acquis la mise en place de mécanismes où les composantes des sociétés civiles trouveraient leur place.

¹⁶⁸ Voy. sur cette question le document de travail présenté à la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités des Nations Unies lors de la session de l'été 1999 sur "*La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels*" (E/CN4/sub2/1999/11)

Cela est affaire de moyens et de volonté mais aussi de *crédibilité et de fiabilité dans la collecte et la transmission des informations* à des instances et à des structures communautaires dont il importe de maîtriser le fonctionnement et d'identifier les rouages et les animateurs décisifs.

Il s'agit d'un *pari essentiel* à la réalisation duquel l'élaboration de ce guide apportera, nous l'espérons, une utile contribution.

Les questions que nous y avons abordées - notamment les modalités de consultation des ONG locales et internationales concernant la situation des droits humains dans les pays parties aux accords d'association et, lors des réunions des organes établis par ces accords, la mise à l'ordre du jour systématique de l'évaluation de cette situation- feront encore partie, à n'en point douter, des revendications des prochains Forums civil euromed. Le Forum, qui se tiendra en novembre 2000, en France, clôturera les cinq premières années du processus amorcé à Barcelone en 1995.

Pour les milliers d'hommes et de femmes qui s'étaient retrouvés en 1995 dans le cadre du Forum civil, il était important que la Déclaration gouvernementale de Barcelone mette l'accent sur *“le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'Homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures”* et qu'elle en fasse autant d'*éléments essentiels* d'un partenariat visant à faire du bassin méditerranéen *“une zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité”*.

Pour les milliers d'hommes et de femmes qui s'étaient retrouvés en 1995 dans le cadre du Forum civil, il était important que la Déclaration gouvernementale de Barcelone mette l'accent sur *“le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'Homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures”* et qu'elle en fasse autant d'*éléments essentiels* d'un partenariat visant à faire du bassin méditerranéen *“une zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité”*.

Cette proclamation et son pendant juridique de *l'article 2* des accords d'association ont ainsi donné à ce qu'il est convenu d'appeler la 'conditionnalité' une connotation et un contenu renouvelés.

CONCLUSION: UN ENJEU MAJEUR, MAIS LE CHEMIN EST ENCORE LONG...

L'objectif consiste cependant à rendre superflue la clause de conditionnalité politique en contribuant au processus de démocratisation et d'émancipation économique, sociale et culturelle. A long terme, la meilleure des conditionnalités politiques sera celle que les citoyens imposeront à leurs propres dirigeants et gouvernements. Et c'est bien en effet dans cet esprit qu'il nous appartient de favoriser la mise en oeuvre de la dimension droits de l'Homme du processus de Barcelone.

POINTS DE CONTACT

◆ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE CONSEIL EUROPEEN

Les présidents et/ou premiers ministres des Etats membres.

◆ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Conseil de l'Union européenne:

Adresse générale: Rue de la Loi, 175
1048 Bruxelles
Belgique
tél.: (32-2) 285 61 11
fax: (32-2) 285 73 97/ 285.73.81

Secrétaire Général/Haut Représentant pour la PESC

M. Javier SOLANA
tél: (32-2) 285 56 60

Secrétariat Général

Les personnes chargées des droits de l'Homme au sein de la direction IV sont
Mme Maryem VAN DEN HEUVEL
tél: (32-2) 285 85 03
M. Nicolas KERLEROUX
tél: (32-2) 285 82 39

Au sein de la direction V,
les personnes chargées du processus de Barcelone sont
Mme Dominique SARAT (qui suit plus spécialement des volets économique et culture)
tél: (32-2) 285 65 60
M. Alexander ZAFIRIOU (qui suit plus spécialement du volet politique et de sécurité)
tél: (32-2) 285 91 21

les personnes chargées du Moyen-Orient, du Mashrek et du Maghreb sont
M. Soren HALSKOV (qui suit plus spécialement le processus de paix)
tél: (32-2) 285 85 55

M. Lothar JASCHKE (qui suit plus spécialement le Maghreb et l'Egypte)
tél: (32-2) 285 90 87

M. Leni RIKKONEN (qui suit plus spécialement le Moyen-Orient)
tél: (32-2) 285 87 23.

Représentants spéciaux

M. Miguel Angel Moratinos
Représentant spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient
tél: (32-2) 285 87 63
fax: (32-2) 285 87 52

M. Niels Eriksson
Conseiller spécial en contre-terrorisme auprès de l'Autorité palestinienne
voir adresse générale

COREPER

S.E. Wilhelm SCHÖNFELDER
Représentant permanent de l'Allemagne
M. Jochen GRÜNHAGE
Représentant permanent adjoint M. Miguel Angel NAVARRO PORTERA
Rue Jacques de Lalaing, 19-21
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 238 18 11
fax: (32-2) 238 19 78

POINTS DE CONTACT

S.E. Gregor WOSCHNAGG
Représentant permanent de l'Autriche
Mme Judith GETSTOITHNER
Représentante permanente adjointe
Avenue de Cortenberg, 30
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 234 51 00
fax: (32-2) 234 53 00

S.E. Frans van DAELE
Représentant permanent de la Belgique
M. Jean-Louis SIX
Représentant permanent adjoint
Rond-Point Schuman, 6
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 233 21 11
fax: (32-2) 231 10 75

S.E. Poul Skytte CHRISTOFFERSEN
Représentant permanent du Danemark
M. Niels PULTZ
Représentant permanent adjoint
Rue d'Arlon, 73
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 233 08 11
fax: (32-2) 230 93 84

S.E. Francisco Javier ELORZA CAVENGT
Représentant permanent de l'Espagne
M. Miguel Angel NAVARRO PORTERA
Représentant permanent adjoint
Boulevard du Régent, 52-54
1000 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 509 86 11
fax: (32-2) 511 10 23

S.E. Antti SATULI
Représentant permanent de la Finlande
M. Jan STORE
Représentant permanent adjoint
Rue de Trêves, 100
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 287 84 11
fax: (32-2) 287 84 00
S.E. Pierre VIMONT

Représentant permanent de la France
M. Philippe ETIENNE
Représentant permanent adjoint
Place de Louvain, 14
1000 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 229 82 11
fax: (32-2) 229 82 82

S.E. Loucas TSILAS
Représentant permanent de la Grèce
M. Dimitrios RALLIS
Représentant permanent adjoint
Rue Montoyer, 25
1000 Bruxelles
tél: (32-2) 551 56 11
fax: (32-2) 512 79 12

S.E. Luigi CAVALCHINI
Représentant permanent de l'Italie
M. Fabio FABBRI
Représentant permanent adjoint
Rue du Marteau, 9
1000 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 220 04 11
fax: (32-2) 219 34 49

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

S.E. Denis O'LEARY
Représentant permanent de l'Irlande
M. James BRENNAN
Représentant permanent adjoint
Rue Froissart, 89-93
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 230 85 80
fax: (32-2) 230 32 03

S.E. Nicolas SCHMIT
Représentant permanent du Grand-Duché de
Luxembourg
M. Marc UNGEHEUER
Représentant permanent adjoint
Avenue de Cortenberg, 75
1000 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 735 20 60
fax: (32-2) 736 14 29

S.E. B. BOT
Représentant permanent des Pays-Bas
M. I. de JONG
Représentant permanent adjoint
Avenue Herman-Debroux, 48
1160 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 679 15 11
fax: (32-2) 679 17 75

S.E. Vasco VALENTE
Représentant permanent du Portugal
Mme Maria Margarida de ARAUJO
FIGUEIREDO
Représentante permanente adjointe
Avenue de Cortenberg, 11/22
1040 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 286 42 11
fax: (32-2) 231 00 26

S.E. Stephen WALL
Représentant permanent du Royaume-Uni
M. Bill STOW
Représentant permanent adjoint
Avenue d'Auderghem, 10
1040 Bruxelles
tél: (32-2) 287 82 11
fax: (32-2) 287 83 98

S.E. Gunnar LUND
Représentant permanent de la Suède
M. Lars Olof LINDGREN
Représentant permanent adjoint
Square de Meeûs, 30
1000 Bruxelles
Belgique
tél: (32-2) 289 56 11
fax: (32-2) 289 56 00

La composition des comités et groupes de travail varie régulièrement et n'est pas rendue publique

◆ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LA COMMISSION EUROPEENNE

Commission européenne:
Adresse générale:
Rue de la Loi, 200
1049 Bruxelles
tél: (32-2) 299 11 11
fax: (32-2) 295 23 00

Chaque fonctionnaire dispose de sa propre adresse électronique standardisée. Elle se compose comme suit:
Prénom.Nom@cec.eu.int
Exemple: Monsieur Jean Dupont:
Jean.Dupont@cec.eu.int

POINTS DE CONTACT

M Romano PRODI
Président de la Commission européenne
tél: (32-2) 299 15 63
fax: (32-2) 295 43 91

Direction Générale des Relations extérieures:

M Christopher PATTEN
Commissaire chargé des relations extérieures
tél: (32-2) 298 12 00
fax: (32-2) 298 12 99

Mme Victoria BOWMAN
Cabinet du Commissaire PATTEN
tél: (32-2) 298 12 08
fax: (32-2) 298 12 98

Mme Miriam Durantez-Gonzales
Cabinet du Commissaire PATTEN
tél: (32-2) 299 33 14
fax: (32-2) 298 12 98

M Guy LEGRAS
Directeur général de la DG 'Relations extérieures'
tél: (32-2) 295 33 15
fax: (32-2) 299 32 19

Mme Kathryn DAY
Directrice générale adjointe responsable de l'Europe et de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de la Méditerranée du Sud
tél: (32-2) 295 83 12
fax: (32-2) 295 80 09

M Angel VINAS
Directeur de la Direction B 'Affaires générales et relations multilatérales'
tél: (32-2) 295 22 32
fax: (32-2) 296 11 41

M Thomas SCOTT
Conseiller pour la démocratisation
tél: (32-2) 296 17 61
fax: (32-2) 296 11 41

Mme Sari SUOMALAINEN
Conseillère pour les droits de l'Homme
tél: (32-2) 299 25 69
fax: (32-2) 296 11 41

Mme Daniela NAPOLI
Chef de l'Unité B/2 'Droits de l'Homme et démocratie'
tél: (32-2) 295 55 01
fax: (32-2) 295 78 50

Direction F 'Moyen-Orient et Méditerranée du Sud

M Peter ZANGL
Directeur de la Direction F 'Moyen-Orient et Méditerranée du Sud'
tél: (32-2) 295 41 47
fax: (32-2) 296 66 12

M Michael KOEHLER
Assistant du Directeur
tél: (32-2) 299 07 53;
fax: (32-2) 296 66 12

M Patrick LAURENT
Chef de l'Unité F/1 'matières horizontales'
tél: (32-2) 295 52 55
fax: (32-2) 296 66 53

M Jacques GIRAUDON
Programmation et mise en oeuvre de la coordination de la coopération décentralisée: Med Urbs/Med Campus/Med Media - Partenaires sociaux
tél: (32-2) 295 62 43
fax: (32-2) 296 66 53

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Mme Anne-Charlotte BOURNOVILLE
Suivi du PEM (culture, audio-visuel, info),
programmation médias/info/culture
tél: (32-2) 296 73 04
fax: (32-2) 296 66 53

M Tomas DUPLA DEL MORAL
Chef de l'Unité F/2 'Machrek et Israël'
tél: (32-2) 299 23 13
fax: (32-2) 299 10 45

M Anthony SMALLWOOD
Desk Egypte
tél: (32-2) 299 47 34
fax: (32-2) via 299 10 45

M Bernard PHILIPPE
Négociation accord Liban
tél: (32-2) 299 06 70
fax: (32-2) via 299 10 45

M Stefano DI CARA
Desk Israël
Négociations Egypte
tél: (32-2) 298 07 24
fax: (32-2) via 299 10 45

M Francesco SETTEMBRI
Assistant au desk Egypte
tél: (32-2) 295 13 79
fax: via 299 10 45

Mme Renate HAHLEN
Desk Jordanie
tél: (32-2) 296 69 13
fax: (32-2) 299 10 45

Mme Maria-Paola PIAZZARDI
Desk Syrie
tél: (32-2) 295 55 94;
fax: (32-2) 299 10 45

M Diego DE OJEDA
Questions politiques, PESC, Droits de
l'Homme
tél: (32-2) 295 66 86;
fax: (32-2) 299 10 45

M Nadim KARKUTLI
Processus de paix au Proche-Orient
tél: (32-2) 295 02 38
fax: (32-2) 299 10 45

Mme Karin JOHANSSON
Cisjordanie et Bande de Gaza
tél: (32-2) 296 99 87
fax: (32-2) 299 10 45

Mme Maddi AZPIROZ GARMENDIA
Assistante au Desk Jordanie et Bande de
Gaza
tél: (32-2) 299 10 65
fax: (32-2) 299 10 45

M Vincent DEPAIGNE
Desk Liban
tél: (32-2) 298 00 80;
fax: (32-2) 299 10 45

M Robert VAN DER MEULEN
Chef de l'Unité F/3 'Maghreb'
tél: (32-2) 295 93 35;
fax: (32-2) 296 66 10

M Armand IMBERT
Suivi accords Maroc, Tunisie et
négociation avec l'Algérie
tél: (32-2) 299 07 44;
fax: (32-2) 296 66 10

Madame Raquel SEVILLA GARCIA
Assistante, suivi des accords d'association
tél: (32-2) 299 28 44
fax: (32-2) 296 66 10

POINTS DE CONTACT

M Thomas FEIGE
Desk Algérie
tél: (32-2) 295 40 81
fax: (32-2) 296 66 10

Mme Laura BAEZA
Desk Maroc
tél: (32-2) 296 13 39
fax: (32-2) 296 66 10

M Dimitri ANGELIS
Desk Libye -Suivi des affaires PESC -
financement actions MEDA 'droits de
l'Homme' (à ne pas confondre avec le
Programme MEDA pour la démocratie)
tél: (32-2) 295 34 58
fax: (32-2) 296 86 22

M Bernard BRUSSET
Chef de l'Unité chargée de la
programmation MED
tél: (32-2) 299 06 81
fax: (32-2) 299 62 89

Direction générale 'élargissement'
M Günter VERHEUGEN
Commissaire chargé de l'élargissement
tél: (32-2) 298 11 00
fax: (32-2) 298 11 99

M Nikolaus VAN DER PAS
Directeur général de la DG 'élargissement'
tél: (32-2) 296 83 08
fax: (32-2) 299 92 97

M Leopold MAURER
Chef d'Unité responsable du Team
'Chypre'
tél: (32-2) 299 52 28
fax: (32-2) 296 87 51

M Eric VAN DER LINDEN
Chef d'Unité responsable du Team 'Malte'
et du Team 'Turquie'
tél: (32-2) 299 08 25
fax: (32-2) 299 10 44

Direction générale du développement
M Poul NIELSON
Commissaire chargé du développement
tél: (32-2) 298 10 01
fax: (32-2) 298 10 99

M Philip LOWE
Directeur général de la DG
'Développement'
tél: (32-2) 296 50 40
fax: (32-2) 295 33 37

*Office humanitaire de la Communauté
européenne*
M Poul NIELSON
Commissaire chargé de l'aide humanitaire
tél: (32-2) 298 10 01
fax: (32-2) 298 10 99

M Sabato DELLA MONICA
Directeur général
Directeur d'ECHO 3' (Asie, Amérique
Latine, Méditerranée, Proche et Moyen-
Orient)
tél: (32-2) 295 42 49
fax: (32-2) 295 45 78

Service commun des relations extérieures
M Eneko LANDABURU
Directeur général du SCR
tél: (32-2) 295 19 68
fax: (32-2) 296 84 90

M Francesco DE ANGELIS
Directeur de la Direction A (Europe et
PESC)
tél: (32-2) 295 84 00
fax: (32-2) 296 60 44

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

M Eero VUOHULA

Chef de l'Unité A5 (PESC. droits de l'Homme, démocratie et drogues)

tél: (32-2) 295 35 30

fax: (32-2) 296 66 30

M Jorge OLIVEIRA E SOUSA

Directeur de la Direction B (Projets Méditerranée du Sud, Moyen-Orient, Amérique Latine, Asie du Sud et du Sud-Est, forêt et environnement, questions de genre)

tél: (32-2) 296 03 93

fax: (32-2) 296 48 31

M Basile PAPADOPOULOS

Chef de l'Unité B2 (Méditerranée du Sud et Moyen-Orient)

tél: (32-2) 299 26 08

fax: (32-2) 295 56 65

M Jean-Claude BROUWERS

Directeur de la Direction D 'Budget et finances'

tél: (32-2) 295 47 27

fax: (32-2) 295 80 62

M Carlo EICH

Chef de l'Unité D3 (mise en oeuvre des projets Sud-Méditerranée, Moyen-Orient, Amérique Latine, Asie du Sud et du Sud-Est)

tél: (32-2) 295 78 64

fax: (32-2) 299 10 79

Délégations de la Commission dans les pays tiers méditerranéens

Algérie:

Chef de Délégation: M Lorenzo SANCHEZ GARCIA

7, rue Larbi Alik

16035 Hydra

Adresse postale:

BP 187

Alger

Algérie

tél: (213-2) 69 21 70

fax: (213-2) 69 19 47

Chypre:

Chef de Délégation: M Donato CHIARINI

Irish Tower, 8th floor

2 Agapinor Street

Adresse postale:

P.O. Box 3480

137 Nicosia

Cyprus

tél: (357-2) 76 92 02

fax: (357-2) 76 89 26

Egypte:

Chef de Délégation: M Christian FALKOWSKI

6, Ibn Zanki Str.

Zamalek

Cairo

Egypt

tél: (202)341 93 93

fax: (202) 340 03 85

Israël:

Chef de Délégation: M Jean-Paul JESSE

Paz Tower, 15th floor

31-35 Betzalel Street

53521 Ramat Gan

P.O. Box 35136

Ramat Gan 52136, Israël

tél: (972-3) 613 77 99

fax: (972-3) 613 77 70

POINTS DE CONTACT

Jordanie:

Chef de Délégation: M James MORAN
Al Jahez Street, no.15
en face de Arab Potash Co., Shmeisani
Adresse postale:
P.O. Box 926 794
Amman
Jordan
tél: (962-6) 66 81 91
fax: (962-6) 68 67 46

Liban:

Chef de Délégation: M Dimitri
KOURKOULAS
Centre Saint Paul
Jounieh
Adresse postale:
P.O. Box 1640
Jounieh-Zone Est
Beyrouth
Liban
tél: (961-9) 93 71 47
fax: (961-9) 93 71 54

Malte:

Chef de Délégation: M Giorgio BOGGIO
Villa 'The Vines'
51, Ta'Xbiex Seafront
Malta GC
Malta
tél: (356) 34 51 11
fax: (356) 34 48 97

Maroc:

Chef de Délégation: M Lucio
GUERRATO
2bis, avenue de Meknés
Adresse postale:
BP 1302
Rabat
Maroc
tél: (212-7) 76 12 17
fax: (212-7) 76 11 56

Palestine:

Chef de la Délégation: M Thierry
BECHET
Sheikh Harrah
5, Sheikh Hussam Eddin Jarrallah St
Adresse postale:
P.O. Box 22207
Mount of Olives
Jerusalem
tél: (972-2) 532 63 41
fax: (972-2) 532 62 49

Syrie:

Chef de Délégation: M Marc PIERINI
Chakib Arslane Street
Abou Roumaneh
Adresse postale:
BP 11269
Damas
Syrie
tél: (963-11) 332 76 40
fax: (963-11) 332 06 83

Tunisie:

Chef de Délégation: M Robert Houliston
Cité el Mahrajene
1, avenue Jugurtha
1082 Tunis
Adresse postale:
BP 143
10823 Tunis
Tunisie
tél: (216-1) 78 86 00
fax: (216-1) 78 82 01

Turquie:

Chef de la Représentation: Mme Karen
FOGG
Ugur Mumeu Caddesi 88, 4th floor
06700 Gaziosmanpasa
Ankara
Turkey
tél: (90-312) 437 68 40
fax: (90-312) 437 79 40

❖ **POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE PARLEMENT EUROPEEN**

Parlement européen

Adresse générale:

-Rue Wiertz,

1047 Bruxelles

tél: (32-2) 284 21 11; fax: (32-2) 284 90 75

-Allée du Printemps,

67070 Strasbourg Cedex

tél: (33-3) 88 17 40 01; fax: (33-3) 88 25 65

01

Les numéros de téléphone et de fax des députés à Bruxelles et à Strasbourg sont synchronisés: les trois derniers chiffres restent les mêmes.

Ils se composent comme suit:

Bruxelles:

tél: (32-2) 284 5 (+trois derniers chiffres)

fax: (32-2) 284 9 (+trois derniers chiffres)

Strasbourg:

tél: (33-3) 88 17 5 (+trois derniers chiffres)

fax: (33-3) 88 17 9 (+trois derniers chiffres)

La plupart des députés européens disposent d'une adresse électronique. En général, elle se compose comme suit: initialeduprenomnom@europarl.eu.int.

Exemple: Mme Anne Durant
adurant@europarl.eu.int.

Président:

Mme Nicole FONTAINE (PPE/DE, France)

tél: (32-2) 284 55 62

Vice-Présidents:

M. David W. MARTIN (PSE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 55 39

M. Renzo IMBENI (PSE, Italie)

tél: (32-2) 284 51 27

M. Gerhard SCHMID (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 11

M. James L.C. PROVAN
(PPE/DE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 52 89

M. Ingo FRIEDRICH (PPE/DE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 53 24

Mme Marie-Noëlle LIENEMANN (PSE, France)

tél: (32-2) 284 54 93

M. Guido PODESTA (PPE/DE, Italie)

tél: (32-2) 284 53 40

M. Alejo VIDAL-QUADRAS ROCA
(PPE/DE, Espagne)

tél: (32-2) 284 53 22

M. Joan COLOM Y NAVAL (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 91

M. José PACHECO PEREIRA (PPE/DE, Portugal)

tél: (32-2) 284 53 71

M. Luis MARINHO (PSE, Portugal)

tél: (32-2) 284 54 76

M. Jan-Kies WIEBENGA (ELDR, Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 56 10

M. Alonso José PUERTA (GUE/NGL, Espagne)

tél: (32-2) 284 59 64

POINTS DE CONTACT

M. Gérard ONESTA (Verts/ALE, France)
tél: (32-2) 284 55 05

Groupes politiques

PPE/DE (Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) et Démocrates Européens)

Président:

M. Hans POETTERING (Allemagne)
tél: (32-2) 284 57 69;

Secrétaire général:

M. Klaus WELLE
tél: (32-2) 284 21 11

PSE (Groupe du Parti des Socialistes européens)

Président:

M. Enrique BARON CRESPO (Espagne)
tél: (32-2) 284 54 90

Secrétaire général:

Mme Christine VERGER
tél: (32-2) 284 21 11

ELDR (Groupe du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs)

Président:

M. Patrick COX (Irlande)
tél: (32-2) 284 53 63

Secrétariat général:

M. Jensen BO MANDERUP
tél: (32-2) 284 21 11

VERTS/ALE (Groupe des Verts/Alliance Libre européenne)

Co-Présidents:

Mme Heidi Anneli HAUTALA (Finlande)
tél: (32-2) 284 54 46

M. Paul LANNOYE (Belgique)
tél: (32-2) 284 56 95

Secrétaire général:

M. Juan BEHREND et Mme Vula TSETSI
tél: (32-2) 284 30 45

GUE/NGL (Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Guache verte nordique)

Président:

M. Francis WURTZ (France)
tél: (32-2) 284 51 06

Secrétariat général:

Mme Maria d'ALIMONTE
tél: (32-2) 284 26 83

UEN (Groupe Union pour l'Europe des Nations)

Président:

M. Charles PASQUA (France)
tél: (32-2) 284 59 14

Secrétariat général:

M. Franck BARRETTE
tél: (32-2) 284 29 44

TDI (Groupe technique des Députés indépendants)

Co-Présidents:

M. Gianfranco dell'ALBA (Italie)
tél: (32-2) 284 51 97

M. Charles DE GAULLE (France)
tél: (32-2) 284 56 24

M. Francesco SPERONI (Italie)
tél: (32-2) 284 57 05

Secrétaire général:

Mme Olivia RATTI
tél: (32-2) 284 21 11

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

EDD (Groupe pour l'Europe des Démocraties et des Différences)

Co-Présidents:

M. Jens Peter BONDE (Danemark)

tél: (32-2) 284 51 67

M. Jean SAINT-JOSSE (France)

tél: (32-2) 284 58 44

M. Johannes BLOKLAND (Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 51 62

Secrétaire général:

M. Patrick REYNOLDS

tél: (32-2) 284 21 11

Commission des affaires étrangères, des droits de l'Homme, de la sécurité commune et de la politique de défense

Président: M. Elmar BROK (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 53 23

Vice-Présidents:

Baroness NICHOLSON of WINTERBOURNE (ELDR, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 56 25

M. William Francis NEWTON DUNN (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 57 12

Mme Catherine LALUMIÈRE (PSE, France)

tél: (32-2) 284 59 93

Membres:

M. Bastiaan BELDER (EDD, Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 52 70

M. Silvio BERLUSCONI (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 53 04

Lord BETHELL (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 59 62

Mme Emma BONINO (NI, Italie)

tél: (32-2) 284 52 88

M. André BRIE (GUE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 03

M. Daniel COHN-BENDIT (Verts, France)

tél: (32-2) 284 54 98

M. John CUSHNAHAN (PPE, Irlande)

tél: (32-2) 284 52 28

Mme Rosa DIEZ GONZALEZ (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 64

M. Karel DILLEN (NI, Belgique)

tél: (32-2) 284 52 82

M. Petros EFTHYMIOU (PSE, Grèce)

tél: (32-2) 284 51 70

M. Pere ESTEVE (ELDR, Espagne)

tél: (32-2) 284 53 67

M. Juan Manuel FABRA VALLÉS (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 53 70

M. Ingo FRIEDRICH (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 284 53 24

M. Michael GAHLER (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 59 77

M. Per GAHRTON (Verts, Suède)

tél: (32-2) 284 52 73

M. Gerardo GALEOTE QUECEDO (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 92

M. Jas GAWRONSKI (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 52 92

Mme Marietta

GIANNAKOU-KOUTSIKOU (PPE, Grèce)

tél: (32-2) 284 54 09

M. Alfred GOMOLKA (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 53 07

M. Bertel HAARDER (ELDR, Danemark)

tél: (32-2) 284 54 50

M. Klaus HÄNSCH (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 67

Mme Magdalena HOFF (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 64

M. Efstratios KORAKAS (GUE, Grèce)

tél: (32-2) 284 57 78

M. Jan LAGENDIJK (Verts, Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 51 76

M. Jean-Charles MARCHIANI (UEN, France)

POINTS DE CONTACT

tél: (32-2) 284 55 33
M. Franco MARINI (PPE, Italie)
tél: (32-2) 284 54 18
M. Pedro MARSET CAMPOS (GUE, Espagne)
tél: (32-2) 284 59 61
M. Claudio MARTELLI (PSE, Italie)
tél: (32-2) 284 57 14
M. Hugues MARTIN (PPE, France)
tél: (32-2) 284 57 00
M. Emilio MENÉNDEZ del VALLE (PSE, Espagne)
tél: (32-2) 284 57 52
M. Philippe MORILLON (PPE, France)
tél: (32-2) 284 555 06
Mme Cristiana MUSCARDINI (UEN, Italie)
tél: (32-2) 284 52 77
M. Sami NAÏR (PSE, France)
tél: (32-2) 284 51 29
Mme Pasqualina NAPOLETANO (PSE, Italie)
tél : (32-2) 284 51 30
M. Raimon OBIOLS i GERMA (PSE, Espagne)
tél: (32-2) 284 55 92
M. Arie OOSTLANDER (PPE, Pays-Bas)
tél: (32-2) 284 58 62
M. José PACHECO PEREIRA (PPE, Portugal)
tél: (32-2) 284 53 71
M. Hans-Gert POETTERING (PPE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 57 69
M. Jacques POOS (PSE, Luxembourg)
tél: (32-2) 284 551 41
M. Luis QUEIRO (UEN, Portugal)
tél: (32-2) 284 52 27
M. Francesco RUTELLI (ELDR, Italia)
tél: (32-2) 284 51 12
M. Jannis SAKELLARIOU (PSE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 54 32
M. José SALAFRANCA
SANCHEZ-NEYRA (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 56 03
M. Jacques SANTER (PPE, Luxembourg)
tél: (32-2) 284 57 37
M. Pierre SCHORI (PSE, Suède)
tél: (32-2) 284 51 99
M. Jurgen SCHRÖDER (PPE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 5 55 60
Mme Elisabeth SCHROEDTER (Verts, Allemagne)
tél: (32-2) 284 52 34
M. Mario SOARES (PSE, Portugal)
tél: (32-2) 284 53 99
M. Ioannis SOULADAKIS (PSE, Grèce)
tél: (32-2) 284 57 03
M. Francesco SPERONI (NI, Italie)
tél: (32-2) 284 57 05
Mme Ursula STENZEL (PPE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 57 66
M. Johannes SWOBODA (PSE, Autriche)
tél: (32-2) 284 57 16
M. Freddy THIELEMANS (PSE, Belgique)
tél: (32-2) 284 57 74
M. Gary TITLEY (PSE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 52 12
M. Paavo VÄYRYNEN (ELDR, Finlande)
tél: (32-2) 284 58 50
M. Johan VAN HECKE (PPE, Belgique)
tél: (32-2) 284 53 54
M. Geoffrey VAN ORDEN (PPE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 53 32
M. Luigi VINCI (GUE, Italie)
tél: (32-2) 284 56 64
M. Jan WIERSMA (PSE, Pays-Bas)
tél: (32-2) 284 54 35
M. Matti WUORI (Verts, Finlande) tél: (32-2) 284 53 76

Groupes de travail sur les droits de l'Homme

Bas BELDER (EDD, Pays-Bas)
tél: (32-2) 284 52 70
Lord BETHELL (EPP/ED, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 59 62
Bertel HAARDER (ELDR, Danemark)

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

tél: (32-2) 284 54 50
Catherine LALUMIERE (PES, France) ;
tél: (32-2) 284 59 93
Mariotto SEGNI (UEN, Italie)
tél: (32-2) 284 54 41
Luigi VINCI (GUE, Italie)
tél: (32-2) 284 56 64
Matti WUORI (VERTS, Finlande)
tél: (32-2) 284 53 76

Délégations interparlementaires et commissions parlementaires mixtes

Délégation à la Commission parlementaire mixte Union européenne/Turquie

Président: M. Daniel COHN-BENDIT (Verts, France)
tél: (32-2) 284 54 98
Premier vice-Président: M. Andrew DUFF (ELDR, Grande-Bretagne)
tél: (32-2) 284 59 98
Deuxième vice-Président: M. Martin SCHULZ (PSE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 55 03

Membres:

M. Carlos CARNERO GONZALES (PSE, Espagne)
tél: (32-2) 284 59 69
M. Ozan CEYHUN (Verts, Allemagne)
tél: (32-2) 284 59 73
M. Gérard DEPREZ (PPE, Belgique)
tél: (32-2) 284 52 23
Mme Marietta GIANNAKOU-KOUTSIKOU (PPE, Grèce)
tél: (32-2) 284 54 09
M. Giogios KATIFORIS (PSE, Grèce)
tél: (32-2) 284 54 25
M. Guido SACCONI (PSE, Italie)
tél: (32-2) 284 57 76
Mme Renate SOMMER (PPE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 53 83
Mme Felekna UCA (GUE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 54 19

M. Geoffrey VAN ORDEN (PPE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 53 32
Délégation à la Commission parlementaire mixte UE-Chypre
Président: Mme Mechtild ROTHE (PSE, Allemagne)
tél: (32-2) 284 54 14
Premier vice-Président: M. Konstantinos ALYSSANDRAKIS (GUE, Grèce)
tél: (32-2) 284 58 74
Deuxième vice-Président: M. Robert ATKINS (PPE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 53 73

Membres:

M. Chris DAVIES (ELDR, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 53 53
Mme Monica FRASSONI (Verts, Belgique)
tél: (32-2) 284 59 32
Mme Pauline GREEN (PSE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 52 09
Mme Françoise GROSSETÊTE (PPE, France)
tél: (32-2) 284 59 52
M. Ioannis MARINOS (PPE, Grèce)
tél: (32-2) 284 52 42
M. Mauro NOBILIA (UEN, Italie)
tél: (32-2) 284 51 81
M. James PROVAN (PPE, G-Bretagne)
tél: (32-2) 284 52 89
M. Dimitris TSATOS (PSE, Grèce)
tél: (32-2) 284 54 24
M. Frank VANHECKE (NI, Belgique)
tél: (32-2) 284 52 81

Délégation à la Commission parlementaire mixte UE-Malte

Président: M. Luigi COCILOVO (PPE, Italie)
tél: (32-2) 284 58 54
Premier vice-Président: M. Den DOVER (PPE, Royaume-Uni)
tél: (32-2) 284 57 87
Deuxième vice-Président: M. Mark WATTS (PSE, Royaume-Uni)

POINTS DE CONTACT

tél: (32-2) 284 55 68

Membres:

M. Eduard BEYSEN (ELDR, Belgique)

tél: (32-2) 284 53 61

M. Nigel FARAGE (EDD, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 58 55

Mme Marie-Hélène GILLIG (PSE, France)

tél: (32-2) 284 51 13

M. Liam HYLAND (UEM, Irlande)

tél: (32-2) 284 56 12

Mme Maria IZQUIERDO ROJO (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 93

M. Claude TURMES (Verts, Luxembourg)

tél: (32-2) 284 52 46

Mme Barbara WEILER (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 39

Mme Theresa ZABELL (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 54 27

M. Jûrgen ZIMMERLING (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 58 89

Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe

Président: M. Raimon OBIOLS I GERMA (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 55 92

Premier vice-Président: M. Jorge HERNANDEZ MOLLAR (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 54 92

Deuxième vice-Présidente: Mme Hélène FLAUTRE (Verts, France)

tél: (32-2) 284 53 64

Membres:

M. Carlos BAUTISTA OJEDA (Verts, Espagne)

tél: (32-2) 284 53 39

Mme Yasmine BOUDJENAH (GUE, France)

tél: (32-2) 284 51 63

M. Yves BUTEL (EDD, France)

tél: (32-2) 284 58 95

M. Mogens CAMRE (UEN, Danemark)

tél: (32-2) 284 52 05

Mme Marielle DE SARNEZ (PPE, France)

tél: (32-2) 284 52 97

Mme Marianne ERIKSSON (GUE, Suède)

tél: (32-2) 284 52 52

Mme Carmen FRAGA ESTEVEZ (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 52 74

M. Georges GAROT (PSE, France)

tél: (32-2) 284 54 95

Mme Raffaele LOMBARDO (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 54 33

M. Jean-Charles MARCHIANI (UEN, France)

tél: (32-2) 284 55 33

M. Hugues MARTIN (PPE, France)

tél: (32-2) 284 51 57

M. Clemente MASTELLA (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 52 80

M. Emmanouil MASTORAKIS (PPE, Grèce)

tél: (32-2) 284 59 35

M. Peter Michael MOMBAUR (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 59 78

Mme Pasqualina NAPOLETANO (PSE, Italie)

tél: (32-2) 284 51 30

M. Jacques POOS (PSE, Luxembourg)

tél: (32-2) 284 51 41

Mme Tokia SAIFI (PPE, France)

tél: (32-2) 284 57 30

M. Isidoro SANCHEZ GARCIA (ELDR, Espagne)

tél: (32-2) 284 56 14

Délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Machreq et les Etats du Golfe

Président: M. Michel DARY (PSE, France)

tél: (32-2) 284 57 91

Premier vice-Président: M. Pietro-Paolo MENNEA (ELDR, Italie)

tél: (32-2) 284 55 49

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Deuxième vice-Président: M. Christos FOLIAS (PPE, Grèce)

tél: (32-2) 284 53 34

Membres:

Mme Roberta ANGELILLI (UEN, Italie)

tél: (32-2) 284 59 02

Mme Alima BOUMEDIENE-THIERY (Verts, France)

tél: (32-2) 284 55 74

M. Philip BUSHILL-MATTHEWS (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 51 14

M. Benedetto DELLA VEDOVA (NI, Italie)

tél: (32-2) 284 52 56

Mme Ilda FIGUEIREDO (GUE, Portugal)

tél: (32-2) 284 54 65

M. Jim FITZSIMONS (UEN, Irlande)

tél: (32-2) 284 55 90

M. Sami NAIR (PSE, France)

tél: (32-2) 284 51 29

Mme Elena Ornella PACIOTTI (PSE, Italie)

tél: (32-2) 284 55 24

M. Yves PIETRASANTA (Verts, France)

tél: (32-2) 284 54 75

M. John PURVIS (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 56 84

M. Alexander RADWAN (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 55 38

M. Carlos RIPOLL I MARTINEZ BEDOYA (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 57 13

M. Jannis SAKELLARIOU (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 32

Mme Anna TERRON I CUSI (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 97

M. Karl von WOGAU (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 53 01

Délégation du Parlement européen pour les relations avec Israël

Président: M. Gerado GALEOTE QUECEDO (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 58 92

Premier vice-Président: M. François ZIMERAY (PSE, France)

tél: (32-2) 284 53 60

Deuxième vice-Président: M. Pierre JONCKHEER (Verts, Belgique)

tél: (32-2) 284 58 96

Membres:

M. André BRIE (GUE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 03

M. Alejandro CERCAS (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 54 55

M. Roger KAROUTCHI (PPE, France)

tél: (32-2) 284 51 61

M. Günter LÜTTGE (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 31

M. Winfried MENRAD (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 53 14

M. Giorgio NAPOLITANO (PSE, Italie)

tél: (32-2) 284 51 02

M. William Francis NEWTON DUNN (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 57 12

Mme Frédérique RIES (ELDR, Belgique)

tél: (32-2) 284 56 15

Mme Luciana SBARBATI (ELDR, Italie)

tél: (32-2) 284 59 10

M. Ulrich STOCKMANN (PSE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 56 87

M. Antonio TAJANI (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 53 96

M. Antonio TRAKATELLIS (PPE, Grèce)

tél: (32-2) 284 57 62

M. Francesco TURCHI (UEN, Italie)

tél: (32-2) 284 59 79

M. Rijk van DAMM (EDD, Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 51 95

Délégation du Parlement européen pour les relations avec le Conseil législatif palestinien

Présidente: Mme Luisa MORGANTINI (GUE, Italie)

tél: (32-2) 284 51 51

POINTS DE CONTACT

Premier vice-Président: M. Emilio MENENDEZ del VALLE (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 57 52

Deuxième vice-Président: M. Dieter KOCH (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 57 61

Membres:

Mme Maria Antonia AVILES PEREA (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 54 30

M. Paul-Marie COUTEAUX (UEN, France)

tél: (32-2) 284 52 06

M. Christopher HUHNE (ELDR, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 52 21

M. Juan de Dios IZQUIERDO COLLADO (PSE, Espagne)

tél: (32-2) 284 56 46

Mme Caroline JACKSON (PPE, Royaume-Uni)

tél: (32-2) 284 52 55

Mme Ana PALACIO VALLELERSUNDI (PPE, Espagne)

tél: (32-2) 284 53 35

M. Umberto SCAPAGNINI (PPE, Italie)

tél: (32-2) 284 53 95

Mme Ilka SCHRÖDER (Verts, Allemagne)

tél: (32-2) 284 54 49

M. Bruno TRENTIN (PSE, Italie)

tél: (32-2) 284 52 49

Mme Lousewies van der LAAN (ELDR, Pays-Bas)

tél: (32-2) 284 57 97

Mme Sabien ZISSENER (PPE, Allemagne)

tél: (32-2) 284 57 08

Secrétariat général du Parlement européen

Secrétaire général:

M. Julian PRIESTLEY

tél: (32-2) 284 26 13

Unité des Droits de l'Homme: (DGII: Commissions et Délégations)

M. Eamon NOONAN

tél: (32-2) 284 23 83

fax: (32-2) 284 90 70

M. Alberto FUMAGALLI (chargé des urgences)

tél: (352) 43 00 22 423

fax: (352) 43 00 45 81

Commission des Affaires Etrangères, des droits de l'Homme, de la Sécurité commune et de la politique de défense: (DG II)

M. José Manuel LIBERATO

tél: (32-2) 284 25 11

fax: (32-2) 284 90 13

Délégations interparlementaires (Division pour les pays non-européens)

M. Francisco CABRAL

tél: (32-2) 284 27 58

fax: (32-2) 231 16 25

❖ POINTS DE CONTACT CONCERNANT STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENARIAT (NIVEAU MULTILATERAL)

Les Sommets du partenariat réunissent les Ministres des Affaires Etrangères des 27 partenaires. Les 27 correspondants qui composent tant le Comité de suivi que les réunions de Hauts Fonctionnaires sur le dialogue politique et de sécurités sont désignés par les Ministres des Affaires Etrangères des 27 partenaires. Le Comité MED est composé des représentants désignés par les Ministères des Affaires étrangères des Etats membres.

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Coordonnées des Ministères des Affaires
Etrangères:

1) Pays tiers méditerranéens

Algérie:

Ministère des Affaires Etrangères
Place Mohamed Seddik Ben Yahia
El Mouradia
Alger
tél: (213-2) 50 54 54
fax: (213-2) 60 66 06

Chypre:

Ministère des Affaires Etrangères
18-19 Dem. Severis Avenue
Nicosie
tél: (357-2) 30 07 17
fax: (357-2) 45 18 81

Egypte:

Ministère des Affaires Etrangères
Corniche al-Nil
Muspero
Le Caire
tél: (20-2) 354 14 14
fax: (20-2) 354 62 85

Israël:

Ministère des Affaires étrangères
Hakirya Romema
91010 Jerusalem
tél: (972-2) 53 03 623
fax: (972-2) 53 73 56 17

Jordanie:

Ministère des Affaires étrangères
B.P 35217
Aman
tél: (962-6)
fax: (962-6) 46 48 825

Liban:

Ministère des Affaires étrangères
Rue Sursack Achrafiyé
Beyrouth
tél: (961-1) 333 100
fax: (961-1) 42 75 27

Malte:

Ministère des Affaires étrangères
Palazzo Parisio
Merchants Street
Valetta CM.02
tél: (356) 24 21 91
fax: (356) 23 78 22

Maroc:

Ministère des Affaires étrangères et de la
coopération
Avenue Franklin Roosevelt
Rabat
tél: (212-7) 76 76 14
fax: (212-7) 76 46 79

Palestine:

Ministère de la Coopération internationale
Palestinian Authority
Gaza
tél: (972-7) 82 92 60
fax: (972-7) 82 40 90

Syrie:

Ministère des Affaires Etrangères
Damas
tél: (963-11) 33101 39
fax: (963-11) 333 12 00

Tunisie:

Ministère des Affaires Etrangères
Place du Gouvernement
La Kasbah
Tunis
tél: (216-1) 262 655
fax: (216-1) 567 388

POINTS DE CONTACT

Turquie:

Ministère des Affaires Etrangères
Disisleri Bakanligi
Yeni Hizmet Binart
06520 Balgat, Ankara
tél: (90-312) 287 16 65
fax: (90-312) 287 88 11

2) Etats membres de l'Union européenne

Allemagne:

Ministère des Affaires Etrangères
Adenauer Allee 99-103
53113 Bonn
tél: (49) 228 170
fax: (49) 228 17 34 02

Autriche:

Ministère des Affaires Etrangères
Bundeskanzleramt
Ballhausplatz 2
1014 Wien
tél: (43-1) 53 115
fax: (43-1) 535 45 30

Belgique:

Ministère des Affaires Etrangères
Rue des Petits Carmes, 15
1000 Bruxelles
tél: (32-2) 501 82 11
fax: (32-2) 511 63 85

Danemark:

Ministère des Affaires Etrangères
Asiatisk Plads 2
1448 København K
tél: (45) 33 92 00 00
fax: (45) 31 54 05 33

Finlande:

Ministère des Affaires Etrangères
P.O. Box 176
tél: (358-9) 13 41 50 01
fax: (358-9) 13 41 50 02

France:

Ministère des Affaires Etrangères
37, Quai d'Orsay
75351 Paris CEDEX
tél: (33-1) 43 17 53 53
fax: (33-1) 45 51 60 12

Espagne:

Ministère des Affaires Etrangères
Plaza de la Provincia 1
28071 Madrid
tél: (34-91) 366 30 16
fax: (34-91) 364 29 65

Grand-Duché de Luxembourg:

Ministère des Affaires Etrangères
Hôtel St. Maxima
5, Rue Notre Dame
2240 Luxembourg
tél: (352) 478 23 06
fax: (352) 22 31 44

Royaume-Uni:

Ministère des Affaires Etrangères
King Charles Street
London SW1A 2AH
tél: (44-1) 71 270 15 00
fax: (44-1) 71 270 23 20

Grèce:

Ministère des Affaires Etrangères
Vassilissis Sofias 1
10671 Athènes
tél: (30-1) 368 10 00
fax: (30-1) 368 14 33

Irlande:

Ministère des Affaires Etrangères
80, St. Stephens Green
Dublin 2
tél: (353-1) 478 08 22
fax: (35-1) 478 05 93

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Italie:

Ministère des Affaires Etrangères
Piazzale della Farnesina 1
00194 Rome
tél: (39-06) 323 62 61
fax: (39-06) 369 14 246

Portugal:

Ministère des Affaires Etrangères
Largo do Rilvas
1399-030 Lisboa
tél: (351-1) 394 64 72
fax: (351-1) 394 60 53

Pays-Bas:

Ministère des Affaires Etrangères
Postbus 20061
2500 Eb-Gravenhage
tél: (31-70) 348 50 27
fax: (31-70) 348 50 98

Suède:

Ministère des Affaires Etrangères
10339 Stockholm
tél: (46-8) 405 10 00
fax: (46-8) 723 11 76

◆ POINTS DE CONTACT STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTENERARIAT (NIVEAU BILATERAL)

Le Conseil d'association:

Il est composé du Ministre des Affaires étrangères du pays tiers méditerranéen concerné (et éventuellement d'autres ministres nationaux concernés), des Ministres des Affaires étrangères des Quinze, parmi lesquels le représentant de la Présidence en cours jouera un rôle prépondérant, et du Commissaire européen chargé des relations extérieures. (voy. leurs coordonnées sous 'Le niveau multilatéral' et 'La Commission').

Le Comité d'association:

Composé de hauts fonctionnaires, sa composition varie et n'est pas publique.

De manière générale, cependant, l'on peut considérer qu'y jouent un rôle important, pour le côté européen, les membres du COREPER (voir les "points de contacts du Conseil de l'Union Européenne") et, au stade de la préparation, les responsables géographiques de la Commission européenne et du Secrétariat général du Conseil (voir les 'points de contact' du Conseil et de la Commission).

Du côté des pays tiers méditerranéens, les représentants permanents ou ambassadeurs auprès de l'Union européenne sont étroitement associés.

◆ POINTS DE CONTACT CONCERNANT LE FINANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

Voir les coordonnées des Délégations de la Commission sous le Chapitre 'Commission-Points de contact'.

Mme Daniela NAPOLI
Commission européenne
Direction générale des Relations extérieures

Chef de l'Unité B/2 "Droits de l'Homme et démocratie"
tél: (32-2) 295 55 01
fax: (32-2) 295 78 50

ANNEXES

DECLARATION DE BARCELONE

Adoptée lors de la conférence euro-méditerranéenne 27-28 novembre 1995

Le Conseil de l'Union européenne, représenté par son Président, M. Javier SOLANA, Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, la Commission européenne, représentée par M. Manuel MARIN, Vice-Président, l'Allemagne, représentée par M. Klaus KINKEL, Vice-Chancelier et Ministre des Affaires étrangères, l'Algérie, représentée par M. Mohamed Salah DEMBRI, Ministre des Affaires étrangères, l'Autriche, représentée par Mme Benita FERRERO-WALDNER, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, la Belgique, représentée par M. Erik DERYCKE, Ministre des Affaires étrangères, Chypre, représentée par M. Alecos MICHAELIDES, Ministre des Affaires étrangères, le Danemark, représenté par M. Ole Loensmann POULSEN, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, l'Egypte, représentée par M. AM. MOUSSA, Ministre des Affaires étrangères, l'Espagne, représentée par M. Carlos WESTENDORP, Secrétaire d'Etat aux Relations avec la Communauté européenne, la Finlande, représentée par Mme Tarja HALONEN, Ministre des Affaires étrangères, la France, représentée par M. Hervé de CHARETTE, Ministre des Affaires étrangères, la Grèce, représentée par M. Karolos PAPOULIAS, Ministre des Affaires étrangères, l'Irlande, représentée par M. Dick SPRING, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Israël, représenté par M. Ehud BARAK, Ministre des Affaires étrangères, l'Italie, représentée par Mme Susanna AGNELLI, Ministre des Affaires étrangères, la Jordanie, représentée par M. Abdel-Karim KABARITI, Ministre des Affaires étrangères, le Liban, représenté par M. Fares BOUEZ, Ministre des Affaires étrangères, le Luxembourg, représenté par M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, Malte, représentée par M. le Prof. Guido DE MARCO, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le Maroc, représenté par M. Abdellatif FILALI, Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, les Pays-Bas, représentés par M. Hans van MIERLO, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le Portugal, représenté par M. Jaime GAMA, Ministre des Affaires étrangères, le Royaume-Uni, représenté par M. Malcolm RIFKIND QC MP, Ministre des Affaires étrangères, la Syrie, représentée par M. Farouk AL-SHARAA, Ministre des Affaires étrangères, la Suède, représentée par Mme Lena HJELM-WALLEN, Ministre des Affaires étrangères, la Tunisie, représentée par M. Habib Ben YAHIA, Ministre des Affaires étrangères, la Turquie, représentée par M. Deniz BAYKAL, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, l'Autorité Palestinienne, représentée par M. Yassir ARAFAT, Président de l'Autorité Palestinienne.

Participant à la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone:

soulignant l'importance stratégique de la Méditerranée et animés par la volonté de donner à leurs relations futures une dimension nouvelle, fondée sur une coopération globale et

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

solidaire, qui soit à la hauteur de la nature privilégiée des liens forgés par le voisinage et l'histoire;

conscients que les nouveaux enjeux politiques, économiques et sociaux de part et d'autre de la Méditerranée constituent des défis communs qui appellent une approche globale et coordonnée;

décidés de créer à cet effet, pour leurs relations, un cadre multilatéral et durable, fondé sur un esprit de partenariat, dans le respect des caractéristiques, des valeurs et des spécificités propres à chacun des participants ,

considérant que ce cadre multilatéral est complémentaire d'un renforcement des relations bilatérales, qu'il est important de sauvegarder en accentuant leur spécificité;

soulignant que cette initiative euro-méditerranéenne n'a pas vocation à se substituer aux autres actions et initiatives entreprises en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de la région, mais qu'elle contribuera à favoriser leur succès. Les participants appuient la réalisation d'un règlement de paix juste, global et durable au Moyen-Orient, basé sur les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les principes mentionnés dans la lettre d'invitation à la Conférence de Madrid sur la paix au Moyen-Orient, y compris le principe "des territoires contre la paix", avec tout ce que cela implique;

convaincus que l'objectif général consistant à faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité exige le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures, autant d'éléments essentiels du partenariat;

conviennent d'établir entre les participants un partenariat global - partenariat euro-méditerranéen - à travers un dialogue politique renforcé et régulier, un développement de la coopération économique et financière et une valorisation accrue de la dimension sociale, culturelle et humaine, ces trois axes constituant les trois volets du partenariat euro-méditerranéen.

PARTENARIAT POLITIQUE ET DE SECURITE: DEFINIR UN ESPACE COMMUN DE PAIX ET DE STABILITE

Les participants expriment leur conviction que la paix, la stabilité et la sécurité de la région méditerranéenne sont un bien commun qu'ils s'engagent à promouvoir et à renforcer par tous les moyens dont ils disposent. A cet effet, ils conviennent de mener un dialogue politique renforcé et régulier, fondé sur le respect des principes essentiels du droit international et réaffirment un certain nombre d'objectifs communs en matière de stabilité interne et externe.

ANNEXES

Dans cet esprit, ils s'engagent, par la déclaration de principes suivante, à:

agir conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi qu'aux autres obligations résultant du droit international, notamment celles qui découlent des instruments régionaux et internationaux auxquels ils sont parties;

développer l'Etat de droit et la démocratie dans leur système politique tout en reconnaissant dans ce cadre le droit de chacun d'entre eux de choisir et de développer librement son système politique, socio-culturel, économique et judiciaire;

respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que garantir l'exercice effectif et légitime de ces droits et libertés, y compris la liberté d'expression, la liberté d'association à des fins pacifiques et la liberté de pensée, de conscience et de religion, individuellement ainsi qu'en commun avec d'autres membres du même groupe, sans aucune discrimination exercée en raison de la race, la nationalité, la langue, la religion et le sexe;

considérer favorablement, à travers le dialogue entre parties, les échanges d'informations sur les questions relatives aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, au racisme et à la xénophobie;

respecter et faire respecter la diversité et le pluralisme dans leur société et promouvoir la tolérance entre ses différents groupes et lutter contre les manifestations d'intolérance, le racisme et la xénophobie. Les participants soulignent l'importance d'une formation adéquate en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales;

respecter leur égalité souveraine ainsi que tous les droits inhérents à leur souveraineté et exécuter de bonne foi leurs obligations assumées, conformément au droit international;

respecter l'égalité de droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, en agissant à tout moment conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux normes pertinentes du droit international, y compris celles qui ont trait à l'intégrité territoriale des Etats, tels qu'ils figurent dans des accords entre les parties concernées;

s'abstenir, en conformité avec les normes du droit international, de toute intervention directe ou indirecte dans les affaires intérieures d'un autre partenaire;

respecter l'intégrité territoriale et l'unité de chacun des autres partenaires;

régler leurs différends par des moyens pacifiques, inviter tous les participants à renoncer à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale d'un autre participant, y compris l'acquisition de territoires par la force, et réaffirmer le droit d'exercer pleinement la souveraineté par des moyens légitimes, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

renforcer leur coopération pour prévenir et combattre le terrorisme, notamment par la ratification et l'application d'instruments internationaux auxquels ils ont souscrit, par l'adhésion à de tels instruments ainsi que par toute autre mesure appropriée;

lutter ensemble contre l'expansion et la diversification de la criminalité organisée et combattre le fléau de la drogue dans tous ses aspects;

promouvoir la sécurité régionale et, à cet effet, oeuvrer, entre autres, en faveur de la non-prolifération nucléaire, chimique et biologique en adhérant et en se conformant à une combinaison de régimes internationaux et régionaux de non-prolifération, et d'accords de limitation des armements et de désarmement, tels que le TNP, la CWC, la BWC, le CTBT, et/ou à des arrangements régionaux, comme des zones exemptes d'armes, y compris leurs systèmes de vérification, ainsi qu'en respectant de bonne foi leurs engagements au titre des conventions de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Les parties s'emploieront à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, qui soit mutuellement et effectivement contrôlable.

En outre, les parties:

envisageront des mesures pratiques afin de prévenir la prolifération d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi qu'une accumulation excessive d'armes conventionnelles;

s'abstiendront de développer une capacité militaire qui aille au-delà de leurs besoins légitimes de défense, tout en réaffirmant leur détermination de parvenir au même niveau de sécurité et d'instaurer la confiance mutuelle avec la quantité la moins élevée possible de troupes et d'armements et d'adhérer à la CCW;

favoriseront les conditions susceptibles de permettre l'établissement de relations de bon voisinage entre eux et soutenir les processus visant la stabilité, la sécurité et la prospérité ainsi que la coopération régionale et sous-régionale;

étudier les mesures de confiance et de sécurité qu'il conviendrait d'adopter en commun entre les participants en vue de la consolidation d'un "espace de paix et de stabilité en Méditerranée", y compris la possibilité à terme de mettre en oeuvre à cet effet un pacte euroméditerranéen.

PARTENARIAT ECONOMIQUE ET FINANCIER: CONSTRUIRE UNE ZONE DE PROSPERITE PARTAGEE

Les participants soulignent l'importance qu'ils attachent au développement économique et social durable et équilibré dans la perspective de réaliser leur objectif de construire une zone de prospérité partagée.

Les partenaires reconnaissent les difficultés que la question de la dette peut entraîner pour le développement économique des pays de la région méditerranéenne. Ils conviennent, compte

ANNEXES

tenu de l'importance de leurs relations, de poursuivre le dialogue afin de parvenir à des progrès dans les enceintes compétentes.

Constatant que les partenaires ont à relever des défis communs, bien que se présentant à des degrés différents, les participants se fixent les objectifs à long terme suivants:

accélérer le rythme d'un développement socio-économique durable;

améliorer les conditions de vie des populations, augmenter le niveau d'emploi et réduire les écarts de développement dans la région euro-méditerranéenne;

promouvoir la coopération et l'intégration régionale.

En vue d'atteindre ces objectifs, les participants conviennent d'établir un partenariat économique et financier qui, en tenant compte des différents degrés de développement, sera fondé sur:

l'instauration progressive d'une zone de libre-échange;

la mise en oeuvre d'une coopération et d'une concertation économiques appropriées dans les domaines concernés;

l'augmentation substantielle de l'assistance financière de l'Union européenne à ses partenaires.

a) Zone de libre-échange

La zone de libre-échange sera réalisée à travers les nouveaux accords euro-méditerranéens et des accords de libre-échange entre les partenaires de l'Union européenne. Les participants ont retenu l'année 2010 comme date objectif pour instaurer progressivement cette zone qui couvrira l'essentiel des échanges dans le respect des obligations découlant de l'OMC.

En vue de développer le libre échange graduel dans cette zone: les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges des produits manufacturés seront progressivement éliminés selon des calendriers à négocier entre les partenaires; en partant des flux traditionnels et dans la mesure permise par les différentes politiques agricoles et en respectant dûment les résultats atteints dans le cadre des négociations du GATT, le commerce des produits agricoles sera progressivement libéralisé par l'accès préférentiel et réciproque entre les parties ; les échanges de services y compris le droit d'établissement seront progressivement libéralisés en tenant dûment compte de l'accord GATS.

Les participants décident de faciliter l'établissement progressif de cette zone de libre-échange en adoptant des dispositions adéquates en matière de règles d'origine, de certification, de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle et de concurrence;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

poursuivant et développant des politiques fondées sur les principes de l'économie de marché et de l'intégration de leurs économies en tenant compte de leurs besoins et niveaux de développement respectifs;

procédant à l'ajustement et à la modernisation des structures économiques et sociales, la priorité étant accordée à la promotion et au développement du secteur privé, à la mise à niveau du secteur productif et à la mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire approprié pour une économie de marché. De même, ils s'efforceront d'atténuer les conséquences négatives qui peuvent résulter de cet ajustement au plan social en encourageant des programmes en faveur des populations les plus démunies;

promouvant les mécanismes visant à développer les transferts de technologie.

b) Coopération et concertation économiques

La coopération sera développée en particulier dans les domaines énumérés ci-dessous et à cet égard les participants:

reconnaissent que le développement économique doit être soutenu à la fois par l'épargne interne, base de l'investissement, et par des investissements étrangers directs. Ils soulignent qu'il importe d'instaurer un environnement qui leur soit propice notamment par l'élimination progressive des obstacles à ces investissements ce qui pourrait conduire aux transferts de technologies et augmenter la production et les exportations;

affirment que la coopération régionale, réalisée sur une base volontaire, notamment en vue de développer les échanges entre les partenaires eux-mêmes, constitue un facteur clé pour favoriser l'instauration d'une zone de libre-échange;

encouragent les entreprises à conclure des accords entre elles et s'engagent à favoriser cette coopération et la modernisation industrielle, en offrant un environnement et un cadre réglementaire favorable. Ils considèrent nécessaire l'adoption et la mise en oeuvre d'un programme d'appui technique aux PME;

soulignent leur interdépendance en matière d'environnement, qui impose une approche régionale et une coopération renforcée, ainsi qu'une meilleure coordination des programmes multilatéraux existants, en confirmant leur attachement à la Convention de Barcelone et au PAM. Ils reconnaissent qu'il importe de concilier le développement économique avec la protection de l'environnement, d'intégrer les préoccupations environnementales dans les aspects pertinents de la politique économique et d'atténuer les conséquences négatives qui pourraient résulter du développement sur le plan de l'environnement. Ils s'engagent à établir un programme d'actions prioritaires à court et à moyen terme, y compris en matière de lutte contre la désertification, et à concentrer des appuis techniques et financiers appropriés sur ces actions;

ANNEXES

reconnaissent le rôle clé des femmes dans le développement et s'engagent à promouvoir la participation active des femmes dans la vie économique et sociale et dans la création d'emplois ;

soulignent l'importance de la conservation et de la gestion rationnelle des ressources halieutiques et de l'amélioration de la coopération dans le domaine de la recherche sur les ressources, y compris l'aquaculture, et s'engagent à faciliter la formation et la recherche scientifiques et à envisager la création d'instruments communs;

reconnaissent le rôle structurant du secteur de l'énergie dans le partenariat économique euro-méditerranéen et décident de renforcer la coopération et d'approfondir le dialogue dans le domaine des politiques énergétiques. Décident de créer les conditions-cadres adéquates pour les investissements et les activités des compagnies d'énergie, en coopérant pour créer les conditions permettant à ces compagnies d'étendre les réseaux énergétiques et de promouvoir les interconnexions;

reconnaissent que l'approvisionnement en eau ainsi qu'une gestion appropriée et un développement des ressources constituent une question prioritaire pour tous les partenaires méditerranéens et qu'il importe de développer la coopération en ces domaines;

conviennent de coopérer en vue de moderniser et de restructurer l'agriculture et de favoriser le développement rural intégré. Cette coopération sera axée notamment sur l'assistance technique et la formation, sur le soutien aux politiques mises en oeuvre par les partenaires pour diversifier la production, sur la réduction de la dépendance alimentaire et sur la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Conviennent également de coopérer en vue de l'éradication de cultures illicites et pour le développement des régions éventuellement affectées.

Les participants conviennent également de coopérer dans d'autres domaines et, à cet égard:

soulignent l'importance d'un développement et d'une amélioration des infrastructures, y compris par la création d'un système efficace de transport, le développement des technologies de l'information et la modernisation des télécommunications. A cet effet, ils conviennent d'élaborer un programme de priorités.

s'engagent à respecter les principes du droit maritime international et en particulier la libre prestation de services dans le domaine du transport international et le libre accès aux cargaisons internationales. Les résultats des négociations commerciales multilatérales sur les services de transport maritime menées actuellement dans le cadre de l'OMC seront pris en compte une fois convenus;

s'engagent à encourager la coopération entre les collectivités locales et en faveur de l'aménagement du territoire;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

reconnaissant que la science et la technologie ont une influence significative sur le développement socio-économique, conviennent de renforcer les capacités propres de recherche scientifique et développement, de contribuer à la formation du personnel scientifique et technique, de promouvoir la participation à des projets de recherche conjoints à partir de la création de réseaux scientifiques;

conviennent de promouvoir la coopération dans le domaine statistique afin d'harmoniser les méthodes et d'échanger des données.

c) Coopération financière

Les participants considèrent que la réalisation d'une zone de libre-échange et le succès du partenariat euro-méditerranéen reposent sur un accroissement substantiel de l'assistance financière qui doit favoriser avant tout un développement endogène et durable et la mobilisation des acteurs économiques locaux. Ils constatent à cet égard:

que le Conseil européen de Cannes est convenu de prévoir pour cette assistance financière des crédits d'un montant de 4.685 millions d'écus pour la période 1995-1999, sous forme de fonds budgétaires communautaires disponibles . A cela s'ajoutera l'intervention de la BEI sous forme de prêts d'un montant accru, ainsi que les contributions financières bilatérales des Etats membres;

qu'une coopération financière efficace, gérée dans le cadre d'une programmation pluriannuelle tenant compte des spécificités de chacun des partenaires est nécessaire;

qu'une gestion macro-économique saine revêt une importance fondamentale pour assurer le succès de leur partenariat. A cette fin, ils conviennent de favoriser le dialogue sur leurs politiques économiques respectives et sur la manière d'optimiser la coopération financière.

PARTENARIAT DANS LES DOMAINES SOCIAL, CULTUREL ET HUMAIN: DEVELOPPER LES RESSOURCES HUMAINES, FAVORISER LA COMPREHENSION ENTRE LES CULTURES ET LES ECHANGES ENTRE LES SOCIETES CIVILES

Les participants reconnaissent que les traditions de culture et de civilisation de part et d'autre de la Méditerranée, le dialogue entre ces cultures et les échanges humains, scientifiques et technologiques sont une composante essentielle du rapprochement et de la compréhension entre leurs peuples et d'amélioration de la perception mutuelle.

Dans cet esprit, les participants conviennent de créer un partenariat dans les domaines social, culturel et humain. A cet effet:

ils réaffirment que le dialogue et le respect entre les cultures et les religions sont une condition nécessaire au rapprochement des peuples. A cet égard, ils soulignent l'importance du rôle que peuvent jouer les médias dans la connaissance et la compréhension réciproques des cultures, en tant que source d'enrichissement mutuel;

ANNEXES

ils insistent sur le caractère essentiel du développement des ressources humaines, tant en ce qui concerne l'éducation et la formation notamment des jeunes que dans le domaine de la culture. Ils manifestent leur volonté de promouvoir les échanges culturels et la connaissance d'autres langues, respectant l'identité culturelle de chaque partenaire, et de mettre en oeuvre une politique durable de programmes éducatifs et culturels; dans ce contexte les partenaires s'engagent à prendre les mesures susceptibles de faciliter les échanges humains, notamment par l'amélioration des procédures administratives;

ils soulignent l'importance du secteur de la santé pour un développement durable et manifestent leur volonté d'encourager la participation effective de la collectivité aux actions de promotion de la santé et du bien-être de la population;

ils reconnaissent l'importance du développement social qui, à leur avis, doit aller de pair avec tout développement économique. Ils attachent une priorité particulière au respect des droits sociaux fondamentaux , y compris le droit au développement;

ils reconnaissent la contribution essentielle que peut apporter la société civile dans le processus de développement du partenariat euro-méditerranéen et en tant que facteur essentiel d'une meilleure compréhension et d'un rapprochement entre les peuples;

en conséquence, ils conviennent de renforcer et/ou mettre en place les instruments nécessaires à une coopération décentralisée pour favoriser les échanges entre les acteurs du développement dans le cadre des législations nationales: responsables de la société politique et civile, du monde culturel et religieux, des universités, de la recherche, des médias, des associations, les syndicats et les entreprises privées et publiques;

sur cette base, ils reconnaissent qu'il importe de promouvoir les contacts et les échanges entre les jeunes dans le cadre de programmes de coopération décentralisée;

ils encourageront les actions de soutien en faveur des institutions démocratiques et du renforcement de l'Etat de droit et de la société civile;

ils reconnaissent que l'évolution démographique actuelle représente un défi prioritaire auquel il convient de faire face par des politiques appropriées pour accélérer le décollage économique;

ils reconnaissent le rôle important que jouent les migrations dans leurs relations. Ils conviennent d'accroître leur coopération pour réduire les pressions migratoires au moyen, entre autres, de programmes de formation professionnelle et d'assistance à la création d'emplois. Ils s'engagent à garantir la protection de l'ensemble des droits reconnus par la législation existante des migrants légalement installés sur leurs territoires respectifs;

dans le domaine de l'immigration clandestine, ils décident d'établir une coopération plus étroite. Dans ce contexte, les partenaires, conscients de leur responsabilité pour la réadmission, conviennent d'adopter par la voie d'accords ou arrangements bilatéraux les dispositions et les mesures appropriées pour la réadmission de leurs ressortissants en situation illégale. A cet effet,

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

pour les Etats membres de l'Union européenne, seront considérés ressortissants les nationaux des Etats membres tels que définis aux fins communautaires;

ils conviennent de renforcer la coopération par diverses mesures visant à prévenir et à combattre ensemble de façon plus efficace le terrorisme;

de même, ils estiment nécessaire de lutter ensemble et efficacement contre le trafic de drogues, la criminalité internationale et la corruption;

ils soulignent l'importance de lutter résolument contre les phénomènes racistes et xénophobes et contre l'intolérance et conviennent de coopérer à cette fin.

SUIVI DE LA CONFERENCE

Les participants:

considérant que la Conférence de Barcelone jette les bases d'un processus ouvert et appelé à se développer;

réaffirmant leur volonté d'établir un partenariat basé sur les principes et objectifs définis par la présente déclaration;

résolus à donner une expression concrète à ce partenariat euro-méditerranéen;

convaincus que, pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de poursuivre le dialogue global engagé et de réaliser une série d'actions concrètes,

adoptent le programme de travail ci-joint.

Les ministres des Affaires étrangères se réuniront périodiquement afin d'assurer le suivi de l'application de la présente déclaration et de définir les actions propres à permettre la réalisation des objectifs du partenariat.

Les diverses actions feront l'objet d'un suivi sous forme de réunions thématiques ad hoc de ministres, de hauts fonctionnaires et d'experts, d'échanges d'expériences et d'informations, de contacts entre les participants de la société civile, ou par tout autre moyen approprié.

Les contacts au niveau des parlementaires, des autorités régionales, des collectivités locales et des partenaires sociaux seront encouragés.

Un "Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone", au niveau de Hauts Fonctionnaires, composé de la Troïka de l'Union européenne et d'un représentant de chaque partenaire méditerranéen, tiendra des réunions périodiques pour préparer la réunion des Ministres des Affaires étrangères, faire le point et évaluer le suivi du processus de Barcelone dans toutes ses composantes et pour mettre à jour le programme de travail.

ANNEXES

Le travail approprié de préparation et de suivi des réunions résultant du programme de travail de Barcelone et des conclusions du "Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone" sera assumé par les services de la Commission.

La prochaine réunion des Ministres des Affaires étrangères se tiendra au cours du 1er semestre de 1997 dans l'un des douze Etats méditerranéens partenaires de l'Union européenne, à déterminer par le biais de consultations futures.

ANNEXE

PROGRAMME DE TRAVAIL

I. Introduction

Le présent programme a pour but de traduire dans les faits les objectifs définis dans la Déclaration de Barcelone, et d'en respecter les principes, par des actions régionales et multilatérales. Il est complémentaire de la coopération bilatérale, mise en oeuvre notamment en vertu des accords conclus entre l'UE et ses partenaires méditerranéens, et de la coopération qui existe déjà dans d'autres enceintes multilatérales.

La préparation et le suivi des différentes actions s'effectueront suivant les principes et les modalités indiqués dans la Déclaration de Barcelone.

Les actions à mener en priorité pour développer la coopération sont énumérées ci-après. Elles n'excluent pas que la coopération euro-méditerranéenne soit étendue à d'autres actions, si les partenaires en décident ainsi.

Les actions peuvent s'adresser aux Etats, à leurs entités locales et régionales et aux acteurs de la société civile.

Avec l'accord des participants, d'autres pays ou organisations pourront s'associer aux actions prévues par le programme de travail. La mise en oeuvre doit s'effectuer d'une manière souple et transparente.

Avec l'accord des participants, à l'avenir, la coopération euro-méditerranéenne tiendra compte, comme il conviendra, des avis et recommandations issus des dialogues pertinents à différents niveaux dans la région.

La mise en oeuvre du programme devrait débiter dès que possible après la Conférence de Barcelone. Un bilan sera dressé lors de la prochaine conférence euro-méditerranéenne sur la base d'un rapport établi par les services de la Commission européenne, notamment à partir de rapports émanant des différentes réunions et des différents groupes mentionnés ci-après, et approuvé par le "Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone" institué par la Déclaration de Barcelone.

II. Partenariat politique et de sécurité: définir un espace commun de paix et de stabilité

En vue de contribuer à l'objectif d'instaurer progressivement une zone de paix, de stabilité et de sécurité dans le Bassin méditerranéen, des hauts fonctionnaires se réuniront périodiquement, à compter du premier trimestre de 1996. Ils:

procéderont à un dialogue politique afin de déterminer les moyens les plus appropriés de traduire dans les faits les principes de la Déclaration de Barcelone et

présenteront des propositions concrètes en temps opportun, en vue de la prochaine réunion euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères.

Les instituts de politique étrangère de la région euro-méditerranéenne seront encouragés à former un réseau de coopération plus intense, qui pourrait devenir opérationnel à partir de 1996.

III. Partenariat économique et financier: construction d'une zone de prospérité partagée

Des réunions se tiendront périodiquement au niveau de ministres, de fonctionnaires ou d'experts, selon les besoins, afin de promouvoir la coopération dans les domaines ci-après. Ces réunions pourront être complétées, au besoin, par des conférences ou des séminaires auxquels pourra aussi participer le secteur privé.

Etablissement d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange

L'établissement d'une zone de libre-échange conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de Barcelone est un élément essentiel du partenariat euro-méditerranéen.

La coopération portera plus spécialement sur des mesures concrètes, destinées à favoriser le libre-échange et tout ce qui en découle, à savoir:

l'harmonisation des règles et des procédures dans le domaine douanier, en particulier dans la perspective de l'introduction progressive de l'origine cumulative; le cas échéant, seront examinées entre-temps dans un esprit favorable, des solutions ad hoc dans des cas particuliers;

l'harmonisation des normes, notamment au moyen de réunions organisées par les organisations européennes de normalisation;

l'élimination des entraves techniques injustifiées aux échanges de produits agricoles et adoption de mesures appropriées concernant les règles phytosanitaires et vétérinaires et d'autres réglementations sur les denrées alimentaires;

la coopération entre organismes de statistiques, qui devrait permettre d'obtenir des données fiables, établies selon des méthodes harmonisées;

les possibilités de coopération régionale et sous-régionale (sans préjudice des initiatives prises dans d'autres cadres).

ANNEXES

Investissement

La coopération aura pour but de contribuer à la création d'un climat favorable à l'élimination des obstacles à l'investissement, en approfondissant notamment la réflexion sur l'identification de ces obstacles et de moyens, y compris dans le secteur bancaire, pour favoriser ces investissements.

Industrie

La modernisation industrielle et l'amélioration de la compétitivité constitueront des facteurs clés du succès du partenariat euro-méditerranéen. A cet égard, le secteur privé pourra jouer un rôle plus important dans le développement économique de la région et la création d'emplois. La coopération portera notamment sur:

l'adaptation du tissu industriel à la modification de l'environnement international, notamment à l'émergence de la société de l'information;

le cadre et la préparation de la modernisation et de la restructuration d'entreprises existantes, notamment dans le secteur public, y compris la privatisation;

l'utilisation de normes européennes ou internationales et la modernisation des tests de conformité, des procédures de certification et d'agrément, ainsi que des normes de qualité.

Une attention particulière sera accordée aux moyens d'encourager la coopération entre entreprises, y compris les PME, et de créer les conditions propices à leur développement, y compris, éventuellement, par l'organisation de séminaires, en mettant à profit l'expérience acquise dans le cadre du programme MED-INVEST et au sein de l'Union européenne.

Agriculture

Tout en rappelant que ces questions relèvent pour l'essentiel des relations bilatérales, la coopération en ce domaine sera axée sur

le soutien aux politiques mises en oeuvre par les partenaires pour diversifier la production;

la réduction de la dépendance alimentaire;

la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement;

le rapprochement entre entreprises, groupements et organisations professionnelles des partenaires sur une base volontaire;

le soutien à la privatisation;

l'assistance technique et la formation;

le rapprochement des normes phytosanitaires et vétérinaires;

le développement rural intégré incluant l'amélioration des services de base et le développement

d'activités économiques annexes;

la coopération entre régions rurales, l'échange d'expérience et de savoir faire en matière de développement rural;

le développement des régions affectées par l'éradication des cultures illicites.

Transports

L'existence de liaisons efficaces et interopérables entre l'UE et ses partenaires méditerranéens, et entre les partenaires eux-mêmes, ainsi que le libre accès au marché des services dans le secteur des transports maritimes internationaux, sont essentiels pour le développement des flux commerciaux et le bon fonctionnement du partenariat euro-méditerranéen.

Au cours de l'année 1995, deux réunions des ministres des transports des pays de l'ouest du Bassin méditerranéen ont eu lieu et, à la suite de la Conférence régionale pour le développement des transports maritimes dans le Bassin méditerranéen, un programme pluriannuel a été adopté par le Groupe méditerranéen des transports par voie d'eau.

La coopération portera notamment sur :

la mise en place d'un système efficace de transport multimodal air-mer transméditerranéen, à travers l'amélioration et la modernisation des ports et aéroports, la suppression des restrictions injustifiées, la simplification des procédures, l'amélioration de la sécurité maritime et aérienne, l'harmonisation des règles environnementales à un niveau élevé, y compris un contrôle plus efficace de la pollution due aux transports maritimes, et la mise en place de systèmes harmonisés de gestion du trafic;

la création de liaisons terrestres est-ouest sur les rives sud et est de la Méditerranée et

la connexion des réseaux de transports méditerranéens au réseau transeuropéen, de manière à assurer leur interopérabilité.

Energie

Une conférence à haut niveau s'est tenue en 1995 en Tunisie, avec une réunion de suivi à Athènes et une conférence sur l'énergie à Madrid le 20 novembre 1995.

Dans le but de créer un environnement propice à l'investissement et à l'activité des sociétés de production d'énergie, la coopération future se concentrera notamment sur:

les moyens de favoriser l'association des pays méditerranéens au traité sur la Charte européenne de l'énergie;

la planification énergétique;

l'encouragement du dialogue entre producteurs et consommateurs;

ANNEXES

en ce qui concerne le pétrole et le gaz, la prospection, le raffinage, le transport, la distribution, ainsi que le commerce régional et transrégional;

la production et la manutention du charbon;

la production et le transport d'électricité, l'interconnexion des réseaux et la construction de réseaux;

l'efficacité énergétique;

les sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

les questions environnementales liées à l'énergie;

le développement de programmes communs de recherche;

les activités de formation et information dans le secteur de l'énergie.

Télécommunications et technologie de l'information

Dans le but de mettre en place un réseau de télécommunications moderne et efficace, la coopération portera plus spécialement sur:

les infrastructures dans le domaine de l'information et des télécommunications (cadre réglementaire minimal, normes, tests de conformité, interopérabilité des réseaux, etc.);

les infrastructures régionales, y compris les liaisons avec les réseaux européens ;

l'accès aux services et

les nouveaux services dans des domaines d'application prioritaires.

L'existence d'infrastructures plus efficaces dans le domaine de l'information et des communications facilitera l'intensification des échanges euro-méditerranéens et l'accès à la nouvelle société de l'information qui est en train de prendre corps.

Il est prévu qu'une conférence régionale ait lieu en 1996 dans le but de préparer le terrain à la réalisation de projets pilotes destinés à montrer les avantages concrets que peut apporter la société de l'information.

Aménagement du territoire

La coopération portera plus spécialement sur:

la définition d'une stratégie d'aménagement du territoire pour la zone euro-méditerranéenne, qui réponde aux besoins et spécificités des pays;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

l'encouragement de la coopération transfrontalière, dans les domaines d'intérêt mutuel.

Tourisme

Les Ministres du Tourisme, réunis à Casablanca, ont adopté en 1995, la Charte méditerranéenne du tourisme. Les actions de coopération qui seront lancées porteront en particulier sur les domaines de l'information, de la promotion et de la formation.

Environnement

La coopération portera plus spécialement sur:

l'évaluation des problèmes environnementaux du Bassin méditerranéen et la définition des initiatives à prendre, s'il y a lieu;

la formulation de propositions en vue de l'élaboration puis de l'actualisation d'un programme d'actions prioritaires à court et à moyen terme dans le domaine de l'environnement, coordonné par la Commission européenne et complété par des actions à long terme. Parmi les principaux domaines d'action de ce programme devraient figurer: la gestion intégrée des eaux, des sols et des zones côtières ; la gestion des déchets; la prévention de la pollution de l'air et de la Méditerranée et la lutte contre cette pollution; la conservation et la gestion du patrimoine naturel, des paysages et des sites ; la protection, la conservation et la reconstitution de la forêt méditerranéenne, notamment par la prévention et la maîtrise de l'érosion, de la dégradation des sols, des incendies de forêt et la lutte contre la désertification; le transfert de l'expérience communautaire en matière de techniques de financement, de législation et de contrôle de l'environnement; la prise en compte des considérations environnementales dans toutes les politiques;

l'instauration d'un dialogue régulier pour suivre la mise en oeuvre du programme d'action;

la consolidation de la coopération régionale et sous-régionale et le renforcement de la coordination avec le Plan d'action pour la Méditerranée;

l'encouragement à mieux coordonner les investissements d'origines diverses et à mettre en oeuvre les conventions internationales en la matière;

la promotion de l'adoption et de la mise en oeuvre de mesures législatives et réglementaires, lorsque cela est nécessaire, notamment de mesures préventives et de normes appropriées d'un niveau élevé.

Sciences et technologie

La coopération portera plus spécialement sur:

la promotion de la recherche et développement, en s'attaquant au problème de la disparité croissante des performances scientifiques, en tenant compte du principe de l'avantage mutuel;

ANNEXES

l'intensification des échanges d'expériences dans les secteurs et les politiques scientifiques les plus à même de permettre aux partenaires méditerranéens de réduire l'écart par rapport à leurs voisins européens et de promouvoir le transfert de technologies;

la contribution à la formation du personnel scientifique et technique en intensifiant la participation à des projets de recherche conjoints.

Un comité de surveillance a été institué à la suite de la réunion ministérielle qui a eu lieu à Sophia Antipolis en mars 1995 ; ce comité tiendra sa première réunion immédiatement après la Conférence de Barcelone. Il s'attachera à faire des recommandations en vue d'une mise en oeuvre conjointe des actions prioritaires définies au niveau ministériel.

Eau

La Charte méditerranéenne de l'eau a été adoptée à Rome en 1992.

L'eau est une question prioritaire pour tous les partenaires méditerranéens et son importance ne fera que croître à mesure que les ressources en eau se feront plus rares. La coopération dans ce domaine aura pour but de:

faire le point de la situation en tenant compte des besoins actuels et futurs;

définir les moyens de renforcer la coopération régionale;

faire des propositions en vue de rationaliser la planification et la gestion - en commun, le cas échéant - des ressources en eau;

contribuer à la création de nouvelles sources en eau.

Pêche

Compte tenu de l'importance que revêtent la conservation et la gestion rationnelle des stocks de poissons de la Méditerranée, la coopération dans le cadre du Conseil général des pêches pour la Méditerranée sera renforcée.

A la suite de la Conférence ministérielle sur la pêche qui s'est tenue à Heraklion en 1994, une action de suivi appropriée sera entreprise dans le domaine juridique, sous la forme de réunions qui auront lieu en 1996.

La coopération sera améliorée dans le domaine de la recherche sur les ressources halieutiques, y compris l'aquaculture, et dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique.

IV. Partenariat dans les domaines social, culturel et humain : développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles

Développement des ressources humaines

Le partenariat euro-méditerranéen doit contribuer à l'amélioration du niveau d'éducation dans l'ensemble de la région, une attention particulière devant être accordée aux partenaires méditerranéens. A cet effet, les politiques en matière d'enseignement feront l'objet d'un dialogue régulier qui, dans un premier temps, portera plus particulièrement sur la formation professionnelle, la technologie appliquée à l'éducation, les universités et autres institutions d'enseignement supérieur et la recherche. A cet égard, ainsi que dans d'autres domaines, une attention particulière sera accordée au rôle des femmes. L'Ecole euro-arabe d'administration des entreprises de Grenade et la Fondation européenne de Turin apporteront aussi leur contribution à cette coopération.

Une réunion de représentants du secteur de la formation professionnelle (décideurs, universitaires, formateurs, etc.) sera organisée dans le but de confronter des conceptions modernes de gestion.

Une réunion de représentants du monde universitaire et de l'enseignement supérieur aura lieu. La Commission européenne renforcera son programme MED-Campus.

Une réunion sera également convoquée dans le domaine de la technologie appliquée à l'éducation.

Municipalités et régions

Les municipalités et les autorités régionales doivent être étroitement associées au fonctionnement du partenariat euro-méditerranéen. Des représentants de villes et de régions seront encouragés à se rencontrer chaque année pour passer en revue les défis communs qu'ils ont à affronter et pour confronter leurs expériences. Ces rencontres seront organisées par la Commission européenne en mettant à profit l'expérience passée.

Dialogue entre cultures et civilisations

Compte tenu de l'importance que revêt l'amélioration de la compréhension mutuelle par la promotion des échanges culturels et de la connaissance des langues, des fonctionnaires et des experts se réuniront afin de faire des propositions d'actions concrètes portant, entre autres, sur les domaines suivants : le patrimoine culturel et artistique, les manifestations culturelles et artistiques, les coproductions (théâtre et cinéma), les traductions et autres moyens de diffusion de la culture, la formation.

Une meilleure compréhension entre les principales religions présentes dans la région euro-méditerranéenne favorisera la tolérance mutuelle et la coopération. La tenue de réunions périodiques de représentants des religions et des institutions religieuses, ainsi que de théologiens, d'universitaires et d'autres personnes concernées, sera soutenue dans le but de vaincre les préjugés, l'ignorance et le fanatisme, et d'encourager la coopération à la base. Les conférences

ANNEXES

qui se sont tenues à Stockholm (du 15 au 17 juin 1995) et à Tolède (du 4 au 7 novembre 1995) peuvent servir d'exemples à cet égard.

Médias

Une interaction étroite des médias favorisera une meilleure compréhension culturelle. L'Union européenne encouragera activement cette interaction, en particulier par le biais du programme MED-Media. Une réunion annuelle de représentants du monde des médias sera organisée dans ce contexte.

Jeunesse

C'est au moyen des échanges de jeunes qu'il faudrait préparer les générations futures à une coopération plus étroite entre les partenaires euro-méditerranéens. Un programme euro-méditerranéen d'échanges de jeunes devrait donc être mis en place, sur la base de l'expérience acquise en Europe et en tenant compte des besoins des partenaires; ce programme devrait tenir compte de l'importance de la formation professionnelle, notamment pour ceux qui n'ont pas de qualifications, et de la formation d'animateurs et d'assistants sociaux destinés à travailler avec les jeunes. La Commission européenne fera les propositions nécessaires avant la prochaine réunion euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères.

Echanges entre les sociétés civiles

Des Hauts Fonctionnaires se rencontreront périodiquement afin d'examiner les mesures susceptibles de faciliter les échanges humains découlant du partenariat euro-méditerranéen, spécialement ceux qui concernent les fonctionnaires, les scientifiques, les universitaires, les hommes d'affaires, les étudiants et les sportifs, y compris par l'amélioration et la simplification des procédures administratives, notamment en ce qui concerne l'existence éventuelle d'obstacles administratifs non nécessaires.

Développement social

Le partenariat euro-méditerranéen doit contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail et à l'augmentation du niveau d'emploi de la population des partenaires méditerranéens, en particulier des femmes et des couches les plus démunies. A cet égard, les partenaires attachent une importance particulière au respect et à la promotion de droits sociaux fondamentaux. A cet effet, les acteurs de la politique sociale se réuniront périodiquement au niveau approprié

Santé

Les partenaires conviennent d'axer la coopération en ce domaine sur:

les actions de sensibilisation, d'information et de prévention;

le développement des services de la santé publique, en particulier système de soins, centres de santé primaire, services de santé maternelle et infantile, planning familial, système de surveillance épidémiologique et mesures de contrôle des maladies transmissibles;

la formation de personnel sanitaire et de gestion sanitaire;

la coopération médicale en cas de catastrophes naturelles.

Migration

Compte tenu de l'importance de la question de la migration dans les relations euro-méditerranéennes, la tenue de réunions sera encouragée en vue d'aboutir à des propositions concernant les flux et les pressions migratoires. Ces réunions tiendront compte de l'expérience acquise entre autres dans le cadre du programme MED-Migration, notamment en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des migrants installés légalement dans l'Union.

Terrorisme, trafic de drogue, criminalité organisée

La lutte contre le terrorisme devra constituer une priorité pour toutes les parties. A cet effet, des fonctionnaires se réuniront périodiquement dans le but de renforcer la coopération entre les autorités policières, judiciaires et autres. Dans ce contexte, seront pris en considération notamment l'intensification des échanges d'informations et l'amélioration des procédures d'extradition.

Des fonctionnaires se réuniront périodiquement afin de déterminer les mesures concrètes qui peuvent être prises pour améliorer la coopération entre les autorités policières, judiciaires, douanières, administratives et autres afin de lutter notamment contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, y compris la contrebande.

Toutes ces réunions seront organisées en tenant dûment compte de la nécessité d'une approche différenciée qui prenne en considération la situation particulière de chaque pays.

Immigration clandestine

Des fonctionnaires se réuniront périodiquement afin d'examiner les mesures concrètes qui peuvent être prises pour améliorer la coopération entre les autorités policières, judiciaires, douanières, administratives et autres afin de lutter contre l'immigration clandestine.

Ces réunions seront organisées en tenant dûment compte de la nécessité d'une approche différenciée qui prenne en considération la situation particulière de chaque pays.

V. Contacts institutionnels

Dialogue parlementaire euro-méditerranéen

Une Conférence interparlementaire sur la sécurité et la coopération dans la Méditerranée s'est tenue à La Valette du 1er au 4 novembre 1995.

Le Parlement européen est invité à prendre l'initiative, auprès d'autres parlements, pour lancer le futur Dialogue parlementaire euro-méditerranéen, qui pourrait permettre aux élus des différents partenaires de procéder à des échanges de vues sur une vaste gamme de sujets.

Autres contacts institutionnels

Des contacts réguliers entre d'autres organes européens, notamment le Comité économique et social de la Communauté européenne, et leurs homologues méditerranéens contribueraient à une meilleure compréhension des grandes questions intéressant le partenariat euro-méditerranéen.

ANNEXES

A cet effet, le Comité économique et social est invité à prendre l'initiative d'établir des liens avec ses homologues et organismes équivalents méditerranéens. A cet égard, une réunion euro-méditerranéenne des Comités économiques et sociaux et organismes équivalents aura lieu à Madrid les 12 et 13 décembre.

DEUXIEME CONFERENCE MINISTERIELLE EURO-MEDITERRANEENNE MALTE,

15 et 16 avril 1997

CONCLUSIONS

Le Conseil de l'Union européenne, représenté par son Président, M. Hans van MIERLO, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui représente aussi les Pays-Bas, la Commission européenne, représentée par M. Manuel MARIN GONZALEZ, Vice-Président, l'Algérie, représentée par M. Ahmed ATTAF, Ministre des Affaires étrangères, l'Autriche, représentée par Mme Benita FERRERO-WALDNER, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, la Belgique, représentée par M. Erik DERYCKE, Ministre des Affaires étrangères, Chypre, représentée par Dr Ioannis KASOULIDES, Ministre des Affaires étrangères, le Danemark, représenté par M. Niels HELVEG PETERSEN, Ministre des Affaires étrangères, l'Egypte, représentée par M. AM.e MOUSSA, Ministre des Affaires étrangères, la Finlande, représentée par M. Ole NORRBACK, Ministre des Affaires européennes et du Commerce extérieur, la France, représentée par M. Hervé de CHARETTE, Ministre des Affaires étrangères, l'Allemagne, représentée par M. Klaus KINKEL, Vice-Chancelier et Ministre des Affaires étrangères la Jordanie, représentée par Dr Fayez TARAWNEH, Ministre des Affaires étrangères, la Grèce, représentée par M. Georges PAPANDREOU, Ministre délégué aux Affaires étrangères, l'Irlande, représentée par M. Dick SPRING, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Israël, représenté par M. David LEVY, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, l'Italie, représentée par M. Lamberto DINI, Ministre des Affaires étrangères, le Liban, représenté par M. Fares BOUEZ, Ministre des Affaires étrangères, le Luxembourg, représenté par M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, Malte, représentée par M. George VELLA, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Environnement, le Maroc, représenté par M. Abdellatif FILALI, Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le Portugal, représenté par M. Francisco SEIXAS DA COSTA, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, le Royaume-Uni, représenté par Baroness CHALKER OF WALLASEY, Ministre d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth la Syrie, représentée par M. Farouk AL-SHARAA, Ministre des Affaires étrangères, l'Espagne, représentée par M. Ramon DE MIGUEL, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, la Suède, représentée par Mme Lena HJELM-WALLEN, Ministre des Affaires étrangères, la Tunisie, représentée par M. Abderrahim ZOUARI, Ministre des Affaires étrangères, la Turquie, représentée par M. Ufuk SOYLEMEZ, Ministre d'Etat aux Affaires économiques, l'Autorité Palestinienne, représentée par M. Yasser ARAFAT, Président de l'Autorité Palestinienne,

participant à la deuxième conférence euro-méditerranéenne à Malte;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

rappelant que la déclaration adoptée le 28 novembre 1995 lors de la première conférence euro-méditerranéenne de Barcelone jette les bases d'un cadre multilatéral et durable de relations grâce à l'établissement d'un partenariat global comprenant trois volets relatifs aux questions politiques et de sécurité, aux questions économiques et financières et aux domaines social, culturel et humain;

tenant compte des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de ce partenariat, particulièrement selon le programme de travail annexé à la déclaration de Barcelone;

réaffirmant leur attachement au processus de Barcelone qui constitue un acquis politique fondamental et réaffirmant les principes et objectifs communs consacrés dans la déclaration de Barcelone et dans le Programme de travail;

exprimant, dans ce contexte, leur profonde inquiétude devant les obstacles qui entravent le processus de paix au Moyen Orient, et soulignant la nécessité de réaliser une paix juste, globale et durable au Moyen Orient dans le cadre du processus de paix tel que convenu à Madrid le 31 octobre 1991;

rappelant que cette initiative euro-méditerranéenne n'a pas vocation à se substituer aux autres actions et initiatives entreprises en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de la région, mais qu'elle contribuera à favoriser leur succès et rappelant leur appui à la réalisation d'un règlement de paix juste, global et durable au Moyen-Orient, basé sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et des principes mentionnés dans la lettre d'invitation à la Conférence de Madrid sur la paix au Moyen-Orient, y compris le principe des "territoires contre la paix", avec tout ce que cela implique;

prenant note du rapport de la Commission européenne, du 19 février 1997, sur l'état du partenariat euro-méditerranéen; déterminés à confirmer et à renforcer le partenariat euro-méditerranéen, les participants réaffirment leur volonté d'assurer un développement équilibré des trois volets du partenariat euro-méditerranéen;

approuvent les conclusions suivantes:

L'évolution du partenariat euro-méditerranéen a connu des progrès importants depuis sa mise en oeuvre, en dépit des incertitudes qui pèsent sur la situation politique et de sécurité régionale. Les participants savent qu'ils sont en train d'établir un partenariat à part entière et sont conscients du travail qui reste à accomplir. Ils soulignent qu'il importe que le partenariat évolue de manière équilibrée grâce à une mise en oeuvre progressive de l'ensemble des trois chapitres de la Déclaration de Barcelone et du Programme de travail, et que les dimensions bilatérale et multilatérale sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Ce processus est réalisé en pleine connaissance du lien qui existe entre la stabilité et la promotion du développement économique et social de la région. Cela étant, les participants conviennent d'accorder, de commun accord et de manière concertée, la priorité à un certain nombre d'objectifs et de suivre les progrès accomplis en vue de leur réalisation avant la prochaine conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères.

I. Partenariat politique et de sécurité: définir un espace commun de paix et de stabilité

Les participants prennent acte des différentes actions qui ont été entreprises par les hauts fonctionnaires pour mettre en oeuvre le premier chapitre de la Déclaration de Barcelone et le chapitre correspondant du Programme de travail, reprises en Annexe I. Ils prennent note des résultats déjà atteints. Ils prennent acte de l'évaluation faite par les hauts fonctionnaires selon laquelle les contacts entre les partenaires ont permis de créer un climat de confiance et une plate-forme nouvelle pour des consultations politiques en vue de réaliser les objectifs communs en matière de stabilité externe et interne, entre autres l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme, qui figurent dans la Déclaration de Barcelone et dans le Programme de travail. Ils encouragent les hauts fonctionnaires à poursuivre et à approfondir le dialogue politique conformément au Programme de travail annexé à la Déclaration de Barcelone.

Les participants prennent acte des progrès réalisés par les hauts fonctionnaires sur le projet de plan d'action. Ce projet est considéré, dans sa globalité, comme un document relais que les hauts fonctionnaires devront mettre à jour régulièrement afin de pouvoir l'utiliser comme un guide pour orienter les efforts qu'ils déploient afin de mettre en oeuvre les principes et les objectifs communs du partenariat politique et de sécurité du processus de Barcelone.

Les participants prennent acte des travaux accomplis par les hauts fonctionnaires sur les mesures de confiance et de sécurité, en particulier celles déjà mises en oeuvre ou approuvées et reprises en Annexe I. Ils reconnaissent que d'autres mesures qui sont à des stades divers de développement doivent être approuvées de manière progressive en tenant dûment compte de l'évolution de la situation dans la région euro-méditerranéenne.

Les participants prennent acte du travail des hauts fonctionnaires sur une Charte pour la paix et la stabilité dans la région euro-méditerranéenne et leur demandent de poursuivre les travaux préparatoires en tenant dûment compte des documents échangés en vue de soumettre dès que possible le texte agréé à l'approbation d'une future réunion ministérielle lorsque les circonstances politiques le permettront.

II. Partenariat économique et financier: construire une zone de prospérité partagée

Les participants prennent acte des progrès faits dans les discussions exploratoires, la négociation, la signature et la ratification des accords euro-méditerranéens d'association, de même que dans la mise en oeuvre des unions douanières et des dispositions relatives à la pré-adhésion.

Ils réaffirment l'importance qu'ils attachent à ce que soient affectés en totalité les 4.685 millions d'écus de fonds budgétaires communautaires, convenus lors du Conseil européen de Cannes et les prêts accrus de la BEI.

Les participants prennent note des engagements de fonds budgétaires communautaires, en 1995 et 1996, de 1.205 millions d'écus sous la forme de subventions et de la signature de prêts de la BEI d'un montant de 1.694 millions d'écus. Ils prennent note en outre des perspectives d'engagements nouveaux pouvant aller jusqu'à 1.002 millions d'écus sous la forme de

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

subventions en 1997, et de l'accord du Conseil concernant des prêts de la BEI pouvant aller jusqu'à 2.310 millions d'écus pour la période 1997-1999.

Les participants réaffirment que la mise en oeuvre de MEDA se fera d'une façon juste et équitable selon des procédures transparentes dans le plein respect des dispositions financières et réglementaires applicables et de celles convenues et à convenir avec les pays bénéficiaires, et des engagements internationaux des pays bénéficiaires dans le but d'en améliorer le rythme et les conditions d'exécution.

Les participants constatent avec satisfaction que des actions régionales ont été menées dans de nombreux secteurs et ont permis d'échanger des connaissances et des expériences, de créer des enceintes pour poursuivre le dialogue régional visant à définir les éléments essentiels des politiques sectorielles et de lancer plusieurs actions concrètes de coopération. Une liste de ces actions figure à l'annexe II des présentes conclusions.

Les participants réaffirment l'importance qu'ils attachent à un développement économique et social durable et équilibré dans la perspective de réaliser leur objectif de construire une zone de prospérité partagée, en tenant compte des différents degrés de développement. Ils conviennent de donner une impulsion nouvelle en vue de la création d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange avec l'année 2010 comme date objectif, dans le respect des obligations découlant de l'OMC. Ils conviennent également de mettre en oeuvre rapidement et de façon efficace et diligente l'assistance financière, principalement via les fonds MEDA et les prêts de la BEI, ainsi que l'assistance bilatérale apportée par les Etats membres de l'Union européenne aux partenaires méditerranéens, conformément aux engagements pris à Barcelone. Ils soulignent qu'il importe:

d'accélérer dans un esprit constructif les travaux de négociation et de ratification des accords d'association euro-méditerranéens, qui constituent un des éléments essentiels de la zone de libre-échange, afin qu'ils puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible;

de poursuivre le développement de la zone de libre-échange notamment par une coopération intrarégionale et sous-régionale accrue, facilitée par l'assistance technique de l'Union, et de réaliser ainsi le libre-échange grâce à des accords conclus entre les partenaires méditerranéens;

d'adopter une série d'actions d'accompagnement au niveau régional pour permettre un plus grand rapprochement et une plus grande compatibilité avec le marché intérieur de l'Union. Il convient d'encourager en particulier certains domaines tels que le cumul des règles d'origine, la coopération douanière, les normes, la propriété intellectuelle, la fiscalité et la concurrence. Des initiatives appropriées dans ces domaines sont les bienvenues. Des actions de formation seront également encouragées.

Compte tenu de ces objectifs, les participants prennent acte des travaux des experts gouvernementaux sur la transition économique et de ceux entrepris par le réseau euro-méditerranéen d'instituts économiques. Ils conviennent que ces travaux doivent déboucher sur une étude qui, élaborée sous l'égide de la Commission et en collaboration avec les partenaires, couvrira les questions relatives au libre-échange et à l'impact de la transition économique dans la région. Cette étude sera disponible en temps voulu pour la prochaine conférence

ANNEXES

euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères et pourrait servir de base de discussion quant à une future stratégie.

Dans le cadre d'une telle stratégie, les participants soulignent en outre qu'il importe :

d'agir de manière plus systématique et efficace pour encourager les investissements privés dans la région, y compris les investissements directs étrangers, notamment en diffusant plus largement les informations et en supprimant les obstacles à l'investissement, entre autres en utilisant les mécanismes d'encouragement des investissements, pour promouvoir une compétitivité accrue et le développement du secteur privé, et pour créer des perspectives d'emploi, et obtenir ainsi un climat propice à l'investissement dans les partenaires méditerranéens;

de promouvoir le rapprochement des règles et réglementations pertinentes pour la création de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne;

de renforcer et de concentrer les actions à mener sur les secteurs prioritaires dans lesquels la coopération a déjà commencé et donné des résultats, en particulier la politique industrielle, y compris la mise à niveau, les PME, la politique énergétique, l'environnement, la politique de l'eau, la société de l'information et les transports maritimes. Les participants conviennent également d'aborder la coopération dans les secteurs tels que la modernisation et la restructuration de l'agriculture, l'évolution des échanges de produits agricoles, la réduction de la dépendance alimentaire, le développement des infrastructures régionales et les transferts de technologie;

de rechercher et de mettre en oeuvre le plus rapidement possible des mesures permettant d'atténuer les conséquences sociales négatives qui peuvent résulter de l'ajustement et de la modernisation des structures économiques et sociales;

de poursuivre le dialogue sur la dette afin de parvenir à des progrès dans les enceintes compétentes, en prenant note des opérations récentes d'allègement de la dette extérieure des pays tiers méditerranéens vis-à-vis de certains pays de l'Union européenne ou de conversion en prises de participation sur une base volontaire et bilatérale, ce qui a pour effet d'accroître l'investissement direct européen;

d'aider les partenaires méditerranéens à se préparer à l'évolution future de l'Union européenne.

III. Partenariat dans les domaines social, culturel et humain: développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles

Les participants rappellent que les traditions de culture et de civilisation de part et d'autre de la Méditerranée, le dialogue entre ces cultures et les échanges humains, scientifiques et technologiques sont une composante essentielle du rapprochement et de la compréhension entre leurs peuples et d'amélioration de la perception mutuelle.

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Les participants se félicitent des progrès accomplis en matière de coopération régionale dans certains secteurs du partenariat relevant des domaines social, culturel et humain. Une liste d'actions figure à l'annexe III des présentes conclusions. Cependant, les participants notent qu'il faut poursuivre les efforts pour réaliser les objectifs de ce volet du partenariat, conformément à la Déclaration de Barcelone et au Programme de travail. Ils soulignent à cet égard leur volonté commune:

d'adopter les projets régionaux actuellement à l'examen en ce qui concerne le patrimoine culturel, d'élaborer une nouvelle série de projets de ce type et d'élargir le champ de la coopération de manière à couvrir d'autres activités culturelles, y compris le secteur audiovisuel. Les participants notent avec satisfaction l'intention de proposer un programme régional dans les domaines de la culture et de l'information. Les aspects culturels doivent être pris en compte dans d'autres actions menées dans le cadre du partenariat;

de poursuivre activement le dialogue entre les cultures et les civilisations, dans le cadre de l'objectif global consistant à améliorer la compréhension mutuelle et le rapprochement entre les peuples, en tenant compte des travaux déjà accomplis. Dans ce contexte, les participants rappellent leur engagement à prendre les mesures susceptibles de faciliter les échanges humains, notamment par l'amélioration des procédures administratives;

de consolider le dialogue entre les sociétés civiles, qu'illustre par exemple le Forum civil. Dans ce contexte, les participants souhaitent que soient relancés les programmes de coopération décentralisée de l'Union européenne (MED CAMPUS, MED MEDIA et MED URBS), dès qu'aura été défini un système de gestion satisfaisant; ils oeuvreront à développer cette coopération efficacement, y compris sur le plan administratif;

de maintenir et d'accroître l'implication des sociétés civiles, dans le cadre des législations nationales, par le biais, entre autres, de l'établissement de réseaux entre les ONG;

d'encourager une coopération active en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme, conformément à la Déclaration de Barcelone et au Programme de travail;

d'établir des programmes d'actions concernant les jeunes et la santé, qui viennent compléter les actions bilatérales et multilatérales déjà menées dans ce domaine; des initiatives spécifiques concernant les jeunes seront présentées sous peu;

de poursuivre et de développer les actions d'éducation, y compris dans l'enseignement supérieur, et de formation;

de lutter résolument contre le phénomène raciste et xénophobe et contre l'intolérance et de convenir de coopérer à cette fin;

d'intensifier, conformément à la Déclaration de Barcelone et au Programme de travail, le dialogue et la coopération au niveau multilatéral euro-méditerranéen;

ANNEXES

sur les migrations et les échanges humains;

dans le domaine de l'immigration clandestine;

de poursuivre le dialogue sur la gestion des affaires publiques, en accordant une attention particulière aux relations entre la société civile et les systèmes administratifs en vue de renforcer l'efficacité et la fiabilité de l'administration publique;

d'entretenir une coopération et un dialogue actifs sur la lutte contre la criminalité organisée et tous les aspects du commerce illicite de drogues.

IV. Aspects généraux

Les participants réaffirment le rôle du Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone en tant qu'instance centrale d'impulsion, d'examen et de suivi d'actions et initiatives dans le cadre du partenariat. Ils estiment qu'il lui appartient de veiller tout particulièrement à ce que le suivi du processus de Barcelone continue à se faire dans l'équilibre et la cohérence, grâce à une évaluation améliorée des résultats des différentes actions entreprises dans le cadre du partenariat et des recommandations les concernant. Ils conviennent également que le rôle du comité se trouverait renforcé par la présence de représentants de tous les Etats membres de l'Union européenne.

Les participants conviennent de la nécessité d'accroître encore la visibilité des travaux menés dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Ils notent des mesures prises par la Commission pour donner accès aux informations générales concernant le partenariat et soulignent qu'il importe que chaque partenaire redouble d'efforts pour tenir sa population informée.

Les participants réaffirment l'importance qu'ils attachent à ce que les parlements soient activement associés au partenariat. Ils se félicitent que le Parlement européen ait pris l'initiative, avec d'autres parlements, d'entamer le dialogue parlementaire euro-méditerranéen.

Les participants encouragent également la poursuite du dialogue entre les partenaires sociaux.

Les participants accueillent favorablement la proposition faite par l'Union européenne de tenir la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères en Allemagne, au cours du premier semestre de 1999.

ANNEXE I

ASPECTS POLITIQUES ET DE SECURITE

REUNIONS ET SEMINAIRES

Réunions des hauts fonctionnaires chargés du partenariat politique et en matière de sécurité, Bruxelles 26-27 mars, 20-21 mai, 23-24 juillet, 8 octobre, 20 novembre 1996, 28 janvier 1997 et La Haye 12 mars 1997

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Réunion conjointe des hauts fonctionnaires chargés du partenariat politique et de sécurité et EuroMeSco, La Haye 11 mars 1997.

Sessions d'information pour diplomates euro-méditerranéens , Malte 28 septembre - 6 octobre 1996 et 15-19 mars 1997.

INVENTAIRE DES MESURES

Création d'un réseau de points de contact pour les questions politiques et de sécurité

Echange d'informations sur l'adhésion aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (terminé)

Echange d'informations sur l'adhésion aux instruments juridiques internationaux dans le domaine du désarmement et du contrôle d'armement (réponses au questionnaire)

Echange d'informations sur l'adhésion aux instruments juridiques internationaux dans le domaine de la prévention du terrorisme et de la lutte contre celui-ci (réponses au questionnaire)

Convocation de séminaires de diplomates (Malte) (Egypte)

Création du réseau EuroMeSCo d'instituts de politique étrangère

ANNEXE II

ASPECTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Coopération statistique:

Séminaire des Directeurs Généraux de la Statistique et Programme régional de Coopération statistique, les 11-13 décembre 1995, à Valence

Séminaire des Directeurs Généraux de la Statistique et Programme régional de Coopération statistique, les 18-20 juin 1996 à Naples

Coopération douanière:

Réunion des fonctionnaires sur les règles d'origine, les 28-29 mars 1996, à Bruxelles

Réunion des fonctionnaires sur les règles d'origine, les 28-29 mai 1996, à Bruxelles

Réunion de fonctionnaires sur les règles d'origine, les 7-8 octobre 1996, au Caire

Société de l'information:

Atelier sur la recherche (atelier préparatoire à la Conférence ministérielle sur la société de l'information), les 1-2 avril 1996 à Sofia Antipolis

Atelier sur l'éducation et la formation (atelier préparatoire à la Conférence ministérielle sur la société de l'information), les 2-3 mai 1996 à Bruxelles

ANNEXES

Atelier sur le cadre réglementaire (atelier préparatoire à la Conférence ministérielle sur la société de l'information), les 6-7 mai 1996 à Palerme

Conférence Ministérielle sur la société de l'information, les 30-31 mai 1996 à Rome

Conférence sur MARIS (société de l'information maritime), le 7 juin 1996, à Malte

Tourisme:

Conférence ministérielle sur le Tourisme, les 10-11 mai 1996 à Naples

Investissement privé et industrie:

Conférence des Fédérations industrielles, les 13-14 mai 1996 à Malte

Réunion des Ministres de l'industrie, les 20-21 mai 1996 à Bruxelles

Atelier sur les PME, les 4-5 juin 1996 à Milan

Groupe de travail sur les centres des services et les zones industrielles, les 24-25 juin 1996 à Rome

Atelier sur les opportunités pour les contractants en Méditerranée, les 17-18 octobre 1996 à Istanbul

Sommet euro-méditerranéen des Fédérations industrielles, les 5-6 décembre 1996 à Marrakech

Conférence sur les investissements privés, les 6-7 mars 1997 à Londres

Réunion d'experts sur la transition économique, les 20-21 mars 1997 à Bruxelles

Groupe de travail sur le Développement du tissu industriel et entrepreneurial, le 24 mars 1997 à Bruxelles

Réunion des instituts économiques, les 24-25 mars 1997, à Marseille

Energie:

Réunion en marge du Sommet solaire, le 22 mai 1996 à Malte (réunion préparatoire à la Conférence des Ministres de l'énergie).

Conférence des Ministres de l'Energie, du 7 au 9 juin 1996 à Trieste

Réunion d'information sur la Charte européenne de l'énergie, les 21-22 novembre 1996 à Bruxelles

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Environnement:

Rencontre d'experts sur la protection des zones humides en Méditerranée, les 5-6 juin 1996 à Venise

Transport:

1ère réunion d'experts sur la mise en oeuvre du programme multiannuel continu sur les transports maritimes en Méditerranée, les 14-15 octobre 1996 à Chypre

Eau:

Conférence sur la gestion locale de l'eau, les 25-26 novembre 1996 à Marseille

Pêche:

Réunion préparatoire d'experts sur la gestion halieutique en Méditerranée, les 4-5 juillet 1996 à Bruxelles

2ème Conférence diplomatique sur la gestion halieutique en Méditerranée, du 27 au 29 novembre 1996 à Venise

Science et technologie:

2ème réunion du Comité de suivi Science et Technologies, les 2-3 mai 1996 à Capri

3ème réunion du Comité de suivi Science et Technologies, les 12-13 décembre 1996 à Chypre.

ANNEXE III

ASPECTS SOCIO-CULTURELS ET HUMAINS

Dialogue des cultures et des civilisations:

Atelier sur la conservation du patrimoine (atelier préparatoire à la Conférence de Bologne sur le patrimoine culturel), les 9-10 février 1996 à Arles

Atelier sur l'accessibilité du patrimoine (atelier préparatoire à la Conférence de Bologne sur le patrimoine culturel), les 23-24 février 1996 à Berlin;

Atelier sur le patrimoine comme facteur de développement durable (atelier préparatoire à la Conférence de Bologne sur le patrimoine culturel), les 22-23 mars 1996 à Amman

Conférence Ministérielle sur le patrimoine culturel, les 22-23 avril 1996 à Bologne

Conférence sur les relations entre le monde islamique et l'Europe, les 10-13 juin 1996 à Amman

Conférence sur l'Islam contemporain, les 17-18 juin 1996 à Copenhague

Développement social:

Conférence tripartite sur l'espace social euro-méditerranéen : travail, entreprise, formation, les 24-25 mai 1996 à Catane

ANNEXES

Conférence relative à la gouvernance dans la région euro-méditerranéenne, les 17-18 mars 1997 à La Haye

Dialogue sur les Droits de l'Homme

Atelier sur le réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, les 10-11 janvier 1997 à Copenhague

Lutte contre la Drogue et le crime organisé:

Réunion de fonctionnaires sur le trafic de drogue et le crime organisé, les 11-12 juin 1996 à Taormina

Sommets des Comités Economiques et Sociaux:

les 12-13 décembre 1995, à Madrid

les 26-27 novembre 1996, à Paris

REUNION MINISTERIELLE EURO-MEDITERRANEENNE AD HOC PALERME

Les 3 et 4 juin

DECLARATION DE CLOTURE DE ROBIN COOK, ROYAUME-UNI, ASSURANT LA PRESIDENCE

1. Mesdames, Messieurs, j'ai tenu à faire une déclaration à l'issue de la réunion qui vient de se terminer pour vous informer de ses résultats. Je tiens à souligner que ma déclaration n'engage que moi-même en ma qualité de président de la réunion, mais je crois qu'elle dresse un bilan objectif de la réunion.

2. La réunion de Palerme a été conçue comme une manifestation ad hoc complémentaire, en dehors du cycle normal des conférences ministérielles afin de nous permettre de faire le point des progrès accomplis dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen depuis son lancement historique à Barcelone, il y a de cela presque 3 ans, de lui conférer un nouvel élan et de contribuer à préparer le terrain en vue de la prochaine conférence ministérielle, qui se tiendra à Stuttgart en avril 1999.

3. Au cours des dernières 24 heures, nous avons eu un débat ouvert et constructif très approfondi, au cours duquel nous avons abordé les trois chapitres du partenariat. En résumé, nous avons :

réaffirmé notre engagement en faveur du partenariat, auquel tous les partenaires continuent à attacher la plus haute importance ;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

fait le bilan des importants résultats déjà obtenus ;

amélioré notre perception des raisons qui ont fait que, dans certains domaines les progrès ont été moins rapides que dans d'autres ;

sommes convenus des grandes priorités pour l'année prochaine ;

avons manifesté notre désir d'oeuvrer pour le succès de la troisième conférence ministérielle euro-méditerranéenne, à Stuttgart, en avril 1999.

4. Nous avons eu une discussion approfondie sur les relations entre le partenariat euro-méditerranéen et d'autres initiatives menées en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans la région, et en particulier du processus de paix au Moyen Orient. Il ressortait clairement de la déclaration de Barcelone que ces processus devraient être considérés comme complémentaires. Ce fait, de même que le soutien que le processus lancé à Barcelone peut apporter au processus de paix ont été reconnus par tous les participants. Nous avons tous réaffirmé notre engagement, pris à Barcelone, d'appuyer la réalisation d'un règlement de paix juste, global et durable au Moyen Orient, fondé sur la mise en oeuvre loyale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur les principes adoptés lors de la Conférence de Madrid sur la paix au Moyen Orient, y compris le principe de l'échange de territoire contre la paix, qui amèneront la justice et la sécurité à la population de la région. Les discussions que nous venons d'avoir à Palerme ont révélé une aggravation des préoccupations exprimées à La Valette, au sujet des obstacles qui entravent le processus de paix, et en particulier le fait qu'à l'heure actuelle les dispositions de l'accord intérimaire entre Israël et l'OLP ne sont pas appliquées. Les participants ont souligné que pour enregistrer de nouveaux progrès, il est indispensable que se concrétisent intégralement les engagements librement contractés et ils sont convenus de la nécessité d'intensifier l'action sur les trois axes de négociation, à savoir, les axes syrien, libanais et palestinien.

5. De nombreux participants ont remarqué les déclarations que l'UE a faites depuis La Valette, notamment les déclarations d'Amsterdam et de Luxembourg ainsi que les conclusions du Conseil "Affaires générales" des 23 février et 30 mars. Les participants ont fait observer, pour s'en féliciter, que le rôle de l'UE dans le processus de paix s'est renforcé.

6. Dans la discussion des volets politiques et de sécurité qui a suivi, nous nous sommes félicités des progrès accomplis en ce qui concerne la mise au point de mesures visant à étayer le partenariat, notamment le projet relatif à la gestion des catastrophes naturelles et d'origine humaine. Tout en reconnaissant les contraintes actuelles, nous sommes convenus de la nécessité de développer et de soutenir les mesures prises à ce titre et sous d'autres rubriques du partenariat. Nous avons pris acte des travaux en cours sur les questions de fond, y compris la notion de stabilité globale et la nécessité d'harmoniser la perception que nous avons des facteurs qui y contribuent. Cela devrait permettre de mettre au point une charte pour la paix et la stabilité, comme prévu à Barcelone. Les haut fonctionnaires s'en chargeront dans le cadre d'une réunion spéciale ad hoc afin de faire avancer les choses avant notre réunion de Stuttgart.

7. En ce qui concerne le terrorisme, nous avons reconnu les graves menaces que ce phénomène

ANNEXES

fait peser sur de nombreux objectifs du processus et, partant, la nécessité de renforcer notre coopération en matière de prévention. Nous nous sommes félicités de la décision de tenir une réunion ad hoc des hauts fonctionnaires en présence d'experts compétents afin de définir et d'entamer un dialogue sur cette question primordiale.

8. Nous nous sommes félicités de l'initiative en cours, au titre du premier chapitre, concernant les instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme et de la conférence tenue récemment au Royaume-Uni, dans le cadre du troisième chapitre, qui réunissait des fonctionnaires, des universitaires et des ONG. Nous avons tous réaffirmé notre souhait que la coopération et le dialogue dans ce domaine important puissent se poursuivre et se développer dans le cadre du partenariat.

9. Nous avons eu une discussion approfondie sur le chapitre économique et financier du partenariat, qui constitue le moteur du partenariat euro-méditerranéen. Nous avons reconnu que la création d'une zone de prospérité partagée comme nous nous en sommes fixés l'objectif à Barcelone suppose trois volets essentiels : l'instauration du libre échange, des réformes en vue d'une transition économique et des mesures visant à encourager l'investissement privé.

10. Nous avons reconnu qu'un élément essentiel, pour réaliser l'objectif visant à créer une zone euro-méditerranéenne de libre échange d'ici 2010, est la conclusion, par les différents pays partenaires, d'accords d'association avec l'UE. Depuis la conférence de La Valette, le premier accord - avec la Tunisie - est entré en vigueur et un autre - avec la Jordanie - a été signé. Les pays partenaires se sont déclarés préoccupés par le temps nécessaire aux procédures nationales de ratification au sein de l'UE. Nous avons reconnu qu'il importait de bien comprendre l'impact de la transition économique et que nous attendions avec intérêt, la diffusion de l'étude sur cette question qui est en cours de réalisation dans le cadre de la préparation de la Conférence de Stuttgart. Nous espérons tous que les négociations actuellement en cours avec l'Egypte, le Liban, la Syrie et l'Algérie feront de rapides progrès. A cet égard, il a été admis qu'il était nécessaire de parvenir à un compromis mutuellement satisfaisant sur l'agriculture pour conclure ces négociations. Nous avons souligné qu'il était important de développer la coopération et l'intégration régionale et sub-régionale, et notamment qu'il fallait progresser sur la question du cumul des règles d'origine.

11. Dans nos discussions concernant le processus de réformes lié à la transition économique, nous avons admis que les modalités et le rythme de ce processus de réformes sont variables et qu'il exige le soutien continu de l'UE. Nous nous sommes félicités de la réunion organisée récemment par la Commission, qui a permis d'améliorer la manière dont le fonctionnement du programme MEDA est perçu. Le rôle important joué par les pays partenaires dans la mise en oeuvre des différents programmes nationaux a été souligné. Globalement, le programme fonctionne de manière satisfaisante et nous nous sommes félicités du fait que les dépenses au titre du budget MEDA aient été pleinement engagées, ce qui prouve son succès. La Commission a pris soigneusement note des diverses préoccupations exprimées. Nous sommes convenus de la nécessité de poursuivre nos efforts en vue d'améliorer la mise en oeuvre de MEDA et nous nous sommes félicités du fait que la Commission souhaite entretenir un dialogue étroit avec les partenaires méditerranéens sur tous les aspects de MEDA.

12. Nous avons parlé de l'investissement. L'investissement privé jouera un rôle déterminant pour assurer le succès du partenariat. Nous avons reconnu qu'il importe de promouvoir les flux d'investissement, y compris des actions des partenaires visant à créer un climat favorable à l'investissement. Nous avons pris note des différents instruments déjà fournis par la Communauté, ainsi que des initiatives continues dans le cadre euro-méditerranéen, y compris de la suite à donner aux deux utiles réunions qui se sont tenues à Londres. Nous voulons tous que ces initiatives soient poursuivies. Le rôle inestimable que joue la BEI dans le soutien du développement de l'infrastructure de la région et des secteurs privé et financier dans la région a été largement reconnu.

13. Nous avons évoqué le problème de la dette. Comme cela avait été précisé à Barcelone, les négociations concernant la dette doivent se dérouler dans les enceintes appropriées, et non dans le cadre du partenariat. Ceci étant admis, nous avons tous souhaité que la question de la dette soit incluse dans notre dialogue sur les questions économiques et financières.

14. Nous avons fait le bilan des progrès concrets réalisés dans plusieurs secteurs reconnus prioritaires tels que le plan d'action à court et à moyen terme pour l'environnement, le système d'information dans le domaine de l'eau, et le forum de l'énergie. Nous avons pris note des travaux en cours sur le transfert de technologies. Nous souhaitons tous que la réunion des ministres de l'industrie qui se tiendra en octobre, en Autriche, amène de nouveaux progrès dans le domaine de la coopération industrielle.

15. Lors de notre examen du troisième chapitre, concernant le partenariat dans le domaine des affaires sociales, culturelles et humaines, nous avons reconnu que ce chapitre offre l'occasion de rendre le processus euro-méditerranéen accessible aux populations de nos pays. Nous souhaitons améliorer la visibilité du partenariat et accroître la sensibilisation à ce programme. Nous avons souligné la contribution essentielle que la société civile peut apporter dans le développement futur du partenariat. Nous avons accueilli favorablement la décision de la Commission visant à relancer des programmes de coopération décentralisés (Med-Media, Med-Campus, Med-Urbs). Nous nous sommes félicités de la coopération parlementaire qui s'amorce et notamment de la proposition de tenir une session inaugurale du forum parlementaire à l'automne.

16. Nous nous sommes félicités des résultats positifs de la réunion qui s'est tenue récemment à Stockholm sur le dialogue entre cultures et civilisations. Nous avons reconnu qu'il était souhaitable de consolider la coopération culturelle dans le cadre de programmes-cadres plus larges tels que Euromed Patrimoine et Euromed Audiovisuel. Nous nous sommes réjouis des résultats de la réunion de Luxembourg sur l'éducation. Nous avons réaffirmé notre détermination à oeuvrer pour le succès de la conférence ministérielle sur la culture d'Euromed, qui se tiendra au mois de septembre en Grèce.

17. Nous nous sommes félicités de la décision visant à organiser une réunion d'experts sur les migrations et les échanges humains en vue de développer notre dialogue sur cette question importante mais sensible. Nous nous sommes également félicités de la récente initiative visant à promouvoir une meilleure compréhension des origines de la violence dans notre société.

ANNEXES

18. Pour conclure, je puis dire que notre réunion a été très utile et constructive. Je suis convaincu que nous avons pu rendre plus accessibles et visibles à nos populations et au monde en général ce partenariat européen et le travail important qu'il accomplit actuellement. Nous avons démontré notre engagement mutuel à l'égard du partenariat et notre désir de le poursuivre de manière positive et pratique. Ainsi, nous avons posé les fondements de la troisième conférence ministérielle qui se tiendra à Stuttgart. Nous souhaitons tous le succès de cette conférence.

TROISIEME CONFERENCE EURO-MEDITERRANEENE DES MINISTRES DES AFFAIRES D'ETRANGERES – BARCELONA III, STUTTART, L'ALLEMAGNE,

Les 15–16 avril 1999

Conclusions formelles du président

1. La troisième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Stuttgart a montré que, trois ans et demi après la conférence inaugurale de Barcelone, le partenariat euro-méditerranéen s'est considérablement développé et renforcé et a clairement prouvé qu'il était viable dans des circonstances parfois délicates et difficiles.

2. L'objectif principal de cette conférence a été réalisé. Elle a imprimé de nouvelles impulsions au partenariat tout en confirmant clairement les objectifs définis dans la Déclaration de Barcelone, à savoir transformer le bassin méditerranéen en une région de dialogue, d'échange et de coopération en renforçant la démocratie, le respect des droits de l'homme, les droits sociaux fondamentaux, l'Etat de droit, la bonne gestion des affaires publiques, ainsi qu'un développement économique et social durable et équilibré, en prenant des mesures destinées à lutter contre la pauvreté et en promouvant une meilleure compréhension entre les différentes cultures. Les ministres ont rappelé la priorité accordée dans le partenariat à la protection et à la promotion des droits de l'homme. Ils sont en outre convenus de concentrer davantage les activités sur les domaines prioritaires, d'augmenter la participation des acteurs en-dehors du gouvernement central, de rendre le partenariat plus pragmatique et d'en améliorer la visibilité.

3. Les ministres ont souligné l'importance fondamentale de la coopération et de l'intégration intrarégionales et sous-régionales dans l'ensemble des trois chapitres. Ils ont approuvé les lignes directrices définies lors de la conférence de Valence tant en ce qui concerne les priorités que les méthodes de la future coopération régionale. Ils ont demandé une amélioration des actions engagées au titre de la coopération régionale, notamment une évaluation systématique et un suivi concret. Ils ont confirmé le principe selon lequel les programmes de coopération régionale sont ouverts à tous les partenaires, bien qu'ils consistent dans de nombreux cas en plusieurs projets liés entre eux, chacun concernant un groupe de partenaires. Les ministres ont demandé à la

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Commission d'élaborer un document de réflexion sur les méthodes appropriées en matière de coopération régionale.

4. Les discussions ont montré que le partenariat était solide et durable. Tous ses membres restent décidés à oeuvrer en faveur de tous ses objectifs et principes et ont réaffirmé qu'ils étaient déterminés à poursuivre le partenariat au cours du nouveau millénaire.

Contribution du partenariat euro-méditerranéen aux progrès réalisés dans la région méditerranéenne

5. Les ministres ont mené un débat exhaustif sur le lien entre le partenariat euro-méditerranéen et d'autres initiatives et actions menées dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et du développement dans la région, notamment le processus de paix au Moyen-Orient. Ils ont confirmé que le processus de Barcelone n'avait pas vocation à se substituer à ces initiatives et actions, mais à contribuer à leur succès. La Déclaration de Barcelone a clairement précisé que ces processus devaient être considérés comme étant complémentaires.

6. Les ministres ont réaffirmé leur ferme engagement en faveur d'un règlement de paix juste, global et durable au Moyen-Orient, fondé sur une mise en oeuvre loyale des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur le mandat de la Conférence de Madrid sur la paix au Moyen Orient, y compris le principe de l'échange de territoire contre la paix, les accords d'Oslo et, plus récemment, le mémorandum de Wye River. Ils ont demandé la reprise des pourparlers de paix sur tous les axes de négociation. Ils ont demandé la mise en oeuvre immédiate de la résolution 425 du Conseil de sécurité.

7. Les ministres ont exprimé la préoccupation croissante que leur inspire l'impasse dans laquelle le processus de paix se trouve actuellement et ont souligné avec fermeté que les négociations devaient reprendre dans le cadre et selon le calendrier des engagements souscrits librement.

8. De nombreux ministres se sont félicités de la récente déclaration du Conseil européen de Berlin. Les ministres ont encouragé l'Union européenne à continuer d'accroître son rôle en faveur du processus de paix au Moyen-Orient.

Partenariat politique et de sécurité

9. Les ministres sont convenus que la stabilité dans la région méditerranéenne demandait une approche globale et équilibrée pour aborder les aspects de sécurité commune, renforcer la coopération et adopter des mesures de nature à assurer la stabilité. En renforçant la stabilité globale, le processus de Barcelone contribuera par ailleurs au règlement des tensions et des crises dans la région.

10. Un élément clé à cette fin sera l'élaboration d'une "Charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité", à l'égard de laquelle les ministres se sont engagés. Ils ont exprimé leur satisfaction devant les travaux du Groupe des hauts fonctionnaires et les progrès accomplis depuis la réunion de Palerme.

11. Les ministres se sont félicités des "Lignes directrices relatives à l'élaboration d'une Charte euro-méditerranéenne" qui leur ont été soumises et qui sont annexées aux présentes conclusions,

ANNEXES

pour plus de facilité, sous la forme d'un document de travail informel. Selon ces lignes directrices, la charte servira d'instrument pour la mise en oeuvre des principes de la Déclaration de Barcelone lorsqu'il s'agira de questions de paix et de stabilité. A cette fin, la charte prévoira un dialogue politique renforcé ainsi que la mise en place, dans le cadre d'un processus évolutif et progressif, de mesures de partenariat, de mesures visant à améliorer les relations de bon voisinage et la coopération régionale et de mesures de diplomatie préventive. La fonction principale du dialogue politique renforcé sera de prévenir les tensions et les crises et de maintenir la paix et la stabilité dans la région grâce à une sécurité coopérative. La charte sera dotée de mécanismes décisionnels appropriés qui renforceront le cadre institutionnel existant. Les ministres et les hauts fonctionnaires se réuniront périodiquement ou chaque fois que des situations ou des événements particuliers l'exigent.

12. Les ministres ont estimé que ces "Lignes directrices" constituaient une avancée considérable et ont décidé qu'elles serviraient de base pour les travaux futurs des hauts fonctionnaires. D'autres suggestions visant à améliorer encore le texte pourront être présentées au cours des trois prochains mois. Les ministres ont chargé le Groupe des hauts fonctionnaires d'établir un calendrier global et d'organiser des réunions ad hoc supplémentaires afin de mener à bien l'élaboration de la charte, au besoin avec l'aide d'experts, d'ici la prochaine conférence ministérielle. Entre-temps, un rapport sur l'état des travaux sera élaboré à l'intention des ministres. La charte sera approuvée formellement par les ministres dès que les conditions politiques le permettront.

13. Les ministres ont dressé le bilan et pris acte des progrès accomplis à ce jour dans la mise en place des mesures de partenariat, notamment le projet visant à établir un système euro-méditerranéen de prévention, d'atténuation des effets et de gestion des catastrophes. Ils se sont félicités des initiatives en cours concernant l'échange d'informations sur la signature et la ratification d'instruments internationaux dans les domaines du désarmement et du contrôle des armements, du terrorisme, des droits de l'homme et du droit international humanitaire; ils ont pris acte du succès des séminaires euro-méditerranéens d'information et de formation destinés au personnel diplomatique, visant à mettre en place une culture de dialogue et de coopération grâce à des échanges informels et à des discussions ouvertes entre les personnes participant à la mise en oeuvre du partenariat.

14. Les ministres ont reconnu les difficultés qui existent et sont convenus de soutenir et de développer ces mesures ainsi que de recenser et d'étudier de nouveaux domaines de coopération ; ils ont noté à cet égard la tenue à Bonn le 20 mars 1999 du séminaire informel des hauts fonctionnaires d'EuroMeSCo consacré au "Dialogue euro-méditerranéen sur la sécurité", qui visait à renforcer le dialogue et l'échange d'idées entre le personnel universitaire et gouvernemental des deux rives de la Méditerranée.

15. Les ministres sont convenus de renforcer le dialogue politique dans des domaines de coopération liés au partenariat en matière de politique et de sécurité, tels que le terrorisme ; à cet égard, ils ont pris acte avec satisfaction du résultat positif de la réunion ad hoc informelle sur le terrorisme qui s'est tenue le 23 novembre 1998. Ils ont reconnu la menace grave que représente le terrorisme pour les objectifs du partenariat. Les ministres se sont déclarés déterminés à contrer

cette menace en renforçant la coopération. A cet effet, ils ont chargé les hauts fonctionnaires d'organiser au cours du deuxième semestre de cette année une autre réunion mixte euro-méditerranéenne ad hoc avec la participation d'experts en matière de terrorisme. Les ministres ont invité les hauts fonctionnaires à poursuivre le dialogue politique sur d'autres questions mentionnées dans le premier chapitre de la Déclaration de Barcelone, telles que la criminalité organisée et le trafic illicite de drogues, afin de recenser les mesures appropriées en vue d'une action commune.

Coopération financière de l'Union européenne avec les partenaires méditerranéens

16. Les ministres ont confirmé que la coopération financière restait un élément clé du partenariat. Tous les participants ont constaté avec satisfaction que, d'ici la fin de 1999, l'aide financière de la Communauté devrait équivaloir aux 4 685 milliards d'euros d'engagements mentionnés dans la Déclaration de Barcelone pour la période 1995-1999 et qu'au cours de la même période le total des prêts accordés par la Banque européenne d'investissement pourrait atteindre 4,8 milliards d'euros, ce qui témoigne du rôle important que joue la BEI dans le développement des infrastructures de la région ainsi que de sa contribution au développement du secteur privé.

17. Les ministres ont reconnu que ces contributions favorisaient de manière significative les réformes entreprises par les pays partenaires. A cet égard, les ministres ont demandé que l'on assure la plus grande cohérence possible entre les programmes d'aide communautaires, les prêts de la BEI et les actions des institutions financières internationales.

18. L'Union européenne a confirmé que son aide pour la période 2000-2006 traduira une nouvelle fois la priorité qu'elle accorde aux relations avec ses partenaires méditerranéens dans le cadre de ses engagements extérieurs globaux. Les ministres sont convenus de la nécessité de renforcer les mécanismes d'analyse sociale, environnementale et économique qui sous-tendent la programmation, notamment dans le cas des programmes indicatifs nationaux. Ils ont demandé à la Commission de présenter dès que possible des propositions visant à simplifier et à rendre plus efficaces les méthodes et procédures mises en oeuvre aux fins de la coopération.

Partenariat économique et financier

19. Les ministres ont réaffirmé l'importance cruciale que revêtent la création d'une "zone euro-méditerranéenne de libre-échange" d'ici à l'an 2010, le processus de transition économique et les investissements, notamment les investissements directs étrangers, dans la réalisation d'une zone de prospérité partagée - objectif qui reste au coeur du partenariat. En réponse à la demande formulée lors de la conférence de Malte, les participants ont examiné une étude sur la zone de libre-échange et la transition économique, présentée par la Commission, et se sont félicités de ses résultats.

20. Les ministres ont confirmé qu'ils étaient résolus à parachever le réseau d'accords d'association entre l'UE et ses partenaires, accords qui se caractérisent par certains éléments communs et qui visent à établir des avantages mutuels sur une base de réciprocité. Les ministres sont convenus que les dispositions en matière de révision prévues par ces accords devraient viser à l'octroi de nouvelles concessions dans le secteur agricole sur une base de réciprocité.

ANNEXES

21. Les ministres ont souligné que la conclusion d'accords de libre-échange entre les partenaires méditerranéens est essentielle pour la création de la zone euro-méditerranéenne de libre-échange. Ils se sont félicités des progrès réalisés par les partenaires à cet égard et les ont vivement encouragés à poursuivre dans cette voie et à renforcer la coopération Sud-Sud en général. Les ministres ont notamment encouragé la poursuite des travaux destinés à améliorer la compatibilité en matière de coopération douanière, de libre circulation des marchandises, de marchés publics, d'harmonisation et de certification des normes, de droits de propriété intellectuelle, de fiscalité, de protection des données, de règles de concurrence et de comptabilité et d'audit.

Les ministres ont fait leurs les conclusions de la conférence de Valence qui appelaient à valoriser l'expérience acquise lors de la création du marché intérieur de l'UE. Ils se sont félicités des travaux déjà engagés dans ce domaine et ont demandé qu'ils soient poursuivis rapidement.

22. Les ministres ont souligné le rôle central que le cumul des règles d'origine doit jouer dans le renforcement d'une intégration économique efficace dans la région. Ils ont demandé que toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer qu'un système prévoyant des règles d'origine identiques ouvre la voie à un cumul intégral dans l'ensemble de la zone méditerranéenne dès que possible.

23. Les ministres se sont félicités des progrès accomplis en matière de transition économique et ont souligné que ce processus demandait à être approfondi, notamment pour ce qui est de l'environnement réglementaire et administratif, la culture d'entreprise et les réformes des systèmes fiscaux.

24. Les ministres ont reconnu que, dans le cadre de la transition économique, il fallait dûment tenir compte du fait que les partenaires sont confrontés à d'importants problèmes d'ordre social. Ils ont réaffirmé qu'il fallait agir avec détermination au moyen de mesures judicieusement ciblées pour augmenter le niveau de vie des groupes les moins favorisés, afin d'éviter que le chômage n'empire et d'améliorer la situation sociale. Les participants sont convenus qu'il fallait dégager un large consensus, comprenant la société civile, sur la nécessité des programmes de réformes.

25. Il y a également eu consensus sur l'importance fondamentale que revêt un accroissement des investissements privés, notamment les investissements directs étrangers et, à cet égard, sur la nécessité de poursuivre les efforts déployés en commun pour créer un climat favorable à l'investissement afin de rendre la région plus attrayante pour les investisseurs. Les ministres se sont félicités de la proposition du Portugal d'organiser une conférence sur l'investissement dans le courant du premier semestre de 2000 et ont souligné que cette conférence devrait, en tirant parti de l'expérience antérieure, formuler des recommandations sur la meilleure manière de mobiliser les ressources extérieures provenant du secteur privé et des institutions financières.

26. Afin de renforcer dans la région les infrastructures qui contribuent à l'intégration de l'économie et des marchés, on a souligné la nécessité de définir des cadres juridiques, réglementaires et financiers sectoriels adéquats. Les transports, les transports maritimes, l'énergie et les télécommunications constituent déjà une bonne base de coopération régionale. Les ministres ont indiqué que les participants devraient mener des politiques et une action concertée

renforcée afin de favoriser une plus grande participation du secteur privé ainsi que des institutions financières internationales et régionales. Le programme MEDA et la BEI continueront de jouer leur rôle d'encadrement.

27. Les ministres ont confirmé que les six domaines de coopération prioritaires - environnement, politique de l'eau, industrie, énergie, transports et société de l'information - seront maintenus et ont demandé que les actions soient concentrées sur ces secteurs prioritaires. Il conviendrait également d'encourager la coopération en matière de recherche et de développement dans ces secteurs. Dans tous les domaines de coopération, une attention particulière devrait être accordée aux aspects environnementaux. Les participants ont souligné l'importance cruciale de la politique de l'eau pour la région méditerranéenne et se sont félicités de la tenue à Turin, dans le courant du second semestre de 1999, d'une deuxième conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la gestion de l'eau au niveau local, qui devrait déboucher sur des recommandations relatives à de nouvelles activités opérationnelles à entreprendre au niveau régional. Les ministres ont précisé que de nouveaux domaines de coopération prioritaires pourraient être créés à mesure que progresseront les travaux relatifs à une nouvelle méthodologie pour les activités de coopération régionale. Ils se sont félicités à cet égard des résultats de la réunion des ministres de l'industrie qui s'est tenue le 4 octobre 1998 à Klagenfurt.

28. La conférence a pris acte de plusieurs initiatives importantes qui ont été prises récemment pour concrétiser la coopération régionale: l'initiative EUMEDIS pour la société de l'information, ainsi qu'une série de projets dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. Les actions en cours comprennent les réseaux de coopération économique, les initiatives pour favoriser les contacts entre PME et la coopération statistique dans le cadre de MEDSTAT.

Partenariat social, culturel et humain

29. Les ministres ont réaffirmé l'importance de la dimension culturelle, sociale et humaine pour le succès du partenariat et la réalisation de ses objectifs généraux. Ils ont pris acte de ce que les activités menées dans le cadre du troisième chapitre du processus de Barcelone portent essentiellement sur la bonne gestion des affaires publiques et les droits de l'homme, l'éducation, la jeunesse, la santé, la participation des femmes, les migrations et les échanges humains, la culture, le dialogue entre les cultures et les civilisations, le dialogue entre les sociétés civiles, la lutte contre la criminalité internationale, notamment la drogue et le terrorisme, et la lutte contre le racisme et la xénophobie. Les ministres ont mentionné les conclusions de la conférence de Valence et ont demandé que les diverses activités menées dans le cadre de ce chapitre soient davantage concentrées sur des domaines prioritaires, en particulier par le biais du programme indicatif régional mis à jour.

30. Les ministres sont convenus que, pour élargir la base du partenariat euro-méditerranéen, il fallait encourager la participation d'un vaste cercle d'acteurs en dehors du gouvernement central. Ils se sont félicités de la contribution du Parlement européen au développement de la dimension parlementaire du processus de Barcelone et ont notamment salué la première réunion Forum parlementaire euro-méditerranéen à Bruxelles en octobre 1998, ainsi que la réunion des présidents des parlements qui s'est tenue les 7 et 8 mars 1999 à Palma de Majorque, qu'ils ont considérées comme des manifestations importantes de l'intérêt que portent les représentants élus au partenariat. Ils ont souligné que les autorités régionales et locales devraient être associées plus

ANNEXES

étroitement, de même que les partenaires économiques et sociaux, les entreprises et les organisations non gouvernementales. Les ministres se sont félicités de la tenue, parallèlement à la conférence, de plusieurs forums de la société civile à Stuttgart et ont noté que ces forums avaient formulé des recommandations pour les activités futures concernant les droits de l'homme, l'environnement et la création d'un Forum euro-méditerranéen des syndicats. Ils ont demandé un renforcement du dialogue entre les gouvernements et la société civile.

31. Les ministres ont vivement insisté pour qu'un nouvel élan soit imprimé à la coopération décentralisée. Ils ont souligné l'importance particulière de ce type de coopération qui contribue également à faire connaître la valeur du partenariat à un public le plus large possible et ont invité la Commission à relancer ces programmes dans les meilleurs délais, tout en reconnaissant la nécessité de les mettre en oeuvre prudemment et soigneusement.

32. Les ministres se sont félicités de la tenue de la deuxième réunion ministérielle sur la culture à Rhodes au mois de septembre 1998. Ils se sont également félicités des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la coopération dans le cadre du programme Euro-Med Héritage et du fait que le programme Euro-Med Audiovisuel a été lancé en 1998 et qu'il contienne des projets concrets qui seront sélectionnés et mis en oeuvre au cours de cette année. Ils ont également noté que le programme Euro-Med Sciences humaines était sur le point d'être lancé. Ils se sont déclarés satisfaits du lancement du programme Euro-Med Jeunesse qui vise à encourager les échanges de jeunes.

33. Les ministres se sont félicités de la tenue les 1er et 2 mars 1999 à La Haye de la réunion sur les migrations et les échanges humains, qui a fourni l'occasion d'un échange de vues franc sur cette question importante et controversée. Il a été convenu de poursuivre les travaux dans ce domaine, ce qui pourrait mener à la tenue d'une réunion de haut niveau.

34. Les ministres ont également pris acte de ce que le dialogue a été ouvert dans le domaine de la santé et du bien-être social, y compris en ce qui concerne les maladies infectieuses, le développement du secteur de la petite enfance et les soins de santé primaires. Ils se sont félicités de la tenue dans le courant du second semestre de 1999 à Montpellier d'une réunion ministérielle sur la santé et ont exprimé le souhait que cette réunion permettra de lancer une coopération régionale opérationnelle.

35. Les ministres sont convenus de rendre hommage à feu le Roi Hussein pour l'héritage qu'il a transmis. Pour saluer sa contribution à la paix dans la région, ils ont approuvé l'idée d'organiser en l'an 2000 des manifestations culturelles destinées à renforcer l'harmonie et le respect mutuel entre les peuples de la région euro-méditerranéenne. Ils se sont félicités de l'intérêt témoigné par l'Expo 2000, qui se tiendra à Hanovre, pour accueillir certaines de ces manifestations.

Autres questions

36. Les ministres ont réaffirmé le rôle du comité euro-méditerranéen dans le processus de Barcelone en tant qu'enceinte centrale pour la relance, la surveillance, le suivi et l'évaluation des actions et des initiatives mises en oeuvre dans le cadre du processus de Barcelone dans son ensemble. Ils se sont félicités des mesures prises pour améliorer le fonctionnement de ce comité

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

et l'ont encouragé à poursuivre ses efforts, notamment en vue d'axer ses travaux sur des questions politiques et d'assurer que les activités soient concentrées sur des secteurs prioritaires. Ils ont recommandé que des réunions soient organisées plus fréquemment afin de tenir compte de l'intensification constante des travaux dans le cadre du partenariat.

37. Les ministres sont convenus que la Libye, qui participait à la conférence en qualité d'invitée de la présidence, deviendra un membre à part entière du processus de Barcelone dès que les sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies auront été levées et que la Libye aura accepté l'ensemble de l'acquis de Barcelone.

38. Les ministres se sont félicités de proposition franco-portugaise de tenir la quatrième conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères au cours de la présidence française de l'UE, conférence qui sera précédée d'une réunion de réflexion des ministres des affaires étrangères, accompagnés d'un collaborateur, pendant la présidence portugaise.

DECLARATION CIVILE DE BARCELONE

Les 29 et 30 novembre et le 1er décembre 1995, s'est tenu à Barcelone, juste après la Conférence euro-méditerranéenne convoquée par l'UE, le Fòrum Civil Euromed, formé de 1 211 agents sociaux économiques et culturels provenant de 38 pays de l'Union européenne et de toute la Méditerranée et de sa zone d'influence.

Les participants du Fòrum Civil Euromed appartiennent à un millier d'institutions et organismes, réseaux de coopération décentralisée, associations et centres intéressés par le partenariat, chambres de commerce, universités, régions, villes et entreprises, organisations non gouvernementales, syndicats et associations agricoles, ainsi qu'aux programmes de l'Unesco sur la Méditerranée et aux programmes Med de la Communauté européenne.

Le Fòrum Civil Euromed a évalué en premier lieu la Déclaration de la Conférence euro-méditerranéenne, indiquant :

Qu'il juge très positif qu'elle incite à une plus grande participation de la société civile des pays méditerranéens, car cela favorise la protection des droits de l'homme et la consolidation des institutions démocratiques.

Que, néanmoins, elle ne tient pas assez compte de certains aspects essentiels, comme celui des femmes et celui des migrations, ou des secteurs fondamentaux, comme l'énergie renouvelable ou le tourisme.

Que le cadre de financement que l'Union européenne fixe pour la Méditerranée est jugé positif, mais que son accessibilité demeure imprécise.

Que la zone de libre-échange qui est proposée peut être bénéfique, mais qu'il faut également en évaluer préalablement les effets.

Le Fòrum Civil Euromed a travaillé sur des thèmes bien définis, analysant les lignes d'action en

ANNEXES

cours et ajoutant de nouvelles propositions visant à atteindre l'opérationnalité souhaitée. En conséquence, il a défini et rassemblé une vaste série de projets, plus de deux cents, à même d'apporter un contenu au programme euro-méditerranéen à court, moyen et long termes.

Un résumé de la tâche accomplie par les onze forums sectoriels composant le Fòrum Civil Euromed vient d'être exposé par ses représentants. Néanmoins, toutes les communications et tous les débats seront remis à la Generalitat de Catalunya, institution qui a convoqué le Fòrum, et aux autres institutions qui l'ont parrainé: la Commission de l'Union européenne, le ministère des Affaires étrangères du gouvernement espagnol et l'Unesco. Cette documentation sera publiée ultérieurement.

Finalement, le Fòrum Civil Euromed s'est constitué en plate-forme institutionnalisée de dialogue et de coopération euroméditerranéens, siégeant en permanence à Barcelone, sous la direction de l'Institut Català de la Mediterrània d'Estudis i Cooperació, mais dont les réunions plénières se tiendront successivement dans les différents pays de la Méditerranée.

À travers ses commissions de travail en cours le Fòrum Civil Euromed élira un comité international qui s'occupera:

Du suivi de toutes les résolutions de cette première convocation de Barcelone.

De formaliser sa propre structure.

De préparer sa prochaine réunion plénière, qui devrait avoir lieu au printemps 1997, de préférence dans un pays du sud ou de l'est de la Méditerranée.

Le Fòrum Civil Euromed insiste sur l'interdépendance nécessaire des domaines économique, territorial et socio-culturel. Il souligne que les accords pris par les États demeureront vides de contenu sans une véritable coopération décentralisée, qui puisse assurer un impact réel sur le tissu socio-économique des pays concernés.

Barcelone, le 1er décembre 1995

DECLARATION FINALE – FORUM CIVILE DE MALTE

L'un des aspects les plus novateurs de la Déclaration de Barcelone issue de la première conférence interministérielle euroméditerranéenne de Barcelone de novembre 1995 a été l'introduction de représentants de la Société civile dans le processus de partenariat euroméditerranéen. Cette déclaration a été réaffirmée au cours de la conférence sur la gestion de la région euroméditerranéenne qui s'est tenue cette année à la Haye. Etant entendu que la participation de ces groupes se fait sur une base strictement égale, ce mouvement a permis l'accélération du rapprochement et de la compréhension mutuelle entre le nord et le sud et également au sein du Sud et a constitué un grand pas en avant dans le processus général de la coopération euroméditerranéenne et l'accomplissement de ces objectifs.

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Cette Déclaration souligne également la nécessité de soutenir la société civile par des moyens techniques et financiers pour une participation efficace de ses représentants, afin qu'ils puissent exprimer leurs opinions et attirer l'attention sur les vrais problèmes qui composent la réalité méditerranéenne.

Dans son évaluation de la Déclaration de Barcelone, le Forum civil Euromed a lancé un appel pour une plus grande participation des représentants de la société civile. Cet appel a pu stimuler la mobilisation de ces derniers pour la défense des droits de l'homme et la consolidation des institutions démocratiques. Cependant, au même moment, il est apparu très clairement que quelques domaines essentiels, tels que la question des migrations, le rôle des femmes, ainsi que d'autres secteurs importants comme la formation, la recherche et la communication n'ont pas été suffisamment pris en considération. Le cadre financier développé par l'union européenne pour la Méditerranée a également été bien accueilli même si les modalités d'accès à ce financement sont demeurées imprécises.

Suivant ce qui précède et à l'occasion de la seconde conférence interministérielle euroméditerranéenne du 15 et 16 Avril 1997, les représentants de la société civile réunis à Malte déclarent:

une année et demie après la première conférence interministérielle euroméditerranéenne et la tenue du premier forum civil euromed, les développements bilatéraux en matière politique et financière ont été positifs à certains égards. Dans d'autres domaines cependant cela n'a pas été le cas. Ainsi, le retard pris par le programme Meda a pu faire obstacle aux initiatives interculturelles proposées à Barcelone affaiblissant ainsi l'esprit de partenariat.

De plus, les ressources financières consacrées à la coopération décentralisée ne représentent que 10 pour cent des sommes allouées. Le forum civil note que depuis Barcelone les programmes Med n'ont plus fonctionné. Les participants au Forum de la société civile appellent l'union européenne à relancer les programmes Med. Ils recommandent par ailleurs la création d'un programme euromed destiné aux jeunes, avec en particulier l'institution d'un conseil euroméditerranéen de la jeunesse et d'un programme de formation de type Socrates.

En ce qui concerne le troisième volet de la Déclaration de Barcelone, qui fait référence aux aspects sociaux, culturels et humains du partenariat, les développements se sont avérés plus lents et plus ardues. Les progrès réalisés au cours de ces 16 derniers mois ont été très limités, comme on a pu le constater à travers les résultats modestes des différentes réunions ministérielles, même s'il faut souligner le soutien apporté pendant cette période à 17 projets concernant le domaine du patrimoine culturel. À cet égard, les participants souhaitent que ce soutien débouche sur un programme durable, dédié à la promotion du patrimoine culturel méditerranéen. Un tel soutien devrait aussi être accordé aux axes de coopération entre organisations régionales du bassin méditerranéen.

Pour gagner en crédibilité et en légitimité, le dialogue interculturel implique l'adoption d'un engagement ferme contre la discrimination sociale, le racisme et la xenophobie, les tensions restant un obstacle sérieux à une paix durable dans la région. Les participants conviennent que la

ANNEXES

promotion et le respect des droits de l'homme, la mobilité des citoyens et le renforcement de la liberté d'expression sont les conditions majeures pour un développement politique, économique et social de la région euroméditerranéenne.

S'il est vrai que la force de la société civile méditerranéenne réside dans sa diversité, les participants au Forum civil réunis à Malte considèrent qu'il est devenu nécessaire de mettre en place des mécanismes appropriés destinés à renforcer l'interface entre l'Union européenne et ses partenaires euroméditerranéens. Ces mécanismes doivent permettre de développer des contacts réguliers entre les différents volets définis dans la déclaration de Barcelone.

Les Participants

Civil Forum Euromed Malta 1997
LA VALLETTE, Malte
le 13 avril 1997

DECLARATION STUTTGART – LES DROITS DE L'HOMME ET LA CITOYENNE EN MEDITERRANEE

Réseau Euro-Méditerranéen des droits de l'Homme et le Forum des Citoyens de la Méditerranée,
Stuttgart, 15-16 avril 1999

Conférence organisée par la Fridrieich Ebert Stifung

RECOMMANDATIONS

PROPOSEES PAR LE FORUM DES CITOYENS DE LA MEDITERRANEE ET LE RESEAU EURO-MEDITERRANEEN DES DROITS DE L'HOMME

Ces propositions ont été élaborées par les deux réseaux organisateurs, à l'issue de deux journées de travaux et ont été enrichies par les participants.

Le processus de Barcelone, engagé il y a plus de trois ans a ouvert de nouvelles possibilités et crée des opportunités dont la société civile peut se saisir. C'est ainsi que toutes les dispositions contenues dans les accords d'association sont basées sur le respect des principes démocratiques des droits de l'Homme. Les parties signataires se sont engagées à faire en sorte que leur politique intérieure et extérieure soit guidée par ces principes en vue de faire de la Méditerranée une zone de paix et de prospérité partagée. À cet égard, la Déclaration de Barcelone a fortement insisté sur

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

la promotion du rôle de la société civile et particulièrement des ONG dans la mise en œuvre et l'évaluation de ce processus.

Avant de formuler les recommandations issues des discussions engagées par la société civile au cours de cette conférence et au-delà, les participants tiennent à rappeler qu'ils entendent par société civile l'ensemble des instances, associations, personnalités et media, qui ont vocation à garantir ou protéger, en dehors de toute institution de l'Etat, l'exercice effectif, par des moyens pacifiques, des libertés publiques et à favoriser l'émergence et l'affirmation autonome d'une identité collective pluraliste fondée sur les valeurs universelles des droits de l'Homme et la promotion d'une culture citoyenne.

Processus de paix et résolution des conflits

Force est de constater aujourd'hui que ni la paix ni le respect des droits de l'Homme n'ont progressé dans la région. Bien au contraire, le processus de paix au Proche-Orient, au centre de cette ambition, est aujourd'hui ruiné par la politique de l'actuel gouvernement israélien, qui soumet la région à des tensions dangereuses et viole l'ensemble des accords signés depuis Oslo, pour la période intérimaire qui se termine dans quelques jours.

Nous constatons que l'impasse du processus de paix israélo-arabe et israélo-palestinien grippe l'ensemble du processus de partenariat de Barcelone.

A cet égard, les participants à la conférence demandent à l'Union européenne:

De faire pression sur Israël pour qu'il applique l'ensemble des accords signés depuis Oslo avec la partie palestinienne.

D'intervenir par tous les moyens pour le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés, du Golan et du Sud Liban, l'arrêt immédiat de la colonisation, notamment à Jérusalem, dont le statut doit faire l'objet d'une négociation.

De s'engager à reconnaître l'Etat palestinien dès sa proclamation et d'aider cet Etat à conquérir au plus tôt les moyens de son indépendance et à exercer sa pleine souveraineté.

D'autres pays (et tout particulièrement l'Algérie et les pays des Balkans) connaissent des situations dramatiques, qui constituent des obstacles majeurs au parachèvement des objectifs du Partenariat. A cet égard, les participants expriment leurs inquiétudes quant à la crise majeure des droits de l'homme en Algérie. Ils demandent à toutes les parties au partenariat d'encourager toute action pouvant mener à la paix et à une solution politique de la crise dans ce pays.

La situation au Kosovo fait resurgir les démons du passé et appelle une action dramatiquement urgente en faveur du peuple kosovar victime d'une entreprise d'épuration ethnique. Elle pose à nouveau le problème du respect du droit international et met en évidence l'urgence d'un nouvel ordre juridique international susceptible de prévenir et de résoudre les conflits.

Cette situation renvoie également au statut et à l'oppression dont font l'objet les minorités dans de nombreux pays du Partenariat et notamment la minorité Kurde (Turquie, Iraq, etc.) et au

ANNEXES

traitement de la question de la diversité et du pluralisme culturels dans la région (Liban, pays de l'Union européenne, etc.).

Par ailleurs, les participants enregistrent avec intérêt l'évolution des rapports entre l'Union Européenne et la Libye et expriment le souhait de voir ce pays prendre la place qui lui revient dans le partenariat afin que les citoyens de ce pays puissent prendre part à l'œuvre commune.

Situation des droits de l'Homme

Comme mentionné dans la recommandation du Parlement européen en date du 11 mars 1999, la situation des droits de l'Homme (entendus au sens des droits de la personne humaine) s'est gravement détériorée dans la région depuis la conférence de Barcelone. Les pays partenaires n'ont établi ni programme de travail régional pour la promotion et la protection des droits de l'Homme, ni mécanismes transparents et efficaces pour le suivi, en lien avec les ONG et les défenseurs des droits de l'Homme et de la région, du respect des droits de l'Homme en Méditerranée.

Dans ce domaine, les participants appellent les parties au Partenariat établir un programme de travail pour les deux années à venir incluant notamment les recommandations suivantes:

Garantir que la législation et les pratiques soient en conformité avec la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme (Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1998. Les participants expriment leur profonde inquiétude à propos de la 'Déclaration interprétative' signée par 26 Etats, dont cinq engagés dans le partenariat euro-méditerranéen, et qui vide de son sens les dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme.

Inclure explicitement à l'ordre du jour des conseils d'association et du Forum interparlementaire la question du respect des droits de l'Homme.

Faire établir par la Commission un bilan annuel du respect des droits de l'Homme dans les 27 pays du Partenariat, qui devra être notamment soumis au Parlement européen et aux parlements nationaux de ces pays.

Organiser, à la veille de chaque conseil d'association, des rencontres entre le Parlement européen, la Commission et les missions de l'Union européenne dans les 27 pays du Partenariat et les ONG de défense des droits de l'Homme, afin de permettre à ces dernières d'exprimer leurs vues sur l'avancement du Partenariat.

Signer et ratifier sans délai le Traité de Rome établissant la Cour pénale internationale B et, si nécessaire, d'amender leurs législations nationales en conséquence -, notamment en vue de mettre fin à l'impunité.

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Réaffirmer solennellement leurs engagements à respecter les dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951 et notamment de son article 33 qui interdit le refoulement.

Encourager et renforcer les programmes d'éducation et de promotion d'une culture des droits de l'homme.

Promotion des échanges humains et lutte contre les discriminations

Les participants soulignent que les Echanges humains, et tout particulièrement les questions liées aux migrations sont traitées par les Etats signataires en flagrante ainsi que la complexité et la diversité des mouvements de personnes ne sont prises en compte, dans les faits, que sous l'angle restrictif du contrôle motivé par une démarche sécuritaire ignorant les conséquences dramatiques des persécutions et des conflits qui minent la région et bloquent le processus engagé. Les participants expriment leur vive inquiétude face à la montée et à la banalisation de la xénophobie et des discriminations raciales dans l'ensemble des pays du bassin méditerranéen.

Dans ce domaine, les participants appellent les parties au Partenariat à:

Réviser la législation et la réglementation sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans l'Union européenne, comme dans les pays tiers, afin de mettre rapidement et durablement la liberté de circulation des personnes au même niveau que celle concernant les capitaux et les marchandises. A cet égard, les participants demandent la suppression des visas de court séjour et la révision des accords particuliers dans ce domaine pour Eliminer les clauses plus restrictives que le droit commun. Ils souhaitent l'élargissement du droit de séjour temporaire aux étrangers participant à des actions de solidarité internationale.

Accorder des soutiens institutionnels et financiers au développement des programmes d'échanges humains entre les deux rives, des activités d'appui aux actions valorisant les immigrés dans le développement économique local et les initiatives menées dans les pays d'origine.

Mettre tout en oeuvre, au Nord comme au Sud de la Méditerranée, pour la promotion des droits sociaux, civiques (en encourageant leur participation à la vie publique), économiques et culturels des immigrés.

Tenir une conférence périodique sur les migrations associant les gouvernements, les parlements, les collectivités locales et les acteurs non-gouvernementaux (syndicats, associations de défense des migrants, etc.)

Prendre les mesures spécifiques aux Etats membres de l'Union Européenne pour favoriser l'accès à la citoyenneté et la nationalité, abroger la double peine, traiter de manière juste et humaine les immigrés en situation administrative irrégulière.

Droits des femmes

Dans notre région, les femmes font l'objet de multiples discriminations, inscrites dans les lois nationales et renforcées par l'état des mentalités et les politiques publiques à tous les niveaux de

ANNEXES

la vie économique, sociale, culturelle et politique. De nombreux pays parties au Partenariat ont ratifié la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes tout en formulant des réserves telles qu'elles vident cette convention et cette substance. Victimes du harcèlement sexuel, de la violence domestique et sociale, les femmes sont, en cas de conflit, les premières cibles de la violence politique. Convaincus qu'il ne saurait y avoir de société démocratique sans une Egalité effective entre hommes et femmes, les participants appellent les Etats parties au Partenariat à:

Lever les réserves qu'ils ont faites à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

De mettre en conformité leurs législations nationales (et notamment en matière pénale) avec les instruments internationaux afin d'assurer une réelle égalité en droit.

De concevoir et de mettre en œuvre de réelles politique publiques en vue de corriger à tous les niveaux (éducation, media, etc.) l'image négative véhiculée sur les femmes.

Encourager la mise sur pied de réseaux euro-méditerranéen de femmes à divers niveaux: politique, économique, culturel ou médiatique.

Participation de la société civile au processus du Partenariat

Dans le souci de contribuer à une meilleure lisibilité de l'action et de la place de la société civile en Méditerranée, les participants recommandent:

La mise en place d'un cadre permanent de concertation avec l'ensemble des forces issues de la société civile (syndicats, organisations de défense de l'environnement, comités des régions méditerranéennes du Conseil de l'Europe)

La mise en place d'instances nationales de suivi et d'évaluation du processus du Partenariat en rapport annuel du Commissaire chargé du suivi du Partenariat, élaboré en concertation avec les représentants de la société civile.

L'ouverture, dès maintenant, d'un dialogue avec les ONG et les instances représentatives de la société civile en vue de la préparation du prochain sommet euro-méditerranéen.

La mise en adéquation des moyens mobilisables avec les objectifs politiques de renforcement de la société civile par:

La prise de mesures pour que la Commission européenne libère immédiatement les financements qu'elle s'est déjà engagée à octroyer aux ONG qui doivent en être bénéficiaires au titre du programme Meda-démocratie;

Un meilleur accès à l'information sur les modalités de financement de l'action des ONG par la publication, par exemple, d'un rapport annuel sur les orientations stratégiques et l'utilisation faite des fonds alloués dans le cadre des programmes MEDA;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

Une meilleure transparence des critères d'éligibilité des ONG et des critères de choix des projets;

La simplification des procédures financières et des procédures d'instruction des dossiers ;

La mise en place d'une instance consultative dans la définition, l'évaluation et le suivi de ces actions.

DECLARATION FINALE DU FORUM PARLEMENTAIRE EURO-MÉDITERRANÉEN, BRUXELLES,

les 27 et 28 octobre 1998

Les parlementaires représentant les parlements des pays méditerranéens associés au processus de Barcelone, les parlements nationaux des États membres de l'Union européenne et le Parlement européen, réunis à Bruxelles

déterminés à mettre en oeuvre les objectifs de la déclaration de Barcelone et les conclusions des rencontres ministérielles et parlementaires de Malte, d'Athènes et de Palerme visant à donner une dimension parlementaire au processus de partenariat euro-méditerranéen dans son ensemble engagé lors de la conférence ministérielle de Barcelone les 27 et 28 novembre 1995,

décidés à favoriser un partenariat de plus en plus étroit entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée, sur la base des principes de la solidarité, du respect de la souveraineté nationale, de la justice, du dialogue, de la globalité, de la coprosperité et de la bonne foi,

conscients que le développement socio-économique, la promotion de la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'instauration de l'État de droit sont des éléments fondamentaux intimement liés les uns aux autres pour la promotion d'une zone de paix, de stabilité et de développement économique durable dans le Bassin méditerranéen,

conscients qu'une évolution positive du processus de paix au Moyen-Orient est un facteur essentiel pour la pérennité et la consolidation du processus de partenariat euro-méditerranéen,

convaincus que les parlements sont l'expression authentique de la démocratie et des souhaits des peuples qu'ils représentent, et que leur concours est nécessaire pour développer les principes consacrés par la Déclaration de Barcelone,

résolus à asseoir les bases durables d'un dialogue parlementaire euro-méditerranéen qui contribuera à consolider, développer et préserver le partenariat euro-méditerranéen, à lui imprimer une dynamique vivace, ainsi qu'à mieux faire comprendre son importance dans les sociétés de l'Union européenne et des pays partenaires de la Méditerranée,

1. se félicitent de ce que le Forum parlementaire euro-méditerranéen ait enfin vu le jour et

ANNEXES

souhaitent que ses travaux reçoivent le soutien sans faille de chacun des parlements qui y participent, ainsi que des gouvernements et des institutions intéressés concernés par le processus de Barcelone;

2. expriment le souhait que le Forum oeuvrera pour susciter, dès l'instant, une synergie constante entre les parlementaires de l'espace euro-méditerranéen soucieux de promouvoir une association de plus en plus étroite entre leurs peuples, qu'il soit pour les États et parties intéressés l'expression politique incontournable de l'importance historique du partenariat euro-méditerranéen et qu'il stimule et favorise le dialogue au sein de la société civile;

3. sont convaincus que la création d'un Forum parlementaire euro-méditerranéen contribuera à consolider et à développer le processus de Barcelone, comptent pour cela sur l'appui de tous les parlements intéressés pour en assurer le raffermissement et le fonctionnement à l'avenir, et se déclarent convaincus qu'au cours de sa prochaine réunion, le Forum pourra arrêter son règlement définitif;

4. soulignent que le processus engagé à Barcelone constitue une avancée historique majeure dans les relations entre les peuples de la région, dont l'élan et la vitalité doivent être à tout prix maintenus sans jamais perdre de vue que, de par sa nature même, il s'agit d'un projet à long terme;

5. se déclarent convaincus que les progrès réalisés, certes substantiels, dans le cadre de l'Association euro-méditerranéenne ces trois dernières années restent insuffisants, et demandent donc aux gouvernements des États partenaires ainsi qu'au Conseil de l'Union européenne et à la Commission des Communautés européennes d'intensifier leurs efforts pour mener à bien les accords bilatéraux envisagés, pour améliorer l'assistance financière et technique, pour relancer la coopération politique tant au sein du comité de Barcelone qu'au plus haut niveau et de prévoir une augmentation du financement de la phase suivante du programme MEDA;

6. invitent les États membres à accélérer le processus de ratification des accords bilatéraux déjà signés;

7. espèrent que les accords de Wye Plantation contribueront à donner un élan nouveau au processus de paix au Moyen-Orient, en dépit des difficultés rencontrées sur le terrain par le gouvernement israélien et par l'Autorité nationale palestinienne; invitent les États engagés dans le processus de Barcelone à soutenir et à encourager la mise en oeuvre loyale et rapide de tous les accords signés entre l'OLP et Israël, conformément à la déclaration de principes d'Oslo et à la déclaration de principes signée par Israël et l'OLP; invitent les parties à reprendre les négociations israélo-libanaises et israélo-syriennes dans l'espoir d'une paix globale dans la région; estiment que les difficultés et les injustices qui entravent le processus de paix au Moyen-Orient pèsent sur le processus de Barcelone et que tous les États partenaires à celui-ci, et plus spécialement l'Union européenne, doivent tout mettre en oeuvre pour parvenir à une solution juste et durable, conformément aux principes de la Conférence de Madrid, notamment land for peace (des territoires en échange de la paix), à l'accord d'Oslo et à l'application des résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, tout en tenant compte d'une

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

sécurité durable pour tous et des approches définies par la déclaration de Barcelone;

8. espèrent que les gouvernements de l'Union européenne comprendront que l'on ne saurait asseoir les bases d'une association globale et durable sans consentir des concessions mutuelles et rappellent à cet effet que les pays européens ne sont pas les plus faibles économiquement et que, par conséquent, ils doivent adopter une attitude plus ouverte à l'égard des possibilités d'échanges, car celles-ci constituent un facteur fondamental pour le développement de la majorité des peuples méditerranéens; estiment qu'il faut développer une initiative commune, tout en tenant compte des accords existants, sur l'allègement de la dette dans le cadre du dialogue euro-méditerranéen;

9. recommandent au Conseil de l'Union européenne de modifier, le cas échéant, les mandats de négociation confiés à la Commission européenne, afin que celle-ci puisse prendre en compte les spécificités de chacun des pays en cause, et assurer des échanges commerciaux équilibrés par le développement d'un véritable partenariat industriel;

10. recommandent qu'à la lumière des expériences enregistrées en matière de stratégie de libéralisation des marchés entre l'Union européenne et les pays tiers, les partenaires au dialogue euro-méditerranéen prennent une initiative commune dans le contexte des prochaines négociations de l'OMC en vue de rendre les règles de l'OMC, et notamment les zones de libreéchange, compatibles avec un développement durable;

11. recommandent qu'à la suite de la troisième conférence euro-méditerranéenne soit convoqué, aussi rapidement que les circonstances le permettent, un sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays partenaires au processus de Barcelone afin de donner à l'Association euro-méditerranéenne la solennité qu'elle exige et de résoudre les difficultés qui subsistent;

12. recommandent, à la lumière des derniers développements, que toutes les parties à la troisième conférence euro-méditerranéenne mettent tout en oeuvre pour que la Libye participe au processus de Barcelone dans sa totalité; recommandent, en outre, que la Mauritanie puisse participer en tant que membre à part entière au dialogue politique du processus de Barcelone;

13. recommandent au Conseil de l'Union européenne qu'il s'engage à ouvrir un dialogue et à coopérer avec ses partenaires méditerranéens sur tous les problèmes liés à l'immigration sur le territoire européen et incluant une charte des droits de l'immigrant fondée sur les recommandations de l'Organisation des Nations unies; estiment qu'il est à cet égard essentiel de faciliter la circulation des personnes entre les pays qui participent au processus de Barcelone, et cela dans le respect des législations existantes;

14. demandent l'établissement de relations plus étroites dans le Bassin méditerranéen et l'extension des programmes d'échanges de jeunes de l'Union européenne, de manière à inclure les partenaires méditerranéens;

15. recommandent d'oeuvrer à la consolidation de tous les mécanismes et programmes de promotion de la femme afin de l'intégrer davantage dans la réalisation du processus de Barcelone;

ANNEXES

16. recommandent que les partenaires coopèrent pour engager la lutte contre le terrorisme et le crime organisé; se félicitent de l'initiative prise d'organiser un séminaire de hauts fonctionnaires pour la prévention et la lutte contre les réseaux terroristes et espèrent que cette rencontre débouchera sur un renforcement de la coopération dans ce domaine;

17. demandent aux co-présidents du Forum de transmettre cette déclaration aux présidents des parlements des pays participant au processus de Barcelone, à la Commission européenne, au Conseil de l'Union, aux gouvernements des pays participant au processus de Barcelone ainsi qu'au Comité euro-méditerranéen pour le processus de Barcelone.

Déclaration de la délégation du Royaume-Uni

La délégation du Royaume-Uni a émis des réserves à l'égard du paragraphe 12 qui ne se réfère pas explicitement aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Libye.

Déclaration de la délégation chypriote

La déclaration de la délégation chypriote a déploré le fait qu'en raison des objections soulevées par la délégation turque, il n'a pas été possible d'obtenir un consensus sur le problème de Chypre en dépit de nombreux appels lancés par plusieurs membres.

RÈGLEMENT (CE) N°976/1999 DU CONSEIL du 29 avril 1999

fixant les exigences pour la mise en oeuvre des actions communautaires, autres que celles de coopération au développement, qui, dans le cadre de la politique de coopération communautaire, contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays tiers

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 235,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

1, considérant qu'il convient de fixer les modalités pour la mise en oeuvre des actions communautaires, autres que celles de coopération au développement, qui, dans le cadre de la politique de coopération communautaire dans les pays tiers, contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays tiers;

2, considérant que le Conseil a adopté, en même temps que le présent règlement, le règlement (CE) n° 975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en oeuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

3, considérant que, dans le cadre des programmes existants en matière de coopération avec les pays tiers, y compris TACIS, PHARE, MEDA et le règlement relatif à la reconstruction en Bosnie-et-Herzégovine, ainsi que d'une telle coopération future mise en oeuvre sur la base de l'article 235 du traité CE, des actions sont nécessaires pour contribuer à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays tiers,

4, considérant que l'article F, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne énonce que l'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire;

5, considérant que l'action de la Communauté en matière de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques s'inscrit dans le respect des principes de l'universalité et de l'indivisibilité des droits de l'homme qui forment la clé de voûte du système international de protection des droits de l'homme;

6, considérant que l'action de la Communauté en matière de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques s'inspire des principes généraux établis par la déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques et le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

7, considérant que la Communauté reconnaît l'interdépendance de tous les droits de l'homme; que les progrès réalisés en matière de développement économique et social et en matière de réalisation des droits civils et politiques doivent se soutenir mutuellement;

8, considérant que les droits de l'homme au sens du présent règlement doivent être considérés comme comprenant le respect du droit humanitaire international, compte tenu également des conventions de Genève de 1949 et de leur protocole additionnel de 1977, de la convention de Genève, de 1951, relative au statut des réfugiés et de la convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide, ainsi que d'autres normes de droit international conventionnel ou coutumier;

9, considérant que la résolution sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement, adoptée le 28 novembre 1991 par le Conseil et les États membres réunis au sein du Conseil, définit des orientations, des procédures et des lignes d'action concrètes visant à promouvoir, en parallèle avec les droits économiques et sociaux, les libertés civiles et politiques par le biais d'un régime politique représentatif fondé sur le respect des droits de l'homme;

10, considérant que l'action de la Communauté en matière de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques procède d'une approche positive et constructive qui inscrit les droits de l'homme et les principes démocratiques comme sujet d'intérêt commun

ANNEXES

pour la Communauté et ses partenaires, ainsi qu'élément du dialogue pouvant donner lieu à des initiatives promouvant leur respect effectif;

11, considérant que cette approche positive doit se traduire par la mise en oeuvre d'actions de soutien aux processus de démocratisation, de renforcement de l'État de droit et de développement d'une société civile pluraliste et démocratique ainsi que par la mise en oeuvre de mesures de confiance visant notamment à prévenir les conflits, à soutenir les efforts de paix et à lutter contre l'impunité;

12, considérant que les instruments financiers destinés à soutenir les actions positives dans ces domaines en faveur de chaque pays doivent être utilisés de façon cohérente avec les programmes géographiques et intégrés aux autres instruments de développement, afin d'en augmenter au maximum l'impact et l'efficacité;

13, considérant qu'il est également nécessaire de s'assurer que ces actions sont cohérentes avec l'ensemble de la politique extérieure de l'Union européenne, y compris avec la politique étrangère et de sécurité commune;

14, considérant que ces actions doivent viser en particulier les personnes faisant l'objet de discriminations, souffrant de pauvreté ou défavorisées, les enfants, les femmes, les réfugiés, les migrants, les minorités, les personnes déplacées, les populations autochtones, les prisonniers et les victimes de tortures;

15, considérant que le soutien communautaire à la démocratisation et au respect des principes de l'État de droit dans le cadre d'un régime politique respectueux des libertés fondamentales de l'individu contribue à la réalisation des objectifs inscrits dans les différents accords conclus par la Communauté avec ses partenaires qui font du respect des droits de l'homme et des principes démocratiques un élément essentiel des relations entre les parties;

16, considérant que la qualité, l'impact et la continuité des actions doivent être préservés, notamment en prévoyant la possibilité de lancer des programmes pluriannuels de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques qui seraient préparés en concertation avec les autorités du pays concerné dans un esprit de partenariat, tenant compte des besoins spécifiques du pays;

17, considérant que la mise en oeuvre d'une action efficace et cohérente nécessite que les caractéristiques propres à l'action en faveur des droits de l'homme et des principes démocratiques soient prises en considération et se traduisent notamment par l'établissement de procédures souples, transparentes et rapides pour la prise de décisions concernant le financement des actions et projets dans ce domaine;

18, considérant que la Communauté doit être en mesure de réagir rapidement face à des situations d'urgence ou d'une importance particulière afin de renforcer la crédibilité et l'efficacité de l'engagement communautaire en matière de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques dans les pays où de telles situations viendraient à se produire;

19, considérant que, particulièrement en ce qui concerne les procédures d'octroi de subventions et d'évaluation des projets, il convient de tenir compte de la particularité des bénéficiaires du soutien communautaire dans ce domaine, notamment du caractère non lucratif de leurs activités, des risques encourus par leurs membres, souvent bénévoles, dans des environnements parfois hostiles, et de leur faible marge de manoeuvre en termes de fonds propres;

20, considérant que le développement de la société civile doit notamment se concrétiser par l'émergence et l'organisation de nouveaux acteurs et que, à ce titre, la Communauté peut être amenée dans les pays tiers bénéficiaires à apporter des appuis financiers à des partenaires qui ne peuvent faire état d'expérience antérieure dans le domaine;

21, considérant qu'il convient d'assurer que les décisions relatives à l'octroi d'un soutien financier en faveur de projets de promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques sont prises de manière impartiale dans le respect du principe de nondiscrimination en raison de différences raciales, religieuses, culturelles, sociales ou ethniques à l'égard des organismes bénéficiaires du soutien communautaire et des personnes ou groupes de personnes auxquels s'adressent les projets soutenus et qu'elles ne sont pas dictées par des considérations politiques;

22, considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités d'exécution et de gestion de l'aide de la Communauté à la promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques financée par le budget général de l'Union européenne;

23, considérant que la mise en oeuvre de ces actions est de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté et que le traité ne prévoit pas, pour l'adoption du présent règlement, d'autres pouvoirs que ceux de l'article 235;

24, considérant qu'un montant de référence financière, au sens du point 2 de la déclaration du Parlement européen, du Conseil et de la Commission du 6 mars 1995, est inséré dans le présent règlement pour l'ensemble de la durée du programme, sans que cela affecte les compétences de l'autorité budgétaire définies par le traité,

A ARRETE LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

CHAPITRE PREMIER

Objectifs

Article premier

Le présent règlement a pour objet de fixer les modalités pour la mise en oeuvre des actions communautaires, autres que celles de coopération au développement, qui, dans le cadre de la politique de coopération de la Communauté dans les pays tiers, contribuent à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les actions visées par le présent règlement sont exécutées sur le territoire des pays tiers ou se rattachent à des situations qui se produisent dans les pays tiers.

ANNEXES

Article 2

Les procédures fixées dans le présent règlement s'appliquent aux actions dans les domaines couverts par les articles 3 et 4, mises en oeuvre dans le cadre de programmes existants en matière de coopération avec les pays tiers, y compris TACIS(5), PHARE(6), MEDA(7) et les règlements relatifs à la Bosnie-et-Herzégovine(8), ainsi qu'à toute action de coopération future concernant les pays tiers dans ces domaines, autres que les actions de coopération au développement, mises en oeuvre sur la base de l'article 235 du traité instituant la Communauté européenne.

Article 3

Dans les limites des articles 1er et 2 et en cohérence avec l'ensemble de la politique extérieure de l'Union européenne, la Communauté européenne apporte son concours technique et financier à des actions ayant notamment pour objet:

1, la promotion et la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels que proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'homme, et d'autres instruments internationaux concernant le développement et la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, en particulier:

a, la promotion et la protection des droits civils et politiques;

b, la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels;

c, la promotion et la protection des droits fondamentaux des personnes faisant l'objet de discrimination, souffrant de pauvreté ou défavorisées, ce qui contribuera à diminuer la pauvreté et l'exclusion sociale;

d, le soutien aux minorités, aux groupes ethniques et aux populations autochtones;

e, le soutien aux institutions locales, nationales, régionales ou internationales, y compris les organisations non gouvernementales (ONG), ayant des activités en rapport avec la protection, la promotion ou la défense des droits de l'homme;

f, le soutien aux centres de réhabilitation pour les victimes de tortures et aux organisations offrant une aide concrète aux victimes de violations des droits de l'homme ou pour contribuer à l'amélioration des conditions dans les lieux où des personnes sont privées de leur liberté afin d'empêcher la torture ou les mauvais traitements;

g, le soutien à l'éducation, la formation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme;

h, le soutien aux actions visant à l'observation dans le domaine des droits de l'homme, y compris la formation des observateurs;

i, la promotion de l'égalité des chances et des pratiques non discriminatoires, y compris des mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie;

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

j, la promotion et la protection des libertés fondamentales telles que mentionnées dans le pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment la liberté d'opinion, d'expression et de conscience, ainsi que le droit à la pratique de sa langue;

2, le soutien aux processus de démocratisation, en particulier:

a, la promotion et le renforcement de l'État de droit et notamment le soutien à l'indépendance et au renforcement du pouvoir judiciaire et l'appui à un système pénitentiaire respectueux de la personne humaine; le soutien des réformes constitutionnelles et législatives; le soutien aux initiatives en faveur de l'abolition de la peine de mort;

b, la promotion de la séparation des pouvoirs, notamment celle des pouvoirs judiciaire et législatif par rapport au pouvoir exécutif, et le soutien des réformes institutionnelles;

c, la promotion du pluralisme tant au niveau politique qu'au niveau de la société civile. Dans ce but, il faut renforcer les institutions nécessaires pour assurer le caractère pluraliste de la société, y compris les organisations non gouvernementales (ONG), et promouvoir l'indépendance et la responsabilité des médias et le soutien à la liberté de la presse ainsi que le respect des droits à la liberté syndicale et à la liberté de réunion;

d, la promotion de la bonne gestion des affaires publiques, notamment par l'appui à la transparence de l'administration et à la prévention et la lutte contre la corruption;

e, la promotion de la participation des populations aux processus de prise de décision tant au niveau national et régional que local et, en particulier, la promotion d'une participation équilibrée des hommes et des femmes à la société civile, à la vie économique et à la politique;

f, le soutien des processus électoraux, notamment par l'appui aux commissions électorales indépendantes, l'octroi d'une assistance matérielle, technique et juridique à la préparation des élections, y compris aux recensements électoraux, des mesures visant à favoriser la participation de groupes spécifiques, notamment les femmes, aux processus électoraux ainsi que par la formation d'observateurs;

g, le soutien aux efforts nationaux de démarcation des responsabilités civiles et militaires et la sensibilisation et la formation au respect des droits de l'homme pour les personnels civils et militaires;

3, le soutien aux actions de promotion du respect des droits de l'homme et de démocratisation à l'appui de la prévention des conflits et du traitement de leurs conséquences en étroite liaison avec les enceintes compétentes en la matière, en particulier:

a, le soutien à la mise en place de structures, notamment la mise en place de systèmes locaux d'alerte rapide;

ANNEXES

b, le soutien aux mesures visant à équilibrer les chances et à combler les disparités existant entre différents groupes d'identité;

c, le soutien aux mesures favorisant un règlement pacifique entre les intérêts de groupe, notamment le soutien aux mesures de confiance relatives aux droits de l'homme et à la démocratisation, afin d'empêcher les conflits et de rétablir la paix civile;

d, la promotion du droit humanitaire international et de son respect par toutes les parties engagées dans un conflit;

e, l'appui aux organisations internationales, régionales ou locales, y compris les organisations non gouvernementales (ONG), intervenant en matière de prévention et de règlement des conflits et de traitement de leurs conséquences, y compris le soutien à l'établissement de tribunaux pénaux internationaux ad hoc et à l'instauration d'une juridiction pénale internationale permanente, ainsi qu'en matière de soutien et d'assistance aux victimes de violations des droits de l'homme.

Article 4

Pour ce faire, le soutien communautaire peut inclure, parmi ses moyens d'action, le financement:

1, des actions de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs concernés et de l'opinion publique;

2, des actions nécessaires à l'identification et la préparation des projets, à savoir:

a, les études d'identification et de faisabilité;

b, les échanges de connaissances techniques et d'expériences entre organismes européens et organismes des pays tiers;

c, les frais découlant des appels d'offres, notamment l'évaluation des offres et la préparation des documents de projets;

d, le financement d'études à caractère général concernant l'action communautaire dans les domaines visés au présent règlement;

3, de la mise en oeuvre de projets concernant:

a, les actions d'assistance technique et le personnel expatrié et local en vue de contribuer à la réalisation des projets;

b, l'achat et/ou la fourniture de tout produit ou matériel strictement nécessaire à la mise en oeuvre des actions, y compris, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, l'achat ou la location de locaux;

c, le cas échéant, les mesures destinées à mettre en évidence la nature communautaire des actions;

4, des actions de suivi, d'audit et d'évaluation des actions communautaires;

5, des activités d'explication à l'opinion publique des pays concernés des objectifs et des résultats de ces actions ainsi que des tâches d'assistance administrative et technique au profit mutuel de la Commission et du bénéficiaire.

CHAPITRE II

Modalités d'exécution de l'aide

Article 5

1, Les partenaires pouvant obtenir un soutien financier au titre du présent règlement sont les organisations régionales et internationales, les organisations non gouvernementales, les administrations et les agences publiques nationales, régionales et locales, les organisations à base communautaire, les instituts et les opérateurs publics ou privés.

2, Les actions financées par la Communauté au titre du présent règlement sont mises en oeuvre par la Commission, soit à la demande des partenaires visés au paragraphe 1, soit de sa propre initiative.

Article 6

L'aide de la Communauté est ouverte aux partenaires visés à l'article 5, paragraphe 1, ayant leur siège principal dans un pays tiers bénéficiaire de l'aide de la Communauté au titre du présent règlement ou dans un État membre de la Communauté, ledit siège devant constituer le centre effectif de toutes les décisions relatives aux actions financées au titre de ce règlement. À titre exceptionnel, ce siège peut se situer dans un autre pays tiers.

Article 7

Sans préjudice du contexte institutionnel et politique dans lequel les partenaires visés à l'article 5, paragraphe 1, mènent leurs activités, les éléments suivants sont notamment pris en considération pour déterminer si un partenaire est susceptible d'avoir accès au financement communautaire:

a, son engagement à défendre, respecter et promouvoir sans discrimination les droits de l'homme et les principes démocratiques;

b, son expérience dans le domaine de la promotion des droits de l'homme et des principes démocratiques;

c, sa capacité de gestion administrative et financière;

d, sa capacité technique et logistique par rapport à l'action envisagée;

ANNEXES

e, le cas échéant, les résultats des actions mises en oeuvre antérieurement, en particulier celles ayant bénéficié d'un financement communautaire;

f, sa capacité de développer la coopération avec d'autres acteurs de la société civile dans le pays tiers concerné et d'acheminer l'aide vers les organisations locales responsables devant la société civile.

Article 8

1, L'aide n'est accordée aux partenaires visés à l'article 5, paragraphe 1, que si ceux-ci s'engagent à respecter les conditions d'allocation et de mise en oeuvre qui sont fixées par la Commission et auxquelles les partenaires se sont contractuellement engagés.

2, Toute action bénéficiant de l'aide communautaire est exécutée conformément aux objectifs définis dans la décision de financement de la Commission.

3, Le financement communautaire au titre du présent règlement prend la forme d'aides non remboursables.

4, Dans la mesure où les actions financées au titre du présent règlement se traduisent par des conventions de financement entre la Communauté et les pays bénéficiaires, celles-ci prévoient que le paiement de taxes, de droits et de charges n'est pas financé par la Communauté.

Article 9

1, La participation aux appels d'offres et aux marchés est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales du pays bénéficiaire et des États membres. Elle peut être étendue à d'autres pays dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

2, Les fournitures sont originaires des États membres ou du pays d'accueil. Elles peuvent être originaires d'autres pays dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Article 10

1, Afin de réaliser les objectifs de cohérence et de complémentarité et dans le but de garantir une efficacité optimale de l'ensemble de ces actions, la Commission peut, en étroite coopération avec les États membres, prendre toutes les mesures de coordination nécessaires.

2, En tout cas, aux fins du paragraphe 1, la Commission encourage: l'instauration d'un système d'échange et d'analyse systématique d'informations sur les actions financées et celles dont le financement est envisagé par la Communauté et les États membres;

b, une coordination sur le lieu de mise en oeuvre des actions à travers des réunions régulières d'échange d'informations entre les représentants de la Commission et des États membres dans le pays bénéficiaire;

c, la promotion d'une approche cohérente en matière d'aide humanitaire et, à chaque fois que cela sera possible, l'intégration de la protection des droits de l'homme dans l'aide humanitaire.

CHAPITRE III

Procédures de mise en oeuvre des actions

Article 11

Le montant de référence financière pour la mise en oeuvre du présent règlement pour la période 1999-2004 est de 150 millions d'euros. Les crédits annuels sont autorisés par l'autorité budgétaire dans la limite des perspectives financières.

Article 12

La Commission est chargée de la programmation, de l'instruction, de la décision et de la gestion, du suivi et de l'évaluation des actions visées au présent règlement selon les procédures budgétaires et autres en vigueur. Elle fixe les conditions d'allocation, de mobilisation et de mise en oeuvre des aides visées au présent règlement.

Article 13

1, Sont arrêtés par la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 14, paragraphe 2: les décisions concernant les actions dont le financement au titre du présent règlement dépasse un million d'euros par action ainsi que toute modification de ces actions entraînant un dépassement supérieur à 20 % du montant initialement convenu pour l'action concernée, les programmes destinés à fournir un cadre cohérent d'action dans un pays ou une région déterminé ou sur un thème particulier où les besoins constatés sont de nature à perdurer, notamment du fait de leur ampleur et de leur complexité.

2, La Commission informe le comité visé à l'article 14 des décisions de financement qu'elle a l'intention de prendre concernant les projets et programmes d'une valeur inférieure à un million d'euros. Cette information est faite au plus tard une semaine avant la prise de décision.

Article 14

1, La Commission est assistée par le comité, ci-après dénommé "comité des droits de l'homme et de la démocratie", institué par l'article 13 du règlement (CE) n° 975/1999.

2, Lorsqu'il est fait référence au présent article, le représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet, dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 148, paragraphe 2, du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des États membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend part au vote.

La Commission arrête les mesures envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité.

Lorsque les mesures envisagées ne sont pas conformes à l'avis du comité, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

ANNEXES

Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission.

Article 15

1, La Commission peut financer des interventions d'urgence pour un montant ne dépassant pas 2 millions d'euros.

Sont considérées comme interventions d'urgence les actions concernant des besoins immédiats et non prévisibles liés à l'interruption brutale du processus démocratique ou à l'émergence d'une situation de crise ou de danger exceptionnel et imminent qui affecte l'ensemble ou une partie de la population d'un pays et constitue une grave menace pour la sauvegarde des droits et libertés fondamentaux des individus.

2, Pour les actions répondant à ces conditions, la Commission arrête sa décision, après avoir consulté les États membres au moyen des instruments les plus efficaces. Les États membres disposent d'un délai de cinq jours ouvrables pour formuler d'éventuelles objections. S'il y a des objections, le comité visé à l'article 14 examine la question lors de sa réunion suivante.

La Commission informe le comité visé à l'article 14, lors de sa réunion suivante, de toutes les interventions d'urgence financées au titre des présentes dispositions.

Article 16

Le comité peut examiner toute question générale ou spécifique relative à l'aide communautaire en la matière et devrait également assumer un rôle utile en tant qu'instrument d'amélioration de la cohérence des actions de l'Union européenne à l'égard des pays tiers en matière de droits de l'homme et de démocratisation. Il procède une fois par an à l'examen de la programmation prévue pour l'exercice suivant ou à un échange de vues sur les orientations générales des actions à mener dans l'année à venir au titre du présent règlement.

Article 17

1, La Commission procède régulièrement à l'évaluation des actions financées par la Communauté au titre du présent règlement en vue d'établir si les objectifs visés par ces actions ont été atteints et en vue de fournir des lignes directrices pour améliorer l'efficacité des actions futures. La Commission soumet au comité un résumé des évaluations réalisées qui peuvent, le cas échéant, être examinées par celui-ci. Les rapports d'évaluation sont à la disposition des États membres qui le demandent.

2, À la demande des États membres, la Commission peut, avec la participation de ceux-ci, également procéder à des évaluations portant sur les résultats des actions et des programmes de la Communauté visés par le présent règlement.

Article 18

Tout contrat ou convention de financement conclu au titre du présent règlement prévoit notamment que la Commission et la Cour des comptes peuvent procéder à des contrôles sur place et au siège des partenaires visés à l'article 5, paragraphe 1, selon les modalités

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

habituelles définies par la Commission dans le cadre des dispositions en vigueur, en particulier celles du règlement financier applicable au budget général de l'Union européenne.

Article 19

1, La Commission informe les États membres, au plus tard dans un délai d'un mois après sa décision, des actions et des projets approuvés, en indiquant leurs montants, leur nature, le pays bénéficiaire et les partenaires concernés.

2, Après chaque exercice budgétaire, la Commission soumet un rapport annuel au Parlement européen et au Conseil comprenant le résumé des actions financées au cours de l'exercice.

Le résumé contient notamment des informations concernant les partenaires avec lesquels les actions visées à l'article 1er ont été mises en oeuvre.

Le rapport inclut également une synthèse des évaluations externes effectuées et, le cas échéant, propose des actions spécifiques.

Article 20

Trois ans après l'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission présentera au Parlement européen et au Conseil une évaluation d'ensemble des actions financées par la Communauté dans le cadre du présent règlement, qui peut être assortie de propositions appropriées concernant l'avenir du présent règlement.

Article 21

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes. Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 29 avril 1999. Par le Conseil

Le président

W. MÜLLER

INDEX

- accord 'intérimaire';98
accords euro-méditerranéens
 d'association;29;74;
 90;93;95;100;101;
 104;111;114
ACP;55
acquis communautaire;112
action jeunesse;92
Algérie;11;73;77;88;89;99;118;130
 ;150
Angel Moratinos;50;134
Anneli;70;143
article 16 ;93
article 2 ;26;29;31;32;87;
 101;102;103;104;
 107;133
auditions publiques;77;109
Autorité Palestinienne;78;99;103
avis conforme ;62;74;75;89;97;
 105;106;110;111;
 113;117
avis consultatif obligatoire;62
Banque européenne d'investis-
 sissement (BEI);
 89,90
Baron Crespo;70
Birdal;73
Blokland;70
Bonde;70
Bowman;53
Brouwers;56
Brusset;54
Bruxelles;57;65;66;78;108;119;129
 ;134;135;136;142;
 151
Bureau du Parlement;69
Cabral ;69
CAMPUS ;92
Chapitre B7-70 ;115;116
Charte euro-méditerranéenne pour
 la sécurité et la
 stabilité;83; 86
Chypre;11;54;55;76;88;95;110;111
 ;112;146;150
clause de 'non-exécution';101
COHOM;46
Comité 'de l'article 133;47
Comité d'association;97;107;152
Comité de coordination;46
Comité de l'article 1 4;89
Comité des droits de
 l'Homme;117;122
Comité Maghreb-Machrek;46
Comité MED;54;88;89;90;149
Commission des affaires
 étrangères, des
 droits de l'Homme,
 de la Sécurité
 commune et de la
 politique de
 défense;67;69;74
Commission des libertés et des
 droits de citoyens,
 de la justice et des
 affaires
 intérieures;67
Commission Prodi;53
Commission Santer;53
commissions parlementaires
 ;65;67;69;75;106;
 146
Confédéral de la Gauche Unitaire
 Européenne/Gauche
 Verte Nordique
 (GUE/NGL);70

GUIDE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PROCESSUS DE BARCELONE

- Conférence de Barcelone;31
;33;77;80;91;92
- Conférence de Stuttgart;35
- Conférence des Présidents;67
- Conseil Affaires générales;44
- Conseil d'association
;96;97;101;102;107;
108;130;152
- Conseil des Ministres;44;62;64;
69;89
- Conseil Justice et affaires
intérieures;44
- Convention de Genève;34;35
- Coopération entre les services de
protection civile;95
- COREPER;46;58;134;152
- COREPER I;46
- COREPER II;46
- Cox;70
- critères de Copenhague;112;114
- Day;54
- de Angelis;56
- Déclaration de Barcelone;11;
12;16;20;22;29;31;
32;80;84;86;88;91;
94;117;127;131
- délégations interparlementaires;69;
75
- dell'Alba;71
- della Monica;55
- Deuxième pilier;13;36;45;49
- deuxième 'volet' (partenariat
économique et
financier);39
- Direction B;54;56
- Direction D;56
- Direction F;54;125
- Direction générale
'développement' ;55
- Direction générale 'élargissement'
;54;112
- Direction générale 'relations
extérieures;53
- Direction II/A Relations
extérieures;69
- DNO;63
- DO;63
- droit de regard mutuel;104
- Dupla del Moral;54
- ECHO;53;55;56
- ECRE;35
- Egypte;11;50;76;88;89;99;118;119;
130;134;150
- Eich;56
- ELDR;70;71;130;142;143;144;145;
146;147;148;149
- Eneko;56
- Eriksson;50;134
- Euromed Audiovisuel;91
- Euromed Heritage;91
- EuroMeSCo;94
- Forum civil de euromed
;13;28;83;128;129;
132
- Forum de l'opinion européenne;65
- de Gaulle;71
- Ghezali;73
- Gomez Reino;54
- Gonzales-Durantez;54
- Groupe de haut niveau 'Asile et
migration;47
- groupe de travail sur les droits de
l'Homme;69
- Groupe pour l'Europe des
Démocraties et des
Différences
(EDD);70
- Groupe technique des Députés
Indépendants
(TDI);71
- Groupe Union pour l'Europe des
Nations (UEN);70
- Groupes politiques européens;70
- GUE/NGL;70;71;142;143
- Hauts fonctionnaires;84
- Hauts Fonctionnaires;29;
84;85;86;149
- Israël;54;76;83;88;98;102;103;104;
106;118;126;148;
150
- JAI;36;38
- Jordanie;11;50;88;89;99;102;103;

INDEX

- 150
- Ksila;73
- l'Initiative européenne pour la
démocratie et les
droits de
l'Homme;8;9;73;
115;116;117;119;
125
- Lannoye;70
- Laurent;54
- Le Comité de Barcelone;84;85
- Le Conseil européen;34;
38;41;54;112
- Le niveau multilatéral;80;152
- Legras;54
- Les clauses 'droits de l'Homme'
;26;100 (voir
également article 2)
- Les Programmes Indicatifs
Nationaux (PIN);88
- Liban;11;50;76;88;89;99;118;150
- Liberato;69
- Lowe;55
- Machrek;48;54;76;126;138;147
- Maghreb;18;46;48;54;76;125;134;
147
- Malte;11;13;54;55;76;80;82;84;85;
88;95;110;111;112;
146;150
- Mandela;73
- Maroc;11;47;76;88;89;98;102;103;
118;150
- Maurer;55
- MED CAMPUS;83;92
- MED MEDIA;83
- MED URBS;83
- MEDA;12;20;27;30;31;57;87;88;8
9;90;91;93;94;96;
116;117;118;119;
120;127
- Mesures de confiance et de
sécurité;86
- Ministres des Affaires
étrangères;44;82;84;
96;152
- Moyen-Orient;19;48;50;54;78;87;
125;128;134
- Napoli;54
- Nielson;55
- Noonan;69
- OLAF;64
- Oliveira e Sousa;56
- OLP;83;99
- OMC;18
- ONGs;15;28;32;35;55;72;74;75;79;
105;107;108;110;
113;115;118;119;
122;130;131;132
- OTAN;48
- Palerme;80;82;83
- Papadopoulos;56
- Parti des Socialistes Européens
(PSE);70
- Parti Européen des Libéraux,
Démocrates et
Réformateurs
(ELDR);70
- Parti Populaire Européen
(Démocrates-
chrétiens) et
Démocrates
Européens
(PPE-DE);70
- Pasqua;70
- Patten;53;58
- PEM;11;16;17;18;19;20;21;40;42;
74;93;127;128;129;
130;131
- période des négociations;105
- PESC;36;38;39;42;46;48;49;50;56;
57;58;71;125;134
- pétitions individuelles;64
- PHARE;90
- PIR;88
- PMR;18
- Poettering;70
- PPE-DE;71
- premier 'volet' du partenariat;39
- premier 'volet' du partenariat
(partenariat

- politique et de sécurité);39
- Premier pilier;13;36
- premier volet;86
- Présidence du Conseil;45;84
- Priestley;69
- Prix Sakharov de la liberté de pensée;73
- procédure de co-décision;62
- procédure de consultation;36
- procédure de coopération;36;62
- procédure de l'avis conforme;38
- procédure de la codécision;36
- Processus de Barcelone;83;88;94
- Processus de paix;78;82
- Prodi;53;125
- Programme Indicatif Régional;88;91
- Programmes Indicatifs Nationaux;20;88;91
- PSE;70;71;142;143;144;145;146;147;148;149
- PTM;17;18
- rapporteur;69;74
- réalisme géo-politique;72
- Règlement MEDA II;90
- relations extérieures ;28;35;48;53;54;55;58;67;74;112;125;152
- REMDH;12;13;30;108;128;129;130
- Saint-Josse;70
- SCR;55;56
- Solana;48;58;72
- Sommet de Cannes;42
- Sommet de Cologne;41
- Sommet de Copenhague;41
- Sommet de Vienne;43
- Sommet européen de Luxembourg;111;113
- Speroni;71
- Strasbourg;65;66;142
- stratégies communes;38;42;43;49
- Stuttgart;13;28;30;33;80;82;83;84;85;86;109;128;129
- Suomalainen;54
- Syrie;11;50;76;88;100;118;119;130;150
- Traité d'Amsterdam;22;32;35;39;42;48;49;58;61;62;113
- Traité de Maastricht;32;62
- Traité de Rome;61
- Traité sur l'Union européenne;21;32;38
- Troïka;46;84;99
- troisième 'volet' (partenariat dans les domaines social, culturel et humain);39
- Troisième pilier;36;39;38;46
- TUE;21;22;37;49;50;57
- Tunis;107;150
- Tunisie;11;76;77;88;97;98;102;103;104;106;107;108;118;119;130;150
- Turquie;11;54;55;73;76;88;95;110;111;112;114;146;151
- Unité des droits de l'Homme;69;77
- Van der Linden;55
- Van der Meulen;54
- Van der Pas;55
- Verheugen;54
- Verts/ALE;70;71;143
- Verts/Alliance Libre Européenne (Verts/ALE);70
- Vinas;54
- Volet économique et financier;24;57;82
- Volet politique et de sécurité;20;22;134
- Volet social, culturel et humain;20;25;83;91
- Vuohula;56
- Wurtz;70
- Zana;73
- Zangl;54

INDEX